

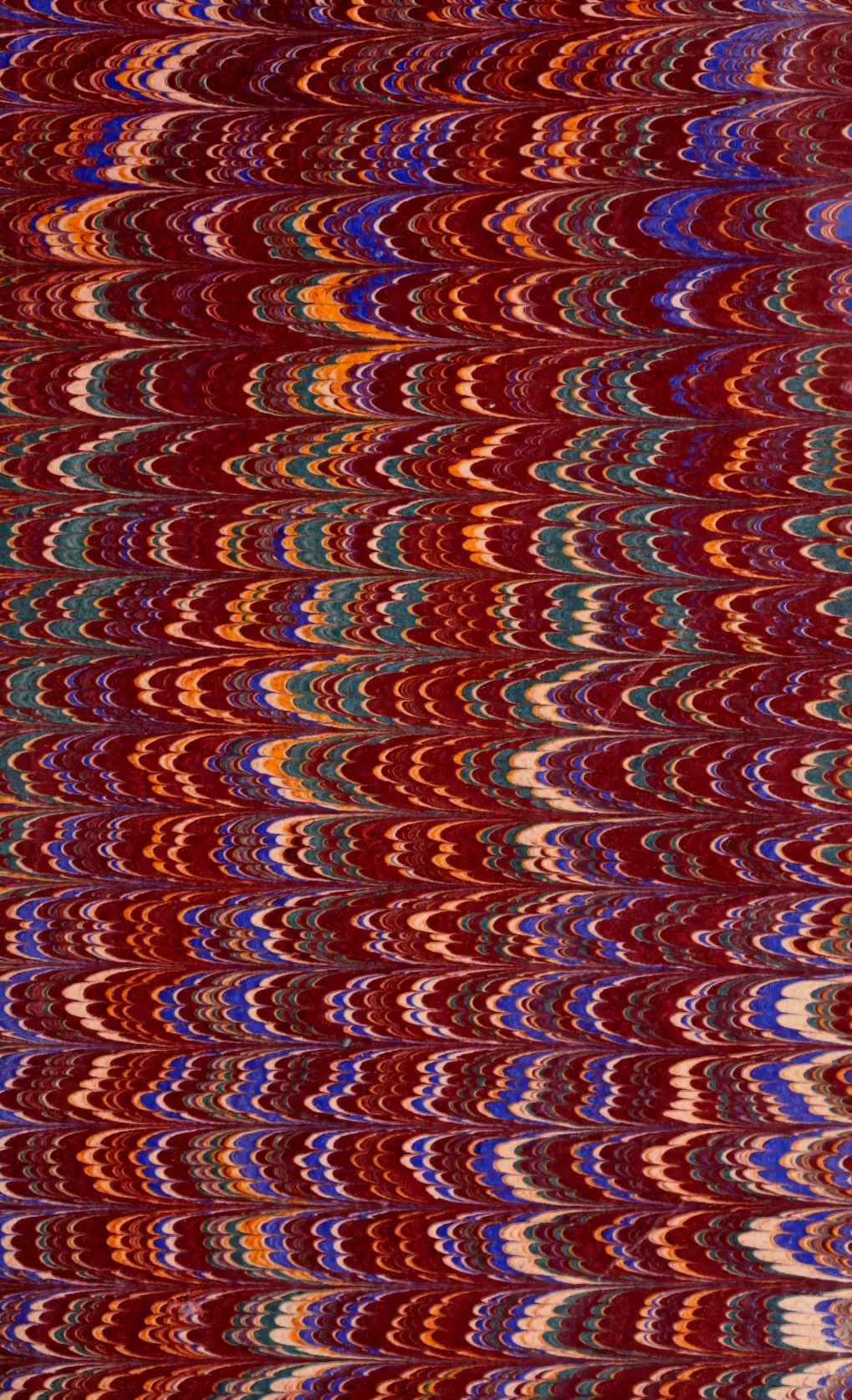


THE GETTY CENTER LIBRARY



*Why ask for the moon
When we have the stars?*

AS



SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE

DE NANTES

<i>Ac.</i> —	Académie, académique.
<i>Adj.</i> —	Adjoint.
<i>Adm.</i> —	Administration, administrateur, administratif, — ive.
<i>Agr.</i> —	Agriculture, agriculteur, agricole.
<i>Anc.</i> —	Ancien, — ne.
<i>Ant.</i> —	Antiquaire.
<i>Arch.</i> —	Archéologie, archéologique.
<i>Arr.</i> —	Arrondissement
<i>Art.</i> —	Artiste, artistique.
<i>Ass.</i> —	Association.
<i>B.-a.</i> —	Beaux-arts.
<i>Bib.</i> —	Bibliothèque, bibliothécaire.
<i>Bib. bret.</i> —	Bibliophiles bretons.
<i>Centr.</i> —	Central, — e.
<i>Com.</i> —	Comité.
<i>Comm.</i> —	Commission, commissaire.
<i>Conf.</i> —	Conférence.
<i>Cons.</i> —	Conseil, conseiller.
<i>Cor.</i> —	Correspondant.
<i>Dél.</i> —	Délégué.
<i>Dép.</i> —	Département, — départemental, — e.
<i>Dir.</i> —	Directeur.
<i>Ec.</i> —	Ecole.
<i>El.</i> —	Elève.
<i>Fond.</i> —	Fondateur.
<i>Gén.</i> —	Général, — e.
<i>Géog.</i> —	Géographie, géographiqe.
<i>Hist.</i> —	Histoire, historique.
<i>Hon.</i> —	Honneur, honoraire.
<i>Hort.</i> —	Horticulture, horticulteur, horticole.
<i>Inst.</i> —	Instruction.
<i>L^a.</i> —	Lauréat.
<i>Lit.</i> —	Littéraire.
<i>Min.</i> —	Ministère.
<i>Mun.</i> —	Municipal, — e.
<i>Nat.</i> —	Naturel, — le.
<i>Pr^t, v.-pr^t.</i> —	Président, vice-président.
<i>Prof.</i> —	Professeur.
<i>Publ.</i> —	Public, — ique.
<i>Secr.</i> —	Secrétaire.
<i>S^t, s^{te}.</i> —	Sainte, sainte.
<i>Soc.</i> —	Société.
<i>Sc.</i> —	Sciences, scientifique.
<i>Sup.</i> —	Supérieur.
<i>Trés.</i> —	Trésorier.
<i>Chev.</i> —	Chevalier.
<i>O.</i> —	Officier.
<i>C.</i> —	Commandeur.
<i>G. O.</i> —	Grand-officier.
<i>G. C.</i> —	Grand-croix.
<i>Av.</i> —	Avenue.
<i>Boul.</i> —	Boulevard.
<i>Ch.</i> —	Château.
<i>Imp.</i> —	Impasse.
<i>Pass.</i> —	Passage.
<i>Pl.</i> —	Place.
<i>R.</i> —	Rue.
<i>Q.</i> —	Quai.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
DE NANTES

ET DU DÉPARTEMENT DE LA LOIRE-INFÉRIEURE

quatrième
TOME TRENTE-TROISIÈME

ANNÉE 1895



NANTES
BUREAUX DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
—
1895

MODIFICATIONS SURVENUES

Depuis le 1^{er} Janvier 1896

MEMBRES TITULAIRES

MM. ALFRED CARAVANNIEZ, statuaire, 1^{er} du Salon, m. de la Soc. des art. français, rue Sully, 8, et Saint-Suliac (Ille-et-Vilaine),

CHARLES PAGEOT, agent-voyer à Guémené-Penfao, et PAUL SECHEZ, inspecteur d'assurances, quai Penthievre, 5, Nantes, ont été admis le 14 janvier 1896 ;

MM. JOSEPH VALLET, sculpteur, rue de Rennes, 48 ; ANTOINE VINCENT, ancien juge au tribunal de commerce, rue de Courson, 3, et FÉLIX VINCENT, château de la Gobinière, ORVAULT, ont été admis le 4 février 1896.

M. le comte ALEXANDRE DE MONTI DE REZÉ est décédé le 21 février 1896.

MM. OLIVIER DU BOISCHEVALIER, ch. de l'ordre royal du Cambodge et du Dragon-Vert de l'Annam, r. du Lycée, 9, et ch. de la Noë, Saint-Philbert-de-Grand-Lieu, et MARCEL SOULLARD, r. Basse-du-Château, 10, et ch. de la Noë, près Nantes, ont été admis le 7 avril 1896.

LISTE DES MEMBRES

DE LA

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE NANTES

ET DE LA LOIRE-INFÉRIEURE

BUREAU

MM. HENRI LE MEIGNEN, O. A. 43

RÉNÉ BLANCHARD,

LÉON MAITRE, O. I. 43

le baron CHRISTIAN DE WISMES

le vicomte EMILE DE KERVENOAËL

JOSEPH SENOT DE LA LONDE

ALCIDE DORTÉL, O. I. 43

CHARLES RIARDANT,

RAYMOND POUVREAU,

HENRI LA PEYRADE

le baron GAETAN DE WISMES

Président.

{ Vice-présidents.

{ Secrétaires généraux.

{ Secrétaires du Comité.

Trésorier.

Trésorier-adjoint.

{ Bibliothécaires-
archivistes.

COMITÉ CENTRAL

MEMBRES A VIE

Fondateur

(ADMIS LE 9 AOÛT 1845)

M. DE LA NICOLLIÈRE-TEIJEIRO, O. A. ☿.

Anciens Présidents¹

MM. le vicomte SIOGHAN DE KERSABIEC (1863-1868) ;
l'abbé CAHOUR, O. A. ☿ (1869-1871) ;
MARIONNEAU, ✱, O. A. ☿ (1875-1877) ;
le marquis DE BREMOND D'ARS MIGRÉ ✱ (1884-1886) ;
LE MEIGNEN, O. A. ☿ (1887-1889) ;
le marquis DE DION, ✱ (1890-1892) ;
de la NICOLLIÈRE-TEIJEIRO, O. A. ☿ (1893-1895).

MEMBRES ÉLUS

MM. CLAUDE DE MONTI DE REZÉ, ORIEUX, ✱, O. A. ☿, SOULLARD, l'abbé ALLARD,	{	sortants en 1896.
le docteur BUREAU, O. I. ☿, O. A. ☿, le baron DES JAMONIERES,		
le baron BERTRAND-GESLIN, ✱, O. A. ☿, CHAILLOU, O. A. ☿,	{	sortants en 1897.
le marquis DE L'ESTOURBEILLON, O. A. ☿,		
	{	sortants en 1898.

¹ Les autres présidents de la Société ont été : MM. NAU (1845-1862), décédé le 4 juillet 1865 ; — l'intendant militaire GALLES (1872-1874), décédé le 11 août 1891 ; — le baron DE WISMES (1878-1880), décédé le 5 janvier 1887 ; — le vicomte J. de la LAURENCIE (1831-1833), démissionnaire.

MEMBRES TITULAIRES

Date de la réception.

1878	4 juin.	ALIZON (Emile), notaire, anc. rapporteur de la Chambre, suppléant de juge de paix, r. Franklin, 20.
1886	12 janvier.	ALLARD (l'abbé Louis), chanoine d'Angers, écrivain, r. Haute-Roche, 4 bis.
1852	5 octobre.	ANIZON (le docteur Paul), anc. adm. du Bureau de bienfaisance, 1 ^r de la Soc. ac., r. des Halles, 22.
1893	6 juin.	AUGEARD (Eugène), notaire, suppléant du juge de paix, St-Mars-la-Jaille.
1886	11 mai.	AVIAU DE TERNAY (le comte Ludovic d'), r. Tournefort, 2, et ch. de Ternay, Les Trois-Moutiers (Vienne).
1892	3 mai.	AVROUIN-FOULON (Louis), r. Sully, 6, et ch. de la Couronnerie, Carquefou.
1879	4 novembre.	BACQUA (Auguste), maire de St-Fiacre, pl. Louis XVI, 1, et ch. du Coin, La Haie-Fouassière.
1885	3 mars.	BAGNEUX (le vicomte Zénobe FROTIER de), r. Sully, 2, et ch. de la Pellissonnière, Beaupère (Vendée).
1886	2 novembre.	BALBY DE VERNON (le marquis Georges de), écrivain, maire de St-Julien-de-Vouvantes, m. de la Soc. des agr. de France et de la Soc. hist. et arch. de l'Orléanais, ch. de la Briaie, St-Julien-de-Vouvantes.
1881	8 février	BASTARD (Charles), écrivain, numismate, m. de la Soc. française d'arch., ch. de la Haie-Mérier, Cordemais.
1874	1 ^{er} décembre.	BAUGÉ (Simon), dir. particulier de l'Urbaine et de la Seine, juge suppléant au Tribunal de commerce, r. Lafayette, 1.
1891	8 décembre.	BEAUCAIRE (le vicomte Robert HORRIC de), ch. de la Cholière, Orvault.
1895	8 mai.	BELLEVUE (le comte Xavier FOURNIER de), cons. gén. de la Loire-Inférieure, m. de la Comm. dép., v.-pr ^t du Syndicat des agr., ch. de Moulinroûl, Soudan.
1889	12 novembre.	BÉNARD (Léon), docteur ès-lettres, écrivain, prof. au Lycée, r. de Paris, 28, Angers (Maine-et-Loire).
1884	3 juin.	BERTHOU (Paul de), archiviste paléographe, écrivain,

- m. de la Soc. de l'Ec. des Chartes et de la Soc. de l'hist. de France, boul. Delorme, 5, et ch. du Plessis-Guerry, Le Pallet.
- 1884 5 février. BERTRAND-GESLIN (le baron Henri), ✱, O. A. 83, anc. s.-préfet, anc. maire de Vue, anc. pr^t du Cons. d'arr. de Cholet (Maine-et-Loire), r. du Bocage, 4, et ch. du Pas, Vue.
- 1893 7 mars. BIGNE-VILLENEUVE (Armel de la), ✱, anc. s.-comm. de la Marine, pl. de la Préfecture, 3.
- 1875 2 mars. BLANCHARD (René), l^r de l'Institut, écrivain, secr. et bib. de la Soc. des Bib. bret., q. Turenne, 11 bis.
- 1884 7 février. BLANCHET (le docteur Ferdinand), anc. pr^t de la Soc. ac., pr^t hon. de la Soc. nantaise d'hort., m. de la Soc. des sc. nat. de l'Ouest de la France, de la Soc. art. et lit. de l'Ouest et de la Soc. de géogr. commerciale, r. du Calvaire, 3, et Le Pellerin.
- 1846 6 mai. BOIS DE MAQUILLÉ (le comte Constant du), écrivain, cons. d'arr. de Châteaubriant, maire de Nozay, v.-pr^t du Comice agr. cent. de la Loire-Inférieure, r. Basse-du-Château, 10, et ch. de la Touche, Nozay.
- 1886 2 novembre. BOIS DE LA PATELLIÈRE (Henri du), écrivain, maire, de St-Etienne-de-Mont-Luc, St-Etienne-de-Mont-Luc.
- 1887 6 avril. BORD (Gustave), écrivain, anc. dir. de la *Revue de la Révolution*, St-Nazaire.
- 1875 16 novembre. BOSSIS (Auguste), r. Chaptal, 1 (av. de Launay), et Ingrandes-s.-Loire (Maine-et-Loire).
- 1890 15 juillet. BOUBÉE (Joseph), ch. de la Meule, Arthon.
- 1893 7 mars. BOUCHAUD (Adolphe), pl. de la Petite-Hollande, 3, et ch. de la Bernardière, Chantenay.
- 1879 7 janvier. BOUGOUÏN (François), architecte, anc. élève de l'Éc. des B.-a., médaillé de la Soc. cent. des architectes français, r. du Calvaire, 10.
- 1892 8 novembre. BOUILLÉ (le comte Henri de), ch. de Casson, Nort.
- 1886 2 novembre. BOUYER (l'abbé Jules), chanoine hon., anc. missionnaire, anc. aumônier des Dames Blanches. sup. du Petit-Séminaire de Guérande, Guérande.
- 12 janvier. BREIL DE PONTBRIAND (le comte Fernand du), cons. gén. et député de la Loire-Inférieure, maire d'Erbray, m. du Cons. dép. de l'instr. publ., m. hon. de la Soc. art. et lit. de l'Ouest, r. Scribe, 4, ch. de la Haie-Besnou, Erbray, et boul. St-Germain, 238, Paris.
- 1874 5 mai. BREMOND D'ARS MIGRÉ (le marquis Anatole de), ✱, chev. de St-Jean de Jérusalem (Malte) et de St-Sylvestre, écrivain, anc. s.-préfet, secr. du Cons.

gén. du Finistère, pr^t du Comice agr. de Pont-Aven, cor. de la Soc. nationale des ant. de France, dél. de la Soc. des Bib. bret., prés. du Com. dép. de la Soc. bibliographique, pr^t du Cons. héraldique de France, m. de la Comm. du Musée arch., r. Harrouys, 5, ch. de la Porte-Neuve, Riec (Finistère), et r. Jean-Bart, 9, Paris.

- 1892 8 mars. BRÉVEDENT du PLESSIS (Irénée de), r. St-Pierre, 1.
- 1886 14 novembre. BROCHAND (Victor), peintre décorateur, r. Contrescarpe, 22.
- 1878 23 juillet. BROSSE (Gustave GUILLET de la), pl. St-Pierre, 3, et ch. de l'Hôpital, La Chapelle-s.-Erdre.
- 1890 18 mars. BRUC de LIVERNIÈRE (le comte Léopold de), c. Chauvin, 2, ch. de Bruc, Guéméné-Penfao, et ch. de la Chapelle-Faucher, St-Pierre-de-Côle (Dordogne).
- — BRUC (le vicomte Maurice de), camérier d'hon. de S. S. le pape Léon XIII, ch. de Bruc, Candé (Maine-et-Loire).
- 1891 3 février. BUREAU (le docteur Louis), O. I. $\frac{3}{4}$, O. A. $\frac{3}{4}$, licencié ès sc. nat., écrivain, dir.-conservateur du Muséum d'hist. nat., prof. à l'Ec. de médecine, cor. du Muséum de Paris, m. du Cons. de l'Ass. française pour l'avancement des sc., m. fond. de la Soc. zoologique de France, collaborateur adj. à la carte zoologique détaillée de la France, secr. gén. trës. de la Soc. des sc. nat. de l'Ouest de la France, cons. comm. de la Soc. française de secours aux blessés, m. de la Soc. ac., r. Gresset, 15, et ch. de la Meilleraye, Riaillé.
- 1887 6 avril. CAILLÉ (Dominique), avocat, écrivain, anc. v.-pr^t. de la Soc. ac., du Cercle art. et lit. et de la Soc. art. et lit. *Le Grillon*, anc. secr. de la Soc. des Bib. bret., lt. de la Soc. nationale d'encouragement au bien et de plusieurs Soc. savantes, pl. Delorme, 2.
- 1885 13 janvier. CHAILLOU (Félix), O. A. $\frac{3}{4}$, avocat, écrivain, m. de la Soc. française d'arch. et de la Soc. des sc. nat. de l'Ouest de la France, q. de la Fosse, 70, et ch. de Cléons, Vertou.
- 1895 5 mars. CHARRON (Georges), négociant, agent gén. de l'*Abeille*, r. de Strasbourg, 22.
- 1884 4 mars. CHASTELLIER (Léon), r. Félibien, 36.
- 1890 2 décembre. CHEGUILLAUME (Joseph), avocat, secr. de la Conf. Molé-Tocqueville, r. de Briord, 13, ch. du Retail Soullans (Vendée), et r. Madame, 54, Paris.
- 1860 6 novembre. CHESNEAU (Alfred), négociant, r. Boreau, 21, Angers (Maine-et-Loire).

- 1868 15 décembre. CLÉRICAYE (Constant CLÉRICEAU de la), architecte, prés. de la Soc. des architectes, secr. de la Comm. départ. des bâtiments civils, anc. adj. au maire de Nantes, r. Crébillon, 24.
- 1890 10 juin. CLOSTURE (René LE PÉCQ de la), cons. d'arr. de Romorantin, maire de Montrieux, Neung-sur-Beuvron (Loir-et-Cher).
- 1884 15 janvier. COLLART DE SAINTE-MARTHE (le baron Jules HULOT de), écrivain, m. de la Soc. française d'arch., du Cons. héraldique de France, etc., r. St-Donatien, 25.
- 2 juillet. COQUILLARD (Pierre), architecte, m. de la Soc. des sc. nat. de l'Ouest de la France, pl. Bretagne, 18.
- 1^{er} avril. CORMERAIS (Ludovic), anc. auditeur au Cons. d'Etat, anc. cons. de préfecture, cons. gén. de la Loire-Inférieure, maire de St-Philibert-de-Grand-Lieu, dél. de la Soc. française de secours aux blessés pour la XI^e région militaire, et de la Soc. des Bibl. bret., v.-pr^t. du Syndicat des agr., m. de la Comm. du Musée arch. et de la Soc. ac., boul. Delorme, 34, et ch. du Rocher, St-Philibert-de-Grand-Lieu.
- 1873 2 décembre. CORNULIER (le comte Henri de), anc. cons. gén. de la Loire-Inférieure, anc. cons. mun. de Nantes, m. de la Comm. du Musée arch., m. hon. de la Comm. du Musée des B.-a., r. du Lycée, 13.
- 1895 8 mai. COTTEUX (Marcel), anc. notaire, expert, Châteaubriant.
- 1890 22 avril. COUFFON DE KERDELLECH (Adrien de), ch. de la Cossonnière, Le Pellerin.
- 1894 10 avril. COURSON DE LA VILLENEUVE (le vicomte Aurélien de), r. Sully, 3.
- 1895 3 décembre. COURSON DE LA VILLENEUVE (le vicomte Robert) ✱, lieutenant-colonel du 65^e de ligne, pass. Bonnamen, 7.
- 1886 12 janvier. DION (le marquis Albert de) ✱, ch. de Maubreuil, Carquefou, et q. d'Orsay, 27, Paris..
- 1889 12 novembre. DORTEL (Alcide), O. A. ✱, avocat, cons. gén. de la Loire-Inférieure, anc. secr. de la Soc. des Bibl. bret., m. du Com. de la Bib., du Com. cent. de la Soc. ac. et de la Comm. du Musée arch., r. de l'Héronnière, 8.
- 1892 8 mars. DUPUY (Jules), ✱, O. I. ✱, chev. du Mérite agr., préfet de la Mayenne, Laval (Mayenne).
- 3 mai. DURVILLE (l'abbé Georges), vicaire à St^e-Croix, écrivain, pl. St^e-Croix.
- 1882 6 mars. ESPITALIÉ LA PEYRADE (Henry), cons. mun. de Nantes, ch. de la Trémisnière, près Nantes.
- 1899 3 février. ESTOURLEILLON DE LA GARNACHE (le marquis Régis de l'), O. A. ✱, écrivain, cor. de la Soc. nationale

des ant. de France, inspecteur et l^r de la Soc. française d'arch., fond. dir. de la *Revue historique de l'Ouest*, prés. de la Soc. polymathique du Morbihan, secr.-adj. de la Soc. des Bib. bret., m. de l'Ass. bret., de la Soc. des Hospitaliers-sauveteurs-bretons et de la Soc. art. et lit. de l'Ouest, l^r de la Soc. arch. de Nantes, r. du Drézen, 24, Vannes (Morbihan), et r. de la Frise, 14, Saumur (Maine-et-Loire).

- 1878 19 février. EVELLIN (Louis), chasublier, Lille (Nord).
 1883 3 avril. FABRÉ (Xavier), notaire, r. de Saillé, Guérande.
 1888 6 mars. FLORNOY (Eugène), chev. de St-Grégoire le Grand docteur en droit, cons. mun. de Nantes, anc. prés. de la Conf. La Moricière, r. Royale, 14.
 1890 15 juillet. FONTENAU (Félix), r. Mondésir, 12.
 1895 3 décembre. FRABOULET (Mathurin), architecte, rue Guépin, 7.
 1881 5 avril. GAHIER (Stanislas), anc. notaire, agent d'affaires, anc. cons. mun. de Nantes, r. d'Orléans, 5.
 1892 7 juin. GAUTIER (Gaston), dir. de la Compagnie du gaz, q. des Tanneurs, 16.
 1893 6 juin. GRIS (Charles), q. de Versailles, 43.
 1891 3 juin. HEURTAUX-VARSVAUX (Gustave), inspecteur de la Soc. gén., hôtel de Bourgogne, rue de Bourgogne, 15, Paris, et ch. des Rallières, St-Père-en-Retz.
 1873 14 janvier. HUETTE (René), écrivain, anc. rédacteur du *Progrès* et anc. dir. de l'*Ouest artistique et littéraire*, m. de la Soc. art. et lit. de l'Ouest, imp. Royer-Collard, 7, Paris.
 1895 5 mars. HUNAUT (Victor), anc. comm.-priseur, r. Scribe, 3.
 1868 7 janvier. ISEGHEM (Henri van), ✱, O. A. ✱, anc. bâtonnier, anc. cons. gén. de la Loire-Inférieure, prés. du Tribunal civil de Nantes, v.-pr^t de la Soc. de patronage des libérés du dép., r. du Calvaire, 7, et ch. de la Caillère, Bouguenais.
 1875 16 mars. JAMONIERES (le baron Arthur JUCHAULT des), v.-pr^t de la Soc. des Bib. bret., bib. du Cercle Louis XVI, m. de la Comm. du Musée arch., fond. de la Soc. art. et lit. *Le Grillon*, r. Bonne-Louise, 8, et manoir de la Vignette, Le Cellier.
 1893 7 novembre. JOSSO (Clément), architecte, diplômé par le gouvernement, m. perpétuel de la Soc. art. et lit. de l'Ouest, m. de la Soc. des art. français, r. St-Clément, 6, et r. d'Assas, 76, Paris.
 1890 4 février. JOSSO (le docteur Paul), r. de Strasbourg, 23.
 1886 11 mai. KERVENOAEEL (le vicomte Emile JOUAN de), docteur en droit, m. de la Soc. française d'arch. et de la

- Soc. des Bib. bret., r. Tournefort, 3, et ch. de Boisy-Sourdis, La Verrie (Vendée).
- 1854 2 juin. LA BORDERIE (Arthur LEMOYNE de), C. de St-Grégoire le Grand, anc. député, archiviste paléographe, m. de l'Institut, prt. de la Soc. des Bib. bret. et de l'Ass. art. et lit. de Bretagne, anc. prt. de la Soc. arch. d'Ille-et-Vilaine, s.-dir. de la classe d'arch. de l'Ass. bret., fond. (en 1857) et anc. dir. de la *Revue de Bretagne et de Vendée*, r. St-Louis, 22, Rennes (Ille-et-Vilaine), et pl. du Marchix, 14, Vitré (Ille-et-Vilaine).
- 1873 14 janvier. LAFONT (Georges), architecte, inspecteur diocésain, m. de la Soc. des architectes et de la Comm. dép. des bâtiments civils, prt. de la Comm. des fêtes, r. Rosière, 17.
- 1886 7 avril. LA GANRY (Pître LE LARDIC de), anc. él. de l'Ec. des B.-a., architecte, anc. secr. de la Soc. des architectes, pl. Delorme, 1.
- 1878 19 février. LALLIÉ (Alfred), docteur en droit, écrivain, anc. député de la Loire-Inférieure, maire de St-Colombin, m. du Cons. de la Soc. des Bib. bret., r. Bertrand-Geslin, 5, et ch. du Pay, St-Colombin.
- 1895 2 avril. LAUBRIÈRE (Louis BRIANT de), anc. v.-pt. de la Soc. hist. et arch. de Château-Thierry (Aisne), m. de la Soc. géologique de France, r. Sully, 4.
- 1879 4 novembre. LAUNAY (Léonce GONTARD de), écrivain, ch. de la Vergne, Beaufou (Vendée).
- 1890 22 avril. LAUZON (Etienne de), écrivain, r. Maurice-Duval, 5, et ch. de la Forêt, La Mothe-Achard (Vendée).
- 1887 3 mai. LE COUR-GRANDMAISON (Charles), écrivain, cons. gén. et sénateur de la Loire-Inférieure, anc. secr. de la Chambre des députés, prt. de la Soc. française de secours aux blessés (Com. de Nantes) et de l'Ass. amicale des anc. él. de l'Externat des Enfants-Nantais, prt. d'hon. de la Soc. orphéonique *La Sainte-Cécile*, m. du Cons. de la Soc. industrielle, r. de Bréa, 2, ch. de Motte-Chette, Vertou, et r. Casimir Périer, 27, Paris.
- LE COUR-GRANDMAISON (Henri) ✕, cons. gén. de la Loire-Inférieure, sec. de la Comm. dép., maire de Campbon, comm. de la Soc. des courses, r. de Bréa, 2, et ch. de Coislin, Campbon.
- 1873 2 décembre. LE MEIGNEN (Henri), O. A., avocat, écrivain, prof. à l'Ec. libre de droit, v.-prt. de la Soc. des Bib. bret., m. de l'Ass. bret., du Com. de la Bib.,

- et de la Comm. du Musée arch., anc. cons. d'arr. de Nantes, maire de Bouzillé (Maine-et-Loire), r. Bonne-Louise, 7, et ch. de la Classerie, Rezé.
- 1885 13 janvier. LEMUT (André), ingénieur des arts et manufactures, r. Mondésir, 13, et ch. d'Ardraise, Remouillé.
- 1877 6 février. LEROUX (Alcide), avocat, écrivain, anc. pr^t et m. de la Soc. ac., m. de la Soc. franç. d'arch. et de l'Ass. bret., r. Mercœur, 9.
- 1^{er} mai. LINYER Louis), avocat, anc. bâtonnier, m. du Cons. et prof. à l'Éc. libre de droit, anc. adj. au maire de Nantes, anc. pr^t. et m. de la Soc. ac., fond. et pr^t de la Soc. de géog. commerciale, m. de la Soc. française d'arch. et de la Soc. art. et lit. de l'Ouest, r. Paré, 1, ch. des Jubinières, Héric, et ch. de Veillon, Talmont (Vendée).
- 1891 7 avril. LISLE DU DRÉNEUC (Georges), av. Le Lasseur.
- 1872 28 octobre. LISLE DU DRÉNEUC (Pître de), O. A. , écrivain, l^r de la Soc. française d'arch. et de la Soc. arch. de la Loire-Inférieure, conservateur et m. d'hon. de la Comm. du Musée arch., cor. du Min. pour les travaux hist., de la Com. des monuments hist. et des mégalithes de France, du Com. des B.-a. des dép. et de la Soc. nationale des ant. de France, auxiliaire de la Comm. de géog. hist. et des mégalithes de France, du Com. des B.-a. des dép. et de la Soc. nationale des ant. de France, auxiliaire de la Comm. de géog. hist. de l'ancienne France, m. du Com. de la Bibl. et de la Comm. du Musée des B.-a., av. de l'Eperonnière (r. de Paris, 19).
- 1887 3 mai. LONDE (Joseph SENOT de la), docteur en droit, écrivain, maire de Thouaré, r. Haute-du-Château, 6, et ch. de la Picauderie, Thouaré.
- 1870 8 mars. MAITRE (Léon), O. I. , écrivain, m. de la Soc. française d'arch., anc. él. et m. de la Soc. de l'Éc. des Chartes, archiviste du Dép., m. du Com. des travaux hist. et sc. près du Min. de l'instr. publ., anc. pr^t. de la Soc. ac., imp. Vignole, 1 (r. Sully).
- 1895 8 janvier. MARTIN (Arthur) O. , capitaine de vaisseau, r. Beauvais, 43, Lorient (Morbihan).
- 1885 7 juillet. MÉNARD (Anthime), chev. de St-Grégoire-le-Grand, avocat, docteur en droit, dir. du *Nouvelliste de l'Ouest*, m. du Cons. de la Soc. des Bibl. bret., maire de la Chapelle-Launay, Savenay et av. de Tourville, 4, Paris.
- 1890 22 avril. MERLIERS DE LONGUEVILLE (Sévère des), O.  anc.

- capitaine de frégate, maire de St-Aignan, pl. St-Pierre, 2, et ch. de Trioncelle, St-Aignan.
- 1883 8 mai. MONTFORT (Guy de), ch. du Lohu, Malestroit (Morbihan).
- 1849 3 septembre. MONTI DE REZÉ (le comte Alexandre de), chev. de St-Grégoire-le-Grand, de Pie IX et d'Isabelle la Catholique, r. de la Commune, 25.
- 1884 5 février. MONTI DE REZÉ (Bernard de), anc. officier de cavalerie, q. Ceineray, 3, r. de Nantes, 17, Laval, et ch. de l'Enfrière, La Gravelle (Mayenne).
- — MONTI DE REZÉ (Claude de), chev. de St-Grégoire le Grand, écrivain, m. du Cons. d'adm. de la *Revue historique de l'Ouest*, du Cons. de la Soc. des Bib. bret., et de la Soc. hist. et arch. du Maine, q. Ceineray, 3, et ch. du Fief-Milon, Pouzauges (Vendée).
- 1896 16 avril. MONTI DE REZÉ (le comte Henri), cons. comm. de la Soc. française de secours aux blessés, r. de Strasbourg, 31, et ch. de Rezé, près Nantes.
- 1866 5 janvier. NAU (Paul), architecte, dél. de la Soc. des architectes, m. de la Comm. du Musée arch., r. Lafayette, 16, et ch. de Port-Sinan, Rouans.
- 1845 9 août. NICOLLIÈRE-TEIJEIRO (Stéphane PRAUD de la), O. A. $\S$, écrivain, archiviste de la Ville, cor. de la Soc. nationale des ant. de France, m. d'hon. de la Comm. du Musée arch., m. du Com. de la Bibl. r. d'Aguesseau, 12.
- 1896 1^{er} juin. OHEIX (Robert), écrivain, anc. secr. de l'Ass. bret., dél. de la Soc. des Bib. bret., m. de la Soc. polymathique du Morbihan, etc., r. Notre-Dame, Loudéac, et Trévé, Loudéac (Côtes-du-Nord).
- 1864 6 décembre. ORIÈUX (Eugène), $\S$ O. A. $\S$, écrivain, agent-voyer en chef hon., anc. prt. de la Soc. ac., prt. hon. de la Soc. nantaise d'hort., prt. d'hon. de la Soc. amicale des anc. él. de l'Éc. professionnelle, m. de la Comm. du Musée arch., de la Comm. du Muséum d'hist. nat., du Com. de la Soc. de géog. commerciale et de la Soc. des Bib. bret., pass. du Nord, 9.
- 1894 6 mars. PALVADEAU (Joseph), r. du Calvaire, 27, et ch. de la Morlière, Orvault.
- 1888 3 avril. PARIS-RÉBY (Emile), peintre verrier, r. du Jardin-des-Plantes, 7.
- 1874 4 août. PICHELIN (Paul), banquier, r. Bonne-Louise, 12.
- 1888 19 janvier. PIED (Elouard), O. I. $\S$, écrivain, économiste du Lycée, r. du Lycée, 1.
- 1^{er} mai. POMMIER (Félix), conservateur du Musée des B.-a., trés. de la Comm. du Musée arch., r. St-Yves, 35.

- 1872 28 octobre. POT (Alphonse), secr. du Cons. des prud'hommes, av. de Lusancay, 6.
- 1884 4 mars. POUVREAU (Raymond), anc. cons. d'arr. de Nantes, dir. de la *Mutuelle du Mans*, pass. St-Yves, 1.
- 1886 2 novembre. RADIGOIS (l'abbé Auguste), anc. sup. du Collège de Châteaubriant, anc. curé de St-Sébastien, aumônier du Pensionnat des Frères, r. de Bel-Air, 14.
- 1893 5 décembre. RÉVÉREND (Jules), anc. courtier-interprète, bib.-adj. de la Soc. de géog. commerciale, ch. de Bourgerel, Muzillac (Morbihan).
- 1881 8 février. RIARDANT (Charles), anq. dir. du Comptoir d'es-compte (Agence de Nantes), m. du Com. de la Bib., pl. Royale, 6, et av. de Grillaud.
- 1890 2 décembre. ROBUCHON (Jules), écrivain, libraire, photographe, éditeur, m. de la Soc. des ant. de l'Ouest et de la Soc. art. et lit. de l'Ouest, Fontenay-le-Comte (Vendée), et r. Mignon, 2, Paris.
- 1894 9 janvier. ROUSSEAU (Alexandre), O. I. $\frac{3}{4}$, secr. hon. des Musées nationaux, r. de Paris, 21.
- 14 novembre. ROUXEAU (le docteur Alfred), anc. interne des hôpitaux de Paris, prof. de physiologie et chef des travaux physiologiques à l'Éc. de médecine, r. de l'Héronnière, 4.
- 1895 2 avril. SAURET (le commandant Henri), $\frac{3}{4}$, chef d'escadrons d'artillerie, H. C., breveté d'Etat-major, attaché à l'Etat-major du XI^e Corps d'armée, r. Tournefort, 2.
- 1886 9 février. SAY (Achille), ch. du Tertre, La Chapelle-s.-Erdre.
- — SAY (Edouard), r. Rosière, 15, et ch. du Breuil, Plessé.
- 22 juin. SORÉAU (l'abbé Henri), prof. de dessin au Pensionnat St-Stanislas, r. St-Stanislas.
- 1862 7 janvier. SOULLARD (Paul), négociant, r. Basse-du-Château, 10.
- 1890 18 mars. SUYROT (Gabriel de), r. Félix, 11, et ch. de la Gastière, Mortagne-s.-Sèvre (Vendée).
- 6 mai. TAILLEPIED DE BONDY (le comte Jules de), C. $\frac{3}{4}$, chev. de Malte, C. des SS. Maurice et Lazare, du nombre extraordinaire de Charles III, O. d'Albert le Valeureux, chev. du Danebrog, chev. G. C. d'Isabelle la Catholique, C. de Pie IX etc., anc. envoyé extraordinaire et plénipotentaire de 1^{re} classe, ch. de Chassay, Doulon.
- 1887 6 avril. TOCHÉ (Charles), art. peintre, r. Pétrarque, 6, Paris.
- 1886 9 février. TOUCHE (Henri LE LIEVRE de la), ch. de Rochefort, La Haie-Fouassière.
- 1883 3 avril. TOUCHE (Xavier LE LIEVRE de la), numismate, ch. de Jaille, Sucé.

- 1895 3 décembre. TRUELLE SAINT-EVRON (Charles). m. hon. de la Soc. des amis des livres, boul. Saint-Aignan, 20.
- 1897 5 novembre. TULLAYE (le comte Alfred de la), pl. Dumoustiers, 4, ch. du Plessis-Tizon, près Nantes, et Etampes (Seine-et-Oise).
- 1895 12 mai. VEILLECHÉZE (Alfred de), r. Colbert, 11.
- 1875 2 mars. VIAU (Louis), art. peintre, m. de la Comm. du Musée des B.-a. q. Brancas, 5, et ch. d'Apremont, Coëx (Vendée).
- 1881 8 mars. VIEUVILLE (Charles PATARD de la), chev. de Pie IX, r. d'Aguesseau, 2, et ch. de Tourdelin, Bécherel (Ille-et-Vilaine).
- 1883 1^{re} mai. VOULATIER (Philibert), chef de bureau à la Préfecture, q. de la Fosse, 39.
- 1887 1^{re} mars. WISMES (Christian de BLOCCUEL de CROIX baron de), écrivain, 1^{er} de la Soc. ac., anc. v.-pr^{te} de la Conf. La Moricière, m. de la Soc. art. et lit. de l'Ouest, r. Sully, 1.
- WISMES (Gaëtan de BLOCCUEL de CROIX baron de) écrivain, 1^{er} de la Soc. ac., anc. v.-pr^{te} de la Conf. la Moricière, r. Royale, 9.

MEMBRES CORRESPONDANTS

- 1832 17 janvier. AUMONT (Joseph), photographe, r. Crébillon, 11, Nantes.
- 1887 5 avril. BARMON (Henri NICOLAZO de), camérier d'hon. de S. S. le Pape Léon XIII, ch. de la Touche, Fégéac.
- 1885 13 janvier. BÉJARRY (le comte Amédée de),  sénateur de la Vendée, anc. lieutenant-colonel du 83^e régiment territorial, r. Tournefort, 7, Nantes, et ch. de la Roche-Loucherie, St-Hermine (Vendée).
- 1878 6 décembre. BIAIS (Emile), O. A.  archiviste de la Ville, conservateur du Musée arch., cor. du Min. des B.-a., r. du Rempart-de-l'Est, 34, Angoulême (Charente).
- 1872 2 juillet. BLANCHARD (Gustave), écrivain, l^r des *Jeux floraux*, fond. du *Colibri*, anc. percepteur, r. Morand, 14, Nantes.
- 1891 8 décembre. BODARD (Ludovic de), pl. Louis XVI, 1, Nantes, et ch. de la Jacopière, Craon (Mayenne).
- 1887 1^{er} mars. BOCERET (Emmanuel PRIORA de), écrivain, r. Bizienne, Guérande.
- 1886 11 mai. CAZENOVE DE PRADINE (Henri de), r. du Lycée, 1^{er}, Nantes, et ch. de la Garenne, Agen (Lot).
- 1883 11 décembre. CHATELLIER (Paul MAUFRAS du), O. L.  écrivain, cor. de la Soc. nationale des ant. de France, ch. de Kernuz, Pont-l'Abbé Finistère.
- 1865 20 juin. CORSON (l'abbé Amédée GUILLOTIN de), chanoine hon. de Rennes, écrivain, l^r de l'Institut, de la Soc. française d'arch., de la Soc. ac. de Nantes, etc., anc. pr^t de la Soc. arch. d'Ille-et-Vilaine, ch. de la Noë, Bain-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine).
- 1886 9 février. DRESNAY (le vicomte Maurice du), licencié ès-lettres, attaché à la Légation de France au Caire, Le Caire (Égypte), et ch. du Dréneuc, Fégéac.
- 1885 13 janvier. EUDEL (Paul), O. A.  critique d'art, r. Victor Massé, 5, Paris.
- 1883 7 février. GENDRE (l'abbé Armand), vicaire de Machecoul.
- 1881 20 décembre. GENCIF (le docteur Marcel), ch. de la Guénardaye, Tréal (Morbihan).
- 1895 2 avril. GIROUSSÉ (l'abbé Félix), vicaire de Machecoul.
- 1879 4 mars. KERGUENNEC (François LE CHAUFFE de), maire de St-Molf, Guérande.
- 1847 20 avril. KERSABIEC (le vicomte Edouard STOC'HAN de), chev. de St-Grégoire le Grand, écrivain, anc. cons. de préfecture, anc. m. de la Comm. du Musée arch., ch. de la Jouardais, La Gacilly (Morbihan).

- 1886 11 mai. LE GOUVELLO (le vicomte Hippolyte), cons. gén.,
maire de Sévérac, St-Gildas-des-Bois.
- 1894 6 novembre. LONGRAIS (Frédéric Jouon des), archiviste paléo-
graphe, anc. él. de l'Ec. des Chartes, r. du Griffon,
4, Rennes, et ch. de la Martinière, Rennes (Ille-et-
Vilaine).
- 1856 3 juin. MARIONNEAU (Charles), O. A. $\frac{3}{4}$, $\frac{3}{4}$, écrivain, pein-
tre, cor. de l'Institut, v.-pr^t de l'Ac. de Bordeaux,
m. fond. de la Soc. des Bib. bret., r. de la
Trésorerie, 34, Bordeaux (Gironde).
- 1891 8 décembre. MAUPASSANT (le comte Charles de), ch. de Cler-
mont, Oudon, et r. de Monceau, 69, Paris.
- 1881 7 juin. MÉRESSE (Gabriel), banquier, anc. pr^t. et m. de la
Chambre de commerce, m. de la Soc. des sc. nat.
de l'Ouest de la France, St-Nazaire.
- 1869 4 mai. MEYNIER (l'abbé Paul), curé de Basse-Goulaine.
- 1885 7 juillet. PANTIN DE LA GUÈRE (le comte Alphonse de) chev.
de Malte, décoré des médailles militaires de Charles
VII et de la Coridad, C. de Charles III d'Espagne,
anc. officier, m. de la Soc. nationale des ant. de
France, de la Soc. française d'arch. et de la Soc.
des ant. du Centre, r. du Paradis, 22, Bourges
(Cher), et ch. de Dâmes, St-Eloi-de-Gy (Cher).
- 1881 18 janvier. PERRON (Louis), expert et greffier de paix, La Croix-
de-Pierre, Varades.
- 1873 1^{er} juillet. POCARD-KERVILEK (René) $\frac{3}{4}$, O. A. $\frac{3}{4}$, C. de St-
Grégoire le Grand et d'Isabelle la Catholique, écri-
vain, ingénieur en chef des ponts et chaussées, cor.
du Min. de l'inst. pub. et de la Soc. nationale des
ant. de France, 1^{er} de l'Ac. française, v.-pr^t.
d'hon. de la Soc. des Bib. bret., q. du Commerce,
St-Nazaire.
- 1884 15 janvier. RÉMAUD (l'abbé Joseph), anc. curé de Saffré, maison
du Bon-Pasteur, chemin du Coudray, Nantes.
- 1877 4 décembre. SÉCILLON (le marquis Ernest de) $\frac{3}{4}$, chef d'esca-
drons d'artillerie en retraite, ch. de Kerfur, Gué-
rande.
- 1885 7 juillet. TOUCHE (Henri Roumain de la), anc. procureur im-
périal, pr^t. du Cons. d'arr. d'Ancenis, ch. de
Champtoceaux (Maine-et-Loire).
- 1884 2 décembre. TRÉMOILLE (le duc Louis de la), v.-pr^t. d'hon.
de la Soc. des Bib. bret., av. Gabriel, 4, Paris,
et ch. de Serrant, St-Georges-sur-Loire (Maine et-
Loire).

MEMBRES HONORAIRES

1861	7 juin.	BARTHÉLEMY (Anatole de) ✱, écrivain, m. de l'Institut, de la Soc. nationale des ant. de France et du Cons. des travaux hist. et sc. près du Min. de l'inst. publ., r. d'Anjou, 9, Paris.
859	5 avril.	CAHOUR (l'abbé Abel), O. A. ✱, chanoine hon., écrivain, anc. aumônier du Lycée, aumônier hon. de la Grande-Providence, r. des Orphelins, 12.
1891	5 juin.	CROIX (le R. P. Camille de la), religieux de la Compagnie de Jésus, écrivain, Poitiers (Vienne).
1.92	5 avril.	DORGÈRE (le R. P. Alexandre) ✱, missionnaire apostolique, r. de Vertais, 16, Nantes, et Whyddah (Dahomey).
1877	6 mars.	ROUSSE (Joseph), écrivain, anc. cons. gén. de la Loire-Inférieure, bib. de la Bib. pub., m. de la Comm. du Musée des B.-a., r. Royale, 14, Nantes.
1873	1 ^{er} juillet.	SEIDLER (Charles), 46, Hammersmith, Eyot Gardens, Londres (Angleterre).

Messieurs les Secrétaires généraux prient leurs collègues de vouloir bien leur faire connaître les rectifications à apporter à la liste des sociétaires et déclinent toute responsabilité pour les erreurs et les lacunes qu'entraînerait un défaut de communication.

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES

FRANCE

<i>Aisne</i>	Société académique des sciences, arts, belles-lettres, agriculture et industrie de Saint-Quentin (SAINT-QUENTIN).
<i>Allier</i>	Société d'émulation du département de l'Allier (Sciences, arts et belles-lettres) (MOULINS).
<i>Alpes-Maritimes</i> ...	Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes (NICE et PARIS).
<i>Aube</i>	Société académique d'agriculture, des sciences, arts et belles-lettres du département de l'Aube (TROYES).
<i>Aude</i>	Commission archéologique et littéraire de l'arrondissement de Narbonne NARBONNE).
<i>Aveyron</i>	Société des lettres, sciences et arts de l'Aveyron (RODEZ).
<i>Basses-Pyrénées</i> ...	Société des sciences, lettres et arts de Pau (PAU).
<i>Belfort</i>	Société belfortaine d'émulation (BELFORT).
<i>Bouches-du-Rhône</i> ..	Société de statistique de Marseille (MARSEILLE).
<i>Charente</i>	Société archéologique et historique de la Charente (ANGOULÊME).
<i>Charente-Inférieure</i>	Société des archives historiques (Revue de Saintonge et d'Aunis) (SAINTES).
<i>Cher</i>	Société des antiquaires du Centre (BOURGES).
<i>Corrèze</i>	Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze (BRIVES).
<i>Côtes-du-Nord</i>	Société archéologique et historique des Côtes-du-Nord (SAINT-BRIEUC).
—	Société d'émulation des Côtes-du-Nord (SAINT-BRIEUC).
<i>Creuse</i>	Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse (GUÉRET).

- Deux-Sèvres*..... Société de statistique, sciences, lettres et arts du département des Deux-Sèvres (NIORT).
- Dordogne*..... Société historique et archéologique de Périgord (PÉRIGORD).
- Drôme*..... Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse des diocèses de Valence, Gap, Grenoble et Viviers (ROMANS).
- Finistère*..... Société archéologique du Finistère (QUIMPER).
— Société académique de Brest (BREST).
- Gard*..... Académie de Nîmes (NÎMES).
- Gironde*..... Société archéologique de Bordeaux (BORDEAUX).
- Hautes-Alpes*..... Société d'études des Hautes-Alpes (GAP).
- Haute-Garonne*.... Société archéologique du Midi de la France (TOULOUSE).
- Haute-Marne*..... Société historique et archéologique de Langres (LANGRES).
- Haute-Saône*..... Société d'agriculture, sciences et arts du département de la Haute-Saône (VESOUL).
- Haute-Vienne*..... Société archéologique et historique du Limousin (LIMOGES).
— Société des amis des sciences et arts de Rochechouart (ROCHECHOUART).
- Ille-et-Vilaine*..... Société archéologique du département d'Ille-et-Vilaine (RENNES).
— Annales de Bretagne [publiées par la Faculté des lettres de Rennes (RENNES).
- Indre-et-Loire*.... Société archéologique de la Touraine (TOURS).
- Isère*..... Académie Delphinale (GRENOBLE).
- Jura*..... Société d'émulation du Jura (LONS-LE-SAULNIER).
- Landes*..... Société de Borda (DAX).
- Loire-et-Cher*..... Société des sciences et lettres du Loir-et-Cher (BLOIS).
— Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois (VENDÔME).
- Loire*..... Société d'agriculture, industrie, sciences, arts et belles-lettres du département de la Loire (SAINT-ETIENNE).
- Loire-Inférieure*... Société académique de Nantes et du département de la Loire-Inférieure (NANTES).
— Société des sciences naturelles de l'Ouest de la France (NANTES).
- Loiret*..... Société archéologique et historique de l'Orléanais (ORLÉANS).
- Lot*..... Société des études littéraires, scientifiques et artistiques du Lot (CAHORS).
- Lozère*..... Société d'agriculture, industrie, sciences et arts du département de la Lozère (MENDE).
- Maine-et-Loire*.... Société académique de Maine-et-Loire (ANGERS).

—	Société des sciences, lettres et beaux-arts de Cholet et de l'arrondissement (CHOLET).
<i>Manche</i>	Société d'agriculture, d'archéologie et d'histoire naturelle du département de la Manche (SAINT-LÔ).
<i>Marne</i>	Société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne (CHALONS-SUR-MARNE).
<i>Mayenne</i>	Commission historique et archéologique de la Mayenne (LAVAL).
<i>Meurthe-et-Moselle</i> .	Société d'archéologie lorraine et Musée historique lorrain (NANCY).
<i>Meuse</i>	Société des lettres, sciences et arts de Bar-le-Duc (BAR-LE-DUC).
<i>Morbihan</i>	Société polymathique du Morbihan (VANNES).
<i>Oise</i>	Société académique d'archéologie, sciences et arts du département de l'Oise (BEAUVAIS).
<i>Orne</i>	Société historique et archéologique de l'Orne (ALENÇON).
<i>Pas-de-Calais</i>	Société des antiquaires de la Morinie (SAINT-OMER).
<i>Rhône</i>	Société académique d'architecture de Lyon (LYON).
<i>Saône-et-Loire</i>	Société Eduenne (AUTUN).
<i>Sarthe</i>	Société d'agriculture, sciences et arts de La Sarthe (LE MANS).
—	Revue historique et archéologique du Maine (LE MANS et MAMERS).
<i>Seine</i>	Journal des savants (PARIS).
—	Société nationale des Antiquaires de France (PARIS).
—	Société française d'archéologie pour la conservation et la description des monuments (Congrès archéologiques) (PARIS et CAEN).
—	Revue de la Société des Etudes historiques, faisant suite à l' <i>Investigateur</i> (PARIS).
—	Comité des travaux historiques et scientifiques (M. I. P.) PARIS.
<i>Seine-Inférieure</i> ...	Commission des antiquités de la Seine-Inférieure (ROUEN).
—	Société havraise d'études diverses (LE HAVRE).
<i>Seine-et-Oise</i>	Société archéologique de Rambouillet (RAMBOUILLET).
<i>Somme</i>	Société des antiquaires de Picardie (AMIENS et PARIS).
<i>Tarn-et-Garonne</i> ...	Société archéologique de Tarn-et-Garonne (MONTAUBAN).
<i>Var</i>	Société d'études scientifiques et archéologiques de la ville de Draguignan (DRAGUIGNAN).
<i>Vendée</i>	Société d'émulation de la Vendée (LA ROCHE-SUR-YON).
<i>Vienne</i>	Société des antiquaires de l'Ouest (POITIERS).
<i>Yonne</i>	Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne (AUXERRE).

ALGÉRIE

Constantine Société archéologique du département de Constantine
(CONSTANTINE).
— Académie d'Hippone (Bône).

ÉTATS-UNIS-D'AMÉRIQUE

Washington Smithsonian Institution (WASHINGTON).

SUÈDE

Stockolm Académie royale des belles-lettres, d'histoire et des
antiquités de Stockolm (STOCKOLM).

EXTRAITS

Des procès-verbaux des Séances.



SÉANCE DU MARDI 8 JANVIER 1895. à 3 h. 1 2.

Présidence de M. DE LA NICOLLIÈRE-TEIJEIRO, président.

Étaient présents : MM. RENÉ BLANCHARD, le marquis DE BREMOND D'ARS MIGRÉ, CHAILLOU, le vicomte DE COURSON, le marquis DE DION, DORTÉL, SENOT DE LA LONDE, le comte Alexandre DE MONTI, Claude DE MONTI, ORIEUX, ROUSSEAU, Edouard SAY, le baron Christian et le baron Gaëtan DE WISMES.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté. M. Senot de la Londe dit, à ce propos, qu'il a, suivant sa promesse, recherché si la liste de M. d'Hunolstein faisait mention de la lettre de Marie-Antoinette communiquée par M. Xavier Le Lièvre de la Touche, mais sans succès, ce qui prouve bien que cette lettre est inédite. M. le Président le remercie de ce renseignement.

M. le Président lit ensuite une longue lettre de M. Pitre de Lisle du Drèneuc demandant la réintégration dans la Société de M. Arthur Martin, capitaine de vaisseau, qui, reçu en 1869, avait donné sa démission. La réadmission est prononcée.

M. le Président montre la photographie d'un franc d'or de Charles de Blois. Bigot, dit-il, ne donne que le franc d'or debout, 1341-1364. Celui-ci est à cheval et, par conséquent, fort rare. Il appartient à M. Maqueron, d'Abbeville. On lit l'inscription suivante : *Carolus dei gratiâ dux britannorum XRE vincit XRE regn. XRE imp.*

M. le Président lit une lettre de M. le vicomte Emile de Kervenoaël, qu'un deuil de famille empêche de venir nous lire un travail sur une bague trouvée sur le champ de bataille d'Auray, en 1364.

M. le Président prend ensuite la parole en ces termes :

« A la séance générale du 6 novembre, M. Charles Marionneau, à la suite de ses communications, si attentivement écoutées, offre à la Société deux brochures dues à sa plume toujours vive et entraînante.

« La première : *Les Beaux-arts à Bordeaux, 1892*, in-4°, 24 pp., dans laquelle il cite les noms des Bordelais, peintres, sculpteurs, architectes, graveurs, et ils sont nombreux, qui ont laissé une réputation artistique, et des monuments remarquables dans l'antique capitale de l'Aquitaine.

« C'est donc un jugement équitable qui a fait dire que Bordeaux « était autrefois une belle cité gallo-romaine, puis des plus intéressantes du moyen-âge, des plus monumentales du XVIII^e siècle, « enfin des plus pompeuses et magnifiques villes de France de nos « jours. Aussi est-ce avec confiance qu'on peut rappeler les paroles « précédentes qui se lisent dans tous les guides des voyageurs. »

« La seconde : *Académie nationale des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux, Troisième centenaire de Michel Montaigne* ; discours d'ouverture de la séance publique du 24 novembre 1892, prononcé par M. Ch. Marionneau, président, 1893, in-8°, 20 pp.

« Dans ce discours, M. Marionneau, avec l'expérience que lui donnent ses études en peinture, ses recherches patientes et continuelles, après avoir écarté les œuvres des sculpteurs et de divers graveurs, arrive à présenter comme le portrait le plus authentique de l'auteur des *Essais*, et du maire de Bordeaux en 1581, celui de Thomas de Leu. « Il est, ajoute l'auteur de cette intéressante étude artistique, le premier dans l'ordre chronologique ; il a reproduit soit une peinture sur panneau, soit un crayon contemporain du philosophe qu'il a dû connaître certainement, et qu'il revêtit peut-être du costume qu'il ne pouvait porter en 1578. »

« En frontispice est la reproduction de la gravure de Thomas de Leu, avec ce quatrain de Malherbe :

*Voicy du grand Montaigne une entière figure,
Le Peintre a peinct le corps, et luy son bel esprit :
Le premier par son art égale la Nature,
Mais l'autre la surpasse en tout ce qu'il escrit. »*

M. le Président ajoute qu'il a la bonne fortune de pouvoir nous offrir la primeur d'un ouvrage dû à la plume du distingué vice-président de la Société, M. Pitre de Lisle du Dréneuc, qui le lui a adressé avec un hommage, le matin même : *Les Tombeaux des ducs*

de Bretagne, Vannes, Lafolye, 1894, et en lit la préface. Dans ce volume sont reproduits le tombeau de Pierre de Dreux, la statue d'Arthur II (fragment), aux Cordeliers de Vannes, les statues des ducs Jean II et Jean III à Ploërmel, le tombeau de Pierre II et de la duchesse Françoise d'Amboise, le tombeau d'Arthur III et de Catherine de Luxembourg.

M. Joseph Senot de la Londe prend ensuite la parole. Après avoir déclaré qu'il entend ne froisser les convictions de personne, mais vouloir simplement lire un document destiné à éclairer une période troublée de notre histoire, heureux s'il peut nous intéresser, il retrace avec une grande clarté et dans un style attrayant et limpide l'origine et l'histoire de la famille de Boylesve, et les fait suivre de la *protestation du chevalier de Boylesve, émigré, contre le séquestre de ses biens*. Après les remerciements adressés à M. Senot de la Londe par M. le Président, M. le marquis de Dion dit qu'un des descendants de Robert Knoll, chef de bande au XIV^e siècle, est M. de Canolle, qui a épousé M^{lle} de Montesquieu, nièce de la marquise de Courtarvel.

M. le Président remercie M. Claude de Monti, au nom de la Société, à laquelle il a offert une réimpression de l'*Histoire lamentable de Gilles, seigneur de Chateaubrient et de Chantocé, prince du sang de France et de Bretagne, étranglé en prison par les ministres d'un furor*, Laval, Goupil, 1894, et M. Joseph Senot de la Londe pour le don de ses *Notes sur l'histoire de Thouaré*, Vannes, Lafolye, 1894.

M. le Président prie ensuite les membres de la Société qui auraient l'intention de se rendre au Congrès de la Sorbonne de le lui faire connaître sans retard, s'ils veulent bénéficier de la réduction de moitié accordée par les chemins de fer.

M. le baron Gaetan de Wismes commence ensuite la lecture d'un fragment d'un ouvrage projeté sur les fêtes religieuses, intitulé : *Le jour de l'an au point de vue historique et archéologique*. Au cours de cette lecture, M. le Président lui dit que la réforme du calendrier par Grégoire XIII n'a pas eu lieu en 1582, attendu qu'il a fait la biographie de Germain Drouet, maire de Nantes en 1564, et qu'à cette date la réforme avait déjà été opérée. M. de Wismes répond à M. le Président que tous les auteurs consultés par lui, donnant cette date de 1582, se sont alors tous trompés, et qu'il vérifiera.

La séance est levée à 5 heures.

Le Secrétaire général
Baron DE WISMES.

Sont déposés sur le bureau les ouvrages suivants :

Bulletin de la Société archéologique du Finistère. — Tome XXI.
10^e livraison de 1894.

Bulletin de la Société académique de Brest. — 2^e série, tome XIX
(1893-94).

Bulletin de la Société des sciences, lettres et arts de Pau. — 2^e série
tome XXI (1891-92) ; 2^e série, tome XXII (1892-93).

Bulletin de la Société polymathique du Morbihan. — Année 1893-
(1894).

*Bulletin de la Société des amis des sciences et arts de Roche-
chouart.* — Tome IV, n^o 4 (septembre 1894).

Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais. —
Tome X, n^o 153, 1^{er} et 2^e trimestres de 1894.

Mémoires de la Société d'émulation du Jura. — 5^e série, 4^e volume,
1893 (1894).

*Analyse complète disposée sous la forme d'une table raisonnée par
ordre de matières des travaux publiés dans les mémoires de la Société
d'émulation du Jura.* — 2^e partie, de 1875 (1876) à 1891 (1892) inclu-
sivement par Emile Monot.

*Notices, mémoires et documents publiés par la Société d'agricul-
ture, d'archéologie et d'histoire naturelle du département de la
Manche.* — 12^e volume (MDCCCXCIV).

Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes. — 13^e année, 2^e
série, n^o 12, 4^e trimestre de 1894.

Mémoires de l'Académie des sciences et belles-lettres d'Angers. —
Nouvelle période, tome II, (1892-1893).

*Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scien-
tifiques.* — Année 1893, n^o 3.

*Annual report of the board of regents of the smithsonian insti-
tution.* — 30 juin 1891 ; 30 juin 1892.

Notes sur l'histoire de Thouaré, par J. Senot de la Londe, Vannes,
Lafolye, 1894. H. A.

*Catalogue des livres composant la bibliothèque de feu M. Léon
Palustre.* — Tours, Mismaquo, 1894.

*Histoire lamentable de Gilles, seigneur de Chasteaubrient et de
Chantocé, prince du sang de France et de Bretagne, étranglé en
prison par les ministres d'un favori.* — Laval, Goupil, 1894. H. A.
Ouvrage réimprimé, donné par M. Claude de Monti de Rezé.

SÉANCE DU MARDI 5 FÉVRIER 1895, à 8 heures.

Présidence de M. le marquis DE L'ESTOURBEILLON, ancien vice-président, membre du Comité.

Étaient présents : MM. CHAILLOU, le vicomte DE KERVENOAEI, LA PÉYRADE, SINOI DE LA LONDE, MAÎTRE, RIARDANT, SOULLARD, le baron Christian et le baron Gaëtan DE WISMES.

En l'absence de M. le Président et de MM. les vice-présidents, sur la demande du doyen d'âge, qui le prie de vouloir bien consentir à le suppléer, M. le marquis de l'Estourbeillon préside la séance.

Après lecture du procès-verbal de la dernière réunion, M. le baron Gaëtan de Wismes demande à présenter une observation. Il fait remarquer qu'il ne s'était pas trompé en assignant à la réforme grégorienne la date de 1582. C'est par suite d'une confusion très naturelle avec la fixation de l'année au 1^{er} janvier, qui, elle, a bien eu lieu en 1564, que M. de la Nicollière a pu croire à une erreur de sa part. M. le baron G. de Wismes tient à ce que cette rectification soit insérée au procès-verbal, afin de prouver à ses collègues qu'il n'apporte que des documents exacts.

M. le Président pense qu'il serait très à propos de communiquer à M. de Beaucourt, qui a fait paraître un volume des lettres de Marie-Antoinette et en prépare un second, la lettre inédite de cette princesse dont il a été question dans la dernière séance. On mentionnerait que cette lettre a été transmise par la Société archéologique de Nantes.

M. le Président donne lecture de deux lettres. L'une est de M. P. de Lisle du Drèneuc, qui s'excuse de ne pouvoir assister à la réunion et soumet l'idée de faire organiser une nouvelle salle de séances, plus confortable, dans le transept du Musée, si l'admission des dames dans notre Société est acceptée. L'autre est de M. Rouveyre, éditeur, pour annoncer l'envoi de l'ouvrage de Palliot, dont la Société a fait l'acquisition.

M. le baron de Wismes demande à lire une lettre de M. de la Nicollière-Tenjoire, qu'une indisposition empêche de nous présider et qui aurait désiré nous entretenir d'un projet de monument à élever en l'honneur de nos gloires bretonnes. M. de La Borderie est,

paraît-il, très favorable à cette tentative et trouve excellente l'idée de placer ce monument dans notre ville. M. le Président fait remarquer que, d'après ce que lui a écrit M. Léon Séché, les noms dont il a été question dans son projet n'ont été donnés qu'à titre d'indication.

Autres lettres : 1^{re} du Comité des Fêtes qui vient de s'organiser à Nantes, sollicitant l'adhésion de notre Société ; 2^{de} du Ministère de l'instruction publique, demandant des renseignements sur notre Association pour la faire figurer sur une liste de toutes les Sociétés savantes qui doit être publiée prochainement. M. le baron de Wismes est chargé de répondre à ce sujet. M. le Président passe rapidement en revue les différents Bulletins reçus pendant le mois.

M. Dortel lit une lettre de M. Brachet, l'un des principaux collaborateurs de la Revue du Bas-Poitou, demandant si on pourrait insérer dans notre Bulletin un ou deux travaux par an, émanant de lui ou de M. de Rochebrune et accompagnés d'eaux-fortes de l'éminent graveur fontenaisien. Le Bulletin est réservé aux travaux des membres de la Société ; c'est au Comité de décider s'il y aurait lieu de faire une exception en faveur de MM. de Rochebrune et Brachet. Dans tous les cas, la Société verrait avec un grand plaisir les travaux de ses membres ornés d'eaux-fortes de M. de Rochebrune. M. Dortel est invité à répondre dans ce sens.

M. Léon Maître veut bien nous rendre compte d'un ouvrage de M. l'abbé Allard, l'un de nos savants confrères : *Monographie de la paroisse de Montejean*. C'est un modèle d'histoire paroissiale ; on voit que l'auteur connaît à fond son Anjou. M. Maître a appris avec plaisir que le culte de saint Martin de Vertou était très répandu dans cette province et qu'à une époque reculée, trente ou quarante paroisses reconnaissaient ce saint abbé pour patron.

M. le Président remercie M. Maître des intéressants détails qu'il a bien voulu nous donner sur l'excellent ouvrage de M. l'abbé Allard. Ce serait un très bon exemple à imiter que de rendre compte, à chacune de nos séances, des ouvrages qui nous ont été adressés. Bien des résolutions dans ce sens ont déjà été adoptées ; malheureusement peu de nos confrères ont donné suite à ces vœux.

M. Dortel dit un mot de la *Nouvelle revue européenne*, qui vient de se fonder et a pour rédacteur en chef un de nos compatriotes, M. de Goureufl. Cette intéressante publication contient une pièce assez curieuse, intitulée : « Assignation d'Amour », dont on nous donne lecture. Les noms de l'auteur et du destinataire ne sont pas cités, mais les observations qui accompagnent ce document

permettraient de les découvrir. M. le Président ajoute quelques détails qui aideraient encore dans cette recherche.

Vient ensuite le vœu relatif à l'admission des dames dans notre société. Dans sa dernière séance, le Comité, sur la demande de M. le baron de Wismes, a décidé que cette proposition serait soumise à l'assemblée générale. Pour une modification à nos statuts, le règlement exige la présence du quart, au moins, des membres inscrits. Si ce chiffre n'est pas atteint dans une première réunion, la proposition est renvoyée à la séance suivante, où une décision peut être prise, quel que soit le nombre des membres présents. Nous ne sommes pas assez nombreux aujourd'hui pour adopter une résolution; mais la question n'en peut pas moins être discutée. Après un échange d'observations, auquel prennent part MM. Maître, Riardant, Chaulou, de Wismes, M. le Président résume l'opinion des membres présents dans les termes suivants : Les dames pourront être admises à faire partie de la Société à titre d'associées correspondantes ; elles auront tous les droits et obligations des membres correspondants, mais ne pourront que sur une invitation spéciale assister aux séances et aux excursions de la Société. Dans le cas où elles auraient à présenter des travaux ou des mémoires, ceux-ci pourront être lus en séance ou insérés au Bulletin, après avis favorable du Comité. Lors de la prochaine réunion, la Société statuera définitivement sur cette proposition.

M. Riardant demande d'insérer au procès-verbal que le dictionnaire de Palliot ne pourra être consulté que sur place. Cette proposition est adoptée et M. le baron Gaetan de Wismes, bibliothécaire, donne immédiatement des ordres dans ce sens.

Les communications diverses étant épuisées, on passe aux travaux inscrits à l'ordre du jour. M. le vicomte de Kervenoael montre à la Société une *bague en or*, sans alliage, qui a été retrouvée, à la fin de septembre 1891, sur le terrain de la bataille d'Auray. C'est un anneau orné d'un chaton circulaire de 15.16 millimètres de diamètre, sur lequel sont gravés les caractères suivants : un écu antique sans indication d'émaux, portant un chevron accompagné de trois étoiles. Autour de l'écu, sur les bords du chaton, se lisent les mots suivants en lettres du XIV^e siècle : *Hervier Johan*. Ainsi qu'il est expliqué dans le procès-verbal dressé par les soins de M. le commandant de Cadoudal pour constater l'authenticité de cette bague, et dont M. de Kervenoael donne lecture, les indications qui précèdent ont permis de découvrir quel en avait été le possesseur. Des lettres patentes octroyées à son fils établissent qu'il s'agit d'*Hervier Johan* ou Jou-

han, (chevalier breton, tué au combat devant Auray, le 27 septembre 1364, entre Jean de Montfort et Charles de Blois. La maison de Jouhan (ou Jouhan) a formé plusieurs branches, répandues dans les différents évêchés de Bretagne, dont la filiation est établie par titres authentiques depuis le début du XIV^e siècle, et dont la communauté d'origine, aux environs de Brest, au diocèse de Léon, est constatée par un arrêt du Parlement de Bretagne, deux arrêts du conseil du Roi, des actes de tutelle et de curatelle, enfin par la correspondance entre les membres des divers rameaux. Une branche, établie dans le Guérandais dès le XIV^e siècle, a donné à la Bretagne d'intrépides marins, dont M. de la Nicollière, notre savant Président, a retracé les campagnes dans son intéressante étude sur les marins de notre province. Les descendants de cette branche ont brisé l'écu primitif, en chargeant le chevron de trois étoiles, nous apprend Guy Le Borgne. Certains auteurs parlent de soleils et de molettes, mais ces indications proviennent d'une erreur de dessin, dont le point de départ se trouve, croyons-nous, dans un arrêt de 1669. Quant à la branche des *Jouhan de Kervennoael*, seule existante de nos jours, ses membres continuent à porter, ainsi qu'il est constaté dans des lettres patentes de 1675, les armes de la maison de *Pennanech*, telles qu'elles ont été adoptées, à la suite d'une alliance et conformément à un usage très général à cette époque, par un de leurs ancêtres. *Yvon Jouhan*, chevalier, seigneur de Pennanech, maintenu dans son extraction noble en 1426. Ces armes, que l'Armorial des nobles du Léon au XV^e siècle décrit : *de gueules au lion d'or, accompagné de trois annelets d'argent*, se voyaient sur le tombeau d'*Yvon Jouhan* dans l'église de Milizac, entourées de la devise : *Bon Renom*, et surmontées d'un casque montrant cinq grilles d'or et *tare de face*, comme le portaient seules les plus anciennes maisons, celles des premiers barons bretons (Arrêt de maintenue de 1675).

M. le Président remercie M. de Kervennoael de sa communication ; il a été d'autant plus heureux de voir l'anneau d'*Herrier Johan* qu'il a, lui-même, retrouvé un document confirmant sa présence à la bataille d'Auray. C'est une pièce fort curieuse provenant du château de Kerfur et rapportant tout au long un serment prêté sur les saintes hosties par un certain nombre de nobles du pays de Guérande, l'avant-veille de la bataille d'Auray. Par ce serment, ils s'engageaient à faire ce qui dépendrait d'eux pour soustraire la Bretagne au joug de la France, en tuant Charles de Blois. Les nobles, qui faisaient tous partie de la compagnie de Jehan de Lesnérac, étaient au nombre d'une trentaine, et parmi eux,

des membres des familles de Kerpoisson, de Borgat, du Drèneuc, de Kercabus, de Kerméno, etc.

M. Alcide Dortel nous rend compte de l'intéressante excursion qu'il a faite à *l'Isleau des Vases*. Dans une propriété, qui appartient autrefois à Brantôme, se trouvent 9 hectares de marais contenant des couches de cendres de 1 m. 50 c. à 3 m. de profondeur. D'après l'analyse qui a été faite de ces cendres, il est établi que ce sont certainement des cendres de bois. On trouve successivement une couche de cendre, une couche de limon, comme si la mer avait à plusieurs reprises envahi ces marais. On y voit aussi des restes d'habitations et même des débris de poteries fort mal cuites, dont M. Dortel nous apporte un échantillon. Il y a remarqué également de petits piliers en terre cuite de 0,25 c. de hauteur, terminés par trois appendices. M. Fillon pensait que ces pièces, dont on trouve une quantité énorme, étaient des supports pour soutenir les poteries dans les fours. M. Maître fait remarquer, à cette occasion, qu'on a découvert autrefois, à Saint-Nazaire, une masse de petits vases dont l'usage n'a pas, non plus, pu être déterminé. M. Dortel nous parle ensuite des sépultures qu'on trouve en déblayant les cendres : le mort s'y voit, entouré de poteries et d'amphores en verre. On y remarque aussi une quantité considérable de ces petits instruments dont M. Chaillou a retrouvé quelques uns dans sa mine inépuisable de la villa des Cléons, et dans lesquels il a cru reconnaître des flûtes.

Chacun écoute avec le plus vif intérêt cette communication, et M. le Président, se faisant notre interprète à tous, adresse de chaleureux remerciements à M. Dortel. Il pense qu'une excursion à l'Isleau des Vases serait fort agréable et pourrait parfaitement être organisée. Si l'on donne suite à ce projet, M. Dortel se met à notre disposition pour fournir tous les renseignements nécessaires.

M. Léon Maître a suivi avec soin les fouilles de l'église Saint-Similien et nous donne quelques détails sur les observations qu'il a faites. Il réserve pour notre Bulletin un travail d'ensemble sur cette question. La basilique mérovingienne fut abattue en partie, au XV^e siècle, pour la construction d'une église plus considérable. Cette basilique elle-même n'était pas la première, celle où saint Similien avait été enterré. Les fouilles, quoique faites avec peu d'ordre et de soin, nous dit M. Maître, ont cependant donné des résultats assez intéressants, mais dont on n'a pas tiré tout le parti possible. M. Chaillou parle d'un crâne intact, extrait de l'un des tombeaux retrouvés dans les fouilles de Saint-Similien. Les caractères bien

tranchés de ce crâne, qui est en la possession de M. Chaillou, font regretter que les circonstances dans lesquelles se sont accomplis les travaux n'aient pas permis de faire sur l'ensemble des corps exhumés des études d'ostéologie et surtout de craniologie comparatives, qui, suivant lui, intéresseraient l'histoire et les origines du christianisme à Nantes. On pourrait croire que les sépultures retrouvées dans la basilique contenaient les restes de personnages distingués ; or, le crâne dont nous parle M. Chaillou, est celui d'un homme vulgaire, une véritable tête de brute. Ceci confirme l'hypothèse de M. Maître : qu'il n'y avait pas seulement des sépultures dans l'église même, mais bien un cimetière entourant la basilique, et c'est de ce cimetière que proviendrait le crâne en question. Lors des premières fouilles, M. l'abbé Gallard avait trouvé un tombeau gallo-romain. M. Chaillou constate qu'il a été trouvé dans les sépultures de Saint-Similien des pierres provenant de la carrière des Cléons. M. Maître répond que toutes les carrières voisines ont fourni leur contingent. M. le Président remercie M. Maître d'avoir bien voulu nous donner un aperçu de l'importante étude qu'il prépare. On peut juger par les détails qu'il nous a communiqués de l'intérêt que présentera ce travail.

La séance est levée à 10 h. 1/2.

Le Secrétaire général
VICOMTE DE KERVENOAËL.

ont déposés sur le bureau les ouvrages suivants :

- Bulletin historique de la Société des antiquaires de la Morinie.*
— 43^e année, 171^e livraison. Tome IX, 1894, 3^e fascicule.
- Société d'émulation des Côtes-du-Nord.* — Bulletins et Mémoires.
— Tome XXXII (1894, supplément au bulletin n^o 9).
- Revue de Saintonge et d'Aunis; Bulletin de la Société des archives historiques.* — XV^e volume, 1^{re} livraison (1^{er} janvier 1895).
- Bulletin de la Société historique et archéologique de Langres.* — Tome IV, n^o 51 1^{er} décembre 1894.
- Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord.* — Tome XXI, 6^e livraison, novembre-décembre 1894.
- Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze.* — Tome XVI, 4^e livraison, octobre-décembre 1894.
- Bulletin de la Société des sciences naturelles de l'Ouest de la France.* — Tome IV, 4^e trimestre 1894.

Recueil des publications de la Société havraise d'études diverses.
— 61^e année, 1894, 1^{er}, 2^e et 3^e trimestres.

Bulletin de la Société d'agriculture, industrie, sciences et arts du département de la Lozère. — Tome XLV, 1894, août-septembre.

Bulletin de la Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois. — Tome XXXIII, 1894.

Société française d'archéologie pour la conservation et la description des monuments. — Congrès archéologique de France. — LVII^e session, séances générales tenues à Brives, en 1890. — LVIII^e session, séances générales tenues à Dôle, Salins, Besançon et Montbéliard, suivies d'une excursion en Suisse, en 1891.

SEANCE DU MARDI 5 MARS 1895, à 3 h. 1 2.

Présidence de M. DE LA NICOLLIÈRE-TEIJEIRO, président.

Etaient présents : MM. RENÉ BLANCHARD, DU BOIS, BOSSIS, CHAILLOU, DORTÉL, le baron DES JAMONIÈRES, le vicomte DE KERVENOAEL, SENOT DE LA LONDE, le comte ALEXANDRE DE MONTI, PIED, RÉVÉREND, RIARDANT, ROUSSEAU, SOULLARD, DE VEILLECHÈZE, le baron Christian et le baron Gaëtan DE WISMES.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. Edouard Pied, qui présente avec M. Félix Chaillou M. Georges Charron, négociant, sollicité par M. le Président de nous parler de son candidat, le représente comme un touriste intelligent et sachant raconter ses impressions et ajoute qu'il a été longtemps en communication avec M. Parenteau, qui l'appréciait beaucoup. M. Charron est admis par acclamation à l'unanimité.

Il est procédé à une seconde délibération sur l'admission des dames dans la Société. M. le Président dit qu'il regrette de ne pas s'être trouvé à la dernière séance, car c'est le cas pour notre Société, qu'on a appelée par dérision *la Société des pots cassés*, de se montrer galante. Du moment que les dames nous demandent d'entrer, nous ne les refuserons pas, puisque le règlement ne dit rien à ce sujet. Elles font, d'ailleurs, partie de la Société française d'archéologie. Après quelques paroles de M. le baron des Jamonnières, qui voit à cela

des inconvénients, et de M. le baron de Wismes, il est procédé à un vote à mains levées, qui est affirmatif.

Mais aussitôt M. Riardant dit qu'il y a eu vote dans la dernière séance. M. Dortel dit qu'il faut attendre ce que donnera l'expérience. M. le baron G. de Wismes dit que, le règlement excluant les mineurs, auxquels les femmes sont assimilées d'ordinaire, et ne les excluant pas, leur admission semble ne pouvoir être mise en doute. M. le baron C. de Wismes observe que les mineurs ne sont pas exclus, mais doivent seulement obtenir l'autorisation de leurs parents ou tuteurs. M. Riardant demande quel titre porteront les dames. M. Chaillou propose de scinder la question : 1^{re} Les dames seront-elles admises ? 2^o Dans quelles conditions ? M. le baron des Jambonnières demande, à son tour, de voter sur l'interprétation du règlement. Diverses autres observations sont encore présentées, à la suite desquelles le vote est annulé et la question suivante posée : Les dames seront-elles admises dans les conditions qui ont fait l'objet d'un accord unanime dans la dernière réunion c'est-à-dire à titre d'associées correspondantes ; mais sans pouvoir assister aux séances et aux excursions, à moins d'une invitation spéciale du Comité ? Sur 17 membres alors présents 11 lèvent la main en faveur de cette proposition.

M. le Président lit *une lettre de réception d'une maîtresse taillesse à la Monnaie de Nantes* et dit qu'il a écrit à M. le directeur de cet établissement pour avoir des renseignements sur la réception.

M. le Président lit ensuite *une lettre de M. Brien, communiquée par M. Riardant.*

M. Edouard Pied lit une note sur une *chaufferette, ou bouillotte, en bronze, du XVII^e siècle*. Cet objet passe de main en main. On l'a demandé à son propriétaire pour les antiquaires de la Morinie ; mais, venu à 35 ans en Bretagne, il a préféré nous l'offrir. M. le Président dit que cette note et la reproduction qui l'accompagne figureront dans le Bulletin. M. Chaillou demande de faire développer typographiquement l'inscription, ce qui est admis. M. Soullard parle, à ce propos, de l'usage des chaufferettes d'eau bouillante. M. Dortel dit qu'on les mettait dans le manchon et que Quimper les a transformées en tabatières ; il n'en a jamais vu et engage à examiner le catalogue du musée de Cluny.

M. le Président dit que M. le marquis de l'Estourbeillon ne peut assister à la séance, mais a envoyé son travail : *Les Archives du château de la Maillardière, en Vertou*, qui est lu par M. M. le vicomte de Kervenoaël. M. le Président demande de voter l'insertion de ce travail au

Bulletin. M. Riardant dit ne pas se souvenir qu'on ait demandé cela à l'assemblée générale ; cette décision regarde le Comité. M. le baron de Wismes, consulté à cet égard, déclare qu'en effet, aux termes du règlement, le Comité est seul chargé de déterminer ceux des travaux lus aux séances générales qui doivent figurer au Bulletin, en raison de la difficulté pour une assemblée de se prononcer sur une question de cette nature,

MM. Le Meignan et Maître, qui devaient lire des travaux, n'étant pas arrivés, M. le Président donne la liste des ouvrages reçus. Après une nouvelle attente et en raison du départ de plusieurs membres, la séance est levée à 4 h. 3/4.

Le Secrétaire général
BARON DE WISMES.

Sont déposés sur le bureau les ouvrages suivants :

Mémoires de la Société archéologique et historique de l'Orléanais.
— Tome XXV (1894).

Mémoires de la Société d'archéologie lorraine et du musée historique lorrain. — Tome XLIV (1894).

Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne. — 1895, 1^{er} semestre.

Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe.
— Tome XXXIV, 1893-94, 4^e fascicule.

Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord. — Tome XXII, 1^{re} livraison ; janvier-février 1895.

Bulletin historique de la Société des antiquaires de la Morinie. — 43^e année, 172^e livr. ; 1894, 4^e fascicule.

Bulletin archéologique et historique de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne. — Tome XXII, 1894.

Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques. — 1894, 1^{re} livraison.

Procès-verbaux des séances de la Société des lettres, sciences et arts de l'Aveyron. — XVI, du 29 juin 1891 au 4 mai 1894.

Bulletin de la Société archéologique du Finistère. — Tome XXII, 1^{re} livraison de 1895.

Bulletin de la Société des antiquaires de l'Ouest, 3^e trim. de 1894.

Bulletin de la Société des amis des sciences et arts de Rochecouart. — Tome IV, n^o 5, novembre 1894.

Bulletins de la Société d'émulation des Côtes-du-Nord. — Supplément du n^o 1 de 1895, et n^o 2.

Mémoires de la Société des antiquaires de Picardie ; — 4^e série.
Tome II, 1894. — *Bulletins de la même Société*, n^o 2 et 3 de 1894.

Revue historique et archéologique du Maine. — Tome XXXVI,
1894, 2^e semestre.

*Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse des
diocèses de Valence, Gap, Grenoble et Viviers* ; — 14^e année, 1894,
janvier-décembre.

SÉANCE DU MARDI 2 AVRIL à 8 heures.

Présidence de M. DE LA NICOLLIÈRE-TENEIRO, président,

Étaient présents : Le R. P. CAMILLE DE LA CROIX, M. le commandant
d'état-major RENÉ MAÎTRE et M. CHARLES PERRION, invités ; MM.
DORTEL, le vicomte DE KERVENOALL, LA PEYRADE, LE MEIGNEN,
LEROUX, MAÎTRE, RIARDANT, SOULLARD, le baron Christian et le
baron Gaëtan DE WISMES.

M. le Président souhaite la bienvenue au R. P. Camille de la Croix,
l'éminent archéologue poitevin, qui a bien voulu accepter d'être
membre honoraire de notre Société et lui exprime la satisfaction que
nous éprouvons à le voir au milieu de nous.

Le R. P. de la Croix fait hommage à la Société d'un exemplaire
de ses œuvres et nous dit quelques mots sur ses intéressantes dé-
couvertes. M. le Président, se faisant l'interprète de tous, le re-
mercie du don qu'il veut bien faire à la Société et en même temps
de sa précieuse communication.

M. le baron de Wismes, qui doit rendre compte de la dernière
séance, n'étant pas encore arrivé, M. le Président donne la parole
à M. Léon Maître pour la lecture de son travail : *Comment les faits
priment la tradition*. Le but de cette étude est de répondre à une
brochure dans laquelle il est question d'une basilique construite
par saint Clair, dont on aurait retrouvé les traces dans les subs-
tructions de la vieille église Saint-Similien. La tradition est l'un
des arguments principaux sur lesquels s'appuie l'auteur de cette
brochure pour établir sa thèse. M. Maître nous démontre par une
série d'exemples que, quelque respectables que soient les traditions,
on est parfois amené, en les suivant trop aveuglément, à accréditer
des erreurs fort difficiles à détruire ensuite. Après avoir défini les
caractères que doit présenter la tradition pour pouvoir servir de

commencement de preuve, notre savant confrère étudie la question de savoir si, sur le point qui nous occupe, ces caractères se trouvent réunis. Le nom de place du Martray donné au terrain avoisinant l'ancienne église Saint-Similien, et dont l'auteur de la brochure veut faire un argument en faveur de sa thèse, est, en réalité, commun à une foule d'autre lieux. C'est ainsi notamment qu'on appelait les cimetières destinés à la sépulture des gens succombant à la maladie connue sous le nom de feu des Ardents. Au moyen âge, la poésie jouait un grand rôle et beaucoup de charmantes légendes ont eu pour point de départ de pieux mensonges. A quel grand lac le souvenir d'une cité coupable et engloutie en punition de ses crimes ne se rattache-t-il pas ? Aussi ne doit-on admettre la tradition que lorsqu'elle présente des caractères de véracité suffisants, ce qui ne semble pas être le cas pour la tradition qui concerne le fait de la construction d'une église par saint Clair, au I^{er} siècle. Nous n'avons aucun document qui puisse l'appuyer. Certains diocèses possèdent de riches et précieux cartulaires ; ici, rien de semblable, on ne retrouve pas une pièce mérovingienne. Le sous-sol de notre ville est rempli de traces d'incendies ; tout a été pillé, brûlé. Une liste des évêques de Nantes ne nous a été conservée que grâce au cartulaire de l'abbaye de Sainte-Croix de Quimperlé. Le premier recueil qui soit venu jusqu'à nous est le : *Chronicon Nannetense*, dont l'auteur ne commence son récit qu'au milieu du IX^e siècle. Comment, avec une pareille pénurie de documents, pourrions-nous connaître jusqu'à la forme d'une basilique qu'aurait édifiée saint Clair ? Les fossoyeurs, du XV^e au XVIII^e siècle, ont trop bouleversé le sous-sol, afin de préparer de nouvelles sépultures, pour qu'on puisse maintenant retrouver des ruines un peu considérables. Les fouilles exécutées à Saint-Similien ne nous montrent que les restes d'un cimetière mérovingien et d'un édifice rectangulaire de la même époque, qu'on a peut-être allongé au X^e siècle.

Le R. P. de la Croix affirme que, pour lui, il n'a rien vu, dans ce qui a été découvert, présentant le caractère des ruines romaines ; le mur en petit appareil lui semble simplement mérovingien.

Les fouilles qu'il a pratiquées lui ont permis de se rendre compte que beaucoup de constructions ont été exécutées avec des matériaux déjà plusieurs fois employés par les Romains. C'est ainsi qu'au Baptistère Saint-Jean, un évêque de Poitiers s'est servi de briques romaines pour établir des ouvertures.

M. Maître répond au R. P. de la Croix que, depuis qu'il a visité les fouilles de Saint-Similien, on a découvert dans un monument voisin, à l'est de l'édifice détruit, des hypocaustes en place.

Le R. P. de la Croix sait que M. Bougoûin a recueilli des notes très importantes et tracé un plan très exact. Le plan serait d'un grand secours pour les travailleurs; aussi serait-il à souhaiter que ce plan pût être publié. Pour lui, il croit que les ruines découvertes appartiennent à des constructions de la fin du VI^e ou du commencement du VII^e siècle. Le Poitou est plus riche que ce pays-ci en décorations, mais Nantes possédait des potiers merveilleux.

M. le Président s'associe au R. P. de la Croix pour remercier M. Maître de sa très intéressante et utile communication.

M. Le Meignen commence la lecture de son travail : *De l'existence de l'église primitive de saint Clair dans les substructions de Saint-Similien*. C'est également une réponse à la brochure de M. l'abbé Cahour ; mais notre savant confrère se propose d'envisager la question à un autre point de vue que M. Maître.

M. l'abbé Cahour a suivi les démolitions de l'église Saint-Similien et a vu un édifice composé de deux murs en petit appareil et de trois absides. La comparaison de ces ruines avec le plan d'un édifice chrétien donné par M. de Rossi lui a démontré que nous étions bien en présence d'une basilique chrétienne. S'appuyant sur la tradition, M. l'abbé Cahour conclut que cette basilique ne peut être que celle construite par saint Clair au I^{er} siècle. C'est affirmer en même temps l'apostolicité de l'église de Nantes et faire de notre ville, de la Bretagne, la fille aînée de l'Église, de préférence au sud de l'Italie, à l'Afrique, à l'Espagne. Cette thèse est-elle établie suffisamment? Pour la soutenir, M. l'abbé Cahour invoque la tradition, la nature des matériaux employés dans les ruines de Saint-Similien, la forme de l'édifice dont on a retrouvé les vestiges. M. Le Meignen suivra pas à pas M. l'abbé Cahour et discutera successivement ses arguments. La tradition existe-t-elle? Ce n'est qu'au XV^e siècle, dans le bréviaire manuscrit, qu'il est question d'une basilique construite par saint Clair; l'emplacement de cette basilique n'est pas indiqué, et d's termes employés on pourrait conclure qu'elle se trouvait au lieu où se trouve la cathédrale Saint-Pierre. La légende de saint Félix déclare que saint Clair ne put bâtir une église dans la ville, à cause de l'opposition des païens. Le P. Albert Le Grand ne précise pas davantage l'emplacement et parle seulement d'une *petite chapelle*, ce qui est plus vraisemblable, car comment admettre qu'en pleine persécution, saint Clair ait pu construire un édifice ayant la forme d'une basilique chrétienne? Pour la première fois, au moment de la Révolution, un curé de Saint-Similien, l'abbé Lebreton de Gaubert a émis l'idée que l'oratoire construit par saint Clair

avait bien pu servir de fondation à son église. Mais il n'énonce qu'une opinion personnelle et n'en donne, du reste, aucune preuve. Comment peut-on, dans ces conditions, invoquer la tradition ?

Le fait que les constructions retrouvées se composent de matériaux romains ne peut rien prouver en faveur de la thèse soutenue par M. l'abbé Cahour ; il est reconnu, en effet, que, jusqu'au X^e siècle, ces matériaux ont trouvé place dans la construction des édifices religieux, mais les ciments employés par les Romains et ceux dont on s'est servi ensuite pour utiliser les matériaux romains n'ont aucun rapport et ne peuvent être confondus. MM. de la Nicollière et Maître, le R. P. de la Croix, dont l'autorité en pareille matière n'est pas contestable, ont déclaré, après examen, que le ciment retrouvé dans les ruines de Saint-Similien ne pouvait être du romain.

M. l'abbé Cahour a découvert trois absides en forme de croix, ce qui démontre clairement qu'il s'agit d'un édifice chrétien. Cette forme ne fut usitée qu'après le IV^e siècle, quand on transforma les édifices païens en temples chrétiens. Ce n'est pas sur les temples des païens, mais sur leurs basiliques que furent copiées les églises chrétiennes. Les exemples sont nombreux des basiliques privées mises à la disposition des évêques. C'est ainsi que la maison de sainte Cécile fut consacrée par le pape Urbain I^{er}, que celle du sénateur *Pudens* fut transformée en oratoire par le pape Pie I^{er}, en 154, et l'oratoire lui-même converti en église, en 398. Ce ne fut que sous l'empereur Alexandre Sévère, en 222, qu'il fut permis de construire une véritable église. Pendant les persécutions, on quitta ces salles consacrées au culte et on créa soit terre des *cubacula* rectangulaires, dans lesquelles on pratiqua des *loculi* ou tombeaux destinés à recevoir les corps vénérés des martyrs ; pour honorer ces tombeaux, on créa au-dessus d'eux des arceaux, nommés *arcosolii* ou *arcosolia*. On imita plus tard ces *cubacula*. M. de Rossi a trouvé l'anneau qui relie les deux architectures, en plein air et souterraine. Ne voulant pas déplacer les restes de leurs martyrs, les chrétiens construisirent de façon à ce que l'abside se trouvât placée au-dessus du *cubiculum*. Quand on se trouvait en présence d'un hémicycle flanqué de deux *arcosolia*, on édifiait au-dessus trois petites absides. C'est le cas de l'édifice découvert par M. de Rossi, qui en cite trois ou quatre du même genre sur la voie Appia. M. l'abbé Cahour dit qu'on en trouve par centaines ; s'il parle des *cubacula* des Catacombes, il a raison, mais, s'il parle d'édifices élevés au-dessus de ces *cubacula*, il se trompe, car le nombre en est très restreint.

L'opinion de M. Le Meignen est que l'édifice retrouvé dans les substructions de Saint-Similien est chrétien, mais ne peut remonter plus haut que le V^e siècle et même très probablement est postérieur à cette époque. Ce n'est qu'après l'édit de Milan, en 310, qu'on vit s'élever des basiliques chrétiennes et l'on ne rencontre que rarement la forme d'un quadrilatère flanqué de trois absidioles, adoptée pour ces églises ; aussi cet usage n'a-t-il pas certainement pénétré dans notre pays avant le V^e siècle. En un mot, ni la tradition, ni les caractères de l'architecture, ni les matériaux ne permettent de soutenir la thèse de M. l'abbé Cahour. M. Le Meignen déclare en terminant qu'il n'a traité que la question archéologique, ayant soin de ne pas toucher à celle de la prédication de l'Evangile dans la Gaule occidentale, qu'il tient à ne pas aborder.

M. le Président félicite vivement M. Le Meignen, qui a traité avec autant de tact que d'habileté un point d'archéologie très important. Le R. P. de la Croix demande que les deux travaux de MM. Maitre et Le Meignen soient publiés en brochure pour répondre à celle de M. l'abbé Cahour. M. Maitre fait remarquer que l'architecte n'a trouvé qu'une abside, et non pas trois ; c'est aussi l'opinion du P. de la Croix. L'Assemblée décide que, conformément au vœu du P. de la Croix, les deux travaux lus en séance seront publiés. M. Le Meignen demande que les deux études fassent l'objet de brochures séparées ; il rappelle qu'il n'a point traité la question de l'apostolicité de l'Eglise de Nantes. M. Maitre croit à l'apostolicité, mais avec cette restriction que, pour lui, saint Clair est venu dans notre pays, non pas comme le fondateur d'un évêché, mais comme un missionnaire.

Monsieur le Président présente à la Société plusieurs *documents extraits des titres du fonds Bizeul, de la Bibliothèque de Nantes*. Ces pièces, qui remontent aux années 1298, 1407, 1550, 1551, 1599, seront publiées dans le Bulletin. Citons notamment : Achat d'une horloge pour le château de Fresnay, en 1550 ; inventaire des meubles du château de Blain, en 1551, etc.

MM. Louis Briant de Laubrière, héraldiste distingué, et le commandant Henri Sauret, de l'état-major du XI^e corps d'armée, présentés par MM. Le Meignen et Dortel, sont élus à l'unanimité et proclamés membres de la Société.

Monsieur l'abbé Félix Grousse, vicaire à Mésanger, est présenté comme membre correspondant par MM. Maitre et le baron de Wismes. Il est élu à l'unanimité.

La séance est levée à 10 heures 1/2.

Le Secrétaire général
VICOMTE DE KERVENAGEL.

Sont déposés sur le bureau les ouvrages suivants :

Société d'émulation des Côtes-du-Nord : Bulletin n° 3 (6 mars 1895).

Mémoires de la Société académique d'archéologie, sciences et arts du département de l'Oise. — Tome XV, 3^e partie, 1894.

Société de Borda. — 19^e année (1894), 4^e trimestre.

Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne. — Tome XIII, 4^e bulletin (1894).

Bulletin de la Société des archives historiques (Revue de Saintonge et d'Aunis). — XIV^e volume (1894), titre et table ; XV^e volume, 2^e livr. (1^{er} mars 1895).

Bulletin de la Société archéologique du Finistère. — Tome XXII, 2^e livr. de 1895.

Société des antiquaires de l'Ouest. — Bulletin du 4^e trimestre de 1894.

Mémoires de la Société archéologique du midi de la France. — Tome XV, 1^{er} livr. (1894).

Les Reclus de Toulouse sous la Terreur par le baron R. de Bouglon, de la Société archéologique du midi de la France, 2^e fascicule, Toulouse, Privat, 1895.

SÉANCE SOLENNELLE DU MARDI 7 MAI 1895.

Salle des Sociétés savantes, rue de la Fosse, 34.

Présidence de M. DE LA NICOLLIÈRE-TEIJEIRO, président.

M. le général VOSSEUR, commandant en chef le XI^e corps, et M. Alfred RIOM, maire de Nantes, occupent les places d'honneur sur l'estrade. M. le baron Christian DE WISMES fait fonction de secrétaire.

MM. le comte LAIR, délégué spécialement par M. le comte DE MARSY au nom de la Société française d'archéologie, notre collègue LINYER, président de la Société de géographie, le docteur OLLIVE, président de la Société académique, le capitaine GRAND, officier d'ordonnance du général, le commandant LETOURNEUX, adjoint au maire, LAFOLYE notre éditeur, BLANDEL, rédacteur au *Populaire*, prennent place dans la salle avec les membres de la Société : MM. ANIZON, René BLANCHARD, CHAILLOU, CHARRON, DORTET, le marquis DE L'ESTOUR-

BEILLON, le vicomte DE KERVENOËL, LE MEIGNEN, LEROUX, MAITRE, MARIONNEAU, Claude DE MONTI, PERRON, RÉVÉREND, RIARDANT, le commandant SAURET, SOULLARD, et le baron Gaetan DE WISMES.

La séance est ouverte à 8 h. 3/4.

M. le Président se lève et retrace l'histoire de la Société, en rendant un juste hommage à ses dix prédécesseurs. Les applaudissements interrompent plusieurs fois cette revue d'un glorieux passé.

M. le marquis Régis de l'Estourbeillon lit une notice érudite sur *Les Nantais compagnons de Jeanne d'Arc et du connétable de Richemont*, et exprime le vœu qu'elle soit complétée par nos collègues. M. le Président dit à l'auteur, en le remerciant, qu'il la complètera lui-même. M. Dortel demande si l'on ne peut ajouter à la liste le nom de Gilles de Retz.

M. Léon Maitre intéresse vivement l'auditoire en racontant la légende d'Herbauges, engloutie dans le lac de Grand-Lieu, et en la détruisant de fond en comble.

M. Emile Perron est venu de Varades tout exprès pour nous communiquer une pièce assez rare : un permis de chasse accordé, au XVII^e siècle, à un roturier ; de piquantes observations sont faites, à ce sujet, par notre confrère.

M. le Président montre, à son tour, deux curieuses matrices de sceaux.

Puis il remet des médailles commémoratives du Cinquantenaire, en vieil argent aux notabilités étrangères et aux membres du Bureau et du Comité, en bronze aux autres membres de la Société.

M. Marionneau, un de nos anciens présidents les plus distingués pour son savoir, les plus aimés pour son aménité et le charme de ses relations, offre, au nom de la Société, une médaille commémorative en or à M. le Président, auquel il adresse un petit compliment, souligné par les applaudissements unanimes de l'assistance, qui tient à récompenser les nombreux et importants travaux de celui qui seul survit aujourd'hui des 51 membres fondateurs.

M. le Président remercie avec émotion.

La séance, levée à 10 heures, est suivie d'un punch plein d'entrain et de cordialité, qui se prolonge jusqu'à 11 h. 1/4.

Le Secrétaire général

Baron DE WISMES

SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU MERCREDI

8 MAI 1895, à 3 heures 1/2.

Salle du tribunal civil de Châteaubriant.

Présidence de M. DE LA NICOLLIÈRE TEIJEIRO, président.

Les personnes les plus distinguées de Châteaubriant et plusieurs de nos excellents collègues de la Société des Bibliophiles bretons assistent à cette séance avec plusieurs des membres de notre Société, venus pour l'excursion.

M. le comte Xavier de Bellevue et M. Marcel Cotteux, présentés par MM. Le Meignen, de La Borderie et le marquis de l'Estourbeillon, sont reçus membres titulaires.

M. l'abbé Guillotin de Corson lit une très intéressante étude de circonstance : *Les Dames de Châteaubriant à travers les âges.*

M. le marquis de l'Estourbeillon communique ensuite des *Notes inédites sur les opérations de l'armée républicaine aux environs de Nantes en septembre 1793, d'après la lettre d'un contemporain.*

La séance est levée à 4 1/2.

Le Secrétaire général
BARON DE WISMES

SÉANCE DU MARDI 11 JUIN 1895, à 3 h. 1/2.

Présidence de M. DE LA NICOLLIÈRE-TEIJEIRO, président.

Étaient présents, MM. PIED, DORTÉL, RIARDANT, le commandant SAURET et le baron Christian DE WISMES.

Le procès-verbal est lu et adopté.

M. le Président communique les deux pièces suivantes, prêtées par M. le docteur Viaud Grand-Marais : 1° un bulletin de souscription à un objet d'art (statue de l'empereur), an II (1804) ; 2° deux lettres du 5 prairial an XIII (25 mai 1806), au sujet de l'explosion du château de Nantes.

Nantes, le 5 prairial an 8
à 1 heure 1/2 après midi,

MON CHER FRÈRE,

Un évènement terrible vient d'arriver il y a 3/4 d'heure ; le feu a pris au château de cette ville. L'explosion, comme tu dois le penser, a été terrible ; quantité de maisons ont écroulé. On ne peut encore estimer la perte des personnes de ceux qui ont péri ; mais par estime on porte le nombre des morts à 5 à 600. Je ne sais pas si quelques uns de nos parents ont été victimes. Mes sœurs ny mes enfants ni les Nau n'ont rien eu, excepté notre sœur Nanon qui a eu une contusion au nez, mais qui ne sera rien. Je cours savoir des nouvelles de Dessarlier et de nos autres parents.

Tout à toi ton frère ami

VIAUD LA RIVIÈRE.

A Nantes, 25 mai 1800, vieux style.

Mon ami, je t'écris ma main encore toute tremblante du grand malheur qui vient d'arriver il y a deux heures dans notre Ville. Les [uns] disent que cela vient de la poudrière, d'autres disent que c'est par quelque caisson. Mais un grand nombre sont périés, des maisons entières les plus près du Château. L'on craint encore pour cette nuit ; mais nous croyons qu'il n'y a personne de notre famille qui en ait été victime, que chez votre oncle Nicolas qui a perdu des effets. Notre cousine Lucie sort d'ici pour savoir si nous existions. Nous avons pensé être du nombre des victimes : dans le moment j'étais dans notre rue, où les vitrages ont éclaté. Mais j'en ai été quitte pour la peur, ainsi que notre sœur Nanon, qui est venue le nez tout sanglant, qui a pensé être engloutie dans la maison, une femme à ses pieds.

Nos amitiés à ta chère compagne, je désire, ainsi que ma sœur et toute la famille qu'elle soit bientôt rétablie.

M. le baron de Wismes demande si la séance du 7 mai et celle du 8 mai doivent être imprimées sous le même numéro d'ordre ou doivent porter chacune un numéro distinct. Les opinions sont très partagées. Les uns pensent que les deux réunions, ayant eu lieu à l'occasion du cinquantenaire, n'en font, pour ainsi dire, qu'une seule et se demandent, en outre, si une séance tenue hors de la

ville doit compter dans le nombre ordinaire ; les autres estiment qu'il y a eu, en réalité, deux réunions distinctes et que la Société peut siéger partout. Cette dernière opinion ayant prévalu, la séance du 8 mai sera la 463^e, et celle d'aujourd'hui la 464^e.

M. le commandant d'état-major Henri Sauret fait le *compte-rendu d'un travail de M. Espinet, sous-intendant militaire, sur le système de réquisitions militaires dans les armées vendéennes, 1793-1794*. Ce travail, précédé de considérations intéressantes, est fort écouté et applaudi.

M. Dortel dit qu'entre Joué et Moisdon-la-Rivière un homme a trouvé sous un châtaignier un pot enveloppé dans une toile et contenant environ 150 pièces de monnaie. Presque toutes ont été vendues à Nozay. Un agent-voyer, qui en a eues, les a prêtées à M. Dortel pour les montrer à la séance : elles portent l'effigie de François I^{er}, de Louis XII et d'Anne de Bretagne, elles sont donc du XVI^e siècle. M. le Président dit qu'elles ont été frappées à Rennes.

M. Dortel a apporté un autre objet trouvé dans une villa, près de Carthage. Personne ne peut dire exactement ce que c'était.

M. le Président termine la séance par un *Essai historique et archéologique sur la maison de l'Hôtel de Ville de Nantes*, (ancien hôtel Bizart), du XV^e siècle à notre époque.

La séance est levée à 5 h. 1/2.

Le Secrétaire général
Baron DE WISMES.

Sont déposés sur le bureau les ouvrages suivants :

Journal des Savants. — Janvier et février 1895.

Société française d'archéologie. — Congrès archéologiques de France ; LIX^e session, séances générales tenues à Orléans en 1892.

Revue de la Société des études historiques. — 4^e série, tome XII, 69^e année, 1894.

Smithsonian Institution. — Annual report to July 1893.

Annales de Bretagne. — Janvier et avril 1895.

Annales de la Société académique de Nantes. — 1894, 2^e semestre.

Bulletin de la Société des sciences naturelles de l'Ouest de la France. — 1895, 1^{er} trimestre.

Bulletin de la Société archéologique du Finistère. — 3^e et 4^e livraisons de 1895.

Société d'émulation des Côtes-du-Nord. — Bulletin n° 4 et n° 5 (1895.)
Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne. — Tome XIV (1895, 1^{er} et 2^e bulletins.)

Mémoires de la Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse. — 2^e série, tome III, 2^e bulletin (1894.)

Bulletin de la Société d'études scientifiques et archéologiques de la ville de Draguignan. — Tome XIX (1892-93.)

Mémoires de la Société Eduenne. — Tome XXII (MDCCCXCIV.)

Bulletin et Mémoires de la Société des antiquaires de l'Ouest. — 2^e série, tome XVII, année 1891. *Bulletin trimestriel*, 1895, 1^{er} trimestre.

Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne. — 48^e volume (18^e de la 3^e série), année 1894.

Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts du département de la Haute-Saône. — 3^e série, n° 25 (1894).

Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes. — 14^e année (2^e série, n° 13) 1^{er} trimestre de 1895.

Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe. — Années 1891 et 92, 2^e fascicule.

Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais. — 3^e et 4^e trimestres de 1894.

Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze. — Tome XVII, 1^{re} livraison (Janvier-mars 1895.)

Bulletin de la Commission historique et archéologique de la Mayenne. — 2^e série, tome VI (1893.)

Bulletin de la Société des études littéraires, scientifiques et artistiques du Lot. — Tome XIX, 1^{er}, 2, 3^e et 4^e fascicules (1894.)

Bulletin historique de la Société des antiquaires de la Morinie. — Année 1895, 1^{er} fascicule.

Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord. — Tome XXII, 2^e livraison (mars-avril 1895.)

Société de Borda. — 20^e année (1895), 1^{er} trimestre.

Baron DE WISMES. — *Le compteur Bidel*, Nantes, Grimaud, 1895, couv. ill. H. A. S.

SÉANCE DU MARDI 5 NOVEMBRE 1895. à 3 h. 1 2.

Présidence de M. DE LA NICOLIERE-TELJEIRO, président.

Etaient présents : MM. René BLANCHARD, le comte DE BONDY, CHAILLOU, CHARRON, le marquis DE DION, DORTÉL, le vicomte DE KERVENOËL, POUVREAU, le commandant SAURET, SEIDLER, DE VEILLECHÈZE et le baron Christian DE WISMES.

M. le Président se lève et prend la parole en ces termes :

« Le 30 juillet dernier est décédé à Vertou M. René Ménard, architecte, frappé en pleine carrière à l'âge de cinquante et un ans, membre de la Société depuis le 7 mars 1876.

« Elève de l'école des Beaux-arts en 1863, sous la direction de MM. Douillard et Vaudremer, il en sortit élève de 1^{re} classe en 1868, pour s'établir dans sa ville natale, où il acquit bientôt une réputation justement méritée.

« René Ménard a construit les églises de Basse-Indre, Sainte-Pazanne, Clisson, Méan, la Bruffière, Cambon, Mesquer, la chapelle de Notre-Dame-des-Monts au Croisic, un hospice à Vertou, restaura l'église de Josselin, et éleva à Nantes le Cercle catholique et l'élégante chapelle des Dames Réparatrices, rue Mondésir.

« On lui doit encore de nombreuses écoles privées ou communales, d'importantes constructions particulières, maisons de rapport, hôtels privés, à Nantes, Guérande, Auray, châteaux et villas dans la Loire-Inférieure, le Maine-et-Loire, les Deux-Sèvres.

« Les recommandations chaleureusement motivées de ses confrères lui firent obtenir, en 1890, la médaille de l'architecture privée de la Société centrale.

« Artiste distingué, travailleur persévérant et émérite, René Ménard, médaillé de l'école des Beaux-arts, lauréat de la Société des architectes français, président de l'excellente Société des architectes de Nantes, conseiller honoraire de la Société des architectes du Nord de la France, brillait aussi par un esprit loyal et une nature élevée, conciliant l'estime et l'amitié de tous ceux qui avaient l'avantage de le connaître.

« La Société d'archéologie rend au regretté défunt un suprême et bien cordial hommage, et conservera un honorable souvenir de celui qu'elle était fière de compter parmi ses fidèles adhérents. »

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Sur la demande de M. le Président, M. le baron de Wismes lit le très complet et humoristique récit des fêtes du cinquantenaire. Cette lecture est écoutée avec un visible plaisir, grâce aux souvenirs agréables qu'elle réveille d'un façon piquante.

La Société doit nommer, à cette séance, une Commission chargée d'étudier les ouvrages présentés au concours triennal et de dresser un rapport, qui sera lu à la prochaine séance, pour permettre à l'assemblée de désigner le lauréat, en connaissance de cause. M. le marquis de Dion, le généreux fondateur de la médaille d'or, prix du concours, est sollicité par M. le Président de donner quelques explications à ce sujet.

On désigne, sans scrutin et par un accord amiable, MM. de la Niccolière-Teijeiro, président de droit, le marquis de Dion, le baron des Jamonnières, le vicomte de Kervenoaël, Le Meignen, Claude de Monti et de Veillechêze pour composer cette Commission.

M. le Président lit une lettre de notre éminent collègue M. Anatole de Barthélemy, qui, dans les termes les plus gracieux, fait l'éloge de la médaille en argent, commémorative du cinquantenaire, qui lui a été remise, et retire la démission qu'il avait donnée.

M. le Président a reçu de M. Davy divers objets qu'il fait passer sous les yeux de ses collègues : une pomme d'ombrelle ayant appartenu à M^{me} la vicomtesse de Chalus, belle-sœur du vicomte général de Chalus, grand'tante de M^{me} du Doré ; un joli buste de nègre avec boucles d'oreille et collier en argent, (époque Louis XV) ; un camée ; un cochon provenant, dit-il, de la grande pyramide d'Egypte. Enfin M. Charron, qui a beaucoup voyagé, croit que l'objet désigné comme un cochon trouvé dans la grande pyramide est une antilope couchée, exécutée en Chine.

M. Chaillou exhibe ensuite un objet trouvé aux Cléons. C'est une petite pyramide en schiste houiller. Diverses attributions ont été données aux objets de cette forme : un contrepoids, un poids de pêcheur, un poids de tisserand, un étalon de poids, quand il portait des chiffres, enfin un objet d'ornementation. Notre collègue n'en a jamais trouvé d'aussi petit et bien fait. La base est le plus souvent rectangulaire, quelquefois carrée. M. le marquis de Dion incline de penser que c'est un poids pour un hameçon, en raison de sa conformité avec ceux dont se servent aujourd'hui les pêcheurs. M. Charron dit avoir trouvé un objet identique, mais plus long ; il l'a donné à M. Parenteau, qui l'a pris pour un objet destiné à aiguiser les armes. Celui de M. Chaillou, étant intact, n'a pu avoir cette destination.

M. le Président donne ensuite la parole à M. Seidler, membre honoraire qui habite Londres et, de passage à Nantes, a bien voulu retarder son départ pour venir nous montrer un album de photographies prises par lui et représentant des crosses et des croix émailées. Cette collection magnifique est l'objet de l'admiration générale. M. Seidler veut bien y joindre quelques explications.

M. le Président le remercie de son amabilité envers la Société, qui a un vif plaisir de le revoir, et rappelle en termes élogieux le don splendide que notre Musée doit à sa générosité.

M. le Président lit ensuite quelques courtes et intéressantes *Notes sur les blés à Nantes en 1770*, par M. l'abbé Uzureau, et une relation sur la *Découverte de débris gallo-romains à la Bimboire* par M. Raison, sous-inspecteur de l'enregistrement à Saint-Nazaire.

L'heure avancée ne permet pas de lire un travail de M. Charles Marionneau intitulé : *M. le baron Lemot et l'acquisition du château de Clisson en 1807*.

La séance est levée à 5 heures.

Le Secrétaire général,
Baron DE WISMES.

Sont déposés sur le bureau les ouvrages suivants :

Annales de la Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes. — Tome XIII (1891), tome XIV (1894).

Mémoires de la Société académique d'agriculture, des sciences, arts et belles-lettres du département de l'Aube. — 3^e série, tome XXXI (LVIII de la collection), année 1894.

Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne. — Année 1895, 2^e semestre.

Bulletin de la Société belfortaine d'émulation. — N^o 14 (1895).

Répertoire des travaux de la Société de statistique de Marseille. — Tome XLIII (3^e de la 9^e série), 3^e partie (1895).

Bulletin et mémoires de la Société archéologique et historique de la Charente. — Année 1894, 6^e série, tome IV.

Revue de Saintonge et d'Aunis (Bulletin de la Société des archives historiques). — XV^e volume, 4^e livraison (1^{er} juillet 1895, et 5^e livraison (1^{er} septembre 1895).

Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze. — Tome XVII, 2^e livraison (avril-juin 1895) et 3^e livraison (juillet-septembre 1895).

Bulletin de la Société d'émulation des Côtes-du-Nord. — N^o VI (10 juin 1895); n^o VII (9 juillet 1895), n^o VIII (5 octobre 1895).

Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord. — Tome XXII, 3^e livraison (mai-juin 1895), 4^e livraison (juillet-août 1895). — *Table analytique des Mémoires contenus dans les Bulletins de 1884 à 1893*, par A. Dujarric-Descombes, vice-président de la Société, Périgueux, 1895. — *Table analytique des matières contenues dans les procès-verbaux des séances (1874-1893)*, par le comte de Saint-Saud, membre de la Société, Périgueux, 1895.

Bulletin de la Société archéologique du Finistère. — Tome XXII, 5^e, 6^e, 7^e et 8^e livraisons de 1895.

Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes. — XIV^e année, 2^e série, n^o 14 (2^e trimestre de 1895), n^o 15 (3^e trimestre de 1895).

Bulletin de la Société archéologique du Midi de la France. — N^o XV, série in-8^o (séances du 27 novembre 1894 au 12 mars 1895).

Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin. — Tome XLIV (XXII de la 2^e série), (1895).

Bulletin de la Société les amis des sciences et arts de Rochechouart. — Tome V., n^o I (mars 1895), n^o II (mai 1895), n^o III (juillet 1895).

Bulletin et mémoires de la Société archéologique du département d'Ille-et-Vilaine. — T. XXIV (1895).

Bulletin de la Société archéologique de Touraine. — Tome IX, 3^e et 4^e trimestres de 1894, tome X, 1^{re} et 2^e trimestres de 1895.

Bulletin de l'Académie delphinale. — 4^e série, tome VIII, 1894.

Mémoires de la Société d'émulation du Jura. — 5^e série, V^e volume, 1894.

Société de Borda. — XX^e année (1895), 2^e trimestre.

Annales de la Société académique de Nantes et du département de la Loire-Inférieure. — Volume VI^e de la 7^e série, 1895, 1^{er} semestre.

Bulletin de la Société des sciences naturelles de l'ouest de la France. — Tome V, 2^e et 3^e trimestres de 1895.

Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais. — Tome XI, n^o 155, 1^{re} et 2^e trimestres de 1895.

Bulletin de la Société d'agriculture, industrie, sciences et arts du département de la Lozère. — Tome XLVI, février-mars 1895, avril-mai-juin 1895. — *Table decennale, 1880-1889.*

Bulletin de la Société des sciences, lettres et beaux-arts de Cholet et de l'arrondissement. — 1894.

Mémoires de la Société des lettres, sciences et arts de Bar-le-Duc. — 3^e Série, tome IV (1895).

Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne. — Tome XIV, 3^e bulletin (1895).

Bulletin historique de la Société des antiquaires de la Morinie. — XLIV^e année, 174^e livraison, tome IX, année 1895, 2^e fascicule.

Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe. — 2^e

Série, tome XXVII (XXXV^e de la collection), années 1895 et 1896, 1^{er} fascicule.

Revue historique et archéologique du Maine. — Tome XXXVII, année 1895, 1^{er} semestre.

Comité des travaux historiques et scientifiques (M. I. P.). — Liste des membres titulaires, honoraires et non résidents du Comité, des correspondants honoraires et des correspondants du ministère de l'Instruction publique, des Sociétés savantes de Paris et des départements. — Paris, imprimerie nationale, MDCCC XCV.

Mémoires de la Société archéologique de Rambouillet. — Série in-8^o, tome X (1895).

Bulletin de la Société des antiquaires de Picardie : Année 1894, n^o 4, année 1895, n^o 1.

Bulletin de la Société des antiquaires de l'Ouest, 1894, 4^e trimestre, 1895, 2^e trimestre.

Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne : Année 1895, XLIX^e volume (19^e de la 3^e série).

Recueil des notices et mémoires de la Société archéologique du département de Constantine : VIII^e volume de la 3^e série (XXIX^e de la collection), année 1894.

Bulletin de l'Académie d'Hippone : 1894, *Bulletin* n^o XXVII. — *Comptes rendus des réunions tenues pendant l'année 1895*, pages I-VIII.

Congrès des Sociétés savantes : Discours prononcés à la séance générale du Congrès, le samedi 20 avril 1895, par M. Moissan, membre de l'Académie des sciences, et M. Poincaré, ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes ; Paris, imprimerie nationale, MDCCC XCV.

XI Congreso de Americanistas : Réunion en Mexico del 15 al 20 de octubre de 1895 ; programa, México, 1895.

Société de secours des amis des sciences : Compte rendu des 34^e et 35^e exercices ; séances publiques annuelles tenues à Lille le 29 mai 1894 et à Paris le 5 juin 1895 ; Paris Gauthier-Villars et fils, 1895.

La Revue blanche : VI^e année, T. IX, n^o 51, 15 juillet 1895, Paris, Charpentier et Fasquelle.

Les Etats de Bretagne au XVI^e siècle, par Henri Sée, chargé de cours à la Faculté des lettres de Rennes ; Paris, Alphonse Picard et Rennes, Plihon et Hervé, 1895.

Airard et Quiriac, évêques de Nantes (1050-1070), étude sur les actes de leurs pontificats, par René Blanchard, lauréat de l'Institut ; Vannes, Lafolye, 1895.

La Semaine de Paris, études sociales, historiques et littéraires ; 2^e année, n^o 7 et 8 (23 juin et 31 juillet 1895).

SÉANCE DU MARDI 3 DÉCEMBRE 1895 à 3 h. 1/2

Présidence de M. DE LA NICOLLIÈRE-TEIJEIRO, président.

Etaient présents : MM. l'abbé ALLARD, ANIZON, BASTARD, le vicomte DE BEUCAIRE, le baron BERTRAND-GESLIN, DE LA BIGNE, René BLANCHARD, le comte DU BOIS DE MAQUILLÉ, DU BOIS DE LA PATELLIÈRE, BOSSIS, BOUCHAUD, DE LA BROUSSE, CAILLÉ, CHARRON, le vicomte DE COURSON, le marquis DE DION, DORTÉL, l'abbé DURVILLE, le marquis DE L'ESTOURBEILLON, FABRÉ, FLORNOY, le baron DES JAMONNIÈRES, le vicomte DE KERVENOAEL, LAILLIÉ, DE LAUBRIÈRE, LE MEIGNEN, PÎTRE DE LISLE, DE LA LONDE, MAÎTRE, le comte Alexandre DE MONTI, NAU, PIED, POMMIER, POUVREAU, l'abbé RADIGOIS, RIARDANT, le commandant SAURET, l'abbé SOREAU, TRUELLE SAINT-EVRON, DE VEILLECHÈZE, le baron Christian et le baron Gaëtan DE WISMES.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président lit une lettre de M. le ministre de l'instruction publique annonçant la date du Congrès des Sociétés savantes.

M. le vicomte Robert de Courson, l'-colonel du 65^e de ligne, présenté par M. le marquis de l'Estourbeillon et le commandant Sauret ; M. Mathurin Fraboulet, présenté par MM. le marquis de l'Estourbeillon et Le Meignen, et M. Charles Truelle Saint-Evron, présenté par MM. Le Meignen et Maître, sont reçus par acclamation membres titulaires.

Il est ensuite procédé à la nomination d'un nouveau Bureau. Le vote, qui se fait au scrutin de liste et par appel nominal, donne le résultat suivant :

Nombre de votants : 43. — Majorité absolue : 22.

Président.

M. Henri LE MEIGNEN. 41 voix : ÉLU.

MM. le M^{rs} DE L'ESTOURBEILLON et MAÎTRE, chacun . . 1 voix.

Vice-présidents.

MM. René BLANCHARD. 38 voix : ÉLU
Léon MAITRE. 30 voix : ÉLU

MM. le marquis DE L'ESTOURBEILLON : 12 voix ; DORTÉL et DE LA NICOLLIÈRE-TEJEIRO, chacun : 2 voix ; LE MEIGNEN et SOULLARD chacun : 1 voix.

Secrétaires-généraux.

MM. le baron Christian DE WISMES. 42 voix : ÉLU
le vicomte Emile DE KERVENOËL. 42 voix : ÉLU

MM. le marquis DE L'ESTOURBEILLON et le commandant SAURET, chacun : 1 voix.

Secrétaires du Comité.

MM. Joseph SENOT DE LA LONDE. 41 voix : ÉLU
Alcide DORTÉL. 35 voix : ÉLU

MM. le baron DES JAMONIÈRES, Claude DE MONTI et le baron Gaëtan DE WISMES, chacun : 2 voix ; le marquis DE L'ESTOURBEILLON, et LEROUX, chacun : 1 voix ; Blancs : 2.

Trésorier.

MM. Charles RIARDANT. 42 voix : ÉLU
POUVREAU, 1 voix.

Trésorier-adjoint.

MM. Raymond POUVREAU 42 voix : ÉLU
SOULLARD : 1 voix.

Bibliothécaires-archivistes.

MM. Henri LA PEYRADE. 41 voix : ÉLU
le baron Gaëtan DE WISMES. 39 voix : ÉLU

MM. l'abbé DURVILLE, POUVREAU, SOULLARD, chacun : 1 voix. — Blancs : 3.

M. le Président se lève et proclame officiellement la composition du nouveau Bureau, en adressant à ceux qui faisaient partie du précédent des éloges pour le zèle et le dévouement qu'ils ont apportés dans leurs fonctions.

Président..... M. Henri LE MEIGNEN.

Vice-présidents..... { MM. René BLANCHARD.
Léon MAITRE.

Secrétaires généraux. { MM. le baron Christian DE WISMES.
le vicomte Emile DE KERVENOAEL.

Secrétaires du Comité..... { MM. Joseph SENOT DE LA LONDE.
Alcide DORTEL.

Trésorier..... M. Charles RIARDANT.

Trésorier-adjoint.... M. Raymond POUVREAU.

Bibliothécaires-archivistes... { MM. Henri LA PEYRADE.
le baron Gaëtan DE WISMES.

Les applaudissements de l'assistance saluent la proclamation de chacun de ces noms.

Il est ensuite procédé à la nomination de 3 membres du Comité. Par acclamation l'assemblée commence par renouveler le mandat de M. le baron BERTRAND-GESLIN et du marquis DE L'ESTOURBEILLON, puis, sur la proposition de M. Le Meignen, confie celui de M. René Blanchard, nommé à si juste titre vice-président, à M. Félix CHAILLOU.

M. le Président lit ensuite, au nom de la Commission du concours triennal, le rapport suivant :

« La Commission nommée pour examiner les travaux présentés pour l'obtention de la médaille d'or, dont la création et l'initiative est due à M. le marquis de Dion pendant sa présidence (1890-1892), s'est réunie le mardi 19 novembre 1895, dans la salle de l'Oratoire.

« Etaient présents MM. le baron des Jamonnières, le vicomte de Kervenoaël, Claude de Monti, de Veillechêze, et le président. M. le marquis de Dion n'avait pu venir et M. Le Meignen s'était excusé par lettre.

« La tâche de la Commission se trouvait d'autant plus délicate que deux candidats seulement présentaient des travaux.

« M. René Blanchard : *Etude sur les actes des pontificats d'Airard et Quiriac évêques de Nantes, 1059-1079*, dans laquelle l'auteur détermine, avec l'intelligence ordinaire qu'il apporte dans l'interprétation des chartes et anciens documents, la date exacte de l'épiscopat de ces deux évêques. Cette étude intéressante du lauréat de l'Institut pour sa remarquable publication de Jean V a paru dans la *Revue des Bibliophiles bretons*.

« M. le marquis de l'Estourbeillon donne ses *Inventaires sur les châteaux bretons*.

- I. *Archives du château de Saffré* (Loire-Inférieure) 1893, in-8°, 128 p.
- II. *Archives du château de Penhouet* près Josselin (Morbihan) in-8° 245 p.
- III. *Archives de la seigneurie de la Morlaye*, château du Lou (Ille-et-Vilaine), in-8°, 56 p.
- IV. *Archives du château de la Maillardière*, en Vertou, in-8° 111 p, ce dernier publié dans le Bulletin de 1894.

« C'est une voie nouvelle promettant de nombreux documents pour l'histoire des communes nantaises et bretonnes; un sillon encore inexploré, qui, au congrès de la Sorbonne, parfaitement apprécié par les maîtres de la science, a valu à son auteur les palmes académiques. Ces études font le plus grand honneur à notre confrère, dont le dévouement à la Société d'archéologie s'est si bien affirmé dans l'organisation des fêtes de notre cinquantenaire.

« Deux volumes du Nobilaire breton, viennent encore augmenter les titres du marquis de l'Estourbeillon; et plusieurs de nos associés, ont rendu compte de son œuvre, avec des félicitations justement méritées: MM. de la Borderie, P. de l'Isle du Dreneuc, baron Hulot de Collart, etc...

« Citons encore du même, dans le Bulletin : *La Confrairie du Saint-Esprit de Machecoul du XII^e siècle à 1789*; puis les communications sur *Les compagnons de Jeanne d'Arc, et les Opérations de l'armée républicaine au pays de Retz en 1793, notes et documents inédits*.

« Aussi la Commission, regrettant vivement de n'avoir à décerner qu'une médaille, présente avec confiance à la Société son vœu émis à l'unanimité en faveur du marquis de l'Estourbeillon, en raison de l'importance vraiment hors ligne de ses travaux et de la sympathie qu'il a toujours montré pour notre association. »

Le vote est ouvert sur l'attribution de la médaille d'or triennale.

Nombre de votants : 28. — Majorité absolue : 15

MM. le marquis DE L'ESTOURBEILLON.	21
René BLANCHARD.	6
Blanc.	1

M. le Président proclame M. le marquis de l'Estourbeillon lauréat du concours. Notre distingué confrère se lève et en quelques paroles, pleine d'une émotion qu'il a peine à contenir, remercie la Société de

cette marque de bienveillante sympathie et proteste de son dévouement et de son attachement pour elle dans le passé et dans l'avenir.

M. le Président annonce qu'il a reçu une lettre très sympathique de M. l'abbé Guillotin de Corson, demandant si la Société voudrait bien accepter son travail sur les seigneuries de la Haute-Bretagne comprises dans le département de la Loire-Inférieure. La réponse n'est pas douteuse.

M. le commandant Henri Sauret lit une communication, fort écoutée et fort applaudie, sur la mort du général Moreau, tué à la bataille de Dresde par un boulet français. M. le Président adresse ses félicitations à l'auteur.

M. Léon Maitre nous entretient ensuite de la *Topographie de Vertou au VI^e siècle, d'après la vie de saint Martin*. M. le marquis de l'Estourbeillon dit que saint Martin d'Armorique a dû être confondu avec saint Martin de Vertou et qu'il est invoqué dans certaines paroisses du département, notamment d'Avessac. Souvent, il est associé à saint Valay. En Avessac, Gavessau a pour patron saint Martin, et la paroisse de Penhouet saint Valay. M. l'abbé Durville, si compétent également dans toutes ces questions, dit que la vie de saint Martin de Vertou a été composée avec les débris de celle de saint Martin de Tours. Les vieux auteurs aimaient beaucoup les homologies, mais ils étaient portés à confondre souvent les noms des pensums et de lieux. Une conversation instructive s'engage entre lui et M. Maitre sur le culte de saint Martin de Vertou. M. le Président offre ses remerciements à M. l'abbé Durville pour ses curieux renseignements.

La séance est levée à 5 1/4.

Le Secrétaire général,

BATON DE WISMES.

Sont déposés sur le bureau :

Bulletin de la Société archéologique du Finistère. — Tome XXII, 9^e livraison de 1895.

Recueil des publications de la Société havraise d'études diverses. — LXXI^e année (1894), 4^e trimestre ; LXXII^e année (1895), 1^{re} et 2^e trimestres. — *Centenaire de Ancebol, le 2 janvier 1894* ; Le Havre, Micaux, 1894.

Annales de Bretagne. — Tome XI, n^o 1, novembre 1895.

Bulletin de la Société d'émulation des Côtes-du-Nord. — Séance du 19 novembre 1895.

Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord. — Tome XXII, 5^e livraison, septembre-octobre 1895.

Bulletin de la Société des sciences, lettres et arts de Pau. — 2^e série, tome XXIII, 1893-94.

Mémoire de la Société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne. — Année 1894.

Bulletin de la Société des archives historiques ; Revue de Saintonge et d'Aunis. — XV^e volume, 6^e livraison, 1^{er} novembre 1895.

Société de Borda. — XX^e année (1895), 3^e trimestre.

La Semaine de Paris. — N^o du 31 octobre 1895.

LES NOCES D'OR

DE LA

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE

La Société archéologique, ayant été fondée le 9 août 1845, atteignait cette année son cinquantième anniversaire. Il est d'usage de célébrer cette date avec quelque éclat ; aussi le Comité central crut-il à propos de nommer, dans sa séance ordinaire du 27 février, une Commission, chargée de dresser un programme de réunions et de fêtes et d'en assurer la réalisation.

Cette Commission se composait de six membres : MM. de la Nicollière-Teijeiro, président, le baron de Wismes, secrétaire général, Dortel, secrétaire du Comité, Riardant, trésorier, Le Meignen, ancien président, membre à vie du Comité, et le marquis de l'Estourbeillon, ancien vice-président, membre élu du Comité.

Cette Commission se réunit à plusieurs reprises et adressa les lettres d'invitation suivantes :

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE

Nantes, le 4 Avril 1895.

DE NANTES

et de la Loire-Inférieure

CINQUANTENAIRE

DE LA SOCIÉTÉ

Monsieur et très honoré Confrère,

La Société archéologique, désirant célébrer cette année le cinquantième anniversaire de sa fondation (9 août 1845), croit pouvoir arrêter ainsi le programme des réunions et des fêtes qui auront lieu les 7 et 8 mai prochain, à l'occasion de ses noces d'or.

1^{er} jour — Mardi 7 mai 1895. — Nantes.

8 heures du matin. — Messe à la cathédrale pour les membres défunts.

2 heures. — Visite des antiquités de la ville : musée d'Archéologie, Château, crypte de la cathédrale, etc., etc.

8 heures du soir. — Séance publique, salle des Sociétés savantes, 34, rue de la Fosse.

10 heures. — Punch offert par la Société.

2^me jour — Mercredi 8 mai. — Châteaubriant

8 heures du matin. — Départ de Nantes (gare d'Orléans).

10 heures. — Arrivée à Châteaubriant, visite du Château et du Musée Midi. — Banquet chez Bignon, hôtel de la Poste (8 fr. par personne).

2 heures 1/2. — Séance publique au Château, grande salle du Tribunal.

5 heures. — Retour à Nantes.

Le Président et le Comité espèrent, monsieur et cher Confrère, que vous voudrez bien prendre part à cette fête d'anniversaire et honorer de votre présence ces diverses réunions.

Veuillez agréer, monsieur et cher Confrère, l'expression toute spéciale de notre parfaite considération.

Les membres de la Commission,

Le Président,

B^{en} C de Wismes

M^{is} de l'Estourbeillon

S. de la Nicollière-Teijeiro

Le Meignan, C. Riardant

A. Dortel.

NOTA. — M. si vous désirez prendre part au banquet et à l'excursion de Châteaubriant, vous êtes instamment prié de vouloir bien adresser votre adhésion, **au plus tard le 20 avril**, soit à M. le M^{is} de l'ESTOURBEILLON, organisateur de l'excursion de Châteaubriant, **24, rue du Drézen, Vannes**, soit à M. le B^{en} de WISMES, Secrétaire général de la Société, **1, rue Sully, Nantes**.

Nantes, le 24 Avril 1895.

En vue de l'organisation définitive du Cinquantenaire de la Société, pour arrêter l'ordre du jour des séances des 7 et 8 mai et diverses questions qui s'y rattachent, les membres de la Commission font appel à leurs confrères, les invitant à se réunir le

Samedi 27 courant, en séance générale, à 5 heures du soir, salle de l'Oratoire.

Comme il est très urgent pour obtenir de la C^{ie} d'Orléans une réduction sur le prix du trajet, ainsi que des compartiments réservés, et pour le banquet, de connaître au juste le nombre des assistants, la Commission prie instamment ses honorables confrères d'adresser leur adhésion à M. le M^{is} de l'Estourbeillon, 24, rue du Drézen, à Vannes, ou à M. le B^{on} C. de Wismes, secrétaire général, rue Sully, 4, Nantes, avant le 30 avril courant. Passé ce dernier délai, les admissions ne pourraient étre reçues.

Les membres de la Commission,

S. DE LA NICOLLIÈRE-TEJEIRO, Président,
B^{on} C. DE WISMES, M^{is} DE L'ESTOURBEILLON,
H. LE MEIGNEN, C. RIARDANT, A. DORTEL.

Nantes

7 mai 1895

8 heures. — Messe pour les Membres défunts à la Cathédrale, autel de la Vierge.

1 heure. — Réunion au Musée d'Archéologie et d'Ethnographie, église de l'Oratoire, près le cours St-Pierre. Visite de cet établissement.

3 heures. — Visite du Château.

4 heures. — Visite de la crypte de la Cathédrale, logis de la Psallette, etc.

8 heures. — Séance, salle des Sociétés savantes, rue de la Fosse, 34.

Historique de la Société d'Archéologie, par M. le Président.

Les Nantais compagnons de Jeanne d'Arc et du connétable de Richemond, par M. le M^{is} de l'Estourbeillon.

La légende d'Herbauges, par M. L. Maître, archiviste du département.

Punch offert par la Société.

Châteaubriant

8 mai 1895.

8 heures. — Départ de Nantes (gare d'Orléans 8 h. 33).

10 heures. — Arrivée à Châteaubriant. Visite du Musée et du Château.

Midi. — Banquet chez Bignon, hôtel de la Poste.

2 heures. — Séance dans la salle du Tribunal.

Les Dames de Châteaubriant à travers les âges, par M. l'abbé Guillotin de Corson, chanoine de Rennes.

Notes inédites sur les opérations de l'armée républicaine aux environs de Nantes en septembre 1793, d'après la lettre d'un contemporain, par M. le M^{ls} de l'Estourbeillon.

Pétition présentée à l'administration du département de la Loire-Inférieure par la municipalité et conseil général des communes de Maumusson, St-Herblon, Pouillé, La Chapelle Saint-Sauveur, Montrelais et Belligné, district d'Ancenis, en vertu de leurs délibérations et requêtes du 4^{er} avril 1792. Communiquée par M. Perron.

Société des Bibliophiles bretons, présidée par M. A. de la Borderie, membre de l'Institut.

5 heures. — Retour à Nantes.

Les Secrétaires généraux,

BARON C. DE WISMES,

V^{lo} E. DE KERVENOAËL.

1^{er} Mai 1895.



LES NOCES D'OR DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE

PREMIÈRE JOURNÉE

Le mardi 7 mai, à 8 heures du matin, M. l'abbé Allard, membre du Comité, célébrait à la Cathédrale (autel de la Vierge) une messe pour les membres de la Société décédés pendant cette période d'un demi-siècle, et auxquels ce souvenir était bien dû, en même temps qu'une prière pour les travaux et la longue existence de notre association.

Assistaient à ce pieux *memento* : MM. de la Nicollière-Teijeiro, président, le comte Charles Lair, délégué de la Société française d'archéologie, P. de Lisle du Dreneuc et Nau, le baron C. et le baron G. de Wismes, le vicomte de Kervenoaël, Dortel, Riardant, Pouvreau, La Peyrade, c'est-à-dire le Bureau tout entier ; Marionneau et Le Meignan, anciens présidents, R. Blanchard, le marquis de l'Estour-

beillon, le baron des Jamonnières, Senot de la Londe, Maître, membres du Comité; le docteur Anizon, Caillé, Chailou, Charron, van Iseghem, de Laubrière, Leroux, le comte de Maquillé, le comte A. de Monti, C. de Monti, Perron, Révérend, le commandant Sauret, l'abbé Soreau, Souillard, membres de la Société, et, un peu en arrière, plusieurs dames, épouses ou parentes des sociétaires.

A une heure, la réunion assignée au Musée d'archéologie et d'ethnographie, ancienne chapelle de l'Oratoire, est composée à peu près des mêmes personnes. M. le conservateur, avec sa complaisance ordinaire et sa compétence habituelle, fait les honneurs des vitrines qui renferment les riches collections confiées à ses soins. Les minutes s'écoulent bien promptement pendant cette attrayante revue, qui soulève par moments des observations, des remarques, des questions, des discussions, qui remplissent l'enceinte, ordinairement si paisible, de ce bâtiment, d'un bruissement et d'éclats de voix qui dénotent le vif intérêt des visiteurs pour les objets qui leur sont montrés.

Le bourdon de la Cathédrale avait depuis longtemps sonné trois heures, lorsque le groupe des archéologues s'achemine vers le vieux château ducal. Sur le pont-levis, M. le commandant Sauret attend de pied ferme ses confrères, qu'il dirige avec sa gracieuse obligeance dans le dédale des cours, des chemins de ronde, des circuits tracés dans les douves. M. Orioux et M. L. Maître formulent des observations. Cette curieuse exploration, qu'il n'est pas toujours facile d'accomplir, surtout avec un guide aussi instruit, acquiert ainsi une importance aussi spéciale que profitable.

La crypte de la Cathédrale réclame la présence de nos promeneurs. Dans ces profondeurs souterraines, des appréciations, des dates, des controverses sont encore échangées. L'opinion cependant la plus générale est que cette construction ne peut guère remonter au delà du XI^e siècle.

On se rend ensuite au logis de la Psallette, dont M. Dubois fait très courtoisement les honneurs. L'escalier et surtout les riches sculptures de la magnifique et monumentale cheminée font l'admiration de tous les visiteurs, qui se

séparent vers cinq heures passées, se donnant rendez-vous pour la séance de 8 heures.

MM. le comte Charles Lair, de la Nicollière-Teijeiro, P. de Lisle du Dreneuc, Nau, le baron C. et le baron G. de Wismes, le vicomte de Kervennoël, Dortel, Riardant, Pouvreau, La Peyrade, c'est-à-dire le Bureau tout entier ; Marionneau et Le Meignen, anciens présidents, l'abbé Allard, R. Blanchard, le marquis de l'Estourbeillon, le baron des Jamonnières, Senot de la Londe, Maître, Orioux, membres du Comité ; le docteur Anizon, Chaillou, Charron, de Laubrière, Leroux, le comte de Monti, C. de Monti, Perron, Révérend, le commandant Sauret, l'abbé Soreau, Soullard, de Veillechèze, membres de la Société, et Lafolye, notre éditeur, assistaient à une partie au moins de cette promenade archéologique.

Le soir, à 8 heures, réunion à la salle des Sociétés savantes, rue de la Fosse, 34. — Après l'arrivée de M. le général Vosseur, commandant en chef le XI^e corps, et de M. Alfred Riom, maire de Nantes, M. le Président ouvre la séance et, après avoir remercié les assistants de l'honneur qu'ils veulent bien faire à la Société par leur présence, se lève et prend ensuite la parole en ces termes :

MESSIEURS,

Il est dans l'histoire des peuples, comme aussi, parfois dans celle des plus petites localités, des traditions légendaires, transmises d'âge en âge, répétées avec amour et un certain orgueil, par ceux qui aiment à se rappeler la maison des ancêtres, l'habitation modeste ou grandiose dans laquelle ils reçurent le jour.

Telle, pour Rome, la louve de Romulus.

Pour les Francs, la prière de Clovis à Tolbiac.

Telles pour Nantes, assiégé au V^e siècle, cette procession d'hommes vêtus de blanc sortant de Saint-Similien et de Saint-Donatien, qui frappa de stupeur les assiégeants, au point de leur faire prendre la fuite ; au X^e siècle la fontaine de Sainte-Marie, où se désaltérèrent les Bretons épuisés du glorieux Alain Barbetorte, le second fondateur de Nantes vainqueur des hordes normandes.

Eh bien, Messieurs, nous croyons que l'école des traditionalistes a droit au respect. Si l'histoire, avec raison, repousse les traditions qui peuvent lui paraître fantaisistes, ou même discutables, il est toujours bon de rendre hommage à la vérité souvent enveloppée, cachée sous des voiles trop richement brodés, recouverte de manteaux trop luxueusement drapés, mais qui cependant demeure la vérité, l'écho d'un fait embelli, augmenté, défiguré par les âges.

Il y a cinquante trois ans, l'archéologie nantaise était à son début, à son réveil, dirions-nous mieux, sous l'influence de M. de Caumont. Une exhibition exceptionnellement remarquable éclaira cette heureuse renaissance. Une jeune femme, aux longs cheveux blonds, ensevelie, depuis peut-être deux ou trois mille ans, au soleil brûlant des pyramides, était dépouillée de ses bandelettes, et reparaissait au grand jour sur les bords brumeux de notre fleuve de Loire, dans une des salles du Cercle des Beaux-Arts, alors rue du Calvaire. Des grains de blés ramassés dans le cercueil, et mis en terre, produisirent des épis.

Ce fait extraordinaire deviendra peut-être légendaire un jour, et cependant il est parfaitement exact. Nous l'avons vu; la momie de la jeune femme avait été transportée à Nantes par notre digne compatriote Caillaud.

En remontant le cours des âges, nous voyons, Messieurs, que la poésie, les sciences, la bibliographie, étaient déjà fort en honneur dans notre métropole de l'ouest. Citons seulement Abélard, si fameux par son savoir, et Pierre de Dreux, le trouvère. Aussi, au XV^e siècle, un poète, énumérant avec complaisance les qualités de notre ville, disait avec quelque raison :

A Nantes, sont toutes sciences

Montrées à grandes diligences ;

faisant sans doute allusion à l'Université bretonne, qui développait chez nous le goût des études.

Les vieux comptes des miseurs gardent sur leurs feuilles jaunies les noms des mystères composés pour les fêtes données par les ducs, et que d'un œil attentif et charmé suivait la foule émerveillée.

En 1453, Jehan d'Aulnay, paroissien de Notre-Dame, offre pour la « *Librairie* » de la Collégiale, quarante volumes de droit civil et canonique ; en 1459, Jean Simon imite son exemple. A ces deux bibliophiles ajoutons le chanoine Le Gallo, et sa splendide bibliothèque, dont il ne resta malheureusement que quelques rares volumes.

En 1459, l'administration municipale accorda 40 sous aux acteurs qui e jouèrent le *Jugement*, au carrefour des Changes, pour quérir partie de leurs habillemens, à faire jouer ledit mystère ». C'était pour l'entrée solennelle du duc Pierre II, octobre 1450.

En 1455, c'est le « *mistère de Bien advisé et Mal advisé* ». Il faut lire les détails quelque peu naïfs de la construction d'une énorme machine dite la *Goulle*, destinée à engloûtir tout vivant, *Mal avisé* qui tombait dans l'*Enfer*, tendu par « l'empirement de quatre bougrains noirs. »

La reine Anne [donna souvent des représentations de ce genre, dues sans doute à son poète favori, le célèbre Méchinot. Puis, à l'entrée du roi François I^{er} et de la reine Claude, en 1518, ce fut Jean Daniél, dit Mitou, organiste de Notre-Dame, lequel « pour avoir vacqué à faire partie des devys et ordonnances pour les fainctes des carrefours de ladite ville, reçut six escus d'or vallans dix livres ».

Ces divertissemens et ces fêtes fort goûtés par le peuple, vulgarisèrent chez lui les lais et les chansons. La poésie avait ses fervens adeptes, plus ou moins habiles dans la pratique du beau langage de l'époque.

Un simple fait appuiera notre pensée. Passagèrement employé par la municipalité, poussé sans doute par la mode du moment, « *Maistre Rolland* » trouva parfait de rimer en assez mauvais vers la quittance qu'il donnait au misereur !...

Jô vous laisse à deviner, Messieurs, la tête que feraient aujourd'hui les receveurs municipaux de Nantes à la présentation dè semblable grimoire.

Je, André Rolland, certiffie
Avoir receu, je vous affye,
D'Amaury Main, très honneste homme

Et miseur de Nantes, la somme
De trente soubz en beau poyement,
Quels il me bailla seuremant ;
Dont les bourgeois me firent don,
Jhesus lui ouctroit vroy pardon,
En may ce fut sans nul céjour
Sans faillir quatriesme jour,
Mil quatre cens soixante-et-dix
Et cinq auxi, cella je dis ;
Tesmoing mon manuel signe,
Lequel j'ai mis icy en signe
Qu'il est vérité, je le conclus
Et ainsin je n'en parle plus.

ROLIAND.

Malheureusement la poésie bretonne des XV^e et XVI^e siècles n'a pas été traitée par un historien dévoué et convaincu comme le sympathique auteur de la poésie bretonne, au XIX^e siècle ; et nous n'avons pour ainsi dire rien sur cette période sans doute fort intéressante. M. J. Rousse nous apprend, p. 114 de sa remarquable étude, que Nantes, « au moyen-âge, avait une grande célébrité poétique. Le roi Arthur dit M. A. Bossert, convoque sa cour à Nantes. C'est là qu'il réside dans le poème d'*Erec*, de Chrestien de Troyes, et dans le *Perceval allemand*. »

Cependant, l'archéologie, au nom et à la fleuraison moderne, ne manquait pas d'adeptes et de disciples dans notre contrée. En 1580, l'inscription fameuse au DE VOLIANO, trouvée sous les murs du cours saint Pierre, est soigneusement recueillie. Les amis de la science écrivent mémoires sur mémoires. Les uns militent pour VOLIANO, dieu topique, les autres pour volkano ; et nous ne pouvons affirmer que la question soit définitivement jugée : *adhuc sub judice lis est*.

Citons aussi « Maître Jehan Morin, ayant la principale charge et garde des chartes du pais de Bretagne », maire de Nantes en 1571, qui rédigea sur *les antiquités et singularités de l'Armorique* des mémoires, aujourd'hui perdus, de même que les bibelots réunis par ses soins : Gérard Mellier, maire 1720-1729, artiste, archéologue émérite, collectionneur érudit,

pour qui tout était bon, livres, gravures, estampes, armes, monnaies, médailles, jusqu'au pavillon d'un forban, agrémenté d'un hideux squelette, tenant le sablier.

On le voit, la municipalité a toujours et constamment favorisé l'archéologie.

M. Thomas Dobrée, disons-le, eut des prédécesseurs, qu'il imita noblement.

Le règne de Louis XV a laissé à Nantes des traces assez marquantes de son architecture, un peu chargée peut-être, cependant élégante et agréable. Les constructions de l'île Feydeau, celles élevées par nos opulents armateurs sur la Fosse, attirent les regards par leurs lignes larges et harmonieuses. Mais c'était surtout à l'intérieur des vastes pièces que le luxe décoratif, si connu sous le nom de style Louis XV, s'était développé et livré à ses capricieux méandres.

Les négociants nantais expédiaient aux colonies les marchandises du pays par de nombreux navires, qui parfois revenaient sur lest au port d'attache. Or, celui-là se tromperait grandement qui s'imaginerait que ce lest consistait en un amas de cailloux ou de galets, déversé à l'arrivage sur les rives de notre fleuve. Ce lest était parfois formé d'énormes billes d'acajou massif, qui, cédées à bas prix, étaient débitées sous le ciseau habile du marchand de meuble, la gouge artistique du menuisier sculpteur, qui les transformait en magnifiques panneaux, dont les fines moulures, encadrant des scènes à la Wateau produisaient le plus bel effet. Il en existe encore quelques rares spécimens qui font regretter ceux malheureusement disparus pour faire place à nos papiers de tapisseries modernes.

Profondément troublée par les violentes secousses de la fin du XVIII^e siècle, Nantes, sut néanmoins pieusement garder ce petit vaisseau de fin or pur et muni, dans lequel fut déposé le cœur d'Anne de Bretagne, légué par elle à sa ville natale, reliquaire inestimable, le plus précieux joyau du Musée nantais. Nantes enfouit secrètement dans un coin ignoré du jardin des Plantes le tombeau du dernier duc de Bretagne, afin de sauver ce chef-d'œuvre d'une destruction inévitable, de le conserver intact à ses enfants, et de l'offrir

à l'admiration de tous les étrangers qui viennent la visiter.

Le maire Bertrand-Geslin créa de nouveau l'Ecole de dessin, releva la salle Graslin de ses ruines incendiées, acquit, malgré l'opposition du préfet, la collection Cacault, base de notre riche Musée des tableaux, et favorisa tout ce qui se rattachait aux Beaux-arts.

On le voit, la municipalité fut toujours et constamment favorable à l'archéologie, aux sciences et aux arts.

Le 9 août 1845, dans l'une des salles de la Préfecture, sous la présidence de M. le comte Aymar de Blois, président de la section d'archéologie de l'Association bretonne, tenant alors son congrès à Nantes, s'étaient donné rendez-vous cinquante et un Nantais, magistrats, médecins, architectes, négociants, désireux de faire trêve quelques instants, de temps à autre, à leurs occupations sérieuses en s'entretenant d'archéologie et d'histoire.

Un premier Bureau fut nommé, acclamé, pourrions-nous dire : Messieurs Th. Nau, président, Bizeul, président d'honneur, G. Demangeat, secrétaire, l'abbé Rousteau, secrétaire-adjoint, J. Huetle aîné, trésorier, Vandier, archiviste. Une réunion eut lieu le 19 novembre suivant, et voici la liste des membres fondateurs, aux noms desquels est acquis le sympathique hommage de nos bons souvenirs.

Messieurs Emile Allard; Alfred d'Arondel; Félix Benoit; l'habile dessinateur des belles éditions de Charpentier;

Bizeul, de Blain, le patient et persévérant explorateur des ruines et des voies gallo-romaines, dont il notait avec soin les derniers vestiges; Bourgerel l'éminent architecte;

Chevas, auteur d'un volume sur l'arrondissement de Paimbœuf; de Commequiers; le comte René de Cornulier, mort contre-amiral;

L'abbé Delalande, auteur d'une intéressante notice sur les îles d'Hoëdic et de Houat, décédé victime de son amour pour la science; le docteur Delamare; Georges Demangeat et Demangeat fils, bibliophile, Driollet, architecte de talent; Ch. Dugast-Matifeux, homme de lettres, le collectionneur, dont chacun se rappelle et l'obligeance, et surtout l'importance des nombreux documents légués à la Bibliothèque de

Nantes, décédé à Montaigu le 15 avril 1894 ; Dugué-Brieugne, directeur et l'un des professeurs de l'école industrielle ; H. du Plessis de Grénédan ;

Le docteur Foulon, qui a donné à la Société divers travaux appréciés ; H. de Fourmont, bibliothécaire-adjoint de la ville de Nantes ; l'abbé Félix Fournier, mort évêque de Nantes, et président d'honneur ; Juste Fruchard, négociant, cultivant agréablement la peinture.

Eugène de la Gournerie, écrivain au style élégant et gracieux ; Grandsire ; Léon et Armand Guéraud, imprimeurs ; ce dernier, auteur d'un ouvrage malheureusement resté inédit : *Recueil des chants populaires en français et en patois de la Bretagne et du Poitou* ; il est le créateur du Bulletin de la Société ;

Charles Hersart du Buron, amateur de numismatique, l'un des premiers qui songea à la série des jetons municipaux ; Houdet aîné, négociant, amateur de tableaux dont il avait formé une galerie, dispersée à sa mort ;

Le baron Armand d'Izarn, auquel la Société doit plusieurs communications ; de Kergos ; Charles de Kersabiec, journaliste et écrivain ;

L'abbé Le Bert, chanoine ; le docteur Le Ray, auteur de divers travaux restés manuscrits ; Anthime Ménard, avocat, bibliophile distingué, heureux collectionneur d'estampes et de gravures nantaises ; Meuret, journaliste, auteur des *Annales de Nantes* ; Théodore Nau, architecte, envers lequel la Société a de si grandes obligations ; celui qui tristement déroule cette liste funèbre des excellents et laborieux confrères, dont il est le seul survivant ;

Antoine Peccot, bibliothécaire de la ville, Pellouier, consul général de Prusse ; Phelippes-Beaulieu père, Phelippes-Beaulieu fils, longtemps secrétaire général, deux noms dont la Société doit conserver le souvenir ; le docteur Priou, auteur de nombreuses biographies bretonnes et nantaises ;

Pierre Rathouis, professeur distingué, qui compta de nombreux élèves ; l'abbé Rousteau, mort vicaire général, fondateur d'un cours d'archéologie ; le docteur Louis Thibaud ; M. van Iseghem, un de nos bons amis, architecte pratique et des-

sinateur distingué, l'un des plus assidus à nos séances. François Verger, qui a laissé de nombreux manuscrits sur Nantes et la Loire-Inférieure; le baron de Wisnies, enfin, que beaucoup de nous ont connu, auteur de divers ouvrages illustrés, très recherchés, et dont les charmants entretiens étaient toujours suivis avec plaisir.

Depuis cette séance d'inauguration, la Société compte onze présidents, dont trois seulement choisis parmi les fondateurs.

Le premier fut M. Théodore Nau, 1845-1862, soit dix-sept ans, pendant lesquels eut lieu la création du Musée en 1849, en 1859 la publication du Bulletin et, en 1860, l'installation dans la chapelle de l'Oratoire. Alors M. Nau, pensant que sa tâche était terminée, voulut simplement rentrer dans le rang. Mais ses confrères, comme témoignage de gratitude, justement mérité, lui décernèrent d'une voix le titre de président d'honneur, porté avant lui par M. Bizeul, l'un des plus laborieux archéologues bretons, et depuis offert à M^r Fournier évêque de Nantes.

Puis ce fut M. le vicomte Edouard Sioch'an de Kersabiec, 1863-1868. Conseiller de préfecture, à l'abord gracieux et aimable, à la parole élégante et facile, M. de Kersabiec présida à la satisfaction générale, et a laissé d'importants travaux sur les Namnètes et les Vénètes, traitant avec entrain la lutte héroïque de ces derniers contre César.

Une modification au règlement fixa à la présidence le terme de trois années. Elle échut à M. l'abbé Cahour (1869-1871), chanoine, professeur de belles-lettres, aumônier du Lycée, auteur de nombreux travaux sur les traditions de l'église de Nantes, dont il est le soutien convaincu et infatigable. On lui doit aussi la biographie de saint Emilien, évêque de Nantes, enseveli à Autun dans son tombeau, à la tête de ses Nantais, contre l'invasion des Sarrasins.

La Société vit à sa tête (1872-1874) M. René Galles, abondant militaire, l'explorateur érudit et consciencieux des monuments mégalithiques du Morbihan, décédé le 11 août 1891. Son nom, ainsi que celui de son frère, font autorité.

Remplacé au fauteuil (1875-1877) par M. Charles Marminneau; celui-ci avec une verve toute normande, une image

nation brillante et chaleureuse abordait toutes les questions, beaux-arts, fouilles gallo-romaines et mérovingiennes dans le canton de Vertou, toujours traitées à la satisfaction de ses nombreux auditeurs,

M. le baron de Wismes, membre fondateur, lui succéda (1878-1884). Dessinateur habile, l'auteur du *Maine et de l'Anjou* avait un vrai talent pour les comptes rendus et les revues des expositions des Beaux-arts. Il développait avec humour ses observations typiques sur les faits archéologiques, émaillant de notes intéressantes ses citations nombreuses sur tous les sujet. Il a fouillé avec succès le tumulus des *trois squelettes* à Pornic. M. le baron de Wismes est décédé le 5 janvier 1887.

M. le vicomte de la Laurencie siégea de 1881 à 1883. Conseiller général et conseiller municipal, il prit toujours en main la cause de la Société. C'est à ses démarches que le Musée doit l'acquisition par la ville, au prix de 10.000 francs, le quart de la valeur peut-être, de la riche et remarquable collection de M. Seidler.

M. le marquis de Bremond d'Ars Migré (1884-1886), connu par ses travaux historiques et généalogiques, sut rendre sa présidence aimable et sympathique par l'urbanité toute particulière avec laquelle il présida.

M. Henri Le Meignan, vice-président de la Société des Bibliophiles bretons, bibliophile dans l'âme, auteur d'une édition fort bien comprise des chroniques d'Alain Bouchard, des *Noëls bretons*, tint la tête de la Société de 1887 à 1889. Nous avons de lui un compte rendu, ou mieux une conférence des plus importantes sur les ruines de Pompéi, avec exhibition de plusieurs centaines de photographies rapportées de Naples même.

De 1890 à 1892, M. le marquis de Dion administra avec zèle et dévouement. On lui doit la création d'une médaille d'or, décernée tous les trois ans à l'auteur de la meilleure communication concernant le département de la Loire-Inférieure ou le diocèse de Nantes.

Enfin, en 1893, celui qui n'attendait point à l'honneur de voir son nom inscrit à la suite de ceux qui viennent d'être cités,

et aujourd'hui le seul survivant des assistants à la séance du 9 août 1845, acceptait, presque malgré lui, la première place de l'association, de laquelle il se bornait à désirer les succès et la longue existence.

Le Bulletin constituant un ensemble assez respectable de trente-trois tomes depuis l'année 1859, est un recueil recherché en raison des nombreux travaux qu'il renferme. La collection complète, devenue rare aujourd'hui, est fort appréciée des travailleurs et de ceux que l'histoire nantaise intéresse. Plus de soixante-quinze sociétés savantes le reçoivent par échange, et parfois des Bibliothèques de province expriment le désir d'avoir cette collection, qu'il est impossible de leur procurer, la Société ne possédant plus que deux exemplaires.

Malheureusement les *Revue*s éditées dans nos contrées environnantes enlèvent des articles à l'organe de l'archéologie, au grand détriment de l'épaisseur et de la matière de ses volumes. Espérons toutefois que notre publication aura toujours son prix et son charme aux yeux de nos compatriotes.

Outre son Bulletin, la Société dans ses longs états de services, compte, avec fierté, la création et le développement du Musée, ouvert sous la présidence de M. Nau, le 1^{er} mai 1849, dans un local prêté par la municipalité. Il est aujourd'hui l'un des plus riches et des plus importants parmi ceux de nos provinces, et se trouve à l'étroit dans la vaste enceinte de la chapelle de l'Oratoire. A son modèle, mais en petit, se sont formés ceux des Cléons par M. Chaillon, de Vertou par M. Marionneau, du bourg de Batz par M. Lehuédé, etc...

Nous savons que le Conservateur, qu'un deuil récent nous prive de voir ici, notre vice-président, prépare l'historique complet de l'établissement confié à ses soins. Aussi nous n'aurons garde d'aller sur ses brisées, le priant instamment de ne pas trop nous faire attendre son travail, de même que le catalogue, dont l'impression devient de plus en plus utile et nécessaire.

En 1875, le Ministère accorda à la Société une médaille d'or de 1,000 francs, récompense méritée de ses travaux appréciés en haut lieu. Tous les ans, l'administration municipale nous donne une preuve, non équivoque, de bienveil-

lance et de sympathie, dont nous tenons à nous montrer reconnaissants.

Parmi nos confrères, dont la Société conserve honorablement le souvenir, trois surtout ont droit à une mention spéciale.

M. L.-J.-M. Bizeul (de Blain), pendant seize ans président d'honneur, dont les importants travaux sur les Namnètes et les voies gallo-romaines font autorité. Décédé en mars 1851, il a légué à la Bibliothèque de Nantes, outre des notes de toute espèce, trente-sept cartons bourrés des titres des Clisson et des Rohan, arrachés à l'incendie et au pillage du château de Blain à la Révolution, qui forment le *Fonds Bizeul*, l'un des plus appréciés de cet établissement.

M. Fortuné Parenteau, qui pendant vingt-trois ans, 1839-1882, *conservateur du musée*, seul titre qu'il ambitionnait, n'eut qu'un but, une préoccupation, l'étude et *son musée*, auquel il léguait en mourant ses riches et précieuses collections.

M. Charles Dugast-Matifeux, membre actif de 1845 à 1894, qui modestement se qualifiait *homme de lettres*. Lui aussi a laissé d'importants travaux sur Nantes et le comté nantais. Longtemps membre du Conseil municipal, il légua, en mourant, sa magnifique collection de documents sur la révolution, formée de concert avec Benjamin Fillon, constituant un ensemble aussi considérable que rare sur la période de 1789 à 1800. Cette riche et précieuse collection amassée avec patience et persévérance et certainement unique a été mise à contribution par divers historiens contemporains pour l'Histoire de la Révolution. Il avait aussi des monnaies et des médailles, notamment celle de la reine Anne, frappée à Lyon, pièce d'une belle conservation, probablement unique.

Ces trois laborieux pionniers de la science ont bien mérité de la ville. Aussi votre président, se faisant l'interprète de la Société, a présenté à M. le Maire de Nantes une requête tendant à ce que, lors de l'ouverture de voies nouvelles, le nom de ces généreux bienfaiteurs soit choisi comme hommage rendu à leur travail et à leur libéralité à l'égard des établissements scientifiques. Ce sera une nouvelle preuve de reconnaissance, dont la Société se montrera heureuse et fière.

M. le Président montre ensuite deux matrices de sceaux, en bronze. L'une donne 53 millimètres de diamètre. L'intérieur, mesurant environ 40 millimètres, est occupé par une magnifique carraque ou nef, à un grand mât et une voile largement et profondément gravée, voguant à gauche. Jal, dans son *glossaire nautique* et son *archéologie navale*, ne reproduit pas le type que représente ce navire. Cette matrice, bien conservée, est des plus remarquables et digne, à tous égards, de figurer dans les vitrines spéciales du Musée Carnavalet de Paris.

La légende circulaire en lettres gothiques, qui indiquerait peut-être la fin du XIV^e ou le premier tiers du XV^e, est la suivante : S. DES LE ET BATELIERS DU ROY NOTRE SIRE ET DE LA VILLE DE PARIS.

L'autre un peu fatiguée a 55 millimètre de diamètre. Le champ rond montre, sous une élégante arcature ogivale, la Vierge, assise de face, tenant de la main droite un lis, et du bras gauche soutenant l'enfant Jésus debout sur le siège. La légende, autant que nous pouvons la lire, porte en lettres romaines : CONVENTYS MONIAL. BEATE MARIE CLAREVALLIS. Une lettre ou un ornement puis le mot etc. Probablement XIV^e siècle.

Nous donnons notre lecture un peu sous réserve des modifications que l'étude de ces curieux monuments sigillographiques, pourrait y apporter, croyant cependant pouvoir les décrire ainsi en les présentant à l'assistance. Le second pourrait appartenir à l'ancienne abbaye de Clerval, Doubs ??

Ces deux matrices appartiennent à notre honoré confrère, M. Claude de Monti de Rezé.

Le procès-verbal de la séance, fait par M. le baron de Wismes, secrétaire général, donnant des détails sur la séance et sur les personnes qui y assistaient, nous terminons là le compte rendu de la première journée, très bien remplie, comme on le voit.

DEUXIÈME JOURNÉE.

Séances de Châteaubriant.

Par une heureuse coïncidence, que nous aimons à signaler, la Société d'archéologie nantaise fête l'anniversaire de la cinquantaine de sa fondation le 8 mai, jour dans lequel la ville d'Orléans célèbre l'anniversaire annuel de sa délivrance par l'immortelle héroïne Jeanne d'Arc, la glorieuse libératrice du sol français, en 1429.

Le matin 8, à 8 h. 35, par une journée qui s'annonçait splendide, les sociétaires prenaient place dans les compartiments réservés, que la Compagnie voulait bien mettre à leur disposition, avec une remise de 50 0/0, et, au bruit de gaies et bruyantes conversations, arrivaient à Châteaubriant à 10 h. 22.

A la gare M. Barbotin, maire de Châteaubriant, M. Langevin, curé, M. l'abbé Guillotin de Corson, chanoine de Rennes, M. Davy, ingénieur des ponts-et-chaussées, conservateur du Musée de Châteaubriant, et plusieurs autres personnes reçoivent les excursionnistes.

M. le Maire s'excuse fort gracieusement de ne pouvoir assister à nos séances, étant, à son grand regret, retenu à la Mairie et à son étude d'avoué par les nombreuses affaires auxquelles donne lieu l'important marché tenu dans sa ville ce jour même et qui le privent du plaisir d'être avec nous.

Cependant sous sa direction, et écoutant son aimable conversation, M. le Maire tient à nous faire visiter le vieux château, aujourd'hui propriété départementale, dans lequel sont groupés les différents services de la sous-préfecture, du tribunal civil, de la gendarmerie. Il nous fait remarquer, en les déplorant, les malheureuses et maladroites réparations, abandonnées au peu de connaissances et de goût d'un simple maître maçon, qui, dit-il avec humour, *rabistoque*, à l'aide

de briques aux tons rouges et criards, ces anciennes constructions dégradées par le temps dont elles portent l'empreinte, ce qui leur donne un aspect des plus étranges. Il appelle l'attention des visiteurs sur ces fâcheux procédés, et la Société, prenant part à ces justes observations, promet à M. le Maire de les signaler au conseil général, en remettant cette cause, si bien dans ses attributions du reste, entre les mains de M. A. Dortel, l'un de ses membres dévoués.

Après avoir gravi un escalier, tant soit peu difficile par ses marches usées, rompues et disjointes, nous parvenons sur la plate-forme de l'antique donjon, M. le Maire nous fait admirer avec raison le magnifique panorama qui s'offre à la vue : les campagnes verdoyantes, la petite ville de Châteaubriant, aux rues animées et sillonnées par la foule qui assiste au marché, la ligne des remparts, la gracieuse flèche de la nouvelle église.

Après la descente, beaucoup s'arrêtent devant une magnifique fenêtre, située non loin de la gendarmerie, dont les élégantes et gracieuses moulures accusent la fin du XV^e siècle et le voisinage de la Renaissance, ce que confirme M. le comte Lair.

De là nous nous rendons au Musée, que son dévoué conservateur désirerait pouvoir établir dans la galerie dite de François I^{er}, en plaçant des verrières dans chaque baie ; ce projet, assurément très louable, mais dont la dépense fera sans doute ajourner l'exécution très désirable, le local consacré à cette belle collection étant trop étroit pour les belles séries qui la composent.

Nous voici d'abord dans la magnifique salle, dite *Salle d'or*, que la tradition donne comme étant la chambre de la belle Françoise de Foix. Pour nous, la superbe cheminée, au centre de laquelle se voit le portrait de M. l'abbé Goulé, l'historien de Châteaubriant, (juste hommage il est vrai, mais mal placé dans ce cadre grandiose), les deux sirènes qui ornent le vaste alcove de la gracieuse comtesse semblent appartenir à la Renaissance.

Tel est du moins notre humble avis, tandis que plusieurs des visiteurs, tout en admirant ces beaux décors, les font

dater seulement d'Henri IV : suivant eux, l'alcove appartiendrait à l'époque de Louis XIV. Souvent, nous le savons du reste, l'archéologie donne lieu à des interprétations plus ou moins erronées ou fantaisistes. Nous croyons que ces élégantes sculptures portent le cachet, un peu alourdi peut-être, de François I^{er}, et qu'elles ont été exécutées pour Françoise de Foix.

La chambre à côté est désignée comme ayant été le cabinet de toilette : rien toutefois ne rappelle cette destination dans sa transformation toute moderne. Puis derrière se trouve une petite chambre occupée par les faïences nombreuses et variées, et des vitrines contenant de belles séries de monnaies féodales, de pièces françaises, de jetons, et surtout une suite curieuse de médailles religieuses, dont quelques-unes, assez rares, remontent à Louis XIII et donnent beaucoup de prix à cette réunion, que nous croyons voir pour la première fois.

Examiné en passant des vitrines de conquillologie, fort bien garnies, des collections de papillons aux couleurs diaprées et des plus éclatantes, parfaitement conservées, puis des échantillons du règne animal, ours, singes, etc... En un mot Châteaubriant possède un Musée que beaucoup de grandes villes peuvent envier au chef-lieu d'arrondissement nantais.

En quittant cet établissement si bien tenu par M. Davy, dont la complaisance et l'urbanité ne laissent rien à désirer, nous rencontrons M. Virel, sous-préfet, qui s'excuse de nouveau, l'ayant déjà fait par lettre, de ne pouvoir, à son grand regret, se joindre à nous, empêché par le Conseil de révision, réunie jour même. Nous lui exprimons la vive contrariété de ce fâcheux contretemps qui nous prive de sa présence. Comme il est midi déjà sonné partout, nous nous acheminons vers l'Hôtel de la Poste, où plusieurs de nos confrères poussés par un bel appétit nous attendent déjà, absorbant un apéritif pour prendre patience.

A midi 10 minutes, retard peu sensible, qui mérite d'être mentionné plutôt comme note d'exactitude, les excursionnistes, au nombre de trente-six, prennent place à une table

parfaitement ordonnée. Chacun trouve aisément son couvert, désigné par un élégant menu dû à M. le marquis de l'Estourbeillon, l'organisateur dévoué, dont la compétence et le bon goût sont approuvés par tous les convives.

Le menu, élégamment ornementé de sujets divers, est ainsi composé :

BANQUET DU 8 MAI 1895.

Potage printanier.

HORS D'ŒUVRE.

Canapés d'anchois à la Parisienne.

Crevettes et Beurre.

Petits Radis.

RELEVÉS.

Bouchées Montglas.

Turbot sauce Hollandaise.

ENTRÉES.

Ris de Veau Jardinière.

Filets de Bœufs à la Périgueux.

Jambon d'York à la Gelée.

LÉGUMES.

Asperges en Branches,

Sauce Mousseline.

RÔTI.

Dindonneau truffé.

Salade.

ENTREMETS.

Bombe Glacée.

Desserts assortis.

VINS.

Madère, Muscadet,

Saint-Georges, Saint-Julien,

Saint-Estèphe,

Corton, Nuits, Champagne.

CAFÉ ET LIQUEURS.

M. le président avait à sa droite M. le comte Charles Lair, délégué de la Société française d'archéologie, M. le commandant Sauret, à la verve entraînant et riieuse, M. Chaillou, etc., à sa gauche M. Decombes, vice-président délégué de la Société d'archéologie de Rennes, M. Maître, le laborieux archiviste du département, plus loin les dévoués secrétaires, le baron de Wismes, le vicomte de Kervenoaël et Dortel. En face M. de La Borderie, l'éminent historien breton, membre de l'Institut, président de la Société des Bibliophiles bretons. A sa droite sont M. Charles Marionneau, ancien président, M. Camille Dupuy, secrétaire de M^{me} la comtesse de Paris, à sa gauche M. Henri Le Meignen, puis, un peu plus loin, notre organisateur si dévoué, le marquis de l'Estourbeillon, vice-président de la Société polymathique du Morbihan, à côté de M. le comte de Bellevue¹.

La plus grande cordialité, l'entrain le plus brillant règne entre les convives, qui se connaissent de longue date et se montrent joyeux de fêter les noces d'or d'une Société qu'ils aiment sincèrement.

Les premières exigences d'un vif et sérieux appétit satisfaites, les conversations se croisent et s'engagent, les bons mots pétillent, les rires éclatent, surtout aux beuglements des veaux attachés sur les charettes dans la cour, aux cris aigus des représentants de la race porcine, jetant leurs notes

¹ Dans l'impossibilité de citer la place de chacun, voici, du moins, les noms des assistants : MM. de la Nicollière-Teijeiro, président, le baron de Wismes et le vicomte de Kervenoaël, secrétaires généraux, Dortel, secrétaire du Comité, Riardant, trésorier, le baron G. de Wismes, bibliothécaire, Le Meignen et Marionneau, anciens présidents, le baron Bertrand-Geslin, R. Blanchard, le marquis de l'Estourbeillon, le baron des Jamonières, Senot de la Londe, Maître, membres du Comité, Chaillou, de La Borderie, Lallié, C. de Monti, le commandant Sauret, Soullard, le marquis de Vernon, membres de la Société, le comte Lair, délégué de la Société française d'archéologie, Decombes, vice-président délégué de la Société archéologique de Rennes, Vallette, directeur de la *Revue du Bas-Poitou*, Boubée, trésorier, et Dupuy, membre du conseil de la Société des Bibliophiles bretons, Gahier, conseiller général, Davy, directeur du musée de Châteaubriant, le comte de Bellevue, Marcel Cotteux, l'abbé Robert, de l'Oratoire de Rennes, Lafolye, notre éditeur, Plihon, éditeur à Rennes, Martin, Ouvrard, Blandel et Docoul, représentants de l'*Espérance*, du *Nouvelliste*, du *Peuple* et du *Progres*.

discordantes au milieu des conversations animées des archéologues. Le service parfaitement entendu ne laisse rien à désirer.

Cependant le temps s'écoule vite, au milieu de ces bons instants, M. le président de la Société des bibliophiles, président d'honneur, regarde à sa montre : deux heures 1/4. Le champagne est versé. Le président de la Société nantaise se lève et remercie chaleureusement tous ses confrères, qui ont ainsi répondu à l'invitation de la Société, réellement fière de voir une aussi sympathique démonstration, pour son cinquantenaire. Il adresse quelques mots de compliment à M. de La Borderie, à M. le délégué de l'Association Française, à celui de la Société de Rennes, à celui de la Société polymathique de Vannes, le dévoué organisateur de la fête, et rend hommage à la ville de Châteaubriant, « célèbre, dit-il, au moyen-âge par ses chevaliers, et ses dames, dont tout à l'heure nous allons entendre louer les vertus, Châteaubriant, illustre au temps de la féodalité ne l'est pas moins à l'époque moderne. Son nom a été porté dans toute la France par l'immortel auteur du *Génie du Christianisme* ; en Espagne par *Le dernier des Abencerrages*, au nouveau monde par *Les Natchez*, qui entourent ce nom d'une splendide auréole, à laquelle, nous l'espérons bien, l'avenir ajoutera de nouveaux rayons. »

M. le marquis de l'Estourbeillon prend alors la parole :

MESSIEURS,

Notre très cher Président, M. de la Nicollière-Teijeiro, vient de boire à la Société archéologique de Nantes, à la ville de Châteaubriant et à ses hôtes si hospitaliers. Permettez-moi à mon tour de boire à nos anciens, à nos éducateurs, à nos maîtres ès-science archéologique et en particulier à la *Société française d'Archéologie*, dont le fondateur, le vénéré M. de Caumont, fut aussi le nôtre, et dont notre Société Nantaise demeure, en quelque sorte, l'une des filles aînées, et, j'oserais presque le dire, une fille de prédilection.

Chaque année depuis plus de soixante ans, la Société fran-

gaise d'archéologie parcourt le beau pays de France en semant la bonne parole archéologique, comme elle le va faire encore dans quelques jours à Clermont-Ferrand ; elle ne saurait oublier quelle abondante moisson de recherches, de découvertes et de Mémoires de toutes sortes notre Société a produit, depuis qu'elle en jeta les bases en 1845, et voilà pour quoi, j'en suis sûr, M. le comte de Marsy son Directeur, le digne successeur de M. de Caumont, a tenu à déléguer spécialement près de nous dans cette circonstance, M. le comte Charles Lair, l'amateur passionné de nos antiquités nationales, le connaisseur distingué et érudit, que nous sommes heureux de posséder parmi nous. Nous prierons M. le comte Lair d'en agréer tous nos remerciements et de vouloir bien transmettre à M. le comte de Marsy l'expression de toute la gratitude de la Société archéologique de Nantes. Mais, Messieurs, il est aussi une sœur de la Société archéologique de Nantes que je me garderais bien d'oublier. J'ai nommé la vaillante *Association bretonne* dont nous sommes heureux de voir aussi parmi nous l'éminent président de la section d'Histoire, M. Arthur de La Borderie, membre de l'Institut, dont les travaux hors de pair sur la Bretagne sont universellement connus, et qui à notre Société, déjà vieillotte par les années, mais toujours jeune par le cœur, vient présenter la main d'une jeune sœur, toute pleine de vie et ayant déjà produit beaucoup : j'ai nommé la Société des *Bibliophiles bretons*, qui est son œuvre et qui vous convie tantôt à l'une de ses très intéressantes réunions.

Eh bien ! nous ne saurions oublier que l'Association bretonne présida elle aussi à notre naissance, puisque c'est à la suite de son Congrès, réuni à Vannes en 1845, que quelques-uns de ses membres jetèrent alors les bases de notre Association. — Eh bien ! nous sommes heureux de la voir, ici largement représentée à cette fête de famille, et ce nous a paru un devoir de reconnaissance envers des Maîtres vénérés, de porter aujourd'hui un toast à ces hommes qui furent si souvent nos guides et qui s'appellent : *Audren de Kerdrel, de La Villemarqué, de La Borderie*, etc. Avec de tels maîtres, des élèves studieux ne peuvent que progresser.

M. le comte Lair se lève à son tour et s'exprime ainsi :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,
MESSIEURS.

La Société française d'archéologie pour la conservation des monuments historiques a été profondément touchée de l'invitation que vous lui avez fait l'honneur de lui adresser en lui demandant de venir prendre part aux fêtes organisées à l'occasion du cinquantenaire de la Société archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure.

Son Directeur, mon ami M. le comte de Marsy, serait venu se faire ici l'interprète de nos sentiments, s'il n'avait été retenu par les préparatifs de l'organisation du congrès archéologique de Clermont-Ferrand ; à son défaut, il a demandé au Comité permanent de vouloir bien me confier l'agréable mission de vous apporter l'expression de notre confraternelle sympathie.

Je ne veux pas vous faire un discours, mais vous me permettez, Messieurs, de rappeler que les relations qui unissent nos deux associations remontent à la plus haute antiquité !

Tout à tour le marquis de Bremond d'Ars et le comte de Marsy l'ont dit et répété dans leurs discours d'ouverture du congrès archéologique, en 1886.

En 1843, à la suite du congrès scientifique d'Angers, Arcisse de Caumont amenait dans votre ville quelques archéologues qui venaient visiter vos monuments. Vos concitoyens les recevaient, leur en faisaient les honneurs et — votre Président, M. de la Nicollière-Teijeiro, pourrait vous le dire, lui qui les suivait presque à la dérobée, au lieu d'aller à ses cours. — de ces visites naquit l'idée de la formation de la Société archéologique de Nantes.

Ne nous donnez-vous pas ainsi, en quelque sorte, le droit de dire que la Société nantaise est un peu la fille de notre association ?

Mais, au contraire de ce que l'on disait, au siècle dernier, d'une de ces académies de province qui revendiquaient le titre de fille de l'Académie française et *qui n'avait jamais*

fait parler d'elle, la Société archéologique de Nantes a souvent fait parler d'elle et toujours en fort bons termes.

Aussi peut-on la citer comme un modèle parmi nos Sociétés régionales : fouilles dirigées avec tact et exécutées avec soin, publications nombreuses, intéressantes et richement illustrées, création et entretien d'un Musée archéologique important. Tels sont, Messieurs, les principaux motifs qui ont fait parler de vous.

Depuis sa visite de 1843, la Société française d'archéologie est venue à deux reprises, en 1856 et en 1886, tenir dans votre ville des congrès archéologiques et je ne sais en quels termes vous remercier de l'accueil que vous nous avez fait.

J'aurais envie de vous menacer d'une nouvelle descente, mais, si nous marchons toujours comme le Juif errant, la terre de France, que nous parcourons sans cesse, est grande et ce sont peut-être nos successeurs seuls auxquels il sera donné de revenir fouler le sol du comté Nantais.

Nous nous rencontrerons toutefois d'ici à peu d'années dans une autre partie de votre belle province de Bretagne. Si j'en tais le nom, c'est que rien n'est encore décidé, ni l'époque, ni le lieu. Mais, en attendant, laissez-moi vous convier à assister à notre soixante-douzième Congrès qui se tiendra à Clermont-Ferrand du 5 au 13 juin de cette année.

Au nom de la Société française d'archéologie pour la conservation des monuments historiques j'adresse mes vœux les plus sincères pour la prospérité de la Société archéologique et j'espère qu'elle marchera de succès en succès — *crescat eundo* — jusqu'à son centenaire, auquel assistera, je l'espère, plus d'un d'entre vous.

Je bois Messieurs, à la prospérité de la Société archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure, à son centenaire et aussi, permettez-moi d'ajouter, à la santé de son Président et à celle de tous ses membres ».

M. A. de La Borderie, avec l'autorité qui s'attache à son nom et à sa science, formule aussi pour la Société dont il fait partie depuis 1854, c'est-à-dire 41 ans, les vœux les plus ardents.

M. Decombes porte un toast au nom de la Société de Rennes :

MESSIEURS,

Je lève mon verre à la prospérité de la Société d'archéologie, aux Beaux-arts, aux sciences, à Nantes. Parfois nous avons entendu raconter que Nantes n'était pas une ville artistique. Erreur grande, erreur profonde : son commerce autrefois était renommé par l'honorabilité de ses transactions ; son Musée de tableaux, pour lequel l'administration municipale fait de si grands sacrifices, est l'un des premiers de nos provinces ; il en est de même de celui de l'histoire naturelle ; celui d'archéologie ne le cède point à ces deux autres ; sa Bibliothèque est des plus importantes ; l'École de dessin, le Conservatoire de musique, attestent la constante préoccupation de l'administration municipale depuis sa création, à savoir depuis plus de trois ans, jusqu'à nos jours. En buvant donc aux Beaux-arts, nous buvons à l'administration municipale, leur constante protectrice. »

M. René Vallette, directeur de la *Revue du Bas-Poitou*, inspecteur de la Société française d'archéologie, dit :

« Au nom du Bas-Poitou, qui a de tout temps compté et compte encore dans vos rangs de si distingués représentants, qu'il me soit permis, Messieurs, de m'associer du fond du cœur aux sentiments qui viennent d'être si éloquemment exprimés, et de souhaiter à votre docte Compagnie, qui a déjà si puissamment contribué au juste renom de l'érudition nationale, des jours longs et prospères. »

M. Henri Le Meignen, ancien président de la Société, porte deux toasts, dont l'esprit et l'à-propos obtiennent le plus grand succès, l'un à Bignon, l'autre aux représentants de la presse.

M. Dortel porte la santé de M. Marionneau, qui le remercie en quelques mots émus.

Au lieu de deux heures, il est près de trois heures lorsque la séance est ouverte dans la salle du Tribunal civil, mise

obligeamment à la disposition de la Société par M. le Président Thomazi, qu'une absence malencontreuse prive d'assister à nos réunions. M. de la Nicollière prononce quelques mots d'excuse sur ce retard bien involontaire éprouvé par les assistants, puis donne la parole à M. le chanoine Guillotin de Corson, inscrit à l'ordre du jour pour lire « *Les Dames de Châteaubriant à travers les âges.* »

Cette gracieuse étude, faite avec l'entente historique et l'intérêt que l'honorable historien breton sait répandre sur tous ses travaux, captive l'attention des auditeurs. Parmi ces nobles dames, ces vertueuses chatelaines, il cite Sibille, morte de joie au retour de son mari Geoffroi, qu'elle croyait mort au combat de la Massoure en 1248, la belle Françoise de Foix, qu'il incline, comme beaucoup d'autres auteurs, du reste, à présenter comme digne de respect et ayant su résister à toutes les avances du roi François I^{er}, légende peu authentique et fort discutable, et complètement démentie par les termes de l'épithaphe de cette femme recommandable.

Ce travail est destiné au *Bulletin de la Société*.

M. le marquis de l'Estourbeillon lui succède et nous donne des « *Notes inédites sur les opérations de l'armée républicaine aux environs de Nantes en septembre 1793,* » aperçus et documents intéressants pour l'histoire de l'époque.

Le président, n'ayant pas sous les yeux l'ordre du jour, oublie malheureusement le travail de M. Perron, inscrit à l'ordre du jour et qui n'ose réclamer son tour.

M. le comte Xavier de Bellevue, demeurant à Soudan, et M. Marcel Cotteux expert, à Châteaubriant, présentés par M. Le Meignen, de La Borderie et de l'Estourbeillon, sont reçus membres titulaires par acclamation.

La parole est donnée au président de la Société des Bibliophiles bretons, M. A. de la Borderie, qui pendant plus d'une heure tient ses auditeurs sous le charme de sa parole facile et les amuse parfois par les anecdotes dont il sait émailler son récit.

La séance des Bibliophiles ayant pris fin, chacun s'achemine vers la gare où se retrouvent M. Viret, sous-préfet, M. le chanoine de Corson, M. Davy, qui souhaitent un heureux voyage aux excursionnistes.

(Extrait de *l'Espérance du Peuple* du 10 mai 1895)

LE CINQUANTENAIRE DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE

La Société archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure vient de fêter d'une manière digne d'elle le Cinquantenaire de sa fondation.

Heureuses les Sociétés qui ont vécu cinquante ans ! La durée est le sceau mis par l'Eternel sur les œuvres méritoires. C'est la récompense promise à l'homme qui a le respect de la famille : *Honora patrem et matrem ut sis longævus super terram.*

La Société archéologique a le respect des ancêtres, de leurs monuments, de leurs écrits, elle méritait la récompense promise et l'a obtenue.

Par un privilège bien rare, l'un des membres qui fondait en 1845 à Nantes la Société archéologique vit encore ; non seulement il en fait partie, mais il la soutient de son expérience et de ses travaux, il la dirige avec une sagesse et une activité que l'âge a mûries sans les ralentir. C'est son vénérable président, M. de la Nicollière-Teijeiro.

La journée du mardi 7 mai.

Les fêtes du Cinquantenaire se sont ouvertes comme il convenait par un acte de reconnaissance envers Dieu et de piété. Une messe, à laquelle assistaient un grand nombre de membres de la Société, a été célébrée mardi en l'église cathédrale par M. l'abbé Allard, chanoine d'Angers, membre du Comité de l'Association.

Le même jour, à une heure, la Société visitait le Musée d'Archéologie et d'Ethnographie, où le conservateur, M. P. de Lisle du Dréneuc, leur montrait avec autant d'amabilité que d'érudition les vitrines si bien remplies.

A 3 heures, elle parcourait notre vieux Château, dont deux de ses membres, M. Léon Maître et le commandant Sauret leur faisaient admirer la merveilleuse architecture.

Puis, M. Lucien Dubois a fait aux visiteurs les honneurs de la Psallette ; de là MM. L. Maître et Le Meignen les conduisaient à la crypte, dont ils pleurent encore le sort humilié.

Le soir, à huit heures, une séance solennelle avait lieu à la salle des Sociétés savantes. Elle était présidée par M. de la Nicollière-Teijeiro, assisté de M. le baron de Wismes, secrétaire général.

M. le général Vosseur, commandant le XI^e corps d'armée, accompagné de son officier d'ordonnance le capitaine Grand ; M. Riom, maire de Nantes, et M. Letourneux, adjoint, avaient pris place au bureau.

M. Linyer, président de la Société de géographie, et M. le docteur Ollive, président de la Société académique, étaient venus donner à nos archéologues un témoignage de sympathie.

Des médailles commémoratives du Cinquantenaire fort bien frappées furent distribuées ; ces médailles sont en bronze pour les simples associés, en vieil argent pour les membres du Bureau, en or pour le Président.

Un punch cordial a terminé la soirée.

Journée du mercredi 8 mai

Le matin à 8 h. 12, les membres de la Société partaient pour Châteaubriant : ils avaient donné rendez-vous à plusieurs archéologues de la Bretagne.

M. le curé et M. le Maire — M. le sous-préfet était empêché par le conseil de révision — étaient venus recevoir les hôtes de la ville de Châteaubriant.

C'était jour de marché, et les réalités de la vie contemporaine ajoutaient de sages tempéraments aux ardeurs scientifiques des amants du passé. Ainsi va le monde.

Les archéologues visitèrent avec une curiosité bien légitime les ruines vénérables du vieux château des sires de Châteaubriant, remplacés par les Montmorency et les Condé.

Ses tours ont encore fière mine, le temps les eût respectées bien des années encore, mais la Révolution a hâté de plusieurs siècles une ruine désormais inévitable. Pour sauver quelques débris du château, nos contemporains pratiques s'y sont taillé plusieurs locaux ; la sous-préfecture, le Tribunal, la gendarmerie, la Maison d'arrêt, le Musée tiennent à l'aise dans la vaste demeure seigneuriale.

Les savants visiteurs poussaient de douloureux soupirs sur ces ruines et ces appropriations disparates. Leur douleur est légitime, mais, comme dit Horace :

Durum ! sed levius fit patientiâ
Quidquid corrigere est nefas

A midi, un banquet réunissait les touristes à l'hôtel de la Poste, chez Bignon. Un organisateur expérimenté, M. le marquis de l'Estourbeillon, avait passé par là ; comme au festin offert par le Rat de ville au Rat des champs. « rien ne manquait à la fête. »

Le banquet était présidé par M. de la Nicollière-Teijeiro. Parmi les convives, nous avons remarqué MM. Marionneau, ancien président de la Société archéologique ; le comte Lair, représentant M. de Marsy, président de la Société archéologique de France ; M. Arthur de la Borderie, membre de l'Institut, président de la Société des Bibliophiles Bretons ; de Combes, vice-président de la Société archéologique de Rennes ; Le Meignen, B^{on} Bertrand-Geslin, Camille Dupuy, Alfred Lallié ; M. l'abbé Guillotin de Corson, M. l'abbé Robert, de l'Oratoire de Rennes ; Léon Maître, marquis de Vernon, Claude de Monti, B^{ns} Ch. et G. de Wismes, commandant Sauret, comte Xavier de Bellevue, Riardimé, Alcide Dortel, Perron, R. Blanchard, vicomte de Keryvenoaël, Senot de la Londe, des Jamonières, Boubée, Chaillon, Souillard, abbé Marcel Cotteux, René Lafolye, éditeur à Vannes ; Plihon, éditeur à Rennes ; René Valette, directeur de la *Revue du Bas-Poitou*. La presse nantaise ne pouvait manquer à une aussi charmante réunion ; l'*Espérance du Peuple*, le *Nouvel-iste de l'Ouest*, le *Populaire*, le *Progrès* y avaient envoyé des représentants.

LES TOASTS

De nombreux toasts ont été portés par MM. le président de la Nicollière, le marquis de l'Estourbeillon, le comte Lair, Marionneau, A. de la Borderie, de Combes, René Vallette, Dortel, Le Meignen, qui a bu d'abord à la presse, puis aures-taurateur Bignon, digne du grand nom qu'il porte, si célèbre dans les annales culinaires.

Nous remercions M. Le Meignen de son aimable toast à la presse ; il nous excusera de ne lui avoir pas répondu ; l'abondance du discours suffirait à expliquer notre silence ; puis ce n'est pas notre tâche. Que demande-t-on à la presse ? Des toasts ? non : des comptes rendus. Voici le nôtre.

LES BIBLIOPHILES BRETONS

Après le banquet, la Société tenait une séance dans la salle du Tribunal, où le public était admis ; plusieurs dames de Châteaubriant nous ont fait l'honneur d'assister à cette séance, présidée par M. de la Nicollière-Teijeiro. M. l'abbé Guillotin de Corson a lu un très intéressant travail sur les dames de Châteaubriant à travers les âges, notamment Françoise de Dinan, Jeanne de Laval, Françoise de Foix.

M. le marquis de l'Estourbeillon lit d'instructives notes inédites sur les opérations de l'armée républicaine aux environs de Nantes en 1793. Une lettre du républicain Le Sant à son ami Danet de Vannes raconte les massacres dont il a été témoin ; contrairement à ce que dit Kléber, écrit Le Sant, ce ne sont point les obus qui ont détruit Port-Saint-Père, son hôpital et les malades qu'il contenait. Ces malheureux ont été volontairement massacrés.

La Société des Bibliophiles tient, à son tour, une séance, sous la présidence de M. de la Borderie, et admet plusieurs membres nouveaux.

Pendant la séance, plusieurs touristes visitent la belle

église neuve de Châteaubriant et son hardi clocher, puis ils font une rapide excursion à Saint-Jean de Béré, dont la vieille église romane excite l'admiration. M. Davy, conservateur du Musée, donne avec une complaisance parfaite d'intéressantes explications aux visiteurs.

A cinq heures, les visiteurs quittent Châteaubriant qui, sous tous les rapports, leur laisse le plus agréable souvenir.

[H.-A. MARTIN].

Extrait du *Nouvelliste de l'Ouest*

Jeudi 9 mai 1895.

Cinquantenaire de la Société Archéologique. — Hier, ainsi que nous l'avions annoncé, la Société archéologique, pour fêter son cinquantenaire, a visité le Musée, le Château, la crypte de la cathédrale et la Psalette. Le soir, séance à la salle des sociétés savantes. Aujourd'hui, excursion à Châteaubriant. L'abondance des matières nous empêche d'entrer dans les détails. Nous y reviendrons demain.

Vendredi 10 mai.

LE CINQUANTENAIRE DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE

Mardi, vers une heure, les membres de la Société Archéologique se sont rassemblés au Musée Archéologique, près le cours St-Pierre. Ce Musée, comme on le sait, est établi dans l'ancienne église de l'Oratoire.

Une quarantaine de Membres se sont trouvés réunis. Outre les personnes qui avaient pris part à la cérémonie religieuse du matin, nous avons remarqué M. P. Delisle du Dréneuc, conservateur du Musée, et M. Dortel, conseiller général.

M. Delisle, avec la compétence et l'érudition qui le distinguent, a montré à ses collègues les magnifiques collections que renferme le Musée de Nantes, qui peut compter pour l'un des plus beaux musées de province. Notre Musée s'est en

effet enrichi depuis quelques années de nombreux objets très rares et du plus haut intérêt. Les collections de MM. Parenteau et Kerviler, les mobiliers funéraires trouvés par M. le baron de Wismes, sont venus s'ajouter aux collections anciennes qui étaient déjà très importantes.

Les visiteurs du Musée ont fait une remarque. C'est que si une vieille église convient à certains points de vue pour un Musée, il y a cependant quelques contradictions à loger tant d'objets du culte païen dans une église qui fut destinée au culte catholique. En outre, un monument de la forme d'une église ne se prête pas bien à l'aménagement des vitrines. Il est fort incommode également de loger dans une même salle des objets massifs comme des sarcophages, des bornes romaines, des canons anciens et des objets délicats comme des colliers de verre et des monnaies d'or.

Du Musée, les archéologues se sont rendus au Château de Nantes; ils devaient bien une visite à l'ancienne demeure de nos ducs.

Conduits par M. le commandant Sauret, ils ont pu visiter les salles les plus remarquables et jusqu'aux jardins.

Ici encore, les archéologues ont exprimé un regret. C'est qu'on ait transformé en caserne un monument dont certaines parties sont des bijoux. Quel malheur qu'on ait construit au milieu de la grande cour, en face de ce bâtiment digne de figurer dans le château de Blois ou de Josselin, une construction qu'il n'y a point lieu de décrire puisque c'est une caserne, et une des plus laides qu'on puisse voir, encore ! Quel malheur qu'on ait planté des cheminées en briques et percé des jours affreux dans les épaisses murailles !

Beaucoup de Nantais ne connaissent pas le château de Nantes. Beaucoup plus encore ne connaissent pas l'ancienne Psalette. C'est dommage, car ce vieil établissement renferme des parties dignes des plus belles époques de l'architecture. Les excursionnistes ont pu s'en rendre compte en admirant les jolies guirlandes de fleurs sculptées et la grande cheminée décorée d'hermines, qui font l'ornement d'une aile du bâtiment, dissimulée à tous les regards.

La crypte de la Cathédrale n'a pas été oubliée non plus, et

elle ne pouvait l'être. Malheureusement, il est peu aisé de la visiter; on y entre difficilement et l'obscurité y est complète. Quelques membres de la Société ont exprimé le vœu, oh ! très platonique, sans doute, que dans un avenir éloigné on rendit au culte ce sanctuaire qui rappelle tant de souvenirs.

Pour cela, il est évident qu'il faudrait refaire les voûtes de la crypte, et, par conséquent, exhausser le chœur. Mais à cette transformation, la Cathédrale n'aurait qu'à gagner.

La séance du soir a eu lieu à la salle des Sociétés savantes, ainsi que nous l'avions annoncé. Aux côtés de M. de la Nicollière, président, avaient pris place M. le général Vosseur et M. le Maire de Nantes.

M. le Président a fait, en termes excellents et plein de tact, l'historique de la Société archéologique, qui est arrivée à la cinquantième année de son existence.

Nul autre mieux que M. de la Nicollière ne pouvait s'acquitter de cette tâche intéressante. Le vénérable président est, en effet, un des rares fondateurs de la Société. Aussi, malgré lui et à son insu peut-être, a-t-il mis autant de cœur que d'érudition dans son récit.

L'histoire de la société archéologique, c'est celle des travaux de Bizeul découvrant la cité de Blain et les nombreuses voies romaines qui sillonnaient nos contrées; c'est celle des découvertes de Messieurs Marionneau à Vertou, Parenteau en Vendée, baron de Wismes, à Pornic, Chaillou aux Cléons, Maître, à Mauves et à Petit-Mars, Orieux, dans la Grande-Brière, Kerviler à Saint-Nazaire, Delisle du Dreneuc, à la Madeleine, etc.

M. le Président a été très applaudi.

Après quoi M. le M^{re} de l'Estourbeillon a lu un travail très savant sur les bretons, compagnons de Jeanne d'Arc.

M. Maître a ensuite entretenu l'assemblée d'une étude critique sur la légende d'Herbauges et son englobissement dans le lac de Grand-Lieu.

A la fin de la séance M. le Président a distribué à chacun de ses membres une médaille commémorative du cinquantième anniversaire de la Société.

La soirée s'est terminée par un punch et l'on s'est séparé en se donnant rendez-vous pour l'excursion de Châteaubriant.

2^e Journée. — Excursion à Châteaubriant.

A 8 heures 1/2 hier matin, les membres de la Société d'Archéologie, auxquels s'étaient joints des représentants de la Société des Bibliophiles Bretons et les représentants de la Presse Nantaise prenaient le train pour Châteaubriant, où les attendaient un certain nombre de notabilités de la région et des départements voisins.

A l'arrivée du train, M. Barbotin, maire de Châteaubriant, a souhaité la bienvenue aux hôtes de la ville qui se sont aussitôt dirigés vers le château; tour à tour les excursionnistes — guidés par M. le maire de Châteaubriant et M. David, conseiller municipal et conservateur officieux du Musée et accompagnés par M. l'abbé Langevin, curé de la ville — visitent le vieux donjon du XI^e siècle, édifié, dit-on, par Briant I^{er}, comte de Penthièvre, et qui malheureusement, de plus en plus, menace de tomber en ruines, faute d'entretien; puis le nouveau château, édifié par Jean de Laval, baron de Châteaubriant, en 1524.

Malgré les mutilations subies, chose malheureusement inévitable pour un édifice affecté comme le vieux château à des destinations multiples, certaines parties en sont absolument merveilleuses et constituent de véritables curiosités architecturales; citons en particulier, dans l'ancien appartement privé de la comtesse de Châteaubriant, une admirable cheminée en bois sculpté, soutenue par des cariatides et les boiserie du plafond.

Cette pièce fait aujourd'hui partie du très curieux musée dont est justement fière la ville de Châteaubriant. Dans ce musée, entretenu avec beaucoup de soins, on trouve d'intéressantes collections d'insectes et d'oiseaux, des vieux meubles, des faïences anciennes, des armes, une série fort curieuse des costumes de l'Inde, etc., etc.

Mais l'heure s'avance et le programme de la journée est chargé; les excursionnistes se dirigent vers l'Hôtel de la Poste, où les attend un plantureux banquet, à l'organisation duquel a présidé M. le marquis de l'Estourbeillon, aussi expert en l'art de régler les côtés matériels d'une excursion archéologique qu'habile à présenter avec une érudition indiscutée le résultat de ses patientes recherches dans l'histoire du passé.

Aux côtés de M. de la Nicollière-Teijeiro, l'éminent archiviste de Nantes, qui préside, nous voyons M. le comte Lair, délégué par M. le comte de Marsy, président de la Société française d'Archéologie, empêché de venir lui-même par la préparation du Congrès de Clermont; M. de la Borderie, membre de l'Institut; M. David, conseiller municipal de Châteaubriant; MM. Lallier, père, Camille Dupuy, Dortel et Gahier, conseillers généraux, Chaillou, propriétaire des Cléons; Claude de Monti de Rezé, Senot de la Londe, baron Bertrand-Geslin, commandant Sauret, Léon Maître, Gaëtan et Christian de Wismes, des Jamonières, de Kervenoaël fils, Le Meignen, Marionneau, abbé Robert, de Rennes; Eug. Boubée, trésorier, et Blanchard, secrétaire des Bibliophiles Bretons; de Vernon, Lafolye, de Vannes; René Valette, directeur de la *Revue du Bas-Poitou*, Lecombe, vice-président et délégué de la Société Archéologique d'Ille-et-Vilaine, les représentants de l'*Espérance du Peuple*, du *Progrès*, du *Populaire* et du *Nouvelliste*, etc., etc.

Le menu était exquis, et l'on a pu dire de M. Bignon, propriétaire de l'hôtel de la Poste, qui l'avait préparé, qu'il était, en l'art culinaire, digne du nom célèbre qu'il porte.

De nombreux toasts ont été portés à la fin du repas: Par M. de la Nicollière-Teijeiro, à la longévité de la Société d'Archéologie et à la ville de Châteaubriant, où elle trouvait une si aimable hospitalité; par M. de l'Estourbeillon, à la Société française d'Archéologie, à l'Association Bretonne et à la Société des Bibliophiles Bretons, qui ont bien voulu s'unir, par leurs éminents représentants, à la fête des Archéologues Nantais.

M. le comte Lair boit à la Société Nantaise d'Archéologie, une des filles de la Société française qui lui fait le plus d'honneur; à son président et à tous ses membres.

M. de la Borderie et *M. Lecombe* se lèvent tour à tour pour remercier, au nom des Sociétés qu'ils représentent ; puis c'est *M. Le Meignen* qui porte la santé de l'habile organisateur, *M. de l'Estourbeillon* et celle de *M. Bignon* ; *M. Dortel* boit à *M. Marionneau*, un des doyens de la Société Nantaise, resté toujours nantais de cœur, et qui l'a prouvé en venant de Bordeaux fêter le cinquantenaire.

Mais l'heure s'avance, et il est grand temps de se rendre à la salle du Tribunal, où beaucoup de castelbriantais se sont déjà rendus ; parmi eux un certain nombre de dames. A 3 h. 1/4 *M. de la Nicollière* prend place au fauteuil présidentiel, tandis que *M. de la Borderie* s'assied au siège du ministère public.

M. le chanoine Guillotin de Corson lit d'abord un très intéressant travail sur les dames de Châteaubriant à travers les âges.

Cette œuvre d'un érudit et d'un chercheur intéresse vivement l'auditoire.

Le reste de la séance est consacrée aux Bibliophiles Bretons qui tiennent leur assemblée générale, admettent de nouveaux membres et prennent diverses décisions d'ordre intérieur. Pendant ce temps un certain nombre de promeneurs vont visiter la très curieuse église romane de St-Jean-de-Béré qui remonte au commencement du XII^e siècle.

Puis arrive l'heure du départ, et l'on se sépare en souhaitant pour le centenaire de la Société,—centenaire auquel malheureusement participeront bien peu des assistants — une excursion aussi vraiment intéressante et instructive.

[OUVRARD.]

(Extrait du *Populaire*.)

Jeudi, 9 mai 1895.

UN CENTENAIRE.

La Société Archéologique de Nantes.

La Société archéologique de Nantes, fêtait hier et fêtera encore aujourd'hui, le cinquantenaire de la fondation.

C'est en 1845 en effet, que les archéologues nantais et du département de la Loire-Inférieure se sont réunis pour la première fois, recherchant les avantages du travail en commun, pour l'étude des choses anciennes et des temps passés, souvent si ardue, mais toujours si intéressante.

LA PREMIÈRE JOURNÉE.

La journée d'hier a commencé par une messe dite à la Cathédrale, pour les membres défunts ; puis à une heure, réunion ayant été donnée au musée d'Archéologie et d'Ethnographie, tous les invités ont visité cet important établissement, l'un des plus riches de la province.

A 3 heures, a eu lieu la visite au Château, le monument si remarquable et si connu dans le monde des archéologues, puis à 4 heures, la visite de la Crypte de la Cathédrale, logis de la Psalette, etc.

Le soir, à 8 heures, les membres de la Société se retrouvaient dans la salle des Sociétés savantes, pour une séance extraordinaire annoncée.

M. de la Nicollière-Teijeiro, président, avait auprès de lui M. le général Vosseur et M. le Maire de Nantes, qui avaient bien voulu se rendre à l'invitation à eux adressée.

Dans la salle, reconnu parmi les assistants : MM. Léon Maître, archiviste départemental, Riardant, Gaëtan de Wismes, le capitaine Grant, officier d'ordonnance du général Vosseur ; docteur Ollive, Dortel, conseiller général, etc....

La séance a commencé par l'historique de la Société, que M. de la Nicollière a su faire d'une façon éminemment intéressante. Après avoir rappelé les débuts de la Société, rappelé ses progrès et exposé ses espérances, l'honorable président a adressé un souvenir aimable à tous ses prédécesseurs. On l'a longuement applaudi.

Inscrit deuxième à l'ordre du jour. M. le marquis de l'Estourbeillon a donné connaissance à la Société d'un très intéressant travail sur les Nantais compagnons de Jeanne d'Arc et du connétable de Richemond. Un nom ayant été omis par

l'historien dont le travail est assurément très remarquable, celui de Gilles de Retz, M. Dortel, qui va se faire bientôt, nous le croyons, l'historien du cruel seigneur, a protesté... contre l'oubli — protestation amicale, bien entendu.

M. Maître, archiviste départemental, a essayé de donner, dans la lecture d'un travail intéressant, les origines de la légende d'Herbauges, cette ville qui, serait ensevelie à jamais sous le lac de Grand-Lieu. Il ne croit pas que jamais Herbauges ait existé. Qu'en pense C. Q. F. D? son hameçon a-t-il quelquefois ramené du fond de l'eau quelque vase étrusque?

Deux communications ont été encore faites par le président, au sujet de deux vieilles pièces de monnaies, et par un des membres de la Société, au sujet d'un permis de chasse délivré il y a fort longtemps à un roturier, puis la séance s'est terminée par la distribution aux assistants de fort jolies médailles frappées spécialement pour le cinquantenaire.

Un punch tout à fait intime a eu lieu ensuite et dans les groupes on a porté la santé de M. de la Nicollière et toasté à la prospérité constante de la société.

LA DEUXIÈME JOURNÉE.

Aujourd'hui, à 8 heures du matin, départ de Nantes. A 10 heures arrivée à Châteaubriant. Visite du musée et du château.

A midi, banquet à l'hôtel de la Poste.

A deux heures, séance dans la salle du Tribunal. A l'ordre du jour :

Les Dames de Châteaubriant à travers les âges, par M. l'abbé Guillotin de Corson, chanoine de Rennes.

Notes inédites sur les opérations de l'armée républicaine, aux environs de Nantes, en septembre 1793, d'après la lettre d'un contemporain, par le marquis de l'Estourbeillon.

Pétition présentée à l'administration du département de la Loire-Inférieure par la municipalité et le Conseil général des communes de Maumusson, Saint-Herblon, Pouillé, La Chapelle-Saint-Sauveur, Montrelais et Belligné, district d'Ancenis, en vertu de leurs délibérations et requêtes du 1^{er} avril 1792. Communiqué par M. Perron.

Société des Bibliophiles bretons, présidée par M. A. de la Borderie, membre de l'Institut.

A 5 heures, retour à Nantes.

Vendredi 10 mai 1895.

UN CINQUANTENAIRE

La Société d'archéologie de Nantes.

Les fêtes du cinquantenaire se sont terminées, hier, à Châteaubriant, de charmante façon.

Le matin, sociétaires et invités avaient quitté Nantes par le premier train et l'arrivée avait eu lieu vers 10 h. 1/2, au but de l'excursion.

L'EXCURSION

A la gare, attendaient M. Barbottin, maire de Châteaubriant; M. Lair, délégué par le comte de Marsy, président de la Société française des monuments historiques; M. de Combes, délégué par la Société française de Rennes; M. de l'Estourbeillon; M. Vallette, notre confrère de la *Revue du Bas-Poitou*.

De Nantes étaient venus avec le président, M. de la Nicollière-Teijeiro : MM. Dortel, conseiller général; Le Meignen; Riardant; Soulard; Christian et Gaëtan de Vismes; Marionneau; Lallier; le commandant Sauret; Bertrand-Geslin; Sénot de la Londe, maire de Thouaré, etc...

Les excursionnistes, guidés par M. David, ingénieur, à Trignac, et archéologue distingué, se sont, aussitôt après la réception, dirigés vers le magnifique château dont ils ont pu longuement admirer les richesses. Une visite a été également faite au musée, dans l'une des salles duquel on a surtout remarqué une magnifique cheminée d'une grande valeur au point de vue historique.

Dans les allées de la pelouse, un groupe de sociétaires a rencontré M. de la Borderie, l'historien si distingué de la Bretagne, membre de l'Institut. M. de la Borderie a été présenté aussitôt à tous les excursionnistes.

LE BANQUET

Les appétits s'étant aiguisés à cette promenade matinale, le groupe grossi encore de quelques invités, s'est dirigé vers l'hôtel de la Poste, où un copieux banquet était servi.

Copieux est le mot convenable et certes, le restaurateur, M. Bignon s'il vous plaît — homonyme du Vatel de l'avenue de l'Opéra, à Paris — s'était surpassé.

Le repas a été d'une cordialité charmante et d'une gaieté de bon aloi.

A 2 heures, on servait le champagne, et M. de la Nicollière ouvrait la série des toasts en buvant à tous les invités, et en adressant ses remerciements sincères à M. de la Borderie qui a bien voulu honorer le banquet de sa présence, ainsi qu'à M. Lair, délégué du comte de Marsy, et en se félicitant de l'accueil reçu à Châteaubriant par la Société.

Après M. de la Nicollière, M. de l'Estourbeillon se lève et boit à la Société française d'archéologie, dont la Société de Nantes est une des filles aînées ; il toasté également à l'Association bretonne, dont M. de la Borderie, préside la section d'études historiques et enfin à la Société des Bibliophiles bretons.

M. Lair présente les excuses de M. le comte de Marsy, retenu par les préparations du congrès de Clermont. Il est heureux d'avoir été choisi pour le représenter, et souhaiter à la Société de Nantes de marcher de succès en succès jusqu'aux fêtes du Centenaire auxquelles plusieurs des membres présents aujourd'hui assisteront certainement encore.

Les toasts se suivent alors sans interruption.

C'est M. de la Borderie qui, au nom des Bibliophiles Bretons et de l'Association Bretonne, boit à l'avenir de la Société cinquantaire, dont il s'honore d'ailleurs de faire partie ; puis M. De Combes, délégué de Rennes, qui boit à la prospérité de la Société, puis M. Vallette, notre confrère, qui est heureux d'avoir pu assister à ces belles fêtes.

M. Le Meignen se taille un succès énorme en élevant son verre à la santé de l'aimable hôtelier qui a si bien traité

tous les estomacs, puis il termine en toisant à la Presse et en particulier aux rédacteurs des journaux délégués, de *l'Espérance du Peuple*, du *Nouvelliste*, du *Progrès* et du *Populaire*.

M. Dortel clôt la série des toasts en proposant de boire à la santé de M. Marionneau venu tout exprès de Bordeaux pour le cinquantenaire.

M. Marionneau, acclamé, dit quelques mots de remerciement, puis tous les convives quittent la table pour aller assister à la séance donnée dans la salle du Tribunal.

LA SÉANCE

Cette séance a commencé à 3 heures par une causerie de M. l'abbé Guillotin de Corson, sur les Dames de Châteaubriant à travers les âges, causerie savante, intéressante et qui a obtenu un vrai succès.

M. le marquis de l'Estourbeillon a donné ensuite lecture d'une lettre du citoyen Le Sant donnant des notes tout à fait inédites sur les opérations de l'armée républicaine aux environs de Nantes en 1793.

M. de la Borderie, enfin, parlant au nom de la Société des Bibliophiles Bretons, a annoncé la prochaine publication d'œuvres inédites de Lesage, publication qui a été approuvée par tous les assistants.

Il a donné lecture de certains fragments de ses œuvres inédites qu'il a commentés avec beaucoup d'esprit.

A 4 heures 1/2, la séance était terminée et, à 5 heures, les sociétaires et invités prenaient le train pour Nantes.

M. Viret, sous-préfet, appelé à assister au conseil de révision de Moisdon-la-Rivière, avait tenu avant son départ à venir s'excuser lui-même auprès de M. de la Nicollière.

Et maintenant, au Centenaire !

[BLANDEL.]

(Extrait du *Progrès de Nantes*).

Mercredi 8 mai 1895

LE CINQUANTENAIRE DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE

La Société archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure célèbre aujourd'hui et demain le cinquantenaire de sa fondation (7 avril 1895).

Ce matin, à 8 heures, une messe a été dite à la Cathédrale pour les membres de la Société défunts. Tous les Archéologues y assistaient.

Cet après-midi, à 2 heures, ces messieurs ont visité les antiquités de la ville : Musée d'archéologie, Château, Cathédrale, etc., dont ils ont, une fois de plus, admiré les réelles beautés.

Ce soir, à 8 heures, séance publique, salle de l'Oratoire.

A 10 heures, Punch.

Demain, excursion à Châteaubriant : visite du Château et du Musée ; banquet et séance publique au Château.

Vendredi 10 mai.

LE CINQUANTENAIRE DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE

PREMIÈRE JOURNÉE.

L'après-midi de mardi, ainsi que nous l'avons dit, a été consacrée à la visite des antiquités de la ville : le Musée archéologique, le château, la Psalette, la crypte de la Cathédrale.

Le soir, à 8 heures, une séance publique a eu lieu à la salle des Sociétés savantes, dont MM. Linyer, président de la Société de géographie et le docteur Ollive, président de la Société académique, ont fait les honneurs aux archéologues.

MM. le général Vosseur et le Maire de Nantes étaient présents ainsi que M. Letourneux, adjoint, le capitaine Grand, officier d'ordonnance du général Vosseur.

M. de la Nicollière-Teijeiro, président de la Société archéologique, a fait l'historique de la Société.

M. le marquis de l'Estourbeillon a lu ensuite un travail intéressant sur les Nantais compagnons de Jeanne d'Arc.

Puis M. Maître, archiviste départemental, a fait justice de la légende du lac de Grand-Lieu, qui prétend qu'une ville nommée Herbauges serait ensevelie sous ce lac. Herbauges, selon M. Maître, n'a jamais existé.

Après quelques communications de plusieurs membres, un punch a été servi et on a bu à la prospérité de la Société et à la santé de son sympathique président.

DEUXIÈME JOURNÉE.

Hier matin, à huit heures, les archéologues prenaient à la gare d'Orléans le train de Châteaubriant et, à 10 h. 1/2, arrivaient dans cette charmante ville dont ils allaient visiter le château.

M. Barbotin, maire de Châteaubriant et M. le curé Langevin attendaient les excursionnistes à la gare.

M. Viret, sous-préfet, retenu par les opérations du conseil de révision, s'était fait excuser.

Après avoir échangé de cordiales poignées de mains, MM. les archéologues se sont dirigés vers le château, dont ils ont admiré en détail les ruines encore imposantes et les derniers vestiges d'une superbe architecture qui, malheureusement, ne sera bientôt plus qu'un souvenir.

Une grande partie du vieux manoir a été restaurée et on y a installé les bureaux de la Sous-Préfecture, la Gendarmerie, le Tribunal civil, la Maison d'arrêt et le Musée. Ce dernier fort curieux et rempli d'intéressantes collections.

Tout le monde s'est dirigé ensuite vers *l'Hôtel de la Poste*, où était préparé un déjeuner excellent, dont le menu fait honneur à l'hôtelier, M. Bignon.

Le banquet était présidé par M. de la Nicollière-Teijeiro. Parmi les convives étaient MM. Marionneau, ancien président de la Société archéologique ; le comte Lair, représentant M. de Marsy, président de la Société archéologique de France ; M. Arthur de la Borderie, membre de l'Institut, président de la Société des bibliophiles bretons ; de Combes,

vice-président de la Société archéologique de Rennes ; Le Meignen, Bertrand-Geslin, Camille Dupuy, Alfred Lallié, M. l'abbé Guillotin de Corson, M. l'abbé Robert, de l'Oratoire de Rennes ; Léon Maître, marquis de Vernon, Claude de Monti, Ch. et G. de Wismes, commandant Sauret, comte Xavier de Bellevue, Riardant, Alcide Dortel, Perron, Blanchard, vicomte de Kervenoaël, Senot de la Londe, des Jamonnières, Boubée, Chailloux, Soulard, Marcel Cotteux, René Lafolye, éditeur à Vannes ; Plihon, éditeur à Rennes ; René Valette, directeur de la *Revue du Bas-Poitou*.

La presse nantaise ne pouvait manquer d'assister à une excursion aussi agréable, à une aussi charmante réunion ; aussi le *Populaire*, le *Nouvelliste de l'Ouest*, l'*Espérance du Peuple* et le *Progrès* s'y étaient-ils fait représenter.

Au dessert, plusieurs toasts ont été portés : par M. de la Nicollière à M. de la Borderie et M. de l'Estourbeillon, organisateur du banquet ; par ce dernier à M. de Marsy, représenté par M. le comte Lair et à M. de la Borderie ; par M. le comte Lair à la prospérité de la Société archéologique, à son centenaire, et à la santé de son président et de tous ses membres.

M. Lair invite la Société à assister au 62^e congrès archéologique qui aura lieu à Clermont-Ferrand, du 5 au 13 juin.

M. de la Borderie boit ensuite à la longévité et à la prospérité de la Société archéologique de la Loire-Inférieure ; M. de Combes porte un toast semblable au nom de la Société sœur d'Ille-et-Vilaine, ainsi que M. René Valette au nom de la *Revue du Bas-Poitou*.

La série des toasts est close par M. Le Meignen, qui boit à la Presse, et par M. Dortel qui porte la santé de M. Marionneau, ancien président de la Société, dont il fait l'éloge.

M. Marionneau remercie M. Dortel.

Le repas terminé, une séance a eu lieu au château, dans la salle du tribunal, séance organisée par la Société des bibliophiles bretons.

M. l'abbé Guillotin de Corson y a lu une étude très intéressante sur les *Dames de Châteaubriant à travers les âges*, notamment Jeanne de Laval, Françoise de Dinan et Françoise de Foix.

M. de l'Estourbeillon a donné communication de notes inédites sur les opérations de l'armée républicaine aux environs de Nantes en 1793, entre autres, une lettre du citoyen Lésen.

Puis, M. de la Borderie, après avoir annoncé la publication prochaine de plusieurs œuvres de Lesage par la Société des bibliophiles bretons, a fait admettre plusieurs membres dans cette Société.

A cette intéressante séance assistaient plusieurs habitants d'Ancenis parmi lesquels quelques dames.

Les archéologues se sont ensuite rendus à la gare, où, après avoir remercié M. Barbotin, maire et David, conseiller municipal, conservateur du Musée de Châteaubriant, de leur cordiale réception, ils ont pris le train qui les a ramenés à Nantes, à sept heures, enchantés d'avoir fêté d'aussi charmante façon le cinquantenaire de leur chère Société.

Et maintenant, aux noces de diamant de la Société archéologique de la Loire-Inférieure — nous n'osons dire à son centenaire, sinon pour elle, qui le fêtera, nous en sommes sûrs, du moins pour nous, qui avons quelque chance de ne pas le voir.

[DOCEUL.]

Extrait du *Petit Phare*.

Vendredi 10 mai 1875.

UN CINQUANTENAIRE

La Société archéologique.

C'est en 1825 que fut fondée la Société archéologique nantaise et, depuis cinquante ans, elle a fait de rapides progrès, en même temps qu'elle a pu réunir des collections antiques d'une rare beauté.

Pour célébrer son cinquantenaire, elle a organisé des fêtes et une excursion à Châteaubriant.

C'est avant-hier qu'a commencé la série de ces fêtes. Après la partie réservée à l'esprit religieux, les invités se sont réunis mardi, à une heure, au musée d'archéologie et d'eth-

nographie du cours Saint-Pierre. Les membres de la commission ont montré à leurs invités les belles collections renfermées dans les bâtiments de l'ancien Oratoire.

A trois heures, une visite a été faite au château de Nantes. C'est M. le commandant Sauret qui a fait les honneurs de la vieille forteresse.

Diverses autres visites ont été faites à la crypte de la cathédrale, à la Psalette, etc.

Le soir, à huit heures, il y avait une grande réunion à l'Hôtel des Sociétés savantes, rue de la Fosse.

La séance était présidée par M. de la Nicollière-Téjeiro, archiviste de la Ville de Nantes et président de la Société archéologique. A ses côtés, étaient M. le général Vosseur, commandant le 11^e corps d'armée, et M. Riom, maire de Nantes. On voyait aussi M. Linyer, président de la Société de géographie, M. le docteur Ollive, président de la Société académique, M. Dortel, conseiller général, membre du comité ; M. de l'Estourbeillon, vice-président de la société ; C^{ie} Lair ; Marionneau correspondant de l'Institut, l'historiographe de Vertou, etc., etc.

M. de la Nicollière a fait l'histoire de la Société d'archéologie ; M. de l'Estourbeillon a lu une notice sur les *Nantais compagnons de Jeanne d'Arc et du connétable de Richmond*, et M. Maître, architecte départemental a lu une œuvre intitulée *la légende d'Herbauges*.

Des médailles commémoratives ont été distribuées aux assistants et un punch a terminé la première journée.

*
* *

La deuxième journée était occupée par une excursion à Châteaubriant. Les membres de la Société et leurs invités sont partis de Nantes par le train de huit heures et demie et sont arrivés à 10 heures 22 à Châteaubriant.

Ils ont été reçus à la gare par M. Barbotin, maire de Châteaubriant ; M. Guillotin de Corson, chanoine à Rennes ; M. l'abbé Langevin, curé de Châteaubriant ; M. Davy, ingénieur, conservateur du musée.

M. Barbotin a conduit ses hôtes au château de Châteaubriant, de l'esplanade duquel on peut admirer un panorama magnifique et le clocher de l'église, qui est superbe.

En descendant, les visiteurs ont remarqué une fenêtre dont les élégantes moulures dénotent le style du quinzième siècle.

Le musée a été ensuite visité avec attention. M. Davy en a fait les honneurs avec une grande amabilité et en homme ayant une entente parfaite de son établissement.

On a remarqué surtout les restes de la décoration de la chambre dorée qui a été habitée par la belle Françoise de Foix ; une série remarquable de monnaies, jetons et médailles religieuses dont quelques-unes remontent à Louis XIII.

*
* *

A midi, tous les excursionnistes étaient réunis à l'Hôtel de la Poste, où par les soins de M. de l'Estourbeillon, un banquet avait été organisé et parfaitement servi par M. Bignon.

M. de la Nicollière présidait ayant à sa droite M. le comte Lair, délégué par M. de Marey, pour représenter la société française archéologique et, à sa gauche, M. Combe, délégué de la Société de Rennes.

En face, était M. de la Borderie, membre de l'Institut, président de la Société des bibliophiles Bretons, et MM. Marionneau et Lemeignen, anciens présidents de la Société archéologique.

Une grande gaieté n'a cessé de régner pendant le banquet.

Au champagne, M. de la Nicollière a porté un toast à la ville de Châteaubriant ; M. de l'Estourbeillon a bu à la Société française archéologique ; MM. le comte Lair, de la Borderie et Combes à leurs hôtes, et M. Dortel, conseiller général et secrétaire de la Société, à la presse et à M. Marionneau.

M. Viret, sous-préfet, s'était fait excuser, étant retenu par les opérations du conseil de revision.

A deux heures, la séance publique a eu lieu dans la salle du Tribunal mise gracieusement à la disposition de la Société par M. le président.

M. l'abbé de Corson a fait une amusante communication

sur les dames de Châteaubriant et M. de l'Estourbeillon a lu des notes inédites sur les opérations de l'armée républicaine aux environs de Nantes en septembre 1793, d'après la lettre d'un contemporain.

A cinq heures, les excursionnistes regagnaient Nantes.

Extrait du *Morbihannais*.

Samedi, 11 mai 1895.

LE CINQUANTENAIRE DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE NANTES

La fête du Cinquantenaire de la Société Archéologique de Nantes a été célébrée avec beaucoup d'éclat les mardi 7 et mercredi 8 mai. Un peu de l'honneur de cette réunion rejaillit sur Vannes, car c'est en notre ville, en 1845, que furent jetés les bases de la Société Archéologique ; un Vannetais, M. Kerviler, en était le président il y a quelques années, et la Société s'enorgueillit de ses travaux ; et c'est notre ami de l'Estourbeillon, que nous revendiquons comme nôtre depuis qu'il habite Vannes, qui est un des plus actifs collaborateurs de la Société Nantaise.

Par une heureuse coïncidence, il s'est trouvé que le sympathique président actuel, M. de la Nicollière-Teijeiro est le seul survivant de cette pléiade de savants qui, ouvriers de la première heure, ont fondé la Société, illustré Nantes et le département par leurs travaux et leurs belles découvertes.

Après une messe pour les défunts célébrée par l'ancien président de la Société, M. l'abbé Cahour, l'après-midi du mardi fut consacrée à la visite en détail du château de Nantes, MM. Le Meignan et Léon Maître, pour qui ce monument n'a plus de secret, ont vivement intéressé les visiteurs en leur faisant suivre les diverses transformations du château, au cours des siècles écoulés.

La visite au curieux et élégant logis de la Pallette, enfoui au milieu des constructions informes qui entourent la cathédrale a fort intéressé les archéologues. Ce petit monu-

ment, très peu connu, renferme de fines et élégantes décorations et une superbe cheminée dont le fronton, couvert d'hermines trilobées, est enguirlandé d'une fine moulure de feuilles de vigne fouillées dans les moindres détails, décorant le haut et le bas de la cheminée.

La visite de la crypte de la cathédrale, grâce aux explications de l'aimable M. Le Meignen qui a spécialement étudié ce monument, intéresse particulièrement les assistants. Les renseignements qu'il a donnés sur l'usage de la crypte et les probabilités de sa construction ont soulevé un coin du voile de l'histoire de l'Église de Nantes à ces périodes si reculées.

Le soir, à l'Hôtel des Sociétés Savantes, M. de la Nicollière-Teijeiro, ayant à ses côtés le général Vosseur, commandant le XI^e corps d'armée, et le maire de Nantes, a fait l'historique de la Société depuis sa fondation et rappelé d'une voix émue, dans un discours plein de cœur, les noms célèbres dont l'honneur l'histoire nantaise.

M. de l'Estourbeillon lut ensuite une étude toute vibrante de patriotisme sur les *compagnons de Jeanne d'Arc* ; et M. Léon Maître, dans une étude très intéressante avec une argumentation serrée, détruisit à tout jamais les légendes et traditions qui se sont accréditées sur le lac de Grand-Lieu et le *pays d'Herbauges*.

Puis des médailles commémoratives du cinquantenaire furent distribuées à tous les assistants et dans un punch, qui s'est prolongé fort tard dans la soirée, on but à la prospérité de la Société.

Le mercredi fut consacré à une excursion à Châteaubriant où la Société Archéologique, sous la présidence du savant historiographe de Bretagne, M. de la Borderie, se joignit aux Bibliophiles bretons.

Après la visite des ruines imposante du château si cruellement ravagé par le temps et les mutilations, on se rendit à l'hôtel de la Poste où notre ami de l'Estourbeillon avait fait merveille, en prenant toutes les dispositions pour organiser un superbe dîner, auquel tous les touristes ont fait le plus grand honneur. Aussi, à la fin du dîner a-t-on porté à l'or-

organisateur de chaleureux toasts de remerciements lorsque les orateurs eurent prononcé les discours habituels.

M. de la Nicollière-Teijeiro porta, le premier, un toast comme président de la Société Archéologique ; puis M. de l'Estourbeillon ; M. de la Borderie au nom des Bibliophiles bretons ; M. le comte Lair au nom de la Société française d'archéologie ; M. Le Meignen ; M. Dortel, conseiller général de la Loire-Inférieure ; M. Marionneau ; M. Decombes ; président de la Société archéologique d'Ile-et-Vilaine ; M. Vallette, de la Revue du Bas-Poitou.

Après le dîner, dans la salle du tribunal mise gracieusement à la disposition des Sociétés par notre compatriote, M. Thomazi, président du tribunal, M. de l'Estourbeillon intéressa beaucoup l'assistance en établissant certains points de l'histoire de la guerre vendéenne de 1793, à l'aide des commentaires d'une lettre inédite qu'un Vannetais, attaché aux opérations de l'armée républicaine, écrivait à ses amis de Vannes pour leur faire connaître les mouvements de l'armée républicaine.

M. le chanoine Guillotin de Corson, dans son étude sur les *Dames de Châteaubriant à travers l'histoire*, fit le récit, à certains moments tout palpitant d'intérêt, de la vie tragique et mouvementée de quelques-unes d'entre elles. Pour finir la journée, les Bibliophiles bretons décidèrent la publication des œuvres de Le Sage, œuvres à peu près inconnues, car elles ne figurent que dans quelques très rares éditions complètes.

La séance des Congrès d'archéologie et des Bibliophiles bretons ayant été déclarée close, tous les touristes enchantés de la superbe excursion, regagnèrent leurs foyers, par les multiples voies de communications qui rayonnent autour de Châteaubriant.

Ainsi se sont terminées ces fêtes dont on gardera le meilleur souvenir, grâce à l'affabilité des organisateurs, de M. de la Nicollière-Teijeiro, président de la Société, MM. Léon Maître et Le Meignen qui ont mis tout leur savoir à la disposition de leurs invités ; de MM. Lafolye, le baron Christian et Gaëtan de Wismes, secrétaire de la Société Archéologique dont l'amabilité est bien connue.

Extrait du *Journal de Châteaubriant*.

Samedi 18 mai 1895.

**Fêtes du Cinquantenaire de la Société archéologique de
Nantes et de la Loire-Inférieure à Châteaubriant.**

Le 7 et le 8 Mai 1895 la Société Archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure célébrait le cinquantième anniversaire de sa naissance.

La première journée a été consacrée à la revue des principaux monuments de la ville de Nantes et la seconde à une trop rapide visite à ce qu'il reste aujourd'hui de Châteaubriant ancien.

Avant de se décider à venir à Châteaubriant passer gaiement et utilement quelques heures, les archéologues ont dû être indécis ; s'ils ont choisi notre ville c'est qu'elle leur offrait le plus d'attraits au point de vue de leurs études spéciales. Châteaubriant doit être fier de ce choix, car c'est un bonheur de faire voir ce que d'autres n'ont pas, et aussi d'être préféré à beaucoup d'autres, de mérites peut-être équivalents.

En se décidant pour Châteaubriant, les organisateurs de la fête ont été judicieux ; je suis convaincu que leur récolte a dépassé, au point de vue archéologique, ce qu'ils pouvaient espérer et je suis sûr que leur séjour, bien qu'il ait été très court, dans notre ville, ne sera pas sans laisser des traces dont la science saura faire profit.

Le but de cet article n'est pas de faire l'éloge de la Société Archéologique de Nantes : elle a cinquante ans d'existence, elle est composée d'hommes de valeur, elle est la sœur cadette, à quelques jours près, de la Société Archéologique de France, ces titres doivent suffire. — Je veux dire seulement, en quelques mots, ce qu'elle a vu de nos monuments anciens, essayer d'être l'interprète de ce qu'elle en a pensé et des vœux qu'elle forme pour la conservation de ces antiques débris.

De la gare, les excursionnistes se sont rendus dans la cour intérieure du château ; en ce point central ils ont pu voir le vieux donjon, les fossés qui l'entouraient, les tours mutilées, le château de Jean de Laval, la colonnade, et d'un seul coup d'œil ils ont jugé qu'il y a là une accumulation très rare d'ouvrages de dates diverses dont les vieux remontent au onzième siècle et les plus jeunes datent d'hier.

La tour carrée du donjon de Brient a subi de si nombreuses modifications qu'il ne reste plus rien de bien apparent de son ancienne structure. L'escalier tournant ménagé dans l'épaisseur de ses murs et qui s'élève jusqu'au sommet de l'édifice a été à un certain moment jugé insuffisant, on lui a accolé un autre escalier beaucoup plus confortable logé dans une tour polygonale, d'âge beaucoup plus récent.

C'est peut-être vers la même époque que les sires de Châteaubriant ont remplacé les petites ouvertures primitives du donjon par les fenêtres que l'on voit aujourd'hui et qu'ils ont construit les cheminées monumentales qui subsistent encore.

Ces remaniements continuels s'observent dans tout ce qui reste de Châteaubriant féodal. L'édifice occupé par la gendarmerie à pied a été accolé à l'ancienne courtine qui reliait le donjon à la tour ronde effondrée du côté du levant. Les deux tours rompues du côté de l'Ouest, entre lesquelles était établie la herse du fossé intérieur, sont beaucoup plus récentes.

Dans l'enceinte générale on remarque de petites tours rondes fort anciennes, d'autres plus grandes, moins vieilles, des constructions carrées d'âge indéterminé. Ici on observe des créneaux d'une époque très reculée, un peu plus loin, ils sont faits en pierre blanche dont l'emploi indique une construction moins ancienne.

Chaque progrès dans le bien-être des habitants a motivé une modification dans le logement, chaque transformation dans l'art de la guerre a forcé de changer les moyens de défenses.

Dans ce coin on peut voir l'étroite fente d'une archère ménagée dans l'épaisseur d'un mur pour l'usage des arbalétriers.

Dans cet autre coin se trouve l'ouverture évasée par laquelle l'arquebusier pouvait faire feu sur l'ennemi. Des édifices nou-

veaux ont masqué plus tard ces ouvertures que l'usage du canon rendait inutiles.

Pour débrouiller tout ce chaos l'archéologie moderne n'est pas impuissante, elle est aujourd'hui une véritable science qui, procédant comme ses sœurs aînées du connu à l'inconnu, est capable de dire aux habitants de Châteaubriant : d'abord on fit ceci, puis cela, puis ceci fut modifié et remplacé par cela ; elle procédera de point en point, patiemment, comme doit le faire la vraie science lorsqu'elle est dégagée des utopies poétiques, des légendes, et ne tire conséquence que de ce qu'elle a constaté.

Pour arriver à ce résultat il ne faut que des observateurs patients qui sauront dire ce qu'ils ont vu et mesuré, rien que cela, sans commentaires et conclusions hasardées ; les maîtres sauront tirer de ces données certaines les conséquences convenables.

Quelques fouilles peu coûteuses seront aussi nécessaires.

On ne doit pas être surpris des difficultés qu'éprouve l'archéologue dans l'interprétation des restes du moyen âge lorsque l'on constate que les travaux de la renaissance donnent lieu à chaque instant à des erreurs évidentes. Nos visiteurs en quittant le donjon se sont rendus au Musée. La fameuse chambre de Françoise de Foix a été pour eux objet d'admiration, mais il n'ont pu admettre que ces belles sculptures ont été faites du temps de François I^{er}, elles ne datent que de Henri IV. L'alcôve qui existe aujourd'hui dans la salle Dorn a été faite sous Louis XIV. Et voilà comment la science impitoyable détruira peu à peu beaucoup d'erreurs. La belle Françoise de Foix ne sera pas oubliée par ce que l'on saura que ces belles sculptures n'ont pas été faites pour elle. Poètes chantez. — Chroniqueurs écrivez. « Je vous admire et je vous aime, mais je le ferais sans réticence si j'étais sûr que vous dites la vérité. »

Mêlé aux archéologues, nos visiteurs, et devenu archéologue moi-même par circonstance, j'ai été témoin de leur admiration pour beaucoup de choses qu'ils ont vues, mais j'ai entendu aussi leur critiques et les vœux qu'ils ont formés pour que ce qui est bien soit mieux et que ce qui est mal devienne passable.

Voici ce que j'ai retenu, je le donne sans ordre et sans commentaires.

Notre vieux château devrait être entièrement dégagé jusqu'à ses fondations en continuant avec persévérance les travaux en cours d'exécution.

Les arbres trop voisins des murs qu'ils masquent lorsqu'ils sont feuillus et qu'ils détruisent par leurs racines doivent être impitoyablement sacrifiés.

Un plan d'ensemble du château actuel devrait être fait, on y indiquerait les différents âges des constructions. (Je crois savoir que M. Léon Maître, archiviste du département, est tout disposé à entreprendre ce travail auquel tous ceux qui s'intéressent à l'archéologie, à Châteaubriant, seront invités à prendre part.

Il serait à souhaiter que la grande tour carrée du donjon soit intérieurement déblayée et que l'on connaisse où aboutissaient les escaliers. — (Ce travail très peu coûteux regarderait la commission des monuments historiques).

Les constructions modernes qui existent au château le salissent d'une façon trop évidente pour qu'il soit utile d'insister; il vaudrait mieux qu'elles disparaissent, qu'au moins on n'en fasse pas de nouvelles et qu'on n'élève surtout pas des cloisons au travers de la colonnade.

Le Musée, qui est un petit bijou très admiré, est trop petit; il faudrait l'agrandir. Le local qui conviendrait le mieux pour ce développement semble devoir être l'ancienne chapelle du château dont les murs sont très solides, dans laquelle se trouvent de magnifiques ouvertures qui n'ont besoin que de vitraux neufs.

C'est dans la vieille église des Cordeliers, plus tard grenier à foin, que la ville de Morlaix a établi un des plus charmants musées de peintures et d'archéologie que je connaisse.

Les archéologues sont aussi allés à Béré; ils ont admiré son église et le goût irréprochable avec lequel M. le curé actuel a su restaurer ce monument remarquable à tous les points de vue. Ils voudraient cependant que la couverture du petit édifice de la porte du Sud soit réparée dans le style ancien, avec de vieilles ardoises si c'est possible.

Ils ont remarqué un bas relief d'origine italienne représentant la Visitation dont les deux parties séparées par une sculpture d'un autre âge sont exposées en dehors de l'église au lieu dit : *Le bon Dieu de Pitié*, aux injures du temps et aux coups de pierres des gamins. — Cette sculpture est assez belle pour que l'on fasse quelques efforts pour la conserver.

Avec volonté et persévérance tous ses souhaits sont réalisables.

L. DAVY.

.*.

M. Marcel Cotteux et M. de Bellevue ont été reçus membres de la Société archéologique.

Extrait de l'*Ouest artistique et littéraire*.

N° du 14 juin 1895.

Le Cinquantenaire de la Société archéologique de Nantes.

La Société Archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure, qui compte dans ses rangs bon nombre de nos amis, a fêté son cinquantenaire, au commencement du mois de Mai dernier ; après une première solennité à Nantes même, la Société a fait une excursion à Châteaubriant, où elle a réuni une sorte de congrès aux travaux duquel ont pris part notamment nos collègues MM. Arthur de la Borderie, le Marquis de l'Estourbeillon, le baron de Wismes, Lucien De-combes, René Vallette, etc., toutes ces fêtes ont admirablement réussi, et une bonne partie de l'honneur en doit revenir à notre ami et collaborateur, le Baron de Wismes, secrétaire-général de la Société d'archéologie. Nous espérons pouvoir en parler plus longuement dans notre prochain numéro.

N° du 15 juillet 1895.

Les Noces d'or de la Société archéologique de la Loire-Inférieure.

Fondée à Nantes, le 9 août 1845 — remontant même, comme section de la classe d'archéologie de l'Association bretonne, à une date antérieure, le 23 septembre 1843 — cette Société vient de célébrer avec un grand éclat ses noces d'or.

Le mardi 7 mai, à 8 heures, elle assistait, dans la Cathédrale, à une messe dite pour le repos de l'âme de ses membres défunts, par M. l'abbé L. Allard, chanoine d'Angers, membre de son Comité. Un de ses anciens présidents, M. l'abbé A. Cahour, chanoine honoraire de Nantes, offrait, de son côté, le saint sacrifice à la même intention.

Vers 1 heure, la Société se réunit au Musée archéologique, qui, créé par elle le 1^{er} mai 1849, a été, en 1860, donné généreusement au département et installé dans l'ancienne chapelle de l'Oratoire, cours Saint-Pierre. Son distingué vice-président, M. P. de Lisle du Dréneuc, que ses travaux éminents ont appelé à recueillir la succession de M. F. Parenteau, le regretté conservateur, montre avec une parfaite amabilité les richesses dont ses soins éclairés et incessants rehaussent encore la valeur.

A 3 heures, la Société se dirige vers le célèbre château des ducs de Bretagne, dont deux de ses membres, M. le commandant d'Etat-major, H. Sauret et M. L. Maître archiviste départemental, lui retracent l'histoire depuis sa fondation au XIII^e siècle.

A 4 h. 1/2, elle remonte vers la Psallette. Le propriétaire de l'ancienne demeure épiscopale, M. Lucien Dubois, le célèbre écrivain de voyages, lui en fait les honneurs. L'escalier en spirale, les gracieuses guirlandes de fleurs sculptées, la cheminée monumentale, avec ses hermines bretonnes, excitent la vive admiration de tous les archéologues. Leurs efforts n'en seront que plus énergiques pour, le cas échéant,

préserver ce bijou artistique, sans rival à Nantes et peut-être en Bretagne, du sort de la merveilleuse Collégiale, détruite sans motif sérieux.

Enfin, malgré les difficultés plus ou moins périlleuses de la descente, la Société pénètre dans la crypte. Vouée au silence et à l'obscurité, celle-ci a dû tressaillir en recevant la visite de ceux qui luttèrent avec courage pour qu'on la rétablît dans son état ancien. Leurs efforts furent vains ; mais l'opinion publique, qui réclame avec raison l'exhaussement du chœur, leur donne foi dans un avenir réparateur.

Le soir, à 8 h. 1/2, une séance solennelle est tenue dans la salle des Sociétés savantes, rue de la Fosse, 34. M. le général Vosseur, commandant le XI^e corps d'armée, et M. Alfred Riom, maire de Nantes, avaient eu à cœur de donner à la Société une marque toute particulière de leur sympathie en répondant à son invitation. Ils prennent place au bureau, aux côtés de M. de la Nicollière-Teijeiro, président, et de M. le baron de Wismes, secrétaire général.

M. le président retrace avec une éloquente précision l'histoire de la Société et rend un juste hommage à ses dix prédécesseurs. — M. le marquis R. de l'Estourbeillon, fondateur et directeur de la *Revue historique de l'Ouest*, lit un savant travail sur les Nantais compagnons de Jeanne d'Arc et du Connétable de Richemond. — M. L. Maître intéresse vivement l'auditoire en racontant la légende d'Herbauges et de son engloutissement dans le lac de Grandlieu, légende qu'il détruit de fond en comble. Enfin, M. le président montre deux anciennes pièces de monnaie et M. É. Perron lit un permis de chasse du XVII^e siècle, qu'il accompagne de piquantes observations.

M. de la Nicollière-Teijeiro survit seul, à l'heure actuelle, des 51 fondateurs de la Société ; il en est un des membres les plus actifs, les plus érudits, les plus travailleurs ; il est à sa tête. C'est donc aux applaudissements unanimes et chaleureux de l'assistance qu'une médaille commémorative en or lui est remise par M. Marionneau, un des anciens présidents les plus distingués par son savoir, les plus aimés pour son aménité et le charme de ses relations, venu de loin pour participer aux

fêtes de la Société. La même médaille, en vieil argent, est remise à MM. le comte Lair, délégué par le comte de Marsy au nom de la Société française d'archéologie le docteur Ollive, président de la Société académique. L. Linyer, président de la Société de géographie, le capitaine Grand, officier d'ordonnance ; le commandant Letourneux, adjoint ; aux membres du Bureau et du Comité. Les autres assistants la reçoivent en bronze.

Un punch plein d'entrain et de cordialité est ensuite offert par la Société à ses invités et se prolonge jusqu'à 11 h. 1/4.

Le mercredi 8 mai, les archéologues, auxquels se sont joints plusieurs Bibliophiles bretons et les représentants de la presse, prennent le train de 8 h. 1/2 pour Chateaubriant, où ils arrivent à 10 h. 1/4. A la gare attendaient MM. Barbotin, maire, Langevin, curé, l'abbé Guillotin de Corson et Decombe, anciens présidents de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine l'abbé Robert, de l'Oratoire, Marcel Cotteux le marquis de Vernon, le comte de Bellevue, etc. Après des présentations mutuelles, la Société se rend au château, dont le conservateur, M. David, fait les honneurs avec le plus aimable empressement. Dans les jardins on rencontre M. Viret, sous-préfet, qui, forcé de partir en tournée de révision, s'est fait excuser de ne pouvoir venir à la gare, et M. A. de La Borderie, membre de l'Institut, notre éminent collègue. M. David, montre ensuite aux touristes les curiosités d'un Musée qu'il a formé et qui contient de tout : faïence, armes, meubles, costumes, collections entomologique, etc.

A midi, un banquet a lieu à l'hôtel de la Poste, tenu par Bignon. Ce nom fameux est dignement porté : le menu est exquis. Nos félicitations à notre excellent collègue de l'Estourbeillon, qui a organisé cette excursion. Le déjeuner, plein de belle humeur, se termine par des toasts étincelants de verve portés par MM. de la Nicollière-Teijeiro, le marquis de l'Estourbeillon, le comte Lair, de La Borderie, Decombe, Le Meignen, R. Vallette, Dortel, Marionneau.

M. de La Borderie rappelle aux convives que la société castelbriantaise a été invitée pour 2 heures à une séance qui doit se tenir dans la salle du tribunal, aimablement mise à

notre disposition par M. le président. Il est plus de 3 heures quand M. de la Nicollière donne la parole à M. l'abbé Guil-
lotin de Corson pour lire une étude de circonstance sur *Les Dames de Châteaubriant à travers les âges*. De très intéressantes *Notes inédites sur les opérations de l'armée républicaine aux environs de Nantes en septembre 1793, d'après les lettres d'un contemporain*, sont ensuite communiquées par M. le marquis de l'Estourbeillon. Enfin, M. Perron lit une pétition présentée à l'administration départementale par plusieurs communes d'Ancenis, le 1^{er} avril 1792.

M. de La Borderie ouvre ensuite la séance des Bibliophiles bretons, qui sont représentés par MM. Le Meignen et le baron des Jamonnières, vice-présidents, R. Blanchard, bibliothécaire, élu également secrétaire, Boubée, trésorier, Camille Dupuy et Lallié, membres du Comité, etc.

Pendant ce temps, un certain nombre d'excursionnistes visitent la belle église neuve et la curieuse église romane de Saint-Jean-de-Béré qui remonte au commencement du XII^e siècle.

A 5 h. 1/4 a lieu le départ. Les adieux jettent une ombre de tristesse sur les fronts, mais bientôt le mouvement du voyage, les lazzi des plus jeunes, dissipent ce léger nuage et le retour s'effectue avec une gaieté au moins égale à celle du matin.

A 1920 les noces de diamant !

Le Baron DE WISMES.

Extrait de la *Revue du Bas-Poitou*.

*Le Cinquantenaire de la Société archéologique de Nantes
et de la Loire-Inférieure.*

La Société Archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure a célébré, les 7 et mai derniers, en de charmantes fêtes auxquelles la *Revue* avait été gracieusement conviée, le cinquantenaire de sa fondation.

La première journée, consacrée tout entière à Nantes, a débuté par une messe célébrée à la cathédrale par

notre confrère M. l'abbé Allard, à l'intention des membres défunts de la Société. Puis on a successivement visité dans l'après-midi : le *Musée Archéologique de l'Oratoire*, encore tout plein de souvenir de notre regretté compatriote Fortuné Parenteau, et aux destinées duquel préside actuellement avec une si grande autorité M. Pitre de Lisle ; le curieux logis de la *Psalette*, dont M. Dubois, frère du doyen du chapitre nous a fait aimablement les honneurs ; le *Château*, dont toutes les portes se sont ouvertes devant nous, grâce à la bienveillante intervention de notre collègue, M. le commandant Sauret ; la *Cathédrale*, enfin, dont la curieuse crypte a été hélas ! si inconsidérément vouée au silence et à l'obscurité.

Le soir, à huit heures, une séance solennelle, suivi d'un punch parfaitement servi, réunissait une nombreuse et brillante assistance dans la salle des Sociétés savantes. M. de la Nicollière-Teijeiro, occupait le fauteuil de la présidence, ayant à sa droite le général Vosseur, commandant le XI^e Corps d'Armée, et à sa gauche, M. Riom, le maire de Nantes.

Au programme : *L'Histoire de la Société d'Archéologie*, par son savant et vénéré président actuel, M. de la Nicollière, l'un de ses fondateurs — *Les Nantais compagnons de Jeanne d'Arc et du connétable de Richemond*, par notre excellent confrère, M. le Marquis de l'Estourbeillon, dont l'inépuisable science à déjà tant de fois accru le trésor historique de la Bretagne ; — et enfin, une très intéressante étude de M. Léon Maître, l'érudit et sympathique archiviste de la Loire-Inférieure, sur la *Légende d'Herbauges*.

Cette dernière question touche de trop près à notre histoire vendéenne, pour ne pas nous retenir un instant.

L'étude lue par M. Maître, n'est, du reste, qu'une partie d'un travail qu'il compte prochainement faire paraître sur le lac de Grand-Lieu, dans le *Bulletin du comité des Travaux historiques*.

Suivant notre savant collègue, dont nous résumons ici brièvement la thèse, la légende d'Herbauges, apparaît pour la première fois dans la plus ancienne vie de St-Martin de Vertou ; mais l'auteur ne mérite aucune confiance, parce qu'il rend son héros ridicule et blesse les principes de l'Evan-

gile. Il dit ensuite que la ville détruite était « contigüe » à Nantes ; ce qui n'est pas le cas du lac de Grand-Lieu. Tous les auteurs postérieurs n'ont fait que répéter l'invention du premier, sans y mettre la moindre critique et sans s'apercevoir que le lac est, du reste, une cuvette aussi vieille que le monde et dont l'étendue ne peut s'expliquer par un effondrement récent. La constitution géologique du bassin de Grand-Lieu est en désaccord avec la légende qui en ferait le résultat d'un cataclysme du VI^e siècle. D'ailleurs la même légende existe autour de tous les lacs de France, et peut-être faut-il en induire qu'il a existé au moins une cité lacustre autour de chaque lac.

« La Vendée », dit en terminant M. Maître, a voulu nous prendre Herbauges. Parmi ses historiens, les uns l'ont placée aux Herbiers, d'autres à Longeville, à Jard et dans divers endroits de la côte. J'estime que leurs raisons ne valent pas les nôtres. Si Herbauges a existé, ce que je ne crois pas, il faudrait plutôt le chercher dans la Loire-Inférieure. C'est du reste, à mon avis, le nom d'une contrée qui n'avait pas plus de chef-lieu que les Mauges, le pays d'Ange et la Limagne. »

A l'issue de la séance, M. Marionneau, ancien président de la Société et venu malgré son grand âge tout exprès de Bordeaux, remet au milieu d'unanimes applaudissements une médaille commémorative en or à M. de la Nicollière. Les membres du bureau et du comité en reçoivent une semblable en vieil argent ; et les autres congressistes, une en bronze.



Mais comment surtout redire assez le charme de la journée du lendemain : cette ravissante expédition matinale sur les pittoresques bords de l'Erdre ; — l'arrivée triomphale à Châteaubriant ; — la visite au curieux château féodal et au précieux musée archéologique qu'il abrite ; — le délicieux banquet servi par le *Bignon* de l'endroit et alternativement sablé d'exquis champagne et de toast étincelants de verve ; — et le suprême régal que nous réservait dans le temple de Thémis, l'érudit et fin diseur qui a nom M. Arthur de la Borderie ?

Je laisse cette agréable, mais difficile mission, à la plume élégante des aimables secrétaires du congrès et me borne, faute de place, à renouveler aux organisateurs de ces deux journées, qui compteront assurément parmi les meilleures de mon existence archéologique, le tribut de ma plus cordiale gratitude¹.

[RENÉ VALLETTE.]

Extrait du *Bulletin monumental*, t. x de la 6^e série.

Le Cinquantenaire de la Société Archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure

La Société archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure fêtait, les mardi 7 et mercredi 8 mai 1895, le cinquantenaire de sa fondation. Le directeur de la Société française d'Archéologie et son Comité permanent ne pouvaient se désintéresser de cette fête que nous appellerons volontiers une fête de famille, Arcisse de Caumont ayant été l'un des instigateurs de la fondation nantaise, à la suite du Congrès tenu à Angers en 1857.

Désigné par M. le comte de Marsy pour répondre à l'aimable invitation dont il avait été l'objet, nous devons à nos confrères un compte-rendu sommaire de cette intéressante réunion.

Une messe d'actions de grâces, célébrée dans la matinée, avait réuni à la cathédrale un grand nombre des membres de la Société.

¹ Assistaient à la réunion de Châteaubriant : MM. Davy, Dupuy, Lallié, Riardant, le baron Bertrand-Geslin, Ouvrard, Blondel, Doceu, Soulard, Dortel, le commandant Sauret, Le Meignen, Boulée, le comte Lair, Perron Chaillou, Marionneau, Léon Maître, Claude de Monti, René Blanchard, le vicomte de Kervenonél, Senot de la Londe, Martin, Lafolye, les barons Ch. et G. de Wismes, le baron des Jamonnières, l'abbé Robert, le marquis de Balbi de Vernon, le marquis de l'Estourbeillon, de la Borderie, le comte Fournier de Bellevue, Plihon, de Combes, Gahier, René Vallette et plusieurs représentants de la presse nantaise.

Les toasts ont été portés par MM. de la Nicollière, le marquis de l'Estourbeillon, le comte Lair, de la Borderie, De Combes, Le Meignen, R. Vallette, Dortel et Marionneau.

Dans l'après-midi, le Musée archéologique avait ouvert ses portes, et son aimable conservateur, M. de l'Isle du Dreueuc, faisait avec la compétence qui le caractérise les honneurs des richesses réunies dans l'ancienne église de l'Oratoire. Les collections Parenteau et Keryller et les mobiliers funéraires dons du baron de Wismes, sont venus se joindre à ces fonds déjà riches. C'est avec un vrai plaisir que nous avons revu cette croix en émail champ-levé, provenant du Vieux-Pouzauges, pièce qui, pendant longtemps, avait su exciter des discussions dont le résultat a été de justifier son authenticité. Quelque ingrate que soit la disposition en forme de croix pour l'installation d'un musée, l'aménagement intérieur a prouvé que l'intelligence persévérante vient à bout des difficultés. Depuis notre visite lors du Congrès tenu à Nantes en 1886, les collections se sont augmentées dans une notable proportion ; les vitrines contenant les souvenirs légués par le général Mellinet occupent la place d'honneur.

La visite du Musée terminée, les archéologues se sont rendus au château, où un des leurs, M. le commandant Saurret, les a conduits et guidés. Le chemin de ronde, les salles basses, les fossés, et la plus grande partie du château n'avaient plus de secrets pour les visiteurs, grâce aux explications de M. Maître. Malheureusement, cet imposant édifice, qui rappelle les magnificences gothiques de la fin du XV^e siècle, transformé en caserne, a vu une partie de son enceinte envahie par des constructions utiles assurément, mais dépourvues d'intérêt au point de vue architectural et historique. Des jours ont été percés sans goût dans les épaisses murailles timbrées de la croix de Lorraine, les anciennes ouvertures ont été aveuglées et les fossés, transformés en jardins par suite de l'exhaussement des quais, enlèvent de la hauteur à cette façade du vieux château.

En sortant du château, les invités de la Société archéologique, dirigés par un aimable guide, M. Le Meignen, sont allés voir la cathédrale. La crypte est au point de vue archéologique une des parties les plus intéressantes, mais elle a été un peu dévastée cette pauvre crypte, et les voûtes en fer et briques lui ont fait subir une « capitis diminutio »

regrettable. Nous ne ferons que rappeler notre passage à la Psallette, dont la disparition probable fait naître de véritables regrets.

Dans la soirée, la salle des Sociétés savantes, bien aménagée et pouvant, grâce à ses galeries à plusieurs étages, contenir un grand nombre d'assistants, réunit les membres de la Société et leurs invités. Au bureau siègent : M. de la Nicollière, président, M. le général Vosseur et M. le maire de Nantes, M. le baron de Wismes remplit les fonctions de secrétaire.

M. le président fait l'historique de la Société et rappelle en fort bons termes tous ceux qui l'ont précédé, dont plusieurs se trouvent dans la salle et sont l'objet des manifestations sympathiques de leurs collègues et amis. Les importantes découvertes effectuées sous le patronnage de la Société sont aussi l'objet d'appréciations détaillées; les nommer serait faire ici l'énumération de tous les membres de la Société nantaise.

M. le président donne ensuite la parole à M. le marquis de L'Estourbeillon de la Garnache, inspecteur de la Société française d'Archéologie qui sait unir agréablement au savoir de l'historien et de l'érudit les talents de l'organisateur. Dans un rapport intéressant et tout d'actualité, l'orateur a tenu sous le charme ses auditeurs, en leur parlant des Bretons, compagnons de Jeanne d'Arc.

M. Maître, archiviste de la Loire-Inférieure, lui succède et raconte avec détails la légende d'une ville nommée Herbauges, qui, à la suite des méfaits de ses habitants, aurait été envahie par les eaux du lac de Grandlieu; avec une critique sévère il fait justice de cette légende.

Avant de lever la séance, M. le président veut bien, au nom de la Société, offrir une médaille commémorative du cinquantenaire à tous les assistants; mais une surprise lui était réservée : un exemplaire en or de cette médaille lui était remise à lui, un des vétérans de la Société, qui ne compte plus maintenant que trois des membres ayant assisté à sa fondation¹. Sa verte vieillesse nous permettra de répéter

¹ L'auteur de ce charmant article commet ici une petite erreur. La Société a eu le regret de perdre tous ses membres fondateurs, à l'exception de M. de la Nicollière.

avec vraisemblance à M. de la Nicollière : *ad multos annos !*

Une journée si bien remplie ne pouvait se terminer sans fêter l'heureux anniversaire ; aussi un punch et de nombreux verres de vin de Champagne ont-ils arrosé les travaux du passé et fait naître les bonnes volontés de l'avenir.

Le lendemain 8 mai avait été réservé pour une excursion à Châteaubriant. A huit heures 12 du matin, les membres de la Société nantaise étaient en grand nombre à la gare, des retardataires et même des nouveaux venus arrivaient et augmentaient le groupe des excursionnistes. Deux heures passées en chemin de fer sous le charme de joyeux narrateurs ou d'érudits historiens sont bien vite écoulées. Châteaubriant, avec ses tours démantelées et sa poterne encore en bon état, apparaissent. MM. le maire, le curé-doyen, le conservateur du Musée, et d'autres notables sont à la gare pour souhaiter la bienvenue aux congressistes.

La visite du château, situé près de la station et principal but de l'excursion, attire notre attention. Nous y retrouvons plusieurs membres de la Société des Bibliophiles bretons, venus pour fraterniser avec les Nantais. Des guides érudits et connaissant à fond l'histoire locale nous font parcourir ce qui reste des importantes constructions de Briant I^{er}, comte de Penthièvre, puis le château de la Renaissance de Jean de Laval. Cette partie du château a été utilisée, comme le château de Nantes, mais d'une façon plus intelligente, et si la Sous-Préfecture a été bâtie de toutes pièces, on l'a du moins dissimulée ; quant à la salle du tribunal où doit se tenir la séance, son adaptation intérieure n'a que fort peu nui à l'ensemble de la construction.

Dans une autre partie de l'édifice a été installé le musée, dont le conservateur à titre officieux, M. Davy, ingénieur des mines, a bien voulu nous faire les honneurs. Une nombreuse collection d'histoire naturelle et d'importants types de l'âge de la pierre remplissent la plus grande partie des salles ; dans l'une d'elles, nous admirons une cheminée du XVII^e siècle, en bois, avec des cariatides de grande allure. Dans le cartouche central qui décore le manteau, nous voyons le portrait d'un ecclésiastique qui a sauvé cette intéressante bousserie.

Dans la salle consacrée à l'archéologie, nous remarquons une Vierge en cuivre, assise, tenant le divin enfant debout sur ses genoux, curieux travail du XIV^e siècle, et nous sollicitons de M. Davy l'envoi de cette œuvre d'art à l'Exposition rétrospective d'Angers, où se trouvent déjà d'autres pièces du musée, dont la plus remarquable est une tour d'échiquier en ivoire, travail contemporain ou à peu près de la tapisserie de Bayeux, où l'on voit des guerriers à cheval sortant de la tour et défilant le long des murailles. Nous saisissons cette occasion pour remercier le conservateur d'avoir consenti à se dessaisir temporairement de ces objets en faveur d'une exposition régionale.

C'est jour de marché, et une promenade à travers la ville nous permet d'examiner les types des habitants des campagnes, en nous conduisant à l'hôtel Bignon.

Le maître d'hôtel a justifié son nom ; un menu des plus soignés et dressé par un véritable organisateur, j'ai nommé M. de L'Estourbeillon, a redonné des forces aux excursionnistes. Le vin généreux et un cidre qui n'est pas à négliger ont délié les langues, et la plus cordiale gaieté règne dans la salle du banquet, où les toasts vont se succéder.

M. de La Nicollière boit à tous les invités et remercie spécialement M. de La Borderie, membre de l'Institut, président de la Société des Bibliophiles bretons, et le comte Lair, délégué de la Société française d'Archéologie. Il termine en exprimant sa gratitude pour l'accueil fait à la Société nantaise, par la ville de Châteaubriant. M. de L'Estourbeillon boit à la Société française d'Archéologie, à son éminent directeur et s'adresse au délégué de cette société en termes beaucoup trop flatteurs pour qu'il lui soit possible de les répéter.

Le comte Lair remercie l'orateur des compliments qu'il a bien voulu adresser à la Société française d'Archéologie et au comte de Marsy ; il boit au centenaire de la Société archéologique de Nantes et à tous ses membres, heureux de saisir cette occasion de remercier une fois de plus les archéologues nantais de l'accueil fait aux membres du Congrès archéologique de 1886.

M. de La Borderie prononce aussi quelques paroles empreintes de l'esprit le plus fin, en souhaitant de longs jours à la Société nantaise.

M. Decombes, président de la Société d'Archéologie d'Ille-et-Vilaine, et M. René Vallette, inspecteur de la Société française d'Archéologie pour la Vendée, adressent tour à tour leurs remerciements à la Société nantaise, et M. Le Meignen, un des organisateurs du cinquantenaire, boit à la Presse et aux journalistes qui ont bien voulu suivre avec intérêt les séances et les excursions.

Les toasts allaient se terminer lorsque M. Dortel porte, en termes aussi bienveillants que justifiés, la santé de M. Marionneau, un des anciens présidents de la société, qui n'a pas hésité à franchir la distance qui sépare Bordeaux de la Bretagne pour venir se joindre à ses amis et suivre les excursions de la société qui lui est toujours si chère.

M. Marionneau répond à ce toast, qui l'a profondément touché, par des paroles émues.

Mais l'heure s'avance et il faut, avant de se séparer, aller au château où doit se tenir une séance.

A trois heures, la salle du tribunal civil s'ouvre pour recevoir les archéologues. M. le président de La Nicollière invite le comte Lair et le chanoine Guillotin de Corson à prendre place à ses côtés. M. de La Borderie s'assied « au siège du ministère public. ».

M. le chanoine Guillotin de Corson lit un mémoire très documenté sur les dames de Châteaubriant à travers les âges. Les assistants, parmi lesquels figurent un certain nombre de dames, suivent avec un intérêt visible cette remarquable communication.

M. le marquis de l'Estourbeillon lui succède et donne connaissance de notes inédites sur les opérations de l'armée républicaine en 1793, aux environs de Nantes et dans l'Anjou.

M. de la Borderie termine la séance par une causerie faite, au nom de la Société des bibliophiles bretons, sur Le Sage, dont cette société vient de rééditer les œuvres et, avec ce récit des plus humoristiques et qu'égayent des anecdotas

tirées de la vie de l'auteur de *Gil Blas*, tient l'auditoire sous le charme de sa parole enjouée.

Il faut toutefois quitter Châteaubriant et penser au retour à Nantes. Le train attend les congressistes, heureux de ces deux journées si bien remplies.

Comte Charles LAIR.

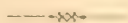
*Inspecteur divisionnaire de la Société française
d'Archéologie.*



LES GRANDES SEIGNEURIES

DE HAUTE-BRETAGNE

*Comprises dans le territoire actuel du département
de la Loire-Inférieure.*



AIGREFEUILLE (CHATELLENIE).

La paroisse d'Aigrefeuille¹, si gracieusement baignée par la Maine aux pittoresques méandres, formait au moyen-âge une seigneurie qualifiée de châellenie. Cette seigneurie dut donner son nom à une famille dont l'histoire nous est inconnue, mais que représentait encore en 1359 Amaury d'Aigrefeuille, écuyer et seigneur d'Aigrefeuille².

Au siècle suivant les sires de Cheverue possédaient la châellenie d'Aigrefeuille. François de Cheverue, en effet, seigneur dudit lieu et d'Aigrefeuille, écuyer à la cour du duc de Bretagne, abandonna en 1454 au Chapitre de Nantes certain droit qu'il prétendait avoir sur les dîmes de Valley³. Jean de Cheverue, sire d'Aigrefeuille, épousa Jeanne de Goutlogon et laissa sa seigneurie à son fils Gilles. Celui-ci, grand pannetier de Bretagne et de la reine Claude, décéda vers 1528, ayant eu au moins deux enfants Claude et Isabelle.

Claude de Cheverue fit hommage au roi pour sa terre d'Aigrefeuille en 1539 et 1548; mais il mourut sans postérité

¹ Chef-lieu de canton, arrondissement de Nantes.

² De Cornulier, *Dict. des Terres du Comté Nantais*.

³ *Arch. de la Loire-Inférieure*, v. 112.

⁴ *Genoul. Ms. de la maison de Quilien*.

et sa succession passa à son neveu Pierre Heaulme, fils d'autre Pierre Heaulme et d'Isabeau de Cheverue. Ce Pierre Heaulme, mari de Renée Grimaud, seigneur de la Rousse lière et d'Aigrefeuille, fit hommage au roi pour cette dernière seigneurie le 9 novembre 1566¹. François Heaulme en 1578, puis Charlotte Heaulme en 1596 possédèrent ensuite Aigrefeuille.

Cette dame épousa : 1° Guy de la Chapelle ; 2° Louis de Hénault ; 3° Jean de Launay ; ce fut durant son second mariage qu'elle vendit Aigrefeuille, par contrat du 7 janvier 1609, à René Charette et Renée de la Bouexière sa femme².

L'acquéreur d'Aigrefeuille, déjà seigneur de Montebert et maire de Nantes, rendit aveu au roi pour sa nouvelle seigneurie en 1619 ; il mourut en 1621 et fut inhumé au couvent des Jacobins de Nantes³.

Son fils cadet Jean Charette devint alors seigneur d'Aigrefeuille et fit hommage au roi pour cette terre le 18 mai 1639. Il décéda le 6 février 1647 en sa maison de la Bre nière ; son corps fut transporté chez les Jacobins de Nantes, son cœur déposé en l'église d'Aigrefeuille et ses entrailles en celle de Montebert⁴. Il ne laissa point, paraît-il, de postérité, car sa succession fut recueillie par son frère aîné, René Charette, seigneur de Montebert, marié en 1635 à Charlotte Cornulier.

René Charette rendit hommage au roi pour Aigrefeuille en 1658 ; sénéchal et maire de Nantes en 1636, il mourut en 1669 et fut inhumé en l'enfeu de sa famille au couvent des Jacobins⁵. Son fils Jacques Charette, seigneur de Montebert et d'Aigrefeuille, maire de Nantes en 1668 et premier président à la Chambre des comptes de Bretagne en 1673, décéda en 1677, laissant veuve Jeanne de Monthullé qui, le 22 janvier 1679, rendit aveu au roi pour sa châtellenie d'Aigrefeuille⁶.

¹ *Arch. de la Loire-Inférieure*, B. 1007 et 1008.

² *Généal. de la maison de Charette*.

³ *Livre doré de Nantes*.

⁴ *Arch. de la Loire-Inférieure*, E. 2, 82.

⁵ *Livre doré de Nantes*.

⁶ *Arch. de la Loire-Inférieure*, B. 1009, et v. Aigrefeuille.

Gilles Charette, fils des précédents, seigneur de Montebert et d'Aigrefeuille, et Marie de Montigny, sa femme, firent hommage au roi pour Aigrefeuille en 1717 ; ce seigneur mourut à Nantes en 1724 et sa veuve à Paris en 1751. Ils avaient eu deux fils, René Charette, seigneur de Montebert mort en 1752 et Gilles Charette, seigneur d'Aigrefeuille, tué à la guerre dès 1742¹. A la suite de tous ces décès la famille Charette vendit la seigneurie d'Aigrefeuille, le 27 avril 1757, à Thérèse Descamps, veuve de Charles Tollenare et à Louis Tollenare, son fils, négociants à Nantes. Ces derniers en firent hommage au roi le 1^{er} juillet 1774².

Châtellenie d'ancienneté, Aigrefeuille avait dès le XVI^e siècle et conserva jusqu'à la fin le manoir de la Guidoire pour chef-lieu. La seigneurie se composait de trois principaux fiefs : Aigrefeuille, la Guidoire et le Marzelay ; elle relevait directement du roi à cause de sa châtellenie de Touffou, avait une haute justice exercée au bourg d'Aigrefeuille et des fourches patibulaires à trois piliers ; elle comprenait enfin la majeure partie de la paroisse d'Aigrefeuille. Il était dû au roi une rente de sept sous, appelée le *manger du roi*, mais le seigneur du Grasmouton, sergent féodé de Touffou, devait venir lui-même la réclamer au sire d'Aigrefeuille, le jour de saint Vincent, à l'issue de la messe paroissiale et au bourg d'Aigrefeuille³.

Dans ce même bourg appartenait au seigneur d'Aigrefeuille un marché tous les mercredis et cinq foires par an, aux fêtes de Saint-Nicolas de mai, Sainte-Marguerite, Saint-Mathieu, Saint-Barnabé et Saint-Nicolas d'hiver. Outre les droits adhérents à ces marchés et foires, le sire d'Aigrefeuille avait un droit de coutume sur toutes les marchandises « passant et repassant en ladite paroisse d'Aigrefeuille ».

Le même seigneur avait les droits de fuie, garenne, moulin et four à ban ; — les prééminences de l'église d'Aigrefeuille avec banc et accoudoir, enfeu, lisière et armoiries, et la présenta-

¹ *Généalogie de la maison de Charette.*

² *Archives de la Loire-Inférieure*, B. 1004 et 1005.

³ Aven d'Aigrefeuille en 1672.

⁴ *Ibidem.*

tion de la chapelle de la Navarière ; — un droit de pêche en la rivière de Maine « ô toutes sortes de retz et engins » ; — quelques dîmes et diverses rentes féodales¹.

Il jouissait aussi du pouvoir de faire les derniers mariés de la paroisse courir la quintaine, et du droit de lancer, certain jour de fête, une soule au peuple à la grande joie des jeunes gens.

Plusieurs terres en Aigrefeuille relevaient de la châtellenie et leurs possesseurs étaient tenus à certaines redevances au seigneur : ainsi le propriétaire de la Clavelière devait cinquante anguilles le jour de Noël, — et celui de la Ville une lamproie le premier dimanche de carême, une paire de gants à la Pentecôte et un épervier ou une maille d'or pour rachat².

Le domaine proche de la seigneurie d'Aigrefeuille se composait de la maison noble de la Guidoire, qui subsiste encore, et de ses dépendances comme jardins, fuie, étang, vignes et bois ; — des métairies de la Fumelière, la Bourderie, la Vrezière et les Haute et Basse Chèzes — des deux moulins à eau de Ruzart sur la Maine et d'un moulin à vent proche le bourg, etc³.

ANCENIS (BARONNIE)

Dès la fin du X^e siècle fut formée la grande baronnie d'Ancenis⁴, s'étendant depuis la Loire jusqu'à la frontière du comté de Rennes et depuis la limite d'Anjou jusqu'à l'Erère. Guérech, comte de Nantes, et Aremberge, sa femme, construisirent en 981 le premier château d'Ancenis, pour défendre leur frontière de ce côté. Leur successeur Judicaël tailla dans son comté de Nantes un large tief qu'il adjoignit à ce château et créa de la sorte une belle baronnie qu'il donna à l'un de ses plus braves guerriers bretons nommé Alfred.

Nous ne pouvons songer à retracer ici, même en la résu-

¹ Aven d'Aigrefeuille en 1679

² *Ibidem*.

³ *Ibidem*.

⁴ Chef-lieu d'arrondissement.

⁵ De la Borderie *Géographie féodale de Bret.* 9

ment, l'histoire des barons d'Ancenis ; ceux-ci ont d'ailleurs trouvé leur historien¹ ; nous les passerons donc rapidement en revue.

Alfred I^{er} prit le titre de prince d'Ancenis, mais ses successeurs se contentèrent de celui de baron ; ce furent Alfred II, Guihénoc I^{er}, Maurice, Guihénoc II, Geoffroy I^{er}, Guihénoc III, Geoffroy II, etc. Tous ces seigneurs d'Ancenis se firent remarquer par une grande générosité envers les monastères des environs et c'est dans les chartes d'abbayes qu'on retrouve surtout leur noms ; plusieurs aussi prirent part aux croisades ; le dernier d'entre eux fut Geoffroy VI décédé après 1315. Sa fille Jeanne d'Ancenis apporta la baronnie de ce nom à son mari Thébaud sire de Rochefort, tué à la bataille d'Auray en 1364.

Jeanne de Rochefort, issue du précédent mariage, dame de Rochefort par son père et d'Ancenis par sa mère, épousa en 1374 Jean II sire de Rieux, qui fut depuis maréchal de France ; elle mourut le 3 mars 1423, ayant perdu son mari en 1417. A partir de cette époque les puissants seigneurs de la maison de Rieux possédèrent la baronnie d'Ancenis. Ce furent Jean III qui laissa veuve Jeanne d'Harcourt, laquelle fonda le couvent des Cordeliers d'Ancenis où elle fut inhumée en 1456 ; — François qui rendit aveu au duc de Bretagne pour sa baronnie d'Ancenis en 1452 et laissa cette terre en douaire à sa veuve Jeanne de Rohan² ; — Jean IV marié en 1461 à Françoise Raguenel, dame de Malestroît, et qui fournit au duc la déclaration d'Ancenis en 1478 : — Claude I^{er}, auteur d'un autre semblable aveu en 1519 et époux de Catherine de Laval, puis de Suzanne de Bourbon ; — enfin Claude II décédé sans alliance à l'âge de dix-huit ans en 1548.

La sœur de ce dernier baron recueillit sa succession : Louise de Rieux apporta en dot en 1550 la baronnie d'Ancenis à René de Lorraine marquis d'Elbeuf. Mais leur fils Charles de Lorraine duc d'Elbeuf vendit en 1599 cette baronnie, pour 600,000 livres à Philippe-Emmanuel de Lorraine duc de Mercœur et à Marie de Luxembourg sa femme³.

¹ M. Maillard auteur de *l'Histoire d'Ancenis et de ses barons*.

² *Archives de la Loire-Inférieure* B. 281.

³ Maillard. *Hist. d'Ancenis*, 597.

Après la mort du duc de Mercœur arrivée en 1602 et celle de sa veuve en 1623, la baronnie d'Ancenis passa à César, duc de Vendôme, qui avait épousé leur fille unique Françoise de Lorraine. Ceux-ci la vendirent en 1657 à Gabriel de Boislesve, évêque d'Avranches ; mais ce prélat ne conserva guère de temps Ancenis qu'il revendit dès 1660 à Armand de Béthune, alors marquis plus tard duc de Charost, et à Marie Fouquet sa femme¹.

Les ducs de Charost possédèrent jusqu'à la Révolution la baronnie d'Ancenis : ce furent Armand I^{er} qui fit en 1680 aveu au roi pour cette seigneurie et décéda en 1717 ; — Armand II, lequel vendit en 1709 Ancenis à son fils cadet Paul-François de Béthune qualifié marquis puis duc d'Ancenis ; ce dernier rendit aveu au roi pour sa baronnie en 1726 ; — François-Joseph de Béthune, également dit duc d'Ancenis en 1737 ; — et enfin Armand-Joseph de Béthune, d'abord duc d'Ancenis puis duc de Charost : celui-ci fit hommage au roi pour Ancenis en 1776 et ne mourut qu'en 1800, laissant la réputation d'un éminent homme de bien².

En résumé la baronnie d'Ancenis avait duré plus de huit cents ans et avait appartenu aux plus grands seigneurs de la Bretagne et de la France.

Ancenis, une des plus considérables seigneuries de Haute-Bretagne, était une baronnie d'ancienneté³. A l'origine elle devait comprendre le territoire des châtelainies d'Oudon, Châteaufromont, Montrelais et Vioreau ; vers le XIII^e siècle elle s'incorpora celles⁴ de Varades⁵, Belligné⁶ et le Fief-Guéheneuc⁶ qui relevaient d'elle. En 1294 le baron d'Ancenis

¹ Maillard. *Histoire d'Ancenis*, 599.

² *Ibidem*.

³ Si les de Béthune qualifièrent parfois Ancenis de marquisat ou de duché, ce fut par pure fantaisie, à cause de leurs autres seigneuries portant ces titres.

⁴ Varades avait au XII^e siècle ses seigneurs particuliers qui figuraient parmi les bienfaiteurs des moines leurs contemporains. Par suite du mariage de Marguerite de Varades avec Geoffroy I^{er}, baron d'Ancenis, en 1149, la châtelainie de Varades échet aux sires d'Ancenis, après le décès d'André de Varades dernier seigneur du lieu, vers 1196.

⁵ Belligné appartenait au XII^e siècle aux seigneurs de Varades et partagea le sort de cette dernière châtelainie.

⁶ Le Fief-Guéheneuc ou la Benate-en-Riaillé appartenait, d'après M. de Cornulier, en 1141 à Jarnigon de la Benate et en 1259, à Maurice de la Benate.

devait au moins trois chevaliers à l'armée du duc de Bretagne.

Les barons d'Ancenis jouissaient de trois juridictions en haute justice : la Sénéchaussée, la Prévôté et les Eaux-et-forêts.

La Sénéchaussée d'Ancenis ressortissait au présidial de Nantes et de cette juridiction dépendaient en proche fief les paroisses de Belligné en entier, Varades pour les deux tiers, Mésanger, Pouillé, Pannecé, Teillé, Riaillé, Ligné, Les Touches, Anetz, et Saint-Herblon en partie.

De la même Sénéchaussée relevaient en arrière-fief les paroisses de Trans, Mouzeil, Petit-Mars, la Chapelle-Glain, Saint-Sulpice-des-Landes et Bonnœuvre ; dix-huit paroisses, en comprenant Ancenis, composaient donc la baronnie¹.

Les mouvances nobles d'Ancenis étaient nombreuses et considérables ; plus de trente juridictions dont vingt hautes justices relevaient de la baronnie. Parmi ces dernières figuraient les châellenies de la Motte-Glain, de la Muce-Ponthus, de Saint-Mars-la-Jaille et de la Guibourgère².

Le sceau de la baronnie d'Ancenis en 1542 conservait l'écusson des premiers sires d'Ancenis *de gueules à trois quintefeuilles d'hermines*, avec cette légende :

S. DES CONTRAZ DE LA COURT D'ANCENIS

La seconde juridiction d'Ancenis appelée la Prévôté ressortissait aussi du présidial de Nantes ; elle comprenait la ville d'Ancenis tout entière avec sa banlieue composée d'une partie des paroisses d'Anetz, Saint-Herblon et Mésanger.

La troisième juridiction était attachée à la maîtrise particulière des Eaux et Forêts dépendant de la baronnie d'Ancenis.

Le premier juge d'Ancenis était le sénéchal ; il siégeait en cette ville tous les jeudis ; il pouvait condamner à mort et nous retrouvons dans un compte de dépenses du XVI^e siècle que les frais d'exécution de quatre criminels « dont deux furent étranglés et deux essorillés » montèrent à 46 l^{rs}.

Archives d'Ille-et-Vilaine, C. 1819.

¹ De la Borderie : *Géographie féodale de la Bretagne*, 94.

² *Arch. de la Loire-Inférieure* E. 476.

Les rentes dues au seigneur d'Ancenis par les paroisses tenues en proche fief consistaient principalement en quatre mille boisseaux d'avoine. Au commencement du XVI^e siècle la baronnie valait environ 22,000 l. de rente.

Au XV^e siècle la baronnie d'Ancenis était subdivisée en cinq grandes sections féodales : 1^o La Prévôté, 2^o Le Fief-Guéhenene, 3^o Varades, 4^o Belligné et 5^o La Poitevinière en Riaillé¹.

Dans la Prévôté appartenait au seigneur : un droit de bouteillage de six pintes par pipe, — un droit de ban et étanche dans la ville d'Ancenis « depuis la vesprée de la vigile de saint Barnabé jusqu'au premier son des vespres de la vigile de la Magdeleine, » — des droits de coutumes, étalonnage et mesurage, — enfin un droit de transit sur toutes les marchandises passant sur la Loire devant le château d'Ancenis.

Dans cette même ville d'Ancenis le baron tenait deux marchés par semaine, les lundi et jeudi, et cinq foires par an, aux fêtes de saint Barnabé, la Translation de saint Martin, la Saint-André, le jeudi avant le carême-prenant et le jeudi de la mi-carême.

On courait deux quintaines à Ancenis, l'une sur terre et l'autre sur eau. A la première de ces courses devaient prendre part d'une façon générale « tous les nouveaux mariés de la paroisse d'Ancenis y couchant avec leurs femmes la première nuit de leurs noces. » Mais les « nouveaux mariés du mestier de boucherie, les nautonniers et gens allant par eau » étaient tenus d'acquitter ce devoir féodal en bateau et sur la Loire : « Et au jour que la dite quintaine est assignée la doibvent courir par eau et doibvent rompre dans trois courses leurs lances contre un poteau qui a accoustumé d'estre planté en la rivière de Loire en lieu commode proche la ville d'Ancenis ; et après que chaque nouveau marié de ladite qualité a couru et rompu sa lance, il doit saillir dans l'eau et est quitte de tout devoir d'avoisine pourvu que sa femme présente au seigneur baron d'Ancenis un bouquet de fleurs avec un baiser, s'il le désire, son mari estant sous

¹ Aveu d'Ancenis en 1459.

l'eau. » Le marié assez maladroit pour ne pas rompre convenablement sa lance dans le poteau de quintaine, ou dont la femme refusait le bouquet et le baiser, était tenu fournir à la seigneurie six grands boisseaux d'avoine¹.

Le baron d'Ancenis pouvait avoir un gouverneur dans son château et un capitaine de ses chasses. Il avait aussi le privilège de la pêche dans la Loire « depuis la pierre d'Ingrandes jusqu'à la pierre de Drain. » Ceux qui pêchaient en cette rivière avec sa permission lui devaient chaque année leur premier saumon, leur première alose et leur première lamproie.

Patron et fondateur de l'église paroissiale Saint-Pierre d'Ancenis et de la chapelle Saint-Barnabé la joignant, le baron d'Ancenis y avait toutes les prééminences ; il jouissait aussi de celles de l'église conventuelle des Cordeliers d'Ancenis et de l'hospice Saint-Clément dans l'Île-aux-Moines en la Loire. Les cordeliers de Saint-François étaient même obligés de faire tous les vendredis une procession dans leur église, avec station et prières au tombeau des seigneurs d'Ancenis qui occupait le sanctuaire. Enfin le sire d'Ancenis, fondateur de la chapelle Sainte-Catherine bâtie dans son château, avait encore sous son patronage le collège et l'hôpital d'Ancenis dont il nommait les administrateurs².

Au Fief-Guéheneuc, le baron d'Ancenis cueillait des dîmes en Teillé, Mouzeil et Ligné, et diverses rentes en sept paroisses : Les Touches, Trans, Riaillé, Mouzeil, Teillé, Ligné et Mésanger. Il y levait la coutume du Chemin-Briant et les coutumes des foires de la Magdeleine à la Chapelle-Breton, du 1^{er} août à la Bourdinière en Pannecé, de la mi-août à Teillé et de la Saint-Melaine aux Touches³.

La châtellenie de Varades rapportait en 1459 au baron d'Ancenis 136 l. 19 s. d'argent, 798 boisseaux d'avoine, 11 oies et 11 gelines ; il lui était dû, en outre, une dîme de grains et de vins.

Au même seigneur appartenaient les coutumes et trepas

¹ *Arch. de la Loire-Inférieure*, E. 259.

² Aveu d'Ancenis en 1741.

³ Aveu d'Ancenis en 1459.

⁴ *Ibidem*.

de Varades et le passage de Saint-Florent, dont les redevances étaient doublées quand avaient lieu les foires du Marillais. Le prieur de Varades devait au baron d'Ancenis, quand arrivaient les fêtes de Pâques, la Toussaint et Noël « six rouses¹, six fouaces et six pintes de vin. » Enfin le même seigneur d'Ancenis avait un droit de quintaine sur tous les derniers mariés de Varades, et il présentait les chapelains de la chapelle de l'ancien château de Varades dédiée à sainte Magdeleine et de la chapelle de la Fénouillère².

Féodalement les châtelainies de Belligné et de la Poitevine consistaient surtout en fiefs avec prééminences et rentes en argent et en grains. Remarquons toutefois que le baron d'Ancenis prétendait avoir le droit de se loger et de loger ses chiens au prieuré de Bonnœuvre quand il venait chasser dans ses forêts voisines. De plus il pouvait « contraindre les nouveaux mariés de la paroisse de Pannecé à comparoir au devant de l'église dudit lieu, le lendemain de la Pentecoste, pour y courir après un esteuf » poussé avec une raquette par un de ses officiers³.

Le domaine proche du baron d'Ancenis était encore considérable au XV^e siècle ; mais des aliénations successives l'avaient fort amoindri quand vint la Révolution.

Voici en quoi consistait ce domaine en 1459 : « Le chasteau d'Ancenis entouré de murs, douves, fossés et fortifications, fermant à pont-levis, sur le bord de la Loire ; en l'enclos duquel sont logement, donjon, tours, chapelle, cours et jardin, le tout contenant 3 journaux, 3 quarts de journal, » — l'auditoire et les prisons avec leur chapelle, — les halles de la poissonnerie, de la boucherie, des grains, etc., — les métairies de Grée, la Verrie, la Fouquetière et la Planche, — les moulins à vent du Champ, de Brisebois et de Moulin-Barré, — un clos de vigne près le pont de Grée, — les îles et les prairies de la Loire.

Au Fief-Guéheneuc la forêt de Pannecé.

Dans la châtelainie de Varades « l'emplacement, où il y

¹ Gâteaux faits avec de la farine et des œufs.

² Aveux d'Ancenis en 1549 et 1711.

³ *Ibidem*.

a plusieurs vieilles murailles du chasteau de Varades autrement dit le chasteau de la Magdeleine, sur un costeau dessus le bourg de Varades, » avec les terres, fies et bois en dépendant.

Dans la châteltenie de Belligné « l'ancien chasteau dudit lieu appelé la Vieille-Cour de Belligné » avec sa métairie, ses bois, prés et garennes : — la forêt de Belligné et son étang, — un moulin à vent, etc.

Enfin dans la châteltenie de la Poitevinère : la forêt de la Poitevinère, — les étangs de la Poitevinère et de la Provoitière avec les forges de mêmes noms, — l'étang et les moulins de la Benate — le moulin à vent des Bretonnières, etc¹.

Il conviendrait ici de parler du château d'Ancenis, mais l'espace nous manque pour le faire. Cette importante forteresse bâtie à la frontière de la Bretagne joua naturellement un grand rôle dans les guerres du moyen-âge et subit plusieurs sièges dont quelques uns furent très sérieux. On détruisit, par ordre d'Henri IV, ses fortifications à la fin des guerres de la Ligue; il n'en reste que quelques vestiges, notamment une belle porte du XV^e siècle, flanquée de deux tours qu'ornent de riches mâchicoulis; du donjon la base seule demeure formant une esplanade d'où l'on jouit d'un admirable panorama sur toute la vallée de la Loire.

Une partie du logis seigneurial, œuvre délicate du XVI^e siècle, présente encore sur sa façade toutes les élégances et toutes les richesses de la sculpture monumentale au temps de la Renaissance.

Le château d'Ancenis ne fut point vendu pendant la Révolution parce que le duc de Charost n'émigra pas. Ce sont les héritiers de ce dernier baron d'Ancenis qui ont libéralement cédé en 1859 l'antique place-forte aux religieuses de Chavagnes pour y créer une pieuse communauté et un utile pensionnat de jeunes filles. Là où guerroyèrent pendant de longs siècles tant de vaillants soldats, d'humbles sœurs prient Dieu et apprennent à l'aimer.

¹ Aven d'Ancenis en 1479.

ASSERAC (MARQUISAT)

La seigneurie d'Assérac dans la paroisse de ce nom¹ appartenait originairement à une famille noble appelée comme elle et portant pour armes : *Gironné d'or et d'azur de huit pièces*. Le premier seigneur connu d'Assérac vivant à la fin du X^e siècle se nommait Fréдор et devait être de race normande comme le premier baron de la Roche-Bernard son suzerain², Guillaume d'Assérac figura en 1210 parmi les témoins d'une restitution faite à l'abbaye de Blanche-Couronne. Pierre d'Assérac eût une grave contestation avec les Templiers de Faugaret au sujet d'un droit d'avénage et des coutumes des foires de Saint-Lyphard qu'ils percevaient moitié par moitié ; le sire d'Assérac violenta à cette occasion deux hommes du Temple de Faugaret, leur extorqua de l'argent et les jeta dans ses prisons ; excommunié à la suite de ces méfaits, Pierre d'Assérac finit par se repentir et répara ses torts en 1222³.

Alain d'Assérac, ambassadeur en Angleterre du duc Jean 1^{er} l'an 1268, fut, semble-t-il, le dernier de son nom, car en 1275 sa seigneurie appartenait à Guillaume 1^{er} sire de Rochefort, probablement par suite d'une alliance contractée avec l'héritière d'Assérac⁴.

Thébaud de Rochefort, fils de Guillaume, possédait Assérac en 1294 du vivant de son père ; il devint seigneur de Rochefort et épousa Anne de Neuville. Vinrent ensuite comme seigneurs d'Assérac : Guillaume II, sire de Rochefort décédé vers 1347, ayant épousé d'abord Philippette de Laval, puis Jeanne de Calletot ; — Thébaud III, sire de Rochefort mari de Jeanne d'Ancenis et tué en 1364 à la bataille d'Auray ; — et enfin Thébaud IV dernier seigneur du nom de Rochefort, mort sans postérité en 1371⁵.

¹ Commune du canton d'Herbignac, arrondissement de Saint-Nazaire.

² Maître, *la Baronnie de la Roche Bernard* 110.

³ *Archives de la Vienne*, 3 H. 541.

⁴ D. Morice : *Preuves, de l'Hist. de Bret.* I, 817 et 1212.

⁵ Le Mené, *Général, des sires de Rochefort*.

La sœur de Thébaud IV, Jeanne de Rochefort, recueillit sa riche succession ; veuve d'Eon de Montfort, elle se remaria en 1374 à Jean II, sire de Rieux, en eut neuf enfants, perdit son mari en 1417 et mourut elle-même le 3 mai 1423¹.

Dès lors, pendant trois siècles, Assérac appartient à la puissante maison de Rieux.

Jeanne de Rochefort apporta aussi au sire de Rieux le château de Ranrouët pour lequel elle rendit aveu au duc de Bretagne dès 1371 ; ce château situé en Herbignac devint le chef-lieu de la châtellenie d'Assérac.

A la mort de Jeanne de Rochefort Assérac échu à l'un de ses fils cadets Pierre de Rieux, maréchal de France. Celui-ci fait prisonnier par les Anglais dut leur payer une énorme rançon ; il engagea à cet effet sa terre de Ranrouët pour 25.000 écus d'or au prince Richard de Bretagne ; toutefois le duc Jean V eut la bonté de lui avancer en 1431 la somme de 15.000 écus pour retirer cette seigneurie dont on voit par suite l'importance². Tombé de nouveau entre les mains de l'ennemi, Pierre de Rieux mourut en prison en 1438 sans postérité. Mais le duc de Bretagne, n'ayant pas été remboursé de ses avances, prit après ce décès possession de Ranrouët en 1441 ; il ne tarda pas toutefois à rentrer dans ses fonds, car la châtellenie d'Assérac passa peu de temps après avec Ranrouët au neveu du défunt, François de Rieux fils de Jean III sire de Rieux. Ce seigneur d'Assérac, devenu baron de Rieux, épousa en 1443 Jeanne de Rohan et mourut en 1458. Après lui Assérac fut le lot de son fils cadet, autre François de Rieux, qui rendit aveu au baron de la Roche-Bernard en 1464 et mourut sans contracter d'alliance. Assérac revint alors au neveu de ce dernier, Claude sire de Rieux, fils de Jean IV.

En 1522 Claude de Rieux donna en partage à son frère François « le château de Ranrouët et les terres et seigneuries d'Assérac et de Faugaret³. » Ce François de Rieux fit hommage

¹ Le Mené, *Général. des sires de Rochefort.*

² *Archives de la Loire-Inférieure* E. 30.

³ *Archiv. de la Loire-Inférieure*, E. 341. — La châtellenie de Faugaret, mise en Assérac, était un démembrement de la Roche-Bernard. En 1394 Raoul de Montfort, sire de la Roche-Bernard, donna à sa sœur Marguerite.

au roi pour ces seigneuries en 1532 et fonda la branche des Rieux d'Assérac : il épousa Renée de la Feillée, dame du Gué-de-l'Isle et la laissa veuve avant 1552.

Jean de Rieux, son fils, fit ériger Assérac en marquisat en 1574 et s'unit à Philippette de Saint-Amadour ; il mourut en 1577, comme le prouve la lettre de condoléance qu'écrivit alors le comte de Laval à sa veuve¹. Il laissait deux enfants Jean et Gabrielle qui possédèrent l'un après l'autre le marquisat mais qui moururent sans alliances, le premier en 1595 et sa sœur deux ans plus tard².

Leur succession fut recueillie par un cousin René de Rieux fils de feu Jean de Rieux seigneur de l'Isle-Dieu, alors sous la tutelle de sa mère Jeanne de la Motte de Vauclair.

Ce jeune marquis d'Assérac périt à Rome à l'âge de dix-sept ans, en 1609, en voulant sauver son page qui se noyait dans le Tibre.

Comme René de Rieux ne s'était point encore marié, le marquisat d'Assérac échut à son oncle Jean de Rieux, seigneur de la Feillée, qui rendit en 1627 aveu au roi pour Assérac et mourut en 1630. Ce dernier laissait de son union avec Suzanne de Rieux un fils Jean-Emmanuel de Rieux, marquis de Châteauneuf et d'Assérac, marié 1^o en 1639 à Anne Mangot fille du garde des sceaux de France, 2^o en 1645 à sa cousine Jeanne-Pélagie de Rieux ; ce seigneur décéda en 1656.

Jean-Emmanuel de Rieux étant criblé de dettes, il lui avait fallu avant de mourir vendre une partie de ses terres. Le marquisat d'Assérac fut acheté en 1656 par le surintendant des finances Nicolas Fouquet qui en fit l'année suivante hommage au roi ; mais la veuve du défunt marquis, Jeanne-

emme de Jean, sire de Malestroit « le manoir et la seigneurie de Faugaret et généralement tout ce qu'il possédait en Assérac, Herbignac et Camoël » (D. Morice, *Preuves*, II, 422). Les seigneurs de Malestroit possédèrent ensuite Faugaret qui dut venir aux Rieux à la suite du mariage de Françoise Raguenel, dame de Malestroit, avec Jean IV, sire de Rieux.

¹ *Archiv. de la Loire-Inférieure*, E, 1169.

² *Ibidem*.

³ *Généalogie de la maison de Rieux*.

Pélagie de Rieux, parvint à rentrer en possession d'Assérac et en fit à son tour hommage au roi dès 1658¹.

Son fils Jean-Gustave de Rieux, marquis d'Assérac, épousa en 1677 Anne-Hélène d'Aiguillon ; deux ans plus tard il fut forcé par ses créanciers de vendre définitivement son marquisat le 28 février 1679.

L'acquéreur d'Assérac fut René de Lopriac, baron de Coëtmadeuc, qui rendit hommage au roi le 21 juin 1680 et lui fournit aveu l'année suivante. Ce seigneur, veuf de Hélène Romieu, se remaria d'abord en 1681 avec Marguerite de Langourla, puis en 1704 avec Jeanne Sauvaget ; ce dernier mariage fut réhabilité un an plus tard dans la chapelle de Ranrouët. René de Lopriac mourut le 4 décembre 1707. Il laissait deux fils de sa première union : Jacques de Lopriac qui rendit aveu pour le marquisat d'Assérac en 1708, mais décéda à Paris sans postérité le 29 août 1712 — et René de Lopriac, marquis d'Assérac après la mort de son frère aîné, marié en 1696 à Judith Rogon et décédé en 1734².

Du précédent mariage naquit Guy-Marie de Lopriac auquel son père donna dès 1721 le marquisat d'Assérac pour lequel il fit hommage au roi en 1728.

Il avait épousé en 1718 Marie-Louise de la Rochefoucault de Roye et mourut subitement le 10 juillet 1764, ayant vu décéder avant lui en 1747 son seul fils Guy-Louis de Lopriac, marquis de Donges, âgé de 23 ans. Il lui restait une fille Félicité de Lopriac, femme de Louis-Joseph, marquis de Kerhoent ; celle dame hérita à sa mort de la seigneurie d'Assérac et en fut la dernière marquise. Le 25 juillet 1794 la tête de M^{me} de Kerhoent tomba à Paris sur l'échafaud révolutionnaire.

Par lettres patentes datées de septembre 1574, Henri III unit en faveur de « son cousin » Jean de Rieux, chevalier de son Ordre, les seigneuries d'Assérac, Fangaret, Ranrouët, Betton, Thouairé, Coëtfrec et le Gué-de-l'Isle en une seule seigneurie qu'il érigea en marquisat sous le nom d'Assérac

¹ *Archives de la Loire Inférieure*. B. 1009 et 1014.

² *Archives d'Ille-et-Vilaine*.

Ces lettres furent enregistrées au parlement de Bretagne le 2 février 1576¹.

En réalité le nouveau marquisat ne se composa que des trois anciennes châtellemies d'Assérac, Ranrouët et Faugaret; les quatre autres seigneuries dénommées dans l'acte royal se trouvaient trop éloignées d'Assérac pour lui rester unies.

À l'origine ces trois châtellemies relevaient de la Roche-Bernard : en 1294, en effet, Thébaud de Rochefort devait à l'armée du duc de Bretagne, à cause de sa terre d'Assérac « un chevalier et demy sous la menée du sire de la Roche-Bernard. » Quant à Ranrouët et à Faugaret c'était des juveignes de la baronnie de la Roche-Bernard ; mais elles s'émancipèrent de bonne heure : dès 1371 nous voyons Jeanne de Rochefort rendre aveu directement au duc pour sa terre de Ranrouët, et en 1312 Jean de Malestroit faire de même pour celle de Faugaret. Néanmoins le baron de la Roche-Bernard conserva toujours un droit suzerain sur le château de Ranrouët tout au moins².

Le château de Ranrouët en Herbignac était, avons-nous dit, le chef-lieu du marquisat d'Assérac. Celui-ci se composait en 1627 de dix-huit bailliages rapportant alors 2,000 l. par deniers — 15 boisseaux de froment et 800 boisseaux d'avoine — 800 poulets, 200 oies, 50 oisons et 12 moutons. Ces bailliages s'étendaient en huit paroisses : Assérac, Herbignac, Férel, Camoël, Saint-Lyphard, Guérande, Nivillac et Pénestin. La haute-justice³ du marquisat s'exerçait au bourg d'Herbignac tous les lundi et vendredi et ses fourches patibulaires se composaient de six piliers⁴.

Le marquis d'Assérac avait toutes les prééminences de seigneur supérieur et fondateur dans les trois églises paroissiales d'Assérac, Herbignac et Férel.

Il avait en « sa ville d'Herbignac » un marché tous les lundis et quatre foires par an : le lundi de la mi-carême et aux fêtes de Saint-Jean-Porte Latine (6 mai), saint Cyr et sainte

¹ *Archives du Parl. de Bret.* 6^e reg. 89.

² *Archives de la Loire-Inférieure*, E. 4150.

³ Dès 1407 la seigneurie d'Assérac avait été érigée en haute justice.

⁴ Aveu d'Assérac en 1627.

Julitte patrons de la paroisse (16 juin) et sainte Catherine (25 novembre) anniversaire de la dédicace de l'église d'Herbignac : — au bourg d'Assérac deux foires, le lundi gras et à la saint Michel ; — au Pont d'Armes, trêve d'Assérac, une foire le jour saint Jean-Baptiste ; — au bourg de Saint-Lyphard une foire le 3 juin ; — et au bourg de Férel encore une foire le mardi de la Pentecôte ; — enfin il jouissait de certains droits sur les marchés et foires de la Roche-Bernard.

Le seigneur d'Assérac avait aussi droit : de passage sur la Vilaine à Vieille-Roche et à Tréhigué en Assérac, — de coutumes à la chaussée de la Roche-Bernard, — de guet et de dîme en plusieurs paroisses du marquisat. Il prétendait même un droit de bris sur les côtes de l'océan¹.

A Herbignac, le jour Saint-Etienne lendemain de Noël, tous les nouveaux mariés « ayant couché la première nuit de leurs nocces en la frairie dudit Herbignac » devaient courir quintaine sous peine de 64 sous d'amende².

Il paraît qu'on affectionnait singulièrement le jeu de soule dans la contrée, car le marquis d'Assérac n'en jetait pas moins de cinq chaque année : à Herbignac le jour Saint-Etienne, le premier jour de l'an et à la fête des Rois, — à Assérac le jour de Saint-Hilaire, — et à Pont d'Armes à la fête de saint Jean l'Evangéliste³.

Voici quel était le domaine proche du marquisat d'Assérac : le château de Ranrouët avec ses chapelle, colombier, bois, rabines, étangs prairies et marais « le tout contenant ensemble deux lieues de tour ; » — les métairies de l'Ecurie et de Querlan en Herbignac : — un moulin à eau et trois moulins à vent en Herbignac, — le four à ban, les halles et l'auditoire d'Herbignac ; — le manoir de Faugaret en Assérac ; — le four à ban d'Assérac ; — la vigne et le pressoir de l'Armor en Assérac ; — les étang de Pontpas et de Sars en Assérac ; — les moulins de Pont d'Armes et de Pénestin ; — les fours banaux de Férel et de Pont d'armes ; — les salines

¹ Aveux d'Assérac en 1627 et 1681.

Aveu d'Assérac en 1681.

³ *Ibidem.*

de Pénestin et de Saillé; — le domaine de Saint Lyphard (appelé parfois la châtellenie de Saint-Lyphard) grand enclos « cerné de vieux fossés et douves, contenant environ deux lieues de tour, dans lequel il y a prairies, bois, landes et pastures et a esté fait bastir nouvellement (en 1708) une mestairie et la terre défrichée; » — deux moulins à vent et les bois de Crévy également en Saint-Lyphard'.

Un mot en terminant sur le château de Ranrouët. Cette forteresse, dont les ruines s'élèvent encore au milieu des marais d'Herbignac et au bord d'un vaste étang, se composait d'un château proprement dit défendu par six tours d'inégale dimension; une seconde enceinte l'entourait formée par des boulevards qu'accompagnaient dix bastions en 1681 et de larges fossés encore pleins d'eau vive.

Malgré les fortifications considérables élevées à Ranrouët, l'histoire de ce château sous le rapport militaire est à peu près nulle. Néanmoins en 1618 le roi ordonna son démantèlement; mais les marquis d'Assérac, qui habitaient presque constamment Ranrouët, ne l'abandonnèrent pas pour cela. L'un d'eux, Jean-Emmanuel de Rieux y mourut en 1656 et fut inhumé dans le caveau sépulcral placé sous le maître-autel de l'église d'Herbignac, où, dit l'aveu de 1681 « ont été enterrés les seigneurs marquis d'Assérac et de Ranrouët et dans lequel on entre en levant la pierre qui est auprès de l'autel du costé de l'épistre. »

La majeure partie du château de Ranrouët fut reconstruite au XVII^e siècle et l'une des tours porte encore la date de 1639. « Cette maçonnerie moderne, dit M. Bizeul, est fort aisée à distinguer. On la remarque surtout à la partie supérieure des tours et des remparts; elle est assez grossièrement établie et faite en simple mortier d'argile. Les parties inférieures, au contraire, bâties à chaux et à sable, parfaitement appareillées, en pierres de choix placées par assises égales annoncent une construction plus ancienne. La porte d'entrée, avec son arche en plein cintre et à petits voussoirs, est surmontée d'une grande arcade de même genre qui lui sert

' Aveux divers d'Assérac de 1581 à 1708.

d'encadrement et dans laquelle est pratiquée la baie de la flèche du pont-levis¹. »

Détails caractéristiques : dans ces nouvelles tours on a supprimé les machicoulis et ouvert de vastes fenêtres modernes ; mais à leur base, dans la maçonnerie primitive, sont encastés de gros boulets de pierre posés de façon à reproduire les armoiries des sires de Rieux marquis d'Assérac : *D'azur à 10 besants d'or 4, 3, 2 et 1.*

BECDELIEVRE (MARQUISAT)

Ce marquisat fut érigé en 1717 et composé de trois principales terres seigneuriales : Tréambert, Quilfistre et Quindéniaç.

Il nous faut donc tout d'abord parler de ces trois seigneuries.

Tréambert, érigé en châtellenie en 1643, est en la paroisse de Saint-Molf² et relevait de la baronnie de Campzillon. C'était au XV^e siècle la propriété de la famille de Muzillac à laquelle appartenait Thomasse de Muzillac mariée en 1450 à Jean de Sesmaisons, seigneur dudit lieu³. Mais cette dame n'apporta pas Tréambert à son mari ; ce fut au siècle suivant que Jeanne de Muzillac laissa à ses neveux Christophe et Jacques de Sesmaisons la terre de Tréambert.

Ce Jacques de Sesmaisons, devenu après son frère aîné seigneur de Tréambert, fit hommage au roi en 1553 de ce qu'il possédait sous son domaine de Guérander. Il avait épousé Anne Eder de Beaumanoir dont il eut Christophe et François de Sesmaisons successivement après lui seigneurs de Tréambert. Ce dernier fit hommage en 1577 et son fils autre François de Sesmaisons lui succéda.

Celui-ci avait épousé en 1616 Renée de Kermeno ; au mois de juin 1643 il obtint du Roi des lettres érigeant Treambert en châtellenie ; mais ces lettres ne furent enregistrées au

¹ *Nantes et la Loire-Inférieure*, in-fol.

² Commune du canton de Guérande, arrondiss. de Saint-Nazaire.

³ *Généal. de la famille de Sesmaisons*.

⁴ *Archiv. de la Loire-Inférieure* B. 1008.

parlement de Bretagne qu'en 1659 à la prière de son fils René de Sesmaisons devenu seigneur de Tréambert¹.

Du mariage de ce dernier avec Françoise Juchault naquit une fille, Renée de Sesmaisons, qui épousa en 1677 Jean-Baptiste de Becdelièvre, seigneur de la Busnelaye. Celui-ci eut ainsi la seigneurie de Tréambert et son fils Guillaume-Jean fut le premier marquis de Becdelièvre.

Quilfistre, châellenie d'ancienneté, sise comme Tréambert en la paroisse de Saint-Molf, était une juveignerie de la Roche-Bernard. Elle appartient longtemps à la famille de Quilfistre portant *d'argent à trois fasces d'azur*. Le 10 juin 1400 décéda Olivier de Quilfistre, seigneur dudit lieu ; son fils Jean de Quilfistre lui succéda. Mais la seigneurie passa bientôt aux mains de Riou de Rosmadec, sire dudit lieu, qui mourut en 1480, laissant une veuve Jeanne du Juch et un fils nommé comme lui Riou de Rosmadec qui décéda lui-même le 24 mai 1496².

Marie de Rosmadec, en épousant Jean de Malestroit, seigneur de Pontcallec, lui apporta la seigneurie de Quilfistre ; elle mourut en 1508. L'année suivante Jean de Malestroit, son fils, fournit au roi le minu de cette châellenie. Mais Quilfistre revint aux Rosmadec car en 1570 Marc de Rosmadec, sire de Ponterroix, et Jeanne de Montboucher sa femme firent hommage au roi pour cette terre. M^{me} de Rosmadec étant morte en 1580 eut pour héritier Jean Papin, seigneur de la Thévinrière en Anjou, descendant de René Papin mari d'Anne de Malestroit³.

Jean Papin rendit aveu au roi pour Quilfistre en 1581 et lui prêta hommage trois ans plus tard ; mais en 1624 il vendit cette châellenie à Prégent de Kermeno, gouverneur de Guérande. Vint ensuite Pierre de Kermeno seigneur de Quilfistre en 1640 et décédé le 9 mai 1656. Le frère et héritier de ce dernier Guillaume de Kermeno vendit à son tour la châellenie de Quilfistre, le 4 novembre 1672, à Hilarion de Sesmaisons, seigneur de Trévaly. Celui-ci rendit aveu en 1680 et 1702 pour

¹ *Archiv. du parlem. de Bret.* 22^e reg. 58.

² *Archiv. de la Loire-Inférieure*, v^o Saint-Molf.

³ *Archiv. de la Loire-Inférieure*. — *Dict. des terres du comté nantais*.

cette seigneurie qui échut après lui à sa parente M^{lle} de Becdelièvre¹.

Quant à Quindéniaec en Assérac, troisième membre du marquisat de Becdelièvre, c'était encore une juveignerie de la Roche-Bernard. Cette seigneurie appartenait en 1412 à Riou de Rosmadec et en 1460 à son fils portant le même nom : elle suivit ensuite la fortune de Quilfistre et fut achetée avec cette dernière terre par Hilarion de Sesmaisons.

Guillaume-Jean premier marquis de Becdelièvre était premier président à la Chambre des comptes de Bretagne. Il avait épousé en 1705 Françoise Le Nobletz et il mourut en 1733, à son château de Tréambert, âgé de quarante-sept ans. Son fils Hilarion-François, marquis de Becdelièvre, également premier président à la Chambre des comptes — comme le fut plus tard son propre fils — s'unit en 1740 à Marie-Anne d'Anviray, dont il eut Hilarion-Anne marquis de Becdelièvre après lui ; ce dernier épousa en 1773 Marie-Emilie de Cou-tance et mourut à Nantes en 1792².

Les lettres patentes du roi érigeant le marquisat de Becdelièvre sont datées de février 1717 ; mais elles ne furent enregistrées au parlement de Bretagne qu'en 1730³. Ces lettres, conçues dans les termes les plus honorables pour la famille de Becdelièvre, unissent les trois seigneuries de Tréambert, Quilfistre et Quindéniaec et plusieurs autres terres nobles moins importantes telles que le Pordo, la Noë Blanche, Cré-meur-en-Saint-Molf, Villejeune, Keredin et le Pinier, et forment du tout une seule juridiction sous le nom de marquisat de Becdelièvre « attendu qu'il ne se trouve aucune terre de ce nom. » Ceci n'était pas étonnant puisque le nom de Becdelièvre était un sobriquet donné très anciennement à l'auteur de la noble famille qui le porte.

La haute justice du marquisat de Becdelièvre s'exerçait au bourg de Saint-Molf ; là se trouvaient ses eeps et collier pour punir les malfaiteurs, son auditoire et sa prison. Cette juridiction s'étendait dans une demi-douzaine de paroisses :

¹ Arch. de la Loire-Inférieure. — Dict. des terres du comté nantais

² Généal. de la maison de Becdelièvre. — Kerviler, Bio-bibliog. bret.

³ Archiv. du Parlem. de Bret. 36^e rég. 67.

Saint-Molf, Mesquer, Piriac, Saint-Lyphard, Guérande et Assérac. Parmi les devoirs féodaux lui appartenant remarquons « un gant senestral, une livre de cannelle, une once de safran, une demi-livre de gingembre blanc, une livre de prisure et une paire de sonnettes d'oiseau¹. »

Le marquis de Beedelievre avait toutes les prééminences dans l'église de Saint-Molf.

En ce même bourg il tenait quatre foires par an : aux deux fêtes de Saint-Germain, à la Saint-Molf et à la Saint-Jacques ; une cinquième foire lui appartenait le jour de Sainte-Magdeleine près de la chapelle de ce nom au village de Brécar. De plus il levait la moitié des coutumes de la foire de Saint-Lyphard et avait droit de prendre un pot de terre sur chaque charretée amenée par les potiers et mise en vente par eux sur la chaussée de Brécar.

Quant au domaine proche de Beedelievre c'était : le manoir ou château de Tréambert avec toutes ses dépendances, — le « vieil et ancien chasteau de Quilfistre tout ruiné, avec de vieux fossez couverts de halliers², » — les anciens manoirs du Petit-Quilfistre, de Couëdic et de Quindéniaç. — plusieurs métairies, — trois moulins à vent, — des clos de vignes et quelques salines, — enfin une partie des dîmes des paroisses de Saint-Molf, Saint-Lyphard et Piriac.

BLAIN (MARQUISAT).

On attribue généralement au duc Alain Fergent la construction du premier château de Blain³ ; mais M. Bizeul fait remarquer que l'œuvre du duc de Bretagne ne fut qu'une reconstruction et que dans les parties souterraines de la forteresse se retrouvent encore les soubassements d'un édifice bien antérieur au XI^e siècle ; il signale aussi Blain comme ayant été dès le IX^e siècle le théâtre d'une bataille relatée dans la *Chronique de Nantes* et dans l'*Histoire de Bretagne* de Le Baud⁴.

¹ Aveu de Tréambert en 1662.

² Aveu de Quilfistre en 1692.

³ Chef lieu de canton, arrondissement de Saint-Nazaire.

⁴ Hist. mss. de Blain, par Bizeul. Bibl. de Nantes.

Quoi qu'il en fut, en 1108 la seigneurie de Blain était du domaine propre du duc Alain Fergent qui en faisait à ce moment construire ou reconstruire le château, « sans doute pour la constituer en fief au profit d'un de ses chevaliers, souvent cité dans nos chartes de 1106 environ à 1133, sous le nom de Guégon de Blain¹. »

On ne connaît point les successeurs immédiats de ce premier seigneur de Blain qualifié par les moines de Redon d'homme « très illustre et d'un courage éclatant. » En 1180, Eustachie de Retz, femme d'André, sire de Vitré, jouissait de la châtellenie de Blain ; mais c'était sans doute en qualité de donataire, ayant en premières noces épousé un seigneur de Blain que quelques-uns nomment aussi Guégon².

L'an 1203 nous trouvons un Hervé I^{er} de Blain, seigneur dudit lieu ; il prit alors place dans l'assemblée des nobles de Bretagne qui suivit l'assassinat du jeune prince Arthur. Il paraît encore en 1225, approuvant la fondation de Saint-Aubin du Cormier ; il mourut avant 1236 et fut inhumé dans l'église abbatiale de Blanche-Couronne, où son fils Eudon fonda sur sa tombe une lampe ardente en 1258.

Hervé I^{er} laissa trois fils de son union avec Constance de Pontchâteau : 1^o Hervé II, sire de Blain ; 2^o Endon, seigneur de Pontchâteau, et 3^o Guillaume, seigneur de Fresnay³. Sa veuve se remaria avec Olivier I^{er}, le Vieux, sire de Clisson, dont elle eut Olivier de Clisson, le Jeune, qui hérita plus tard de son frère utérin le seigneur de Blain. Hervé II de Blain, en effet, dont le nom figure en 1263 dans une charte de Melleray, mourut, semble-t-il, sans postérité. Son sceau en 1277 porte le blason de la famille de Blain : *de vair au croissant de gueules*.

Olivier II de Clisson, dit le Jeune, sire de Clisson et de Blain, épousa Isabelle de Craon et en eut Olivier III de Clisson, mari de la courageuse Jeanne de Belleville et décapité à Paris en 1343. Ce dernier laissa les seigneuries de

¹ De la Borderie, *Géographie féodale de Bret.* 28. — Ce Guégon figure même dans un acte de 1090.

² De Cornulier, *Dict. des terres du comté Nantais*.

³ Ms. des Bl. manteaux, *Mémoires de Bret.* XXXVI, 311.

Clisson et de Blain à son fils Olivier IV, à jamais célèbre sous le nom de connétable de Clisson.

A la mort de ce grand homme décédé à Josselin le 23 avril 1409, sa fille aînée Béatrice de Clisson, femme d'Alain VIII vicomte de Rohan, hérita de la châtellenie de Blain ; l'illustre maison de Rohan devait pendant quatre siècles posséder cette seigneurie.

Le successeur d'Alain VIII décédé en 1429, fut son fils Alain IX, vicomte de Rohan et sire de Blain ; il mourut en 1461, laissant veuve Perronnelle de Maillé qui eut en douaire la terre de Blain. Cette dame rendit aveu au duc en 1471 pour Blain et jouissait encore de cette seigneurie en 1489 ; elle s'était remariée à Rolland sire de Rostrenen¹.

Jean II vicomte de Rohan, fils d'Alain IX, mort en 1516 et Jacques vicomte de Rohan son fils, furent ensuite seigneurs de Blain ; mais ce dernier décéda en 1527, sans laisser d'enfants de sa femme Françoise de Daillon.

Blain échut alors à la sœur du défunt, Anne de Rohan, mariée en 1514 à son parent Pierre de Rohan, fils du maréchal de Gié, qui fut tué à la bataille de Pavie en 1524. Leur fils, René I^{er}, vicomte de Rohan, épousa en 1534 Isabeau d'Albret, fille du roi de Navarre, qui fit de Blain le foyer du protestantisme dans la région. Henri I^{er}, leur fils, vicomte de Rohan, né à Blain en 1535, y mourut le 25 juin 1575 et fut inhumé dans la chapelle de son château ; il ne laissait de son union avec Françoise de Tournemine qu'une fille nommée Judith décédée un mois après lui².

René II, vicomte de Rohan, frère cadet du précédent devint seigneur de Blain, épousa Catherine de Parthenay, joua un grand rôle parmi les protestants français et mourut à la Rochelle en 1586 ; son corps ne fut déposé qu'en 1599 dans son enfeu de Blain.

Henri II, son fils aîné, né à Blain en 1579, lui succéda ; créé duc de Rohan en 1603, il épousa Marguerite de Béthune et sa vie appartient à l'histoire de France. Il décéda l'an 1638, ne laissant qu'une fille nommée Marguerite.

¹ *Archives de la Loire-Inférieure*, E. 397 et 436.

² Vaurigaud, *Hist. de l'Église réformée de Bret.* I, 145 et 207.

Marguerite de Rohan s'unit en 1645 à Henri Chabot que le roi autorisa à prendre le titre du duc de Rohan, parce qu'il lui promit d'élever ses enfants dans la religion catholique. Cette dame obtint en 1660 l'érection de Blain en marquisat, pour lequel elle rendit aveu au roi en 1679 ; elle perdit son mari en 1657 et mourut elle-même en 1684.

Leur fils Louis duc de Rohan et marquis de Blain, épousa en 1678 Marie-Elisabeth du Bec de Vardes et décéda en 1727. Vinrent ensuite Louis-Bretagne duc de Rohan et marquis de Blain, marié en 1708 à Françoise de Roquelaure et mort en 1738 — et Louis-Marie duc de Rohan et marquis de Blain, qui épousa d'abord en 1735 Charlotte de Châtillon, puis en 1758 Emilie de Crussol.

Ce dernier duc de Rohan possédait le marquisat de Blain quand vint la Révolution ; il mourut à Nice le 29 novembre 1791.

Le marquisat de Blain se composait de trois anciennes châtelainies : Blain, Héric et Fresnay ; elles furent réunies en une seule juridiction par Louis XIII en 1642 et le tout fut érigé en marquisat par Louis XIV en 1660 à la requête de sa « cousine Marguerite duchesse de Rohan et princesse de Léon. » Les lettres royales d'érection furent enregistrées au parlement de Bretagne en 1662 et à la Chambre des Comptes en 1667.

Le marquisat s'étendait dans dix-sept paroisses : Blain, Fay, Vigneux, Bouvron, Treillières, Saffré, Héric, Grandchamp, Sucé, Puceul, Vay, Guémené, Campbon, Plessé, Guenrouët, Fégréac et Avessac. Sa haute-justice ressortissant au présidial de Nantes s'exerçait en la ville de Blain, et ses fourches patibulaires, à six piliers, s'élevaient sur les hauteurs de la Grande lande en Blain. Il jouissait aussi d'une haute juridiction des Eaux, bois et forêts exercée à Plessé, avec création d'officiers, grand-maître et juges forestiers, mais celle-ci ressortissait au parlement de Bretagne¹.

Le marquis de Blain avait droit de tenir en sa ville un marché tous les mardis ; il avait aussi deux foires, l'une à

¹ *Archives d'Ille-et-Vilaine*, C. 1819.

Blain le lendemain de la Toussaint et l'autre à Larré aux fêtes de la Pentecôte ; il partageait avec le roi les coutumes de la foire Saint-Laurent qui se tenait à Blain en la Prée-au-Duc.

Du marquisat de Blain relevaient la vicomté de Carheil, la châtellenie de Vay, les hautes-justices du Buron, de Quéhillac, la Violaye, Villehouin, le Pordo, etc.

Pour faire mieux connaître le marquisat de Blain nous allons brièvement décrire les trois châtellenies dont il se composait.

1° *Châtellenie de Blain.* — On y voyait en 1679 « les chasteaux et forteresses de Blain, se joignant, dont il y en a un ruigné, avec leurs clostures et murs, quatre grosses tours dont il y a trois entières et une demy ruignée, jointes ensemble par corps-de-logix ; galerie, grande chapelle, quatre boulevards à l'entour desdits chasteaux avec leurs douves, cours, fossez, remparls, terrasses et esperons, portes et ponts-levis, le tout contenant huit journaux de terre. » Venaient ensuite le Grand jardin et l'Orangerie « avec nombre d'orangers, » et le parc « joignant lesdits chasteaux, cerné de murs et ayant une lieue de tour, par lequel passe la rivière d'Isac, partie en bois fustaye avec estangs et allées et partie en prés avec isles, etc¹. »

Le seigneur de Blain avait droit de faire faire le guet par ses tenanciers dans son château et d'y nommer un capitaine. Il possédait la forêt de la Groulaye et les bois de la Garenne et de Beaumont — sept moulins à vent et deux moulins à eau — la pêche prohibitive dans l'Isac, — le patronage et la fondation des églises paroissiales de Blain, Fay et Bouvron et de la chapelle Saint-Roch dans la forêt de la Groulaye, etc.

Parmi les redevances féodales de Blain signalons : une paire de bottes et une paire d'éperons dorés dus par le seigneur du Buron en Vigneux — une autre paire d'éperons dorés dus par le seigneur du Pordo en Blain, — enfin une paire d'éperons d'argent que devait le seigneur de la Reillerie également en Blain².

¹ Déclaration de Blain en 1679

² *Ibidem.*

2° *Châtellenie d'Héric*. — Cette seigneurie, qui semble avoir eu à l'origine ses seigneurs particuliers, était néanmoins dès 1180 unie à celle de Blain. Lorsqu'en 1294 le sire de Clisson déclara devoir à l'armée du duc de Bretagne deux chevaliers « par raison de sa terre d'Héric » il est à croire qu'il comprenait sous ce nom ses deux seigneuries de Blain et d'Héric, mais il faut remarquer qu'il ajouta devoir ces chevaliers « par la menée du seigneur de Rieux¹. »

Le domaine proche de la seigneurie d'Héric comprenait la forêt de ce nom avec le « chasteau dudit Héric ô ses cours et jardins » et le moulin à vent de la Bosse des Landes². La juridiction d'Héric était une haute justice dont relevaient le Drenenc, le Chalonge et plusieurs autres terres seigneuriales aussi bien que la paroisse d'Héric tout entière.

Enfin le sire d'Héric était fondateur et patron de l'église d'Héric et du prieuré Sainte-Honorée membre de l'abbaye Saint-Sulpice des Bois.

3° *Baronnie de Fresnay*. — Fresnay, ancienne châtellenie dans la paroisse de Plessé était une importante seigneurie, démembrement de Pontchâteau, semble-t-il, et propriété en 1236 de Guillaume de Blain, dit de Fresnay, fils, comme nous l'avons dit, du sire de Blain et de Constance de Pontchâteau.

Vers 1250 Anastasie de Blain, dite de Pontchâteau, fille ou sœur de Guillaume de Blain sire de Fresnay, épousa Hervé de Volvire et lui apporta la châtellenie de Fresnay que conservèrent longtemps leurs descendants. L'un d'entre eux, Nicolas de Volvire, chambellan du duc Jean V, obtint de ce prince en 1440 l'érection de Fresnay en baronnie. Jean de Volvire, sire de Fresnay en 1485 fut le dernier de sa race à posséder cette baronnie qui appartenait deux ans plus tard à Jean II vicomte de Rohan et seigneur de Blain. Le fils de celui-ci Jacques vicomte de Rohan donna, en 1502, la seigneurie de Fresnay à Pierre de Rohan sire de Glé et à Anne de Rohan sa femme, dont le fils René I^{er} vicomte de Rohan

¹ Dom Morice, *Preuves de l'Hist. de Bret.* t. 4.

² Aven de Héric en 1639.

fut tout à la fois seigneur de Blain et de Fresnay¹ ; Depuis lors ces deux terres ne furent plus séparées.

Le château de Fresnay était en ruines dès 1459 et l'on n'en voyait alors que l'emplacement « ô ses douves et fossez. » Mais quand le vicomte Jean II de Rohan devint, probablement par acquêt, possesseur de la baronnie de Fresnay, il reconstruisit ce château tout en briques avec cette singularité qu'il en ornementa la façade de losanges héraldiques représentant les *mucles d'or* que porte en son blason la famille de Rohan².

C'est en ce château que vint demeurer quelque temps la fameuse Catherine de Parthenay, lorsqu'à son retour du Poitou en 1599, elle trouva son château de Blain brûlé et saccagé.

En 1679 le château de Fresnay consistait en « un grand bastiment décoré de quatre grosses tours, avec deux galeries haute et basse. » A côté se trouvaient deux étangs, un parc de 140 journaux et la forêt du Pont ou de Fresnay contenant 600 journaux. D'autres bois et un autre grand étang avec moulin « au bas du bourg de Plessé » et le four banal de Plessé dépendaient aussi du château.

Le sire de Fresnay était fondateur et patron de l'église de Plessé et présentateur de la chapellenie Saint-Julien qu'on y desservait ; il était encore fondateur et prééminencier des chapelles Notre-Dame de Larré et Notre-Dame du bourg de Plessé ainsi que de la chapelle du château de Fresnay.

La haute justice de Fresnay s'exerçait tous les samedis au bourg de Plessé ; relevaient de la baronnie la châellenie de Saffré et la vicomté de Carheil, les seigneuries de l'Evrisar en Guenrouët, de la Châteigneraye et du Pordo en Aversac et plusieurs autres terres nobles³.

Le baron de Fresnay avait droit de tenir au bourg de Plessé un marché tous les mardis et trois foires par an, aux Fêtes de saint Jacques (1^{er} mai), sainte Marguerite et saint Martin. Il levait aussi, à l'origine du moins, les coutumes de Guen-

¹ *Archiv. de la Loire-Inférieure*, E. 304 et 1305. — *Dict. des terres du comté nantais*.

² *Nantes et la Loire Inférieure* in-fol. v° Ranrouët.

³ Déclaration de Fresnay en 1679.

rouët, de Rozet et de Grande-Seuve en Plessé et plusieurs dîmes en Plessé et Auessac¹.

Enfin il était dû au même seigneur, le lendemain de Noël, par le dernier marié de la paroisse de Plessé une soule, un pot de vin et pour deux sous de pain².

Quoique nous ayons déjà dit un mot du château de Blain, chef-lieu du marquisat de ce nom, l'importance de cette construction féodale nous oblige à y revenir en terminant.

« Cette magnifique forteresse avait la forme d'un quadrilatère, divisé par un fossé intérieur en deux parties : le grand et le petit château. Huit grosses tours flanquaient les angles ou les courtines et une neuvième, la tour de l'Horloge, s'élevait au centre. Enfin les eaux de l'Isac répandues dans des douves profondes entouraient cet ensemble d'imposantes fortifications³. »

Occupé en 1586 par le duc de Mercœur mais repris trois ans après par le capitaine huguenot du Goust, le château de Blain subit un nouveau siège terrible en 1591 de la part d'une armée espagnole à la solde de Mercœur ; cette fois il fut en grande partie brûlé tant par les assiégeants que par les assiégés.

Il ne resta qu'un débris de ce beau château et ce débris fut encore demantelé par ordre de Richelieu.

Aujourd'hui il en demeure deux tours de structure et d'époques différentes dont l'une bâtie par Clisson porte le nom de tour du Connétable, un corps de logis du XV^e siècle avec d'élégantes lucarnes à frontons aigus, les ruines d'une charmante chapelle de style ogival et çà et là quelques pans de murailles et quelques bases de tours renversées. Le tout forme néanmoins encore un ensemble très pittoresque, fort grandiose et digne à tous égards d'être visité.

BOUGON (CHATELLENIE).

Dans la première moitié du IX^e siècle le pays, actuellement nantais, au delà de la Loire faisait encore partie du Poitou.

¹ Aveu de Fresnay en 1428.

² Aveu de Fresnay en 1679.

³ *Bret. contempor.* Loire-Inférieure, 74.

Lambert lieutenant de Nominoë, devenu maître de Nantes étendit le domaine des Bretons au sud du grand fleuve ; puis il tailla des fiefs dans cette région conquise et les donna à ses plus vaillants guerriers ; à Renier le pays des Mauges, à Giraud celui de Tiffauges et à son neveu Gontier le pays d'Herbauge ou de Retz.

Bégon, lieutenant du duc d'Aquitaine dont le gouvernement embrassait le Poitou, vit avec déplaisir cet établissement des Bretons. « Il éleva même pour les tenir en bride, au bord de la Loire, à deux lieues au-dessous de Nantes, un château dont les fortifications de terre dans le système du temps subsistent encore en partie dans la paroisse de Bouguenais¹, au lieu appelé la Motte de Bougon et autrefois de Bégon. Après quelques succès Bégon fut vaincu et tué par Gontier qui établit sa résidence dans le château même de son adversaire, et ainsi le pays de Retz échappa dès lors à l'autorité des princes carlovingiens². »

Ce fut vers 844 qu'eut lieu cette annexion du pays de Retz au comté nantais. La paroisse où Bégon construisit son château prit de lui le nom de Begonnais ou Bouguenais.

Toutefois Gontier ne conserva pas de longues années le château de Bégon que dévastèrent puis brûlèrent les Normands dans une de leurs terribles invasions vers la fin du IX^e siècle. Au siècle suivant une famille devenue maîtresse du fief de Bégon ou de Bougon, comme l'on commençait à dire, en prit le nom. A cette noble maison appartinrent Glévian qualifié vers 1060 prince de Bégon « *Beconensis princeps* » et plus tard Roland de Bougon en 1145, Olivier de Bégon en 1175, Sylvestre de Bougon, fils de Roland, en 1177, autre Roland de Bégon en 1203 et Olivier de Bougon en 1239³.

Cette race des sires de Bougon s'éteignit vraisemblablement alors ; la famille Chasteigner devint propriétaire de Bougon et en releva le nom. En 1294, Hubelin Chasteigner, dit de Bougon, reconnut devoir à l'armée du duc de

¹ Commune du canton de Bouaye, arr. de Nantes.

² De la Borderie. *Nominoë, Revue de Bret. et de Vendée* V. 6.

³ D. Morice. *Preuves de l'Hist de Bret.* 1, 408, 529, 617 et 671. — *Dict. des terres du comté nantais.*

Bretagne « un chevalier pour ses fiefs de Bougon, pour lesquels il présenta Monsour Jehan de Bougon comme son tuteur ».

Apparaissent ensuite comme seigneur de Bougon, Jean Chasteigner en 1417 et Jacques Chasteigner dont la fille Marguerite Chasteigner épousa en 1473, Jean de la Lande.

C'est vers cette époque que l'ancienne châtellenie de Bougon fut démembrée par ses possesseurs ; ce Jacques Chasteigner vendit, en effet, à Guillaume de la Lande, procureur général de Bretagne et frère de son gendre, le fief et la terre de Bougon en Couëron². Mais il avait probablement un fils, François Chasteigner, seigneur en 1484 de Bougon en Bouguenais, et celui-ci eut pour successeur Jean Chasteigner vivant en 1499.

Françoise Chasteigner, fille ou sœur de ce dernier seigneur, en épousant Jean de la Lande, dit de Machecoul, seigneur de Vieillevigne, lui apporta la châtellenie de Bougon, pour laquelle ce chevalier rendit hommage au roi en 1540.

Jean de Machecoul fournit au roi l'aveu de Bougon en 1580 et René de Machecoul fit hommage de cette terre en 1600³. Gabriel de Machecoul, fils de René et seigneur de Vieillevigne comme les précédents, fit une déclaration de Bougon au roi en 1655 et laissa cette seigneurie à sa fille Marguerite de Machecoul, femme séparée quant aux biens d'Henri de la Chapelle, marquis de Fougeray.

Cette dame de Bougon rendit aveu en 1679 pour sa châtellenie qu'elle donna de son vivant en 1686 à sa fille Anne-Claire de la Chapelle, mariée à Claude de Damas, marquis de Thianges, lieutenant général des armées du roi. Mais Anne de la Chapelle mourut en couches et son mari se remaria en 1695 à Geneviève de Harlay. Le marquis de Thianges mourut lui-même le 4 janvier 1708 et fut inhumé le lendemain en l'enfeu seigneurial de Bougon au milieu du chœur de l'église Saint-Pierre de Bouguenais⁴.

¹ D. Morice. *Preuves de l'Hist. de Bret.* t. 1, 1112.

² Mss. de la Bibliothèque de Nantes, n° 1185.

³ *Archives de la Loire-Inférieure* B. 1007 et 1093.

⁴ *Ibidem* E. 2884.

Il léguaît Bougon — que lui avait probablement donné sa première femme — à madame Le Bouteiller de Senlis, marquise de Moussy, et cette dame abandonna elle-même la châteltenie à la veuve du défunt, Geneviève de Harlay qui fit hommage de Bougon au roi en 1725¹. M^{me} de Thianges décéda peu après en avril 1728, désignant pour son légataire universel Antoine de Damas, marquis de Marsilly et de Thianges.

Ce fut sans doute ce dernier seigneur qui vendit la châteltenie de Bougon à Vincent Robineau, conseiller-secrétaire du roi. Celui-ci fit hommage en 1746 de cette seigneurie et en fournit l'aveu en 1753.

Son fils Joseph Robineau, seigneur de Bougon, fit également hommage au roi en 1774 pour la châteltenie de Bougon qu'il possédait encore en 1788².

Châteltenie d'ancienneté et relevant directement du duc de Bretagne puis du roi, Bougon devait comprendre avant le XVI^e siècle les trois fiefs de Bougon-en-Bouguenais, Bougon-en-Couéron et Bougon-en-Saint-Père-en-Retz. Ces derniers furent séparés du premier et formèrent deux petites seigneuries distinctes, bien moins importantes d'ailleurs.

Bougon-en-Bouguenais, — le seul de ces trois fiefs dont nous ayons à nous occuper — s'étendait le long de la Loire en trois paroisses : Saint-Pierre et Saint-Jean de Bouguenais³ et Brains. Ainsi le pays Bouguenais, auquel Bougon avait donné son nom, comprenait deux paroisses ; le fief, s'était dans la suite étendu jusqu'à Brains.

La haute justice de Bougon s'exerçait au bourg de Saint-Pierre de Bouguenais où se trouvaient l'auditoire, la prison et un four à ban. Là aussi se tenait chaque année une foire le lundi de la Pentecôte. De la châteltenie de Bougon relevaient les seigneuries du Pé, de la Trocardière, la Bruandière, la Motte-Hallouard, la Basse-Motte, les prieurés des Couëts et de la Bouvre, etc.

¹ *Archiv. de la Loire-Inf.* B. 1028.

² *Ibidem* B. 1004 et 10052. E. 345.

³ Actuellement Saint-Pierre de Bouguenais s'appelle simplement Bouguenais, et Saint-Jean de Bouguenais a pris le nom de Saint-Jean de Boisseau.

Le sire de Bougon était prééminencier des deux églises Saint-Pierre et Saint Jean de Bouguenais et avait droit d'instituer un maître d'école pour instruire la jeunesse de sa chastellenie.

Comme Bougon se trouvait au bord de la Loire, son seigneur jouissait de plusieurs droits relatifs à ce fleuve ; ainsi il avait droit de « vouillage » dans les deux paroisses de Bouguenais « qui est d'un demy tournois pour chaque pipe de vin amenée aux ports de la dite chastellenie. » — droit de passage de Loire « qui est d'avoir basleau pour passer la rivière aux divers ports des fiefs de la chastellenie, tant les hommes que les bestes, » etc.

Il avait aussi certains privilèges dans la vallée de Bouguenais formée par la Loire ; droit de prendre « trois havées de foin, de toute charretée sortant de ladite vallée » — « droit de course et prise une fois l'an, au jour qu'il plaist au seigneur, de toutes bestes trouvées en icelle vallée » — « droit de pasnage pour deux bœufs » en cette même vallée.

« Tous les estagiers nouveaux mariés qui la première nuit de leurs noces couchent ésdits fiefs de Bougon doibvent seize boisseaux d'avoine, mesure de Bougon ; » mais s'ils veulent courir la quintaine et s'ils rompent les trois lances qu'on leur baille ils ne doivent plus que huit boisseaux.

La veille de Noël certains tenanciers de Saint-Pierre de Bouguenais sont tenus « fournir une charrette attelée de quatre bœufs et un homme pour la conduire, et charroyer au lieu de Bougon un pièce de bois pour servir de feu et tizon de Noël ».

Enfin « doibvent, le premier jour de may, les habitans du bourg de Pont-Saint-Martin des gants et des esteufs pour jouer à la paulme. » L'origine de ce devoir féodal était de nombreuses franchises de « coustumes, pontages et pasnages » que les sires de Bougon avaient jadis accordées aux paroissiens de Pont-Saint-Martin.

Le seigneur de Bourgon prétendait encore jouir d'un droit « d'usage et chauffage » dans la forêt de Touffou appartenant au domaine ducal de Bretagne¹.

¹ Déclarations de Bougon en 1580, 1679 et 1750.

Voici quel était le domaine proche de la châtellenie de Bougon : « L'emplacement de l'ancien chateau de Bougon près le prieuré de la Bouvre ; » c'est la superbe motte qu'on voit encore à côté du bourg de Bouguenais et au bord même de la Loire ; — et le manoir noble de Bougon, anciennement nommé l'Esperonnière, en Saint-Pierre de Bouguenais, avec « sa cour fermée de murs et sa chapelle dédiée à saint Georges sise au devant de la grande porte de ladite cour. » Dès 1434, Hubelin Chastellain, sire de Bougon, possédait l'Esperonnière qui devint le chef-lieu de la châtellenie. Autour de ce nouveau château de Bougon, — subsistant encore — s'étendaient de beaux bois futaies.

Les trois métairies de la Rouaudière, du Pas-Chesneau et de Beauregard, deux étangs avec leurs moulins, un moulin à vent, de vastes prairies et quelques bonnes vignes complétaient le domaine seigneurial de Bougon aux siècles derniers¹.

LA BRETESCHE (MARQUISAT)

Il est fait mention pour la première fois de la Bretesche en 1387 ; à cette époque le duc Jean IV donna cette terre seigneuriale située en Maisdon² à Laurent Coupegorge son écuyer et huissier de chambre. Mais en 1401 et 1403, Brisegaut du Plessix de Saint-Dolay, allié aux Coupegorge, possédait la Bretesche dont il rendit alors aveu au duc. Il paraît cependant que les Coupegorge conservèrent ou reprirent leurs droits sur la Bretesche, car en 1440, Jeanne Coupegorge épousant François de la Pouëze, lui apporta cette seigneurie que gardèrent leurs descendants³.

Archer de la garde de Clisson, ce François de la Pouëze mourut le 5 avril 1481 et son fils Simon de la Pouëze, seigneur de la Bretesche, fournit au duc à cette occasion le minu de sa terre. Vinrent ensuite Guyon de la Pouëze en 1495 et René de la Pouëze en 1529, l'un après l'autre seigneurs de la Bre-

¹ Déclarations de Bougon en 1580, 1679 et 1753.

² Commune du canton d'Aigrefeuille, arrondiss. de Nantes.

³ *Dict. des terres du comté nantais.* — De Courcy, *Nobil. de Bret.*

che. Ce dernier était fils de Perrine Dudan et mari de Anne de la Touche qu'il laissa veuve en 1564. Leur fils Julien de la Pouëze en 1568, puis Pierre de la Pouëze en 1579, possédèrent ensuite la Bretesche. Celui-ci, époux de N... Mauciere tira féodalement la seigneurie de la Cour de Maisdon en 1598; il habitait ordinairement sa terre de la Naulière en Zenay et mourut avant 1609, car cette année-là le roi fit racheter la Bretesche dont le rachat dû par suite du décès de seigneur n'avait pas été payé¹.

Parmenas de la Pouëze, seigneur de la Naulière et chevalier de l'Ordre du roi, succéda au précédent et fit hommage au roi pour la Bretesche en 1617; mais il mourut sans postérité en avril 1622. Ses héritiers furent ses neveux de Charles Jousseaume, seigneur du Couboureau, qui avait épousé en 1608 sa sœur Constance de la Pouëze. Ce seigneur fit en 1624 au nom de ses enfants hommage au roi pour la Bretesche.

Louis Jousseaume, fils aîné de Charles, fut lieutenant des gardes-corps du roi. Devenu seigneur de la Bretesche, il obtint de Louis XIV l'érection de cette terre en marquisat et décéda le 10 mois d'août 1678. Son fils Esprit-Louis Jousseaume marquis de la Bretesche et vicomte de Tiffanges, lieutenant général pour le roi à Poitiers, épousa Françoise Le Mercier; il mourut le 19 février 1733 et sa veuve en 1737; celle-ci fut inhumée en l'église Sainte-Cécile des Essarts.

Armand-Louis Jousseaume, fils des précédents et né en 1711, devint marquis de la Bretesche et s'unit à Marie-Elisabeth du Bois de Lauteray. Son fils aîné Louis-Constantin Jousseaume épousa, de son vivant en 1772, Prudence Le Motteuc de Coëtstal et se trouvait probablement marquis de la Bretesche quand éclata la Révolution.

Châtellenie d'ancienneté, la Bretesche fut élevée en marquisat en 1657 d'après MM. de Cornulier et de Gourey², en faveur de Louis Jousseaume. Nous n'avons malheureusement pas trouvé les lettres royales de cette érection, et il est probable

¹ *Archiv. de la Loire-Inférieure*, E. 349.

² *Dict. des terres du comté nantais*. — *Nobil. de Bret.*

qu'elles ne furent enregistrées que longtemps après, car les aveux de la Bretesche en 1675 et 1679 ne qualifient cette terre que de châtellenie sans faire mention de son érection en marquisat.

La châtellenie comme plus tard le marquisat de la Bretesche s'étendait en neuf paroisses : Maisdon, Château-Thébaud, Vertou, Saint-Lumine, Le Pallet, Gorges, Mouzillon Monnières et Saint-Hilaire-du-Bois. Cette châtellenie se composait de trois seigneuries : la Bretesche, la Cour de Maisdon et la Salle en Châteauthébaud.

Nous avons dit qu'en 1598, la Cour de Maisdon fut achetée par le seigneur de la Bretesche ; quand à la Salle en Châteauthébaud, l'aveu de 1679 dit que « depuis plus de quatre siècles » cette seigneurie était unie à celle de la Bretesche.

La Bretesche et la Salle relevaient directement du duc de Bretagne et jouissaient d'une haute juridiction ; la Cour de Maisdon n'avait qu'une moyenne justice et relevait à l'origine en partie de la Bretesche et en partie du Plessix-Guern en Monnières. La haute justice de la Bretesche s'exerçait au bourg de Maisdon, mais ses fourches patibulaires se dressaient sur la lande de la Justice en Saint-Lumine-de-Clisson.

Le seigneur de la Bretesche avait droit de moulin à Maisdon et de four banal au bourg de Châteauthébaud, — de « pecheries et escluses en la rivière de Moine depuis la Vieille Ecluse jusqu'à la chaussée de Grasmouton, » — de coutume en Maisdon, Saint-Lumine et Châteauthébaud, « notamment à la foire de Saint-Fiacre, » — de « patronage et présentation de la chapellenie de la Rebourgère en l'église de Maisdon etc. Il partageait avec le seigneur de Montrelais-en-Châteauthébaud la mouvance des seigneuries de Grasmouton, de Chasseloire et des Noës¹.

Parmi les rentes féodales de la Bretesche remarquons « un chevreau de haulte gresse » présenté chaque année et « des soules, billards, esteufs et chansons » dus par les manouvriers roturiers habitant les fiefs de la châtellenie, de la manière suivante : tous ceux qui se mariaient de la Pentecôte à N

¹ Déclarations de la Bretesche en 1675 et 1679.

devaient le lendemain de Noël chacun une soule et treize billards, sorte de bâtons recourbés dont on se servait pour jouer à la soule ; — ceux qui s'épousaient, au contraire, de Noël à la Pentecôte étaient tenus le lundi de la Pentecôte, les hommes de fournir des étoufs ou balles de jeu de paume et leurs femmes de chanter une chanson de réjouissance ; le tout sous peine de 60 sols d'amende pour chaque défaillant¹.

Le domaine proche de la Bretesche se composait en 1679 ; « du manoir noble de la Bretesche en Maisdon avec ses bois de haulte fustaye, son estang, ses vignes, garenne et prairies ; » — des landes des Drugeries et de la Justice et d'un ancien moulin — du « manoir noble de la Cour de Maisdon sis au bourg dudit Maisdon, avec estang, bois, vignes et prés ; » — du « manoir noble de la Salle en grande partie démoly et sis au bourg de Châteaubleau, avec jardins et vignes. »

Aux derniers siècles le manoir de la Bretesche n'avait plus d'importance, les Jousseigne marquis de la Bretesche habitant presque constamment leur beau château du Couboureau en Torfou, demeuré la résidence de leurs descendants.

BRIORD (CHATELLENIE)

Séris de Rezay, vidame de Rezay et du Pallet, possédait dès 1225 la seigneurie de Briord en la paroisse de Port-Saint-Père². L'un de ses successeurs fut en 1341 Sévestre de Rezay qui rendit aveu au seigneur des Huguetières pour partie de sa terre de Briord en 1390. Puis vinrent Aimery de Rezay, seigneur de Briord en 1412 et Martin de Rezay qui obtint en 1437 l'érection de Briord en haute justice avec gibet à trois poteaux³.

Mais ce Martin de Rezay vendit vers 1444 la seigneurie de Briord à Jean Labbé seigneur de la Rochefordière chambellan du duc François 1^{er}. A la prière de Jean Labbé ce prince donna

¹ Déclarations de la Bretesche en 1675 et 1679.

² Commune du canton du Pellerin, arrondissement de Paimbœuf.

³ Archives de la Loire-Inférieure E. 352 et 353 — *Dict. des terres du comté nantais*.

de nouvelles lettres patentes. le 20 juillet 1445, confirmant l'érection en haute justice de la terre de Briord « en ce qui relève de la seigneurie de Loyaux » membre du domaine ducal¹.

Une vingtaine d'années plus tard, Briord appartenait à Jeanne Mauffras, peut-être veuve de Jean Labbé ; cette dame en mourant au mois de février 1468, légua sa seigneurie au célèbre trésorier de Bretagne Pierre Landais qui en fournit le minu au duc en 1478.

Après la mort tragique de Landais, sa veuve Jeanne de Moussy conserva la jouissance de Briord qui passa après elle à sa fille François Landais femme d'Arthur Lespervier.

De ce dernier mariage sortit François Lespervier, seigneur de Briord, mari d'Anne Gouyon de Matignon ; celui-ci devenu veuf revêtit l'habit de saint Dominique. Sa fille Bonaventure Lespervier épousa François de la Noue, seigneur dudit lieu, décédé avant 1537 ; cette dame, mère de l'illustre La Noue Bras-de-fer² rendit aveu pour Briord en 1553, mais elle ne conserva pas cette châtellenie qu'elle vendit à Jean des Rouxières qui s'empressa d'en faire hommage au roi en 1567³.

Ce Jean des Rouxières, sieur de l'Aubinière, s'unit à Bonaventure Louer décédée vers 1575 ; il maria sa fille Suzanne des Rouxières en 1585 avec Samuel de l'Espinay, fils du seigneur du Chaffault et lui donna en dot la terre seigneuriale de Briord ; les deux époux en rendirent aveu en 1598 et en firent hommage au roi l'année suivante⁴.

Le fils des précédents, autre Samuel de l'Espinay, chevalier de l'Ordre du roi et seigneur de Briord, contracta deux alliances : il épousa en 1625 Antoinette Jousseau, fille du seigneur du Couboureau, puis en 1646 François de la Touche, fille du seigneur de la Chalonnaire ; celle-ci devint veuve de lui en 1657 et se remaria avec Louis Renaud, seigneur de la Barre-Saint-Juisac⁵.

¹ *Arch. de la Loire-Infér.* E. 352, 353. — *Dict. des terres du comté nantais.*

² *Généalogie de la maison de la Noue.*

³ *Archives de la Loire-Inférieure*, B. 1408 et E. 352.

⁴ *Ibidem*, E. 352 et 377.

⁵ *Ibidem*, E. 352 et 826.

Charles de l'Espinay, fils unique de Samuel et de sa première femme, lui succéda comme seigneur de Briord et s'unit en 1658 à Anne Gefflot, fille du seigneur des Alleux. La même année il fit hommage au roi pour ses seigneuries de Briord et du Chaffault ; il était mort en 1673, époque à laquelle sa veuve Anne Gefflot fit hommage à son tour.

Joseph de l'Espinay, issu en 1665 du précédent mariage et seigneur de Briord, épousa Jeanne Milsent, fille du doyen des conseillers au présidial de Nantes. Il en eut une fille, Françoise de l'Espinay qui s'unit vers 1725 à Jean Charette, seigneur de la Botinière. En faveur de ceux-ci Joseph de l'Espinay se démit de sa terre seigneuriale de Briord, ce qui ne l'empêcha pas d'être en même temps seigneur de cabaret au château Trompette à Bordeaux¹.

Jean Charette, seigneur de Briord, mourut le 19 février 1754 ; sa veuve Françoise de l'Espinay lui survécut jusqu'au 12 janvier 1773. Leur fils Joseph Charette, seigneur de Briord après eux, s'était marié dès 1747 avec Michelle Portier de Lantimo, fille d'un négociant nantais, mais cette dame mourut en 1751. Joseph Charette rendit en 1789 un dernier aveu de sa châtellenie de Briord ; il vivait toutefois encore en 1792².

La châtellenie de Briord relevait en partie de celle des Huguetières, à devoir de 12 deniers de rente annuelle, et en partie de la vicomté de Loxaux membre du domaine ducal puis royal.

En 1572 la haute justice de Briord s'étendait déjà en neuf paroisses : Port-Saint-Père, Sainte-Pazanne, Saint-Mars-de-Coutais, Cheix, Vue, Rouans, Le Pellerin, Saint-Léger et Bouay³. Plus tard elle embrassa une partie de Saint-Hilaire-de-Chaléons par suite de l'adjonction de la seigneurie de Chappes.

En 1783, en effet, la châtellenie de Briord se composait de trois seigneuries ayant à l'origine chacune sa haute justice : Briord, les Huguetières en Port-Saint-Pierre et Chappes en Saint-Hilaire-de-Chaléons ; ces deux dernières avaient été

¹ *Archives de la Loire-Inférieure*, B. M. et 826.

² *Annuaire de la commune de Charette*.

³ *Archives de la Loire-Inférieure*. V. Port-Saint-Père.

vendues à Joseph Charette par le baron de Retz en 1782 ; trois autres fiefs en Port-Saint-Père : le Plessix-Grimaud, la Bonhommerie et Carné se trouvaient aussi à cette époque annexés à Briord ; mais ce n'étaient que des moyennes justices. Le seigneur de Briord jouissait des prééminences de l'église de Port-Saint-Père où il avait ses armoiries, son banc et son enfeu dans le chancel du côté de l'évangile.

La haute justice de Briord s'exerçait tous les quinze jours au bourg de Port-Saint-Père et près de son auditoire apparaissaient les ceps et collier pour punir les malfaiteurs ; plus loin dans la campagne s'élevaient des fourches patibulaires à trois piliers. Au sire de Briord appartenait le privilège d'avoir trois sergents francs, un à Port-Saint-Père, l'autre à Sainte-Pazanne et le troisième à Brains¹.

Le manoir de Briord rebâti peu d'années avant la Révolution par Joseph Charette était « cernoyé de douves et fossez, » accompagné d'une chapelle et d'un colombier et protégé par un bois de décoration ; cinq grandes avenues d'arbres rayonnaient autour.

Le domaine se composait, en outre, des cinq métairies de la Bojeterie, la Dousseterie, la Pallière, la Berthelotière et la Moinerie ; — des trois étangs de la Porte, du Milieu et des Landes, avec leurs moulins ; — de pêcheries sur l'Achenau depuis Briord jusqu'à l'embouchure de cette rivière dans le lac de Grand-lieu, etc².

CAMPZILLON (BARONNIE)

La seigneurie de Campzillon en la paroisse de Mesquer³, appelée à l'origine la Roche-en-Mesquer, était au XIV^e siècle et depuis les temps les plus reculés un membre de la baronnie de la Roche-Bernard. Elle appartient donc d'abord comme cette grande seigneurie, aux sires de la Roche, de Lohéac, de Montfort et de Laval.

Guy XIII, comte de Laval et baron de la Roche-Bernard,

¹ Déclarations de Briord en 1678 et 1783.

² *Ibidem*.

³ Commune du canton de Guérande, arrondissement de Saint-Nazaire.

laissa, entre autres enfants, une fille Jeanne de Laval qui reçut en dot la seigneurie de Campzillon quand elle épousa, en 1424, Louis de Bourbon, comte de Vendôme¹. A la mort de cette dame, arrivée le 18 décembre 1468, Jean de Bourbon, comte de Vendôme, son fils, hérita de Campzillon dont il fournit l'année suivante le minu au duc de Bretagne². Il épousa Elisabeth de Beauvais et mourut le 6 janvier 1477, laissant Campzillon à son fils François de Bourbon, comte de Vendôme, qui en rendit aveu au duc en 1479. Ce François de Bourbon épousa Marie de Luxembourg et décéda le 2 octobre 1495³; son fils aîné Charles de Bourbon, duc de Vendôme, hérita de Campzillon, mais il vendit cette seigneurie à François Tournemine, seigneur de la Guerche.

Cette vente fut faite vers 1514, car cette année-là Ysabeau de Bretagne, femme de Jean sire de Rieux et proche parente du duc de Vendôme, voulut enlever par retrait lignager Campzillon au seigneur de la Guerche⁴, mais elle n'y put réussir et François Tournemine en demeura définitivement l'acquéreur.

Ce François Tournemine, ambassadeur de France en Hongrie, décéda en 1529 sans avoir été marié; son frère Raoul Tournemine, hérita de lui et devint seigneur de la Guerche et de Campzillon; il épousa Marguerite Caillon dont naquirent: René Tournemine, seigneur de la Guerche et Pierre Tournemine, seigneur de Campzillon.

Le premier de ces deux seigneurs rendit aveu au roi en 1540 pour Campzillon, mais en 1547 il vendit cette terre à son frère Pierre qui en fit hommage au roi deux ans plus tard⁵.

Pierre Tournemine, baron de Campzillon et chevalier de l'Ordre du roi, épousa 1^o Renée de Rieux, fille du seigneur d'Assérac, 2^o en août 1559, Marie de Kermarrec; ce dernier mariage fut célébré par un ministre protestant, car Pierre Tournemine avait embrassé la Réforme⁶. Ce seigneur rendit

¹ Le Baud, *Chroniques de Vitré*.

² *Archives de la Loire-Inférieure*. V^o Guérande.

³ Moreri, *Grand dict. histor.*

⁴ *Archives de la Loire-Inférieure*, E. 1169.

⁵ *Archives de la Loire-Inférieure*, B. 1008.

⁶ Vaurigaud, *Hist. de l'église réformée de Brez* I, 34.

aveu, en 1572, pour sa seigneurie de Campzillon et mourut en septembre 1580¹. Son successeur fut son fils aîné, issu de son premier mariage, François Tournemine. Ce baron de Campzillon s'unit d'abord à Catherine du Verger, puis à Odette Goulart; il servit fidèlement les rois Henri III et Henri IV et mourut en 1614². Il laissa un fils René Tournemine, baron de Campzillon, qui fit hommage au roi pour cette seigneurie en 1638 et épousa Renée Peschart, dame de la Botheleraye.

Jean-Joseph Tournemine, fils des précédents et baron de Campzillon, contracta alliance avec Marie de Coëtlogon et décéda le 19 février 1711. Il laissait de nombreux enfants dont l'un, Louis-Ignace, fut baron de Campzillon et épousa, en 1712, Louise-Gabrielle Phelippot, fille du seigneur de la Pigulaye. Ce fut ce Louis-Ignace Tournemine qui vendit le 4 août 1732, la baronnie de Campzillon, 185,000 l., à Louis Jacquelot, vicomte de la Motte, conseiller au parlement de Bretagne, et à Marguerite Joubance de Coëtdreze sa femme.

En 1741, Louis Jacquelot était mort et son fils Louis-René Jacquelot, vicomte de la Motte, rendit aveu au roi pour sa baronnie de Campzillon; ce seigneur épousa Marie-Anne Chomart et décéda lui-même en janvier 1772, laissant Campzillon à sa fille Marie-Jeanne de Jacquelot qui en fit, l'année suivante, la déclaration au roi³.

Le 25 juillet 1774, Marie-Jeanne de Jacquelot, dame de Campzillon, épousa à Vaunes François-Claude de Kermarec, comte de Traurout, conseiller au parlement de Bretagne, mais la dernière baronne de Campzillon mourut à Rennes en 1789.

Châtellenie d'ancienneté, qualifiée de baronnie à partir du XVI^e siècle, Campzillon relevait dès 1458 directement du duc de Bretagne. Cette seigneurie s'étendait en cinq paroisses : Mesquer, Piriac, Guérande, Buz et Saint-Molf. Au milieu du XVI^e siècle, Pierre Tournemine augmenta l'importance de Campzillon en y annexant la seigneurie de Kerjean en Piriac qu'il acheta des héritiers de feu Jean Pineau⁴. Vers la

¹ *Archives de la Loire-Inférieure*. V^o Guérande.

² Du Pal, *Hist. généalogique de plusieurs maisons de Bret.*

³ *Archives de la Loire-Inférieure*. V^o Guérande.

⁴ Déclaration de Campzillon en 1581.

même époque le roi Henri II, par lettres patentes de février 1552, accorda au même sire de Campzillon, qualifié dès lors de baron, un marché tous les mercredis et quatre foires par an : aux fêtes de saint Pierre (22 février et 1^{er} août) et à celles de saint Jean (6 mai) et de saint Martin (11 novembre)¹.

La haute justice de Campzillon comprenait le Grand fief de ce nom et neuf tenues moins importantes ; elle s'exerçait au bourg de Piriac où se trouvaient ses ceps et collier, son auditoire et sa prison ; c'était aussi en Piriac que s'élevaient les fourches patibulaires de la baronnie « à six posts, » selon l'aveu 1572². Deux prévôts féodés recueillaient les rentes du baron de Campzillon ; c'étaient les seigneurs de Trégur et Tremondec³.

Appartenaient au baron de Campzillon les prééminences des églises de Mesquer et de Piriac, — un droit de coutume sur toutes les marchandises débarquées aux ports situés dans les fiefs de la baronnie, — le droit de bris de naufrage sur la côte depuis la Turballe jusqu'à la pointe de Mesquer, — un droit sur les pêcheurs de la seigneurie qui devaient, avant de vendre leur poisson, le présenter au château de Campzillon, et, quant aux morues pêchées, laisser au seigneur « toute la teste, l'eschine et la coue jusqu'au nombril⁴. »

Le château de Campzillon en Mesquer était une forteresse ancienne et importante ; mais, dès 1540, on ne voyait plus que « l'emplacement des vieilles murailles dudit chasteau ruiné depuis longtemps et hors de mémoire de personne. » C'est pourquoi Pierre Tournemine fit, en 1569, construire un nouveau château sur l'emplacement de l'ancien⁵. Malheureusement vingt et un ans plus tard, un corps de troupes espagnoles, venu au secours du duc de Mercœur et débarqué au Croisie, s'empara en 1590 de Campzillon, propriété d'un ar-

¹ *Archives du parlement de Bret.* 19. reg. 131.

² Cet aveu, beau volume en vélin de 237 feuillets, présente en sa première page un grand écusson en bannière : *écartelé d'or et d'azur, au lambel de gueules à trois pendants*, qui est Tournemine, avec casque, couronné de comte et lambrequins d'or et d'azur.

³ Déclaration de Campzillon en 1572.

⁴ Déclaration de Campzillon en 1540.

⁵ Déclaration de Campzillon en 1572.

dent chef royaliste, le dévasta, puis le démolit, de sorte qu'il n'en resta que des vestiges.

Ce château de Campzillon était accompagné d'un parc muré contenant 105 journaux de terre et d'une métairie de 114 journaux. Il y avait, en outre, à côté un étang avec son moulin, un bois, des vignes, des garennes et deux colombiers.

Les sires de Campzillon ayant ainsi perdu le château chef-lieu de leur baronnie, vinrent habiter Kerjean en Piriac.

C'était une assez jolie terre de 240 journaux avec un manoir, deux moulins à vent, une métairie, un étang, un colombier, un bois de décoration et quelques autres dépendances¹ ; mais c'était peu de chose néanmoins auprès de la féodale demeure des premiers Tournemine.

CAREIL (CHATELLENIE)

Le premier seigneur connu de Careil, en la paroisse de Guérande² est Pierre Lecomte vivant en 1471. Sa fille ou sa sœur Marguerite Lecomte épousa Guillaume du Boays, seigneur de Baulac en Goven, et lui apporta la terre seigneuriale de Careil.

De ce mariage sortirent trois garçons dont les deux premiers moururent jeunes : le troisième Jean du Boays, seigneur de Baulac et de Careil, s'unît à Françoise de Kermeno ; il décéda vers 1536, laissant ses seigneuries à son fils autre Jean du Boays. Celui-ci fit hommage au roi, en 1578, pour sa terre de Careil³. Il fut l'un des premiers et des plus ardents huguenots du comté nantais. Ce fut à Careil que les protestants se retirèrent lors du mouvement populaire qui les chassa du Croisic (1558) ; Crévain plus tard le désignait ainsi « petit chasteau où l'arche de Dieu s'est toujours conservée⁴. » Jean du Boays épousa Aliénor de Condest et en eut deux filles dont l'aînée Esther apporta à son mari René Marec'h, seigneur de Montbarot et gouverneur de Rennes, la seigneurie de Careil⁵.

¹ Déclaration de Campzillon en 1773.

² Chef-lieu de canton, arrondis. de Saint-Nazaire.

³ *Archives de la Loire-Inférieure*, B, 1008.

⁴ *Bret. contempor.*, Loire-Inférieure.

⁵ *Généalogie ms.* de la maison du Boays.

Esther du Boays mourut à Rennes en 1597 et son mari fit, l'année suivante, hommage au roi pour la terre de Careil au nom de leurs enfants mineurs.

L'une des filles de Montbarot, Françoise Marelli épousa Samuel de la Chapelle, seigneur de la Roche-Giffart et chevalier de l'Ordre du roi. Celui-ci, devenu par suite de son mariage seigneur de Careil, en fit hommage au roi en 1617, mais il fut tué à la chasse en 1626. Sa veuve se remaria avec Henry de Chivray, marquis de la Farre, et décéda elle-même le 18 avril 1629.

Le seigneur de la Roche-Giffart laissait des enfants mineurs dont Marguerite Tillon, sa mère, devint tutrice. Cette dame rendit aveu au roi pour la châtellenie de Careil, en 1635, au nom de ses petits-enfants.

L'aîné de ceux-ci, Henri de la Chapelle, marquis de Fougeray et seigneur de Careil, épousa Marguerite de Chamballan et fut tué en 1652 au combat du faubourg Saint Antoine à Paris. Il avait eu plusieurs enfants dont l'aîné, nommé aussi Henri de la Chapelle, fit hommage au roi pour Careil en 1662. Mais ce marquis de Fougeray partagea en 1674 Careil entre ses frère et sœur : il donna le château et la seigneurie à Henriette qui en rendit aveu au roi en 1679, et les autres terres dépendant de Careil à René. Ce René de la Chapelle dut mourir sans postérité : quant à Henriette de la Chapelle elle épousa en 1680 René du Boays, comte de Saint-Gilles.

Malheureusement cette famille de la Chapelle était livrée au protestantisme¹ et fort endettée. Le marquis de Fougeray refusant d'abjurer ses erreurs s'exila en Hollande où il mourut ; sa fortune et celle de ses frère et sœur furent saisies tant par ordre du roi qu'à la requête de nombreux créanciers. Parmi leurs seigneuries vendues judiciairement à Paris, le 27 mars 1699, figura la châtellenie de Careil.

¹ En 1648 un Samuel de la Chapelle, frère du seigneur de Careil, se convertit au catholicisme et devint même prêtre ; on l'appelait « monsieur de Careil » probablement parce que son frère aîné lui avait donné quelques rentes à Careil, mais rien ne prouve qu'il ait jamais possédé la seigneurie même de Careil.

Nous avons dit que cette seigneurie avait été divisée en 1674, aussi trouva-t-elle deux acquéreurs : une partie en fut achetée par Guillaume Charault et Marie Le Besson, sa femme. — et l'autre portion fut adjugée à Michel Roger, avocat au parlement de Paris.

Ce Guillaume Charault décédé en 1723, et sa femme, morte en 1732, laissèrent entre autres enfants Jean Charault, seigneur de Careil, qui rendit aveu au roi pour cette seigneurie en 1733, et Sainte Charault, femme de Louis Foucher, seigneur de la Feslière, conseiller au parlement de Bretagne. M^{me} Foucher, étant morte le 25 janvier 1736, son mari traita avec ses beau-frère et belles-sœurs ainsi qu'avec les héritiers de Michel Roger et finit par reconstituer à peu près, au profit de ses enfants, l'ancienne châtellenie de Careil.

Louis Foucher eut pour fils, Denis-Louis Foucher, seigneur de Careil, reçu conseiller au parlement de Bretagne en 1754, marié à Renée de Pellenec et décédé le 24 novembre 1768. Louis-François Foucher comte de Careil, né à Guérande en 1762 du précédent mariage, devint un vaillant général dont le nom figure sur l'arc de triomphe de l'Etoile, et ne mourut qu'en 1835.

Careil fut érigée en châtellenie par Charles IX au mois d'avril 1571, en faveur de Jean du Boays ; les lettres royales données à cet effet furent enregistrées à la chambre des Comptes de Bretagne le 20 avril 1572.

Cette châtellenie s'étendait en huit paroisses : Saint-Aubin de Guérande, Escoublac, Saint-André-des-Eaux, Saint-Nazaire, Saint-Lyphard, Saint-Molf, Mesquer et Batz. Le château s'élevait près d'un gros village appelé bourg de Careil et où se trouvait le four banal de la seigneurie. A côté s'élevaient l'auditoire, la prison, le carcan « pour mettre en suplice les condamnés » et, à quelque distance, les fourches patibulaires à quatre piliers.

La haute justice de Careil comprenait six grands bailliages dont les cinq derniers, formant à l'origine autant de petites seigneuries distinctes, avaient été unis à Careil en 1571 ; ces bailliages se nommaient Careil, Marsaint, Méronnec, Tréveday, Bissin et Penchâteau¹.

¹ Déclaration de Careil en 1653.

Le sire de Careil était patron et présentateur de trois chapellenies : celle de Saint-Just au bourg de Careil, celle de Notre-Dame-la-Blanche desservie en la jolie chapelle de même nom dans l'enceinte de Guérande, et celle de Saint-Jean fondée en la collégiale Saint-Aubin de Guérande. Il possédait, en outre, dans l'église paroissiale Saint-Michel de Guérande une chapelle joignant le chancel du côté de l'épître, et dans l'église conventuelle des Dominicains de Guérande un enfeu à côté de l'autel Saint-Pierre.

Le domaine proche de Careil comprenait, en 1673 et 1679 : « le chateau et manoir de Careil avec ses galeries, cour, tourelles et guérites, machicoulis, pont-levis, etc... le grand portail de ladite cour avec ses deux tours dont l'une appelée tour de l'horloge..., l'estang dudit lieu et la chapelle Saint-Servais... un colombier et refuge à pigeons... un autre ancien estang avec un parc de 350 journaux de terre... une pièce de terre appelée la Motte environnée d'eau, au bourg de Saillé, etc. »

Du domaine de Careil faisaient aussi partie : les anciens manoirs de Mérionnec en Escoublac avec cour et chapelle, bois futaie et deux étangs, — de Bissin et de Beauregard en Guérande avec étangs, colombiers et moulins, — et de Tréveday en Escoublac avec colombier, bois et garennes.

En faisaient encore partie : les métairies nobles de Careil, Mérionnec, Beauregard, Tromartin, Bissin, Bezan et Tréveday, — les moulins de Careil, du Prat à Saillé, du Trait en l'île de Batz, de la Grée et de Bissin, — d'assez nombreux marais salants en Guérande et Escoublac : — enfin plusieurs complants de vignes et quelques dîmes¹.

Maintenant encore le château de Careil, situé à mi-chemin d'Escoublac à Saillé, tout proche de la baie du Pouliguen et à une lieue environ de Guérande, mérite d'attirer l'attention. Ce n'est plus guères qu'une ruine, il est vrai, mais cette ruine est imposante. « Les constructions qui subsistent appartiennent à deux époques : les plus anciennes se composent d'un mur d'enceinte à créneaux et à machicoulis, dont l'élé-

¹ Déclarations de Careil en 1673 et 1679.

vation et l'épaisseur témoignent des sombres occurrences en vue desquelles il dut être élevé : il n'en reste plus que des pans informes. Les plus nouvelles, dont le style rappelle, dans quelques détails, les plus gracieuses fantaisies des architectes de la Renaissance, annoncent un temps plus calme, où les préoccupations de la guerre avaient fait place aux fêtes brillantes et aux doux loisirs¹. » En résumé l'ensemble de cette vieille demeure féodale offre un véritable intérêt à l'artiste comme à l'historien.

CARHEIL (VICOMTE).

La noble famille de Carheil, subsistant encore en Bretagne, tire son origine et son nom du manoir seigneurial de Carheil en la paroisse de Plessé².

Dès l'an 1407 cette terre appartenait à Jeanne de Carheil, femme de Guillaume Giffart ; mais, en 1443, Macé de Carheil rendit aveu au baron de Fresnay pour sa seigneurie de Carheil : il épousa Valence de la Serpandaye et mourut le 9 mars 1485. Son fils Guillaume de Carheil, seigneur dudit lieu, époux de Marie de Loveday, dame de l'Evrisar en Guenrouët, fit son testament en 1487, choisissant pour lieu de sépulture la chapelle Notre-Dame de Larré, mais il vivait encore en 1502³.

Guillaume de Carheil, fils et successeur du précédent, épousa en décembre 1521 Jeanne Spadine ; il eut deux fils qui lui succédèrent l'un après l'autre : Jean de Carheil rendant aveu pour cette terre en 1539 et 1553, — et François de Carheil, seigneur dudit lieu en 1555, mari d'Olive Le Bourg, dame de Villeneuve. De cette dernière union sortirent quatre garçons, dont l'aîné Michel de Carheil, époux de Jacqueline de Kermeno, n'eut qu'une fille, tandis que les puînés continuèrent ailleurs la filiation des mâles⁴. Cette fille unique,

¹ *Nantes et la Loire-Inférieure*, in-fol.

² Commune du canton de Saint-Nicolas de Redon, arrondiss. de Saint-Nazaire

³ *Archives de la Loire-Inférieure*, E, 305 et G, 541.

⁴ *Riform mss. de la nobl de Bret en 1668*.

Marie de Carheil, épousa en juillet 1619 Jérôme du Cambout et lui apporta la seigneurie de Carheil.

Jérôme du Cambout, petit-fils du seigneur de Coislin et de Louise du Plessix-Richelieu, devint chevalier de l'Ordre du roi et gouverneur de Sucinio. Il eut de Marie de Carheil quatre fils dont les trois premiers Charles, Sébastien et François ne contractèrent pas d'alliances ; le quatrième René du Cambout, premier vicomte de Carheil, épousa : 1^o à Vigneux, le 22 juin 1649, Jeanne Raoul, fille du seigneur de la Guibourgère qui, devenu évêque de la Rochelle, célébra le mariage, 2^o en avril 1688 Louise de Laurière¹.

Jacques, marquis du Cambout et vicomte de Carheil, né à Carheil en 1650 du premier mariage de René, s'unit, le 12 janvier 1679, à Renée Le Marchand, fille d'un riche bourgeois de Rennes. Il se distingua à la guerre, suivit Catinat en Piémont et fut tué à la bataille de Carpi, le 10 juillet 1701 ; son cœur fut apporté en l'église de Guenrouët.

Son fils Pierre-Louis, marquis du Cambout et vicomte de Carheil, épousa le 4 mai 1704 Madeleine Le Brun de Troadio ; il en eut Pierre-Armand du Cambout, marquis de Coislin et vicomte de Carheil, qui s'unit le 4 juillet 1727 à Renée de Talhouët de Keravéon. Ce seigneur mourut en 1738 laissant deux fils qui furent l'un après l'autre vicomtes de Carheil : Charles-René du Cambout, marquis de Coislin, marié le 8 avril 1750 à Marie-Anne de Mailly-Rubempré, décédé à Carheil, sans enfants, le 20 janvier 1771, et inhumé dans le chœur de l'église de Guenrouët, — et Pierre, d'abord marquis du Cambout, puis marquis de Coislin, marié en novembre 1766 à Louise Charette de Briord ; ce dernier vicomte de Carheil émigra en 1791 et mourut le 29 avril 1817².

La seigneurie de Carheil relevait à l'origine de la baronnie de Fresnay et de la juridiction de Trémar, l'une et l'autre en Plessé et unies en 1660 au marquisat de Blain.

Ce fut en juin 1658 que Louis XIV érigea, en faveur de René du Cambout, Carheil en vicomté « pour récompenser les ser-

¹ Chérin, *Généalogie de la maison du Cambout*

² La Chesnaye-Desbois, *Dict. de la noblesse*. — Kerviler, *Bis Bibliog. bret*

vices rendus aux rois ses prédécesseurs et à lui-même par François du Cambout, capitaine de Nantes, Louis du Cambout, son fils, capitaine d'Oléron, enfin Jérôme du Cambout et René du Cambout, l'un après l'autre capitaines de Sucinio. » Le roi unit à la seigneurie de Carheil celles de la Grée en Plessé, et celles de l'Evrisar, Longie, la Motte-Isar et Treillières en Guenrouët; il forma du tout une haute justice sous le nom de vicomté de Carheil. Les lettres royales de cette érection relatent que la nouvelle vicomté valait bien alors 12,000 l. de rente; ces lettres furent enregistrées au parlement de Bretagne le 14 juillet 1659¹.

La haute justice de Carheil s'exerçant au bourg de Guenrouët, comprenait à peu près la totalité de cette paroisse et s'étendait en celles de Plessé, Bouvron et le Quilly.

Le vicomte de Carheil jouissait d'un droit de prééminence en l'église de Plessé et en la chapelle de Notre-Dame de Larré en Plessé: il avait dans ces deux sanctuaires des bancs et enfeus armoriés, immédiatement au-dessous de ceux du baron de Fresnay, seigneur de la paroisse. M. de Carheil était, en outre, seigneur fondateur et prééminencier de l'église de Guenrouët et de la chapelle de Notre-Dame de Grâce, sise en Guenrouët; là aussi étaient aux chanceaux ses armoiries, bancs à queue et pierres tombales.

Le dimanche « le plus prochain de la feste des Rois », le dernier marié de la paroisse de Guenrouët devait, sous peine de 60 sous d'amende, présenter au seigneur de Carheil « audit bourg de Guenrouët, à la passée accoustumée pour faire les proclamations de justice et à l'issue de la grande messe » une soule pour divertir la jeunesse².

Au sire de Carheil appartenait de toute antiquité le droit de tenir trois foires avec coutumes et bouteillage sur le pâtis de la chapelle de Notre-Dame de Grâce, le mardi de la Pentecôte, le jour Saint Jean-Baptiste et à la fête patronale du lieu « Nostre-Dame de septembre. » Une quatrième foire lui appartenait aussi anciennement, le 21 septembre, près la cha-

¹ *Archives du parlem. de Bret.* 22^e rég. 48.

² Déclaration de Carheil en 1671.

pelle de Rozet en Plessé. Enfin le roi lui concéda, en 1658, deux autres foires : l'une près la chapelle Notre-Dame de Larré, le lundi de la Pentecôte, et l'autre au bourg de Guenrouët à la fête de saint Justin (17 septembre).

Le vicomte de Carheil avait un droit de trépas ou transit au passage de Saint-Clair. Ce passage de la rivière d'Isac tirait son nom d'une chapelle construite sur les ruines de Château-Sée, vieille forteresse, qui a donné son nom à Plessé et qu'habitait, vers l'an 900, le duc de Bretagne, Alain-le-Grand. Il jouissait aussi d'un droit prohibitif de pêche en cette rivière d'Isac, et les pêcheurs qu'il autorisait à y pêcher devaient, avant de vendre leurs poissons, les présenter au château de Carheil. Enfin il avait en ses fiefs droit de « chasse à grosses bestes fauves et noires, à cri et à cor¹. »

La terre de Carheil, proprement dite, ne comprenait pas moins de 500 journaux en bois, prés et labour, sans compter d'immenses communs en landes et pâtures. Les vassaux de Carheil pouvaient faire paître leurs bestiaux dans ces communs, pourvu que chaque chef de famille payât deux chapons et douze deniers chaque année ; quant aux saulniers traversant ces landes et y séjournant parfois, ils devaient chacun, par an « un quart de sel pour la pasture de leurs mules. »

Le domaine proche de Carheil comprenait, en outre, le château de Carheil avec sa chapelle et sa fuie, — les anciens manoirs de Longle (avec chapelle et colombier), de la Motte-Isar et de l'Evrisar ; — les métairies de Carheil, la Grée, le Guignon, Longle, A-haut, la Motte-Isar, l'Evrisar, Beizie et le Breil ; — les quatre étangs du Château, du Gué, d'Ecoule-s'il-pleut et de la Bertaudaye ; — trois moulins à vent et deux moulins à eau sur l'Isac ; — une vigne plantée de 10 journaux ; — le bois de décoration de Carheil contenant 120 journaux, etc².

Le château de Carheil fut reconstruit à grands frais, de 1659 à 1660, par les soins de René du Cambout, sur les plans de l'architecte Corbineau³.

Propriété naguères du prince de Joinville et appartenant

¹ Déclaration de Carheil en 1671.

² *Ibidem*.

³ *Mss. de la bibliothèque de Nantes*, n° 1683.

aujourd'hui à M. le baron de la Motte, Carheil est un des plus beaux châteaux modernes du pays. « Du milieu des vastes landes qu'on traverse en venant de Savenay, les bois de Carheil apparaissent comme une sorte d'oasis dans le désert. Quand on s'approche du domaine, les sites sont moins frappants, mais ils semblent plus variés et comme animés par un grand mouvement de terrains. Les arbres, disposés en allées ou plantés en futaies, sont d'une venue magnifique¹. » C'est le digne entourage de la grandiose habitation des anciens vicomtes de Carheil.

CHARETTE (MARQUISAT).

Le marquisat de Charette, créé en 1775 seulement, se composait d'une vieille châellenie appelée tantôt la Chapelle-sur-Erdre², du nom de la paroisse où elle se trouvait, tantôt la Gascherie, du nom du château, chef-lieu de la juridiction.

Il est fait mention en 1349 d'un Guillaume de la Gascherie qui acheta alors tous les biens patrimoniaux que possédait certain Jean du Plessix dans la paroisse de la Chapelle-sur-Erdre³. Ce Guillaume possédait-il la terre de la Gascherie? Peut-être, mais nous ne pouvons pas l'affirmer. Toutefois, en 1412, la Gascherie appartenait, en partie du moins, à Guillaume Bernard⁴.

Quelques années plus tard la Gascherie nous apparaît aux mains des Lespervier qui la conservèrent pendant un siècle. En 1448 Jean Lespervier, chanoine de Nantes, acheta du vicomte Alain de Rohan les étangs de la Verrière et de Nays ainsi que certaines rentes féodales dans la Chapelle-sur-Erdre, biens qui firent dès lors partie de la châellenie de la Gascherie. Vers 1454, en effet, Georges Lespervier, seigneur de la Bouvardière, et Marguerite de Montauban, sa femme, possédaient la Gascherie. Leur fils Arthur Lespervier, sei-

¹ Guéraud. *Géographie de la Loire-Inférieure*.

² Chef-lieu de canton, arrondiss. de Nantes.

³ *Archiv. de la Loire-Inférieure*, E, 727.

⁴ *Ibidem*.

gneur de la Gascherie, épousa Françoise Landais, fille du trésorier de Bretagne, et mourut le 1^{er} septembre 1510.

François Lespervier, issu du précédent mariage, rendit aveu au roi pour sa châtellenie de la Chapelle-sur-Erdre et son manoir de la Gascherie en 1512 ; il épousa Anne Gouyon de Matignon et, devenu veuf, se fit religieux au couvent des Dominicains de Nantes, vers 1540. Sa fille Bonaventure Lespervier avait épousé François de la Noue et lui avait apporté en dot la seigneurie de la Gascherie ; elle était veuve dès 1537 et tutrice de ses enfants parmi lesquels se trouvait François de la Noue si célèbre sous le nom de Bras-de-fer. Ce dernier seigneur de la Gascherie épousa : 1^o Marguerite de Téligny ; 2^o Marie de Luré ; il fut tué au siège de Lamballe en 1591 et son fils Odet de la Noue se vit obligé de vendre, vers 1598, sa terre de la Gascherie¹.

Avant d'aller plus loin relevons une erreur commise par tous ceux qui ont écrit sur la Gascherie : il s'agit de la prétendue réception que fit, en 1537, le vicomte de Rohan à sa belle-sœur la reine de Navarre dans son château de la Gascherie ; voici, croyons-nous, la vérité.

Au commencement du mois de septembre 1537 la reine de Navarre se trouvait bien chez son beau-frère le vicomte de Rohan, non pas à la Gascherie mais en Basse-Bretagne².

Tous les deux résolurent de visiter Nantes et apprirent qu'on leur préparait en cette ville une entrée solennelle. Alors, selon la coutume du temps, ils cherchèrent à petite distance de Nantes un château convenable pour y attendre la députation des Nantais ; la riche famille Lespervier leur offrit la Gascherie qui lui appartenait, et même son hôtel à Nantes pour y séjourner. La reine de Navarre et le vicomte de Rohan acceptèrent et vinrent à la Gascherie, puis, le 22 septembre à Nantes, en deux gabares qu'on leur avait expédiées à la Gascherie ; la reine fit son entrée très solennellement et alla loger à l'hôtel de Briord, propriété, comme la Gascherie, des Lespervier.

¹ *Généalogie de la maison de la Noue*. — Vaurigaud. *Hist. de l'Egl. réformée de Bret.* II. 63.

² Voy. *Lettres de la reine de Navarre*, 164.

Ce ne fut pas davantage les Rohan qui appelèrent à la Gascherie les protestants chassés de Nantes en 1563; ce château appartenait alors, avons-nous dit, à La Noue Bras-de-fer aussi ardent huguenot que vaillant capitaine. Il faut donc renoncer à regarder la Gascherie comme la propriété des vicomtes de Rohan au XVI^e siècle.

Reprenons la suite des seigneurs de la Gascherie.

Vers 1598, Odel de la Noue vendit cette châellenie à Claude Bourigan du Pé, seigneur d'Orvault, lequel s'empessa d'en faire hommage au roi le 27 avril 1600¹.

Ce seigneur avait épousé Marguerite Le Porc qui lui donna à la Gascherie un fils nommé Charles, baptisé en 1603 par l'évêque de Nantes à la Chapelle-sur-Erdre²; mais Claude Bourigan du Pé était mort en 1617 et ce fut probablement sa veuve qui revendit vers ce temps la châellenie de la Gascherie.

L'acquéreur fut Louis Charette de la Colinière, mari de Jeanne Ernault; le 30 juin 1623 il fit hommage au roi pour « ses seigneuries de la Chapelle-sur-Erdre et de la Gascherie ». Maire de Nantes en 1613, ce seigneur mourut le 5 mars 1642 et fut inhumé en l'église des Cordeliers de Nantes.

Jean Charette, son fils, seigneur de la Gascherie, épousa, le 20 avril 1643, Madeleine Menardeau. Maire de Nantes en 1650, il décéda le 1^{er} juin 1660 et sa veuve fit, après sa mort, hommage au roi pour la Gascherie. Louis 1^{er} Charette, leur fils, seigneur de la Gascherie, pour laquelle il rendit aveu au roi en 1679, fut aussi maire de Nantes en 1675 et s'unit, le 2 juillet 1681, à Madeleine Charette sa cousine, fille du seigneur de Montebert. Il mourut le 23 janvier 1702 et fut inhumé en l'enfeu de ses prédécesseurs, chez les Cordeliers de Nantes³.

Louis II Charette, seigneur de la Gascherie, fils du précédent, épousa le 16 mars 1711, Elisabeth de Boussineau; sénéchal de Nantes, il fit, en 1719, hommage au roi pour la Gascherie; il décéda le 18 janvier 1744, et sa veuve en 1762. Il laissait pour fils aîné Louis III Charette, seigneur de la Gas-

¹ *Arch. de la Loire-Inférieure* B. 1609.

² *Ibidem.* E. 3067.

³ *Livre doré de Nantes*, I. 212.

cherie; celui-ci fournit au roi le minu de cette châtellenie le 30 mai 1744, et obtint, en 1775, son érection en marquisat sous le nom de Charette. Il épousa Anne-Elisabeth de Châteautro, qu'il perdit sans en avoir eu d'enfant; il décéda lui-même le 30 janvier 1787 en son hôtel à Nantes¹. Sa succession fut recueillie par son frère Louis-François Charette, baron de la Colinière et dernier marquis de Charette avant la Révolution. Celui-ci, président au Parlement de Bretagne et époux de Marie-Félicité de Courtoux, fut massacré le 2 septembre 1792 dans la cour de la Conciergerie à Paris.

Les lettres patentes érigeant le marquisat de Charette furent données par le roi le 13 septembre 1775; le parlement de Bretagne les enregistra le 7 mai 1776.

Ce marquisat se composa uniquement de la châtellenie de la Gascherie comprenant la paroisse de la Chapelle-sur-Erdre en entier, et s'étendant en outre dans la ville de Nantes, en Saint-Donatien, Saint-Similien et Saint-Léonard.

Le seigneur de la Gascherie avait ses armoiries, banc et enfeu en l'église de la Chapelle-sur-Erdre, « tant au chœur qu'en la nef, avec litre dedans et dehors, et toutes prééminences comme seigneur fondateur et haut justicier. »

Il relevait directement du roi sous son domaine de Nantes, exerçait sa haute juridiction sur bon nombre de fiefs, jouissait d'un droit de pêche dans l'Erdre, de chasse à cor et à cri et levait le tiers des dîmes de la Chapelle-sur-Erdre. Parmi ses mouvances, il comptait les seigneuries de la Desnerie et de Fromenteau.

Il lui appartenait aussi un « droit de jeu appelé soule, qui est que les nouveaux mariés de la paroisse de la Chapelle-sur-Erdre doibvent la première année de leur mariage, le jour saint Jean l'évangéliste (27 décembre), chacun une soule et un billard, un pot de vin mesure de la Chapelle et un pain blanc, qu'ils doibvent présenter audit seigneur ou à ses officiers, incontinent après la grande messe célébrée en ladite église de la Chapelle; laquelle soule ledit seigneur a droit de don-

¹ *Généalogie de la maison de Charette.* — Arch. de la Loire-Inférieure.
² Chapelle-sur-Erdre.

ner à ses hommes et vassaux pour estre par eux poussée et soulée . »

En 1679 on signalait « la maison seigneuriale de la Gascherie avec première et seconde cours, chapelle et colombier, grand parc fermé de murailles, avenues et bois, clos de vignes et prés; » -- les métairies en dépendant appelées la Gascherie, les Noës, le Plessix, Launay et la Haultière; — les trois étangs de la Verrière, Nays et Launay; — trois moulins à vent, et un moulin à eau, etc.; le tout formant le domaine proche de la Gascherie².

Bâti au bord de la rivière d'Erdre et formant une équerre dont l'angle intérieur est occupé par une élégante tourelle polygonale, le château de la Gascherie, propriété actuelle de M. Poydras de la Lande, est une superbe construction du commencement du XVI^e siècle. On croit que c'est l'œuvre de Arthur Lespervier et de Françoise Landais, sa femme; sur la magnifique cheminée de la principale salle on retrouve, au milieu d'une profusion d'arabesques, les *trois éperviers* qui formaient les armes parlantes du seigneur constructeur.

Maintenant encore « la position ancienne toujours délicieuse de ce château, sa noble façade rouge toute rutilante aux feux du soleil levant, ses hautes fenêtres découpées et bordées d'un blanc éclatant, son gentil clocheton dont le tintement cadencé s'élance le soir vers l'autre rive et salue le nautonier qui passe, ses grands bois sombres et pleins d'échos qui se cachent et jouent dans le feuillage, toute sa poésie, toute sa grâce, tous ses souvenirs sont encore là, tout est conservé comme aux anciens jours, jusqu'à l'hospitalité franche et antique des châtelains, jusqu'aux animaux fabuleux qui se cramponnent sur la pierre au-dessus de ses portes, le long de ses toits, jusqu'à la verte cour d'honneur qui s'étale en riant au bout de son avenue³. »

¹ Déclarations de la Gascherie en 1679 et 1702.

² *Ibidem*.

³ *Nantes et la Loire-Inférieure*, in-fol.

CHATEAUBRIANT (BARONNIE).

C'est en faveur de deux nobles bretons, Thiern et Innogwen sa femme, que le duc de Bretagne créa au commencement du XI^e siècle, la vaste baronnie qui nous occupe. Leur fils aîné, Briant I^{er} mari d'Hildelen le, construisit sur les bords de la petite rivière de Chère une forteresse qui prit de son fondateur le nom de Châteaubriant¹ et devint le berceau d'une des plus illustres familles de Bretagne.

Geoffroy I^{er}, fils de Briant, lui succéda et suivit Alain Fergent à la croisade; il mourut en 1114 et fut inhumé au monastère de Béré que son père avait fondé avant 1050 à peu de distance de sa demeure.

Parmi les successeurs de ce baron signalons Briant II tué à la guerre dès 1116; — Geoffroy II dévoué à la cause du jeune prince Arthur de Bretagne, marié à Guessebrune et inhumé en 1206, avec elle, au prieuré de Saint-Michel bâti par lui, au joignant du parc de son château; — Geoffroy III époux de Béatrice de Montrebeau; — Geoffroy IV compagnon de saint Louis en Terre-Sainte, fait prisonnier par les Turcs et réputé défunt; à son retour inattendu en Bretagne sa femme Sibille mourut de joie; délivré de captivité par les religieux Trinitaires, il fonda à Châteaubriant, en esprit de reconnaissance, un monastère de cet ordre et y fut inhumé en 1263. D'après la tradition, ce fut le roi saint Louis qui autorisa Geoffroy IV à remplacer en son blason *les plumes de paon sans nombre* que portaient ses ancêtres par *des fleurs de lys d'or sur champ de gueules*².

Geoffroy V, baron de Châteaubriant, fils et successeur du précédent, maria l'un de ses fils cadets, nommé Briant, avec Jeanne de Beaufort et celui-ci fonda la branche des Châteaubriant-Beaufort qui subsiste encore et de laquelle sortit l'immortel auteur du *Génie du Christianisme*. — Geoffroy VI

¹ Chef-lieu d'arrondissement.

² Delà la belle devise des Châteaubriant : *mon sang teint les hammes de France*.

épousa Isabeau de Machecoul, dame des Huguetières, et mourut en 1301 ; sa veuve lui survécut jusqu'en 1316 et fut inhumée dans l'église des Cordeliers, de Rennes ; — Geoffroy VII s'unit à Jeanne de Belleville si célèbre par sa vaillance et mourut en 1326 ; — Geoffroy VIII fut le dernier représentant mâle de la branche aînée des sires de Châteaubriant ; il fut tué au siège de la Roche-Derrien en 1347, ne laissant point d'enfants de sa femme Isabeau d'Avaugour¹.

La baronnie de Châteaubriant échut à la sœur du défunt, Louise de Châteaubriant, qui épousa Guy XII baron de Laval ; mais cette dame ayant vu mourir ses enfants au berceau, donna Châteaubriant à son neveu Charles de Dinan. Décédée en 1383, elle fut inhumée en l'abbaye de Clermont près Laval.

Charles de Dinan, seigneur de Montafilan, devenu baron de Châteaubriant, joua un grand rôle près des ducs Jean IV et Jean V et décéda en 1418. Il laissait, entre autres enfants, trois fils : Rolland, Robert et Bertrand, qui furent successivement barons de Châteaubriant après lui ; tous trois moururent sans postérité et ce fut leur nièce Françoise de Dinan — fille de leur frère cadet défunt Jacques de Dinan seigneur du Bodister — qui hérita de leur baronnie de Châteaubriant en 1444.

Françoise de Dinan, dame de Châteaubriant, est célèbre dans l'histoire de Bretagne : fiancée au malheureux prince Gilles de Bretagne, mariée après son assassinat à Guy XIV comte de Laval, puis devenue veuve remariée secrètement à Jean de Proësi, elle eut l'honneur d'élever, en qualité de gouvernante, la bonne reine-duchesse Anne de Bretagne et mourut le 3 janvier 1500 ; son corps fut inhumé au chœur des Dominicains de Nantes.

Son fils François de Laval, baron de Châteaubriant, ne lui survécut pas longtemps ; il décéda à Amboise en 1503 et fut apporté au couvent de la Trinité de Châteaubriant ; sa veuve Françoise de Rieux ne mourut qu'en 1532. Ils laissaient un fils aîné Jean de Laval, baron de Châteaubriant, marié en

¹ Sur les barons de Châteaubriant. Voy. l'*Hist. de Châteaubriant* par les abbés Goudé et Guillotin de Corson.

1509 à la belle Françoise de Foix si connue à la cour de François I^{er}. Jean de Laval, un des plus riches seigneurs de son temps, lieutenant général pour le roi en Bretagne, décéda sans postérité en 1543. Il avait perdu, en 1537, sa femme inhumée à la Trinité de Châteaubriant; lui-même fut enterré dans l'église Saint-Nicolas qu'il avait bâtie pour en faire une collégiale dans sa ville de Châteaubriant.

Dès 1539, frustrant en partie ses héritiers naturels, Jean de Laval avait donné au connétable Anne de Montmorency sa baronnie de Châteaubriant et plusieurs autres importantes seigneuries, s'en réservant seulement l'usufruit jusqu'à sa mort; le 5 mars 1540 le connétable en prit possession¹.

Avec Jean de Laval disparurent les barons de Châteaubriant résidant en leurs terres. Leurs successeurs furent de grands seigneurs étrangers dont il suffit de donner brièvement les noms : le connétable Anne de Montmorency, † 1567; — François, duc de Montmorency et maréchal de France, † 1579; — Henri I^{er}, duc de Montmorency et connétable de France, † 1614; — Henri II, duc de Montmorency et maréchal de France, décapité en 1632.

Louis XIII confisqua alors la baronnie de Châteaubriant, mais il ne tarda pas en faire don à Henri de Bourbon, prince de Condé, qui avait épousé, en 1609, Charlotte de Montmorency, sœur de l'illustre victime de Richelieu. Dès 1634, le prince de Condé fit aveu au roi pour Châteaubriant². De son union sortit Louis de Bourbon, prince de Condé, dit le Grand Condé, qui rendit aveu au roi, en 1680, pour sa baronnie de Châteaubriant. Vinrent ensuite les descendants de ce héros : Henri Jules de Bourbon, † 1710; — Louis-Henri, duc de Bourbon et prince de Condé, † 1740; — et enfin Louis-Joseph, duc de Bourbon et prince de Condé, qui forma pendant l'émigration l'armée dite de Condé, fut le dernier baron de Châteaubriant et mourut en 1818.

Châteaubriant, baronnie d'ancienneté, relevait directement du duc, puis du roi, sous leur domaine de Rennes, quoiqu'elle

¹ D. Morice. *Preuv. de l'Hist. de Bret.* III, 1035.

² *Archiv. de la Loire-Inf.* E. 462.

fut en grande partie située dans l'évêché de Nantes. La baronnie se composa à l'origine des quatre châtelainies de Châteaubriant proprement dit, Teillay, Châteaubriant-en-Piré et Châteaubriant-en-Cornuz. A ce groupe primordial vinrent s'ajouter de bonne heure deux autres grandes châtelainies : le Désert dans l'évêché de Rennes, et Vioreau ou Joué dans l'évêché de Nantes. En 1294, le sire de Châteaubriant déclara ne devoir pas moins de sept chevaliers à l'armée du duc de Bretagne : quatre pour Châteaubriant, deux pour le Désert et un pour Vioreau¹.

A cette même époque, le baron de Châteaubriant se trouvait l'un des quatre principaux seigneurs nantais devant porter l'évêque de Nantes à sa première entrée solennelle dans sa ville épiscopale ; pour récompense le sire de Châteaubriant avait de droit de saisir, après la cérémonie, le cheval ou la haquenée qu'avait monté le prélat avant de s'asseoir dans la chaise soutenue par les barons.

Plus tard, la belle châtelainie du Désert et les seigneuries de Châteaubriant-en-Piré et Châteaubriant-en-Cornuz furent distraites de la baronnie, elles ne firent point partie du don que fit Jean de Laval au connétable Anne de Montmorency. En revanche, ce dernier reçut du sire de Châteaubriant grand nombre d'autres seigneuries importantes situées aux environs de Châteaubriant. En avril 1554, le connétable obtint du roi l'union de toutes ces terres à la baronnie de Châteaubriant : c'étaient les châtelainies de Rougé, Teillay, Derval, Jans, Guémené-Pentao, Nozay, Beauregard et Marligné-Ferchaud². Dès lors la baronnie comprit plus de trente paroisses et la juridiction seigneuriale fut établie comme suit :

1° Sous le ressort du présidial de Rennes, la baronnie s'étendit en douze paroisses : Saint-Jean-de-Béré — c'était la paroisse de Châteaubriant même, cette ville close n'ayant pas d'église paroissiale dans ses murs — Erbray, Juigné, Soudan, Rougé, le Teil, Ruffigné, Ercé-en-la-Mée, Saint-Sulpice-des Landes, Lalleu, Carbay et Tresbœuf.

¹ D. Morice. *Preuv. de l'Hist. de Bret.* I, 1112.

² Arch. du part. de Bret, 3^e reg. 18

2° Sous le ressort du présidial de Nantes, la même baronnie engloba le tout ou partie de onze paroisses : Moisdon, Joué, Abbaretz, Treffieuc, Saint-Julien-de-Vouvantes, Auverné, la Chapelle-Glain, le Pin, Issé, Louisfert et Saint-Donatien de Nantes¹.

Mais on voit que dans cette énumération ne figurent point les paroisses composant les seigneuries de Derval, Jans, Guéméné-Penfao, Nozay, Beauregard et Martigné-Ferchaud unies à Châteaubriant en 1554, or ces six châtellenies s'étendaient bien dans une dizaine de paroisses.

Le baron de Châteaubriant avait aussi, en 1718, une maîtrise des eaux, bois et forêts, comprenant le territoire des seigneuries de Châteaubriant, Derval, Nozay et Martigné-Ferchaud².

Comme nous nous proposons de parler séparément — si nous ne l'avons déjà fait — des châtellenies du Désert, de Rougé, Derval, Issé, Nozay, Beauregard et Martigné-Ferchaud, nous nous bornerons à faire connaître ici ce qu'étaient seulement la baronnie de Châteaubriant proprement dite et la châtellenie de Vioreau, sa très ancienne annexe.

1° *Baronnie de Châteaubriant, proprement dite.* — Elle comprenait sept paroisses à peu près en entier : Saint-Jean-de-Béré, Juigné, Erbray, Rougé, Rufligné, Soudan et Carbay, et s'étendait en outre en Ercé-en-la-Mée, Saint-Sulpice des Landes, Piré, Cornuz, etc. Sa haute justice s'exerçait à Châteaubriant même et ses fourches patibulaires à six piliers se dressaient sur la lande de la Justice au bord du chemin de Châteaubriant à Nantes.

Le sire de Châteaubriant était seigneur supérieur de toutes les églises paroissiales bâties dans sa baronnie et fondateur des églises paroissiale et priorales de sa ville de Châteaubriant, ainsi que des chapelles de son château.

Châteaubriant avait d'importantes mouvances ; les principales étaient les châtellenies de Rougé, Porterie, la Galmeillère et Bœuvres, les seigneuries avec haute justice de la

¹ *Archives d'Ille-et-Vilaine C, 1819.*

² *Ibidem.*

Courpéan, la Cour de Soudan, Vouvantes, Le Rouvray, Hault-bois, Chamballan, Le Boisbriant, Le Rouvre, La Grée, La Roche-Giffart, la Minière, etc., les prieurés de Béré, Saint-Michel, La Trinité, Teillay et Juigné.

Le baron de Châteaubriant jouissait des droits de prévôté, coutumes, pavage, bouteillage et fournage à Châteaubriant même, — de la coutume et du trépas de Juigné; — de ban et étanche « sur les vendants, vins et cildres à Chasteaubriant pendant quinze jours chaque année, du mardy avant la Pentecoste au mercredi veille du Sacre, etc. »

Il avait aussi certain droit original sur les poissonniers : « Ceux qui pendant le Careme trempent et vendent poisson sec, morue, harang et aultres poissons en la ville de Chasteaubriant doibvent se présenter devant le seigneur dudit lieu ou ses officiers, sur la chaussée de l'estang de la Torche et là recognoistre leur devoir de sauter en ledit estang et à ceteffect,doibventsauter une fois pendant les feries de Pasques; et doibt ledit seigneur fournir un basteau pour les recevoir après lesdits saults et leur doibt du feu (pour se sécher), une pièce de bœuf et du vin (pour se reconforter); et les défail-lants à obéir et sauter en l'eau doibvent chacun deux chapons de Cornouaille et 60 sols d'amende¹. »

La première lamproie mise en vente à Châteaubriant était due au baron ou, en son absence, au capitaine de son château. Certains habitants de la ville devaient aussi à leur seigneur, chacun une paire de gants blancs chaque année. Enfin le seigneur de la Courpéan en Erbray, ayant obtenu de son suzerain permission de fortifier son manoir en 1596, lui devait, en reconnaissance, tous les ans, une paire d'éperons dorés évalués un écu².

Le domaine proche de Châteaubriant comprenait : « Le chasteau de Chasteaubriant avec ses tours, chapelles, enclos, douves garnies d'eau à l'entour, et la ville de Chasteaubriant close de murailles et garnies de quatre portes fermant à herse et pont levés, en laquelle ville ledit seigneur a halles, four, prison et forteresse; » — le parc dudit lieu comprenant mille

¹ Déclarations de Châteaubriant en 1628 et 1680.

² *Ibidem.*

journaux de terre, clos de murailles, auquel il y a jardin et logis de plaisance¹, biches, daims, cerfs et grands refuges à connils ; » — la forêt de Juigné (4.000 journ.), — la forêt de Teillay aussi étendue « avec les mottes et emplacements du chasteau de Teillay entouré d'estangs », — le bois du Drullay (2.000 journ.), — les étangs de la Torche, Chaicheu, Daille et Choisel, — quatre moulins à eau et trois moulins à vent, — de vastes prairies tant en Saint-Jean-de-Béré qu'en Ruffigné, etc.

2° Châtellenie de Vioreau en Joué. — Cette grande seigneurie relevait à l'origine de la baronnie d'Ancenis. Elle vint de bonne heure aux mains des sires de Châteaubriant, peut-être par une alliance demeurée oubliée. C'est dans son château de Vioreau que vers 1260, Geoffroy IV de Châteaubriant fit son premier testament ; mais il semble que son père, nommé aussi Geoffroy et fils cadet de Geoffroy II avait eu Vioreau en apanage, ce qui ferait remonter au XII^e siècle environ l'annexion de cette châtellenie à la baronnie de Châteaubriant. En 1284, le baron d'Ancenis renonça à sa suzeraineté sur Vioreau² qui, depuis lors fit toujours partie de Châteaubriant.

Vioreau, qualifiée souvent de baronnie, s'étendait en sept paroisses : Joué, Abbaretz, Moisdon, Auverné, Melleray, Treffieuc et Saint-Julien-de-Vouvantes. Cette seigneurie était de toute antiquité divisée en deux châtellenies ayant chacune à l'origine sa haute justice et appelées Vioreau-à-Joué et Vioreau-à-Melleray. Elle avait de belles mouvances, dont plusieurs hautes justices, telles que la Chauvelière, les Rivières d'Abbaretz et d'Auverné, la Haye et le Val d'Auverné, la Bothelière, l'abbaye de Melleray et les prieurés de Moisdon et de Melleray.

A partir de 1554 la haute juridiction de Vioreau exercée jusqu'alors tant à Joué qu'à Melleray, fut transférée à Châteaubriant ; mais ses ceps et colliers demeurèrent au bourg de Melleray, et les quatre poteaux de sa justice patibulaire restèrent sur une lande avoisinant ce bourg.

¹ De ce manoir appelé les Coardières il reste un bel escalier de la Renaissance.

² *Archives de la Loire-Inférieure*, E, 249.

Chaque premier jeudi de Carême, les nouveaux mariés de la paroisse de Moisdon devaient courir la quintaine et briser leurs lances contre un poteau aux armes de la seigneurie, élevé à cet effet « au bout du pont et pavé de la chaussée de Moisdon¹. » — A la fête de Noël les paroissiens d'Auverné devaient présenter au seigneur de Vioreau, à l'issue de la messe du point du jour, une soule à jouer. — A chacune des trois fêtes de Pâques, la Toussaint et Noël, le prieur de Moisdon était tenu d'offrir à son seigneur, en son château même de Vioreau, « deux pots de vin blanc d'Anjou, deux pots de vin rouge du cru nantois et quatre flanchées de pain blanc². »

Le sire de Vioreau avait deux sergents féodés nobles pour recueillir ses rentes : les seigneurs de la Prôvoté et des Mouffais ; il jouissait des droits de coutume et trépas sur les marchandises passant aux bourgs de Joué, Auverné et Moisdon, — d'un droit de menée à la cour de Nantes, — d'un droit de hue pour ses chasses, etc., etc.

Le domaine proche de Vioreau n'était pas moins considérable.

C'était d'abord le château de Vioreau, dont on n'aperçoit plus aujourd'hui que les fondations, mais que l'aveu de 1560 décrit encore ainsi : « Le domaine, cour et maison de Vioreau, en la paroisse de Joué, contenant y compris un petit parc à mettre bestes sauvages environ dix journaux, joignant d'un côté l'estang de Vioreau, d'autre le moulin et sa chaussée et d'autre la forest de Vioreau », — les étangs de Vioreau et de Joué, chacun avec deux moulins, — quatre autres moulins en Moisdon et un cinquième à Auverné, — la forêt de Vioreau et la forêt Pavée, ayant chacune une lieue de longueur, — un four banal au bourg de Melleray, etc.³

Du château de Vioreau il ne reste plus rien, avons-nous dit, mais on raconte aux alentours la légende d'une dame du lieu assassinée par son mari ; ce semble bien être un souvenir de Françoise de Foix, dame de Châteaubriant, qu'on accusa Jean de Laval d'avoir mise à mort.

¹ Déclaration de Vioreau en 1560.

² Déclaration de Vioreau en 1680.

³ Déclarations de Vioreau en 1560 et 1680.

De beaux vestiges, au contraire, du château de Châteaubriant subsistent encore et nous regrettons de ne pouvoir en faire la description : c'est d'abord le superbe donjon carré démantelé en 1488 et première résidence des barons ; puis c'est le bel édifice de style renaissance qu'éleva Jean de Laval vers 1520 ; il renferme d'élégants escaliers, de vastes salles et surtout l'admirable appartement sculpté, dit Chambre dorée, qu'habita Françoise de Foix. C'est, dit du Paz, « un beau et excellent chasteau et une des plus plaisantes, agréables et salutaires demeures qui se puissent trouver. » Actuellement même, quoique bien dégradé, le château de Châteaubriant justifie cet éloge ; naguères propriété du duc d'Aumale, héritier des princes de Condé, il appartient aujourd'hui partie à la ville de Châteaubriant, partie au département de la Loire-Inférieure.

CHATEAUFROMONT (MARQUISAT)

Lorsqu'avant 1050 fut fondé près de Châteaubriant le prieuré de Béré, un certain chevalier nommé Fromont voulut contribuer à cette bonne œuvre et donna au nouveau monastère une terre, dont les moines firent leur jardin et leur verger¹. Il est permis de voir en ce seigneur le fondateur du château portant son nom Châteaufromont², bâti dans la paroisse de Saint-Herblon³.

Au siècle suivant nous trouvons Olivier de Châteaufromont faisant lui-même de pieuses donations aux abbayes de Pontron et de Melleray ; en 1196 il fut, avec son frère Garin de Châteaufromont, nommé exécuteur du testament du seigneur de Varades. Marié à Oïere, Olivier de Châteaufromont vivait encore en 1208 et dom Morice nous a conservé son sceau portant *une fasce* comme blason⁴.

¹ *Cartulaire de Redon*.

² On dit aujourd'hui plus communément Châteaufrémont.

³ Commune du canton et de l'arrondissement d'Ancenis.

⁴ D. Morice, *Preuves de l'Hist. de Bret.* I, 331, 342, 727, 810 et 827.

Mais en 1230, Olivier de Châteaufromont étant mort, sa seigneurie était échue par héritage à Hervé Le Felle ; à l'occasion de ce changement de seigneur, les moines de Pontron se firent confirmer par Hervé Le Felle dans la possession d'une partie des dîmes de Saint-Herblon, la Roussière et Châteaufromont¹.

Nous ignorons comment la seigneurie de Châteaufromont passa des mains des Le Felle en celles de la famille d'Avoir, mais elle appartenait en 1378 et 1385 à Pierre d'Avoir, chambellan du roi Charles V. Ce seigneur mourut en 1390 sans postérité, laissant Châteaufromont au fils de sa défunte sœur Anne d'Avoir, femme de Jean du Beuil, lieutenant général d'Anjou.

Le nouveau sire de Châteaufromont, nommé aussi Jean du Beuil, maître des arbalétriers de France, épousa Marguerite Le Dauphin, fille de Béraud Dauphin d'Auvergne, et fut tué à Azincourt en 1415. Son fils autre Jean du Beuil, comte de Sancerre, vendit la seigneurie de Châteaufromont, le 28 août 1431, à Yolande duchesse d'Anjou, pour 14.000 réaux d'or. Cette dame la donna en dot à sa fille Yolande d'Anjou, femme de François de Bretagne, comte de Montfort². Ce prince, devenu François I^{er} duc de Bretagne, échangea, le 10 juillet 1448, Châteaufromont et quelques autres seigneuries contre la châtellenie de Palluau que lui céda Marguerite d'Orléans, veuve de Richard de Bretagne, comte d'Etampes³.

Mais il arriva que le fils de cette dernière devint à son tour duc de Bretagne sous le nom de François II ; ce prince donna successivement Châteaufromont à ses deux bâtards Antoine, seigneur de Hédé, mort jeune, et François, baron d'Avaugour, époux de Magdeleine de Brosse dite de Bretagne. Ce dernier seigneur vendit Châteaufromont à deux marchands de Tours, Antoine du Guet et Bertrand de Mesrat ; toutetois à la sollicitation de sa sœur la dame d'Avaugour, René de Brosse, dit de Bretagne, comte de Penthievre, ac-

¹ D. Morice, *Preuv. de l'Hist. de Bret.* I, 770 et 868.

² *Archives de la Loire-Inférieure*, E, 10.

³ *Ibidem* E, 29.

quit par retrait lignager, le 1^{er} octobre 1504, cette seigneurie de Châteaufromont pour 13.000 l. tournois, puis il la rétrocéda à sa sœur le 9 du même mois¹.

Le fils de cette dame, François, baron d'Avaugour, rendit aveu au roi pour Châteaufromont en 1529. Il épousa Magdeleine d'Astarac et en eut Odet d'Avaugour, comte de Vertus, qui fit à son tour aveu pour Châteaufromont en 1549. Mais ce dernier, par acte du 6 août 1556, donna Châteaufromont à sa sœur Magdeleine d'Avaugour, femme de Paul, baron de Lescun, qui fit hommage au roi pour cette seigneurie en 1557².

Le 19 septembre 1574, Magdeleine d'Avaugour vendit la châtellenie de Châteaufromont 45.000 liv. à Jean de Mésanger, seigneur de la Minaudière, et à Jean de Fescan, seigneur des Chambots. Les deux acquéreurs jouirent, eux et leurs héritiers par indivis, environ vingt ans de Châteaufromont ; après cela ils se partagèrent la seigneurie : René de Mésanger, seigneur de l'Isle, fils de Jean, eut pour sa part le fief et la juridiction pour lesquels il fit hommage au roi en 1604 ; le domaine échut à François Jallier, receveur des fouages, qui avait épousé Jeanne de Fescan.

Le 3 mai 1627 René de Mésanger vendit sa part, c'est à-dire le fief et la juridiction de Châteaufromont à Claude des Houmeaux, seigneur de la Perrochère, qui en fit hommage au roi en 1630. Sept ans plus tard, le 19 mars 1637 Antoine Jousseume, seigneur de l'Espinay, et Marie Jallier, sa femme, vendirent à leur tour le domaine de Châteaufromont à Pierre de Cornulier, seigneur de la Hay, qui en rendit hommage en 1638. Or en 1632 ce Pierre de Cornulier avait épousé Marie des Houmeaux, fille unique du seigneur de la Perrochère, qui lui avait apporté les fief et juridiction de Châteaufromont ; quand il eut acheté lui-même le domaine, il se trouva donc possesseur de la châtellenie entièrement reconstituée³.

Pierre de Cornulier mourut le 13 décembre 1656 et sa veuve le 11 février 1680 ; l'un et l'autre furent inhumés en

¹ *Suppl. à la généalogie de la maison de Cornulier*, 1860, p. 136.

² *Archives de la Loire-Inférieure* B. 1009 et 1010.

³ Laisné, *Généalogie de la maison de Cornulier*, 117.

leur enfeu dans la cathédrale de Nantes. Leur fils Claude de Cornulier, comte de Vair en 1664 et marquis de Châteaufromont en 1683, épousa 1^o en 1658, Marie Guyet de la Sourdière, décédée en 1660, 2^o en 1663 Renée Hay des Nétumières ; il mourut en son château de Vair le 29 mai 1700 ; sa veuve lui survécut jusqu'en 1718.

Toussaint de Cornulier, issu du premier mariage précédent, marquis de Châteaufromont et président à mortier au parlement de Bretagne, décéda à Rennes le 7 novembre 1727 et y fut inhumé dans son enfeu en l'église des Minimes. Il avait épousé 1^o en 1681 Françoise Denyau de Chanteloup † 1682, 2^o en 1689 Anne de Trémerreuc † 1702, et 3^o en 1718 Jeanne de Boislesve. Son fils Charles-René de Cornulier, sorti du deuxième lit, lui succéda comme marquis de Châteaufromont et président à mortier au parlement ; il rendit aveu au roi en 1728 pour Châteaufromont et mourut à Rennes le 9 avril 1738 ; il y fut enterré près de son père ; il avait épousé en 1717 Marie-Anne de la Tronchaye qui ne décéda qu'en 1767.

Ils ne laissaient que des filles dont l'aînée Marie-Angélique de Cornulier avait épousé au château de Vair, le 19 juillet 1735, son cousin Toussaint de Cornulier, seigneur du Boismaqueau. Ce dernier devint ainsi marquis de Châteaufromont et comte de Vair ; il fut aussi président à mortier au parlement et mourut à Paris le 9 avril 1778 ; sa veuve décéda à Versailles le 31 janvier 1794. L'aîné de leurs enfants Toussaint, marquis de Cornulier, mourut peu de temps après son père le 10 décembre 1779 ; il s'était uni en 1766 à Marie-Félix Hay des Nétumières qui lui donna un fils Toussaint-François de Cornulier, dernier marquis de Châteaufromont, marié en 1788 à Amélie de Saint-Pern de Ligouyer ; ce seigneur périt sur l'échafaud révolutionnaire de Paris, le 19 juillet 1794¹.

Les lettres patentes données par le roi à Claude de Cornulier en septembre 1683 pour l'union des seigneuries de Châteaufromont et de Vair et leur érection en marquisat, nous font assez bien connaître l'importance de ces terres.

¹ De Cornulier, *Généalogie de la maison de Cornulier*.

Louis XIV érige ce marquisat en considération de ce que : « les terres et seigneuries de Vair, de Châteaufromont, du Chaffault, d'Anetz et de Savenières sont d'une grandeur et revenu fort considérables¹ ; en toute l'étendue des dites terres ledit sieur de Cornulier à tous droits de haute, moyenne et basse justice ; la terre de Châteaufromont est une des plus anciennes châtellemies de la province de Bretagne ; la terre de Vair a présentement un très beau château ; lesdites terres et seigneuries sont composées de trois cent cinquante fiefs et de domaines considérables, cens, rentes et autres droits seigneuriaux ; les droits honorifiques lui appartiennent entièrement dans les paroisses de la Rouxière et d'Anetz où il a seuls ses armes et lisières ; il est seul haut justicier, patron et fondateur en la plus grande partie de celle de Saint-Herblon, où il a, à cause de sa dite châtellemie de Châteaufromont, sa justice élevée à quatre piliers, cep et collier dans le bourg à la porte de l'église ; il a droit de dîme féodale dans toute l'étendue des trois paroisses ; il a droit de faire tenir deux foires par an dans sa dite terre de Châteaufromont, etc². »

Le marquisat de Châteaufromont relevait directement du roi et ressortissait au présidial de Nantes ; voyons un peu en détail de quelles terres il se composait : c'était d'abord Châteaufromont et Vair, — puis les petites seigneuries du Chaffault en Anetz unie à Vair dès 1482, d'Anetz et de Savenières également en la paroisse d'Anetz et unies à Vair en 1653, — enfin la seigneurie de Maumusson unie à Châteaufromont en 1701.

Parlons successivement de Châteaufromont, Vair et Maumusson.

1° Châtellemie de Châteaufromont. — Elle s'étendait en Saint-Herblon et la Rouxière ; son siège était une forteresse considérable dont il ne restait au XVII^e siècle que des vestiges sur une éminence enceinte de fossés « lesquels sont en partie

¹ Le revenu net du marquisat de Châteaufromont était de 25,189 L. en 1790.

² De Cornulier *Généalogie de la maison de Cornulier* (1889) p. 88.

remplis des ruines dudit château où il paraît encore d'anciennes fortifications, casemates, etc¹. »

Châteaufromont semble avoir été ruiné depuis bien des siècles; ses fossés creusés dans le roc et l'étendue de sa motte indiquent maintenant encore l'importance du château détruit. Un étang l'environnait en partie; non loin s'élevait une chapelle dédiée à Saint-Jacques avec un cimetière, et qui portant en 1196 le nom de « *Ecclesia Castrifromonti* » semble avoir été une église paroissiale, ce que la tradition rappelait toujours en 1685.

Les métairies de la Cour de Châteaufromont, de la Chevalerie et de Peltré, avec un moulin à eau et quatre moulins à vent, complétaient le domaine proche. A Peltré les seigneurs de Châteaufromont avaient construit un petit manoir, sans doute au commencement du XVII^e siècle; il subsiste de nos jours dans la paroisse de la Rouxière et les paysans l'appellent volontiers Châteaufromont, tandis qu'ils donnent aux ruines de l'antique forteresse le nom de château de la Cour.

Le sire de Châteaufromont jouissait d'un marché tous les mardis au bourg de Saint-Herblon et de deux foires, l'une à la fête de saint Jacques (1^{er} mai) sur le pâtis de la chapelle de ce nom; l'autre au bourg de la Rouxière à la saint Laurent (10 août).

La quintaine était due par les nouveaux mariés de Saint-Herblon et de la Rouxière « couchant dans la chastellenie hors des fiefs nobles ». Ils devaient « au jour assigné par le seigneur, une fois seulement l'un des deux ans subséquant leur mariage, comparoir, leurs lances à la main, bonnes et compétentes, pour courir trois courses, chacun sur un cheval que ledit seigneur doit fournir, et ayant un roquet pour mettre au bout desdites lances. » Les coureurs se réunissaient « dans le pastis devant la chapelle de Monsieur saint Jacques », où se trouvait planté le poteau armorié de la seigneurie; chaque maladroit et chaque défaillant devaient douze grands boisseaux d'avoine².

¹ Procès-verbal de l'état de Châteaufromont en 1685.

² Déclaration de Châteaufromont en 1679.

C'est au village de la Famelière qu'était la prison de la juridiction, « avec ceps et fers pour arrêter les criminels. » Les tenanciers du fief de la Famelière étaient obligés d'entretenir cette prison et d'y garder les détenus.

2° *Comté de Vair*. — Cette seigneurie à laquelle furent unies celles du Chaffault, d'Anetz et de Savenères, fut érigée en comté l'an 1653 en faveur de Charles de la Noue qui la vendit dès 1664 à Claude de Cornulier. Vair comprenait alors cinq hautes justices et seize autres juridictions relevant de ce comté.

Le château de Vair, belle et importante construction devenue au siècle dernier la demeure des marquis de Châteaufromont et subsistant encore, se trouve en Anetz : il relevait de la vicomté de Donges, mais la majeure partie de la seigneurie de Vair s'étendait en Saint-Herblou et Mésanger et relevait directement du duché de Bretagne.

Dès le XII^e siècle la terre de Vair appartenait à des seigneurs qui en portaient le nom. En 1482 Hervé de Vair la vendit à Sévestre du Chaffault qui la revendit des 1496 avec sa terre voisine du Chaffault-en-Anetz à Jean de Cardonne, général des finances de Bretagne. Anne de Cardonne légua Vair à Joachim Tissart vers 1540, puis Claudine Tissart, sœur de ce dernier, l'apporta à son mari, François d'Argy vers 1557. Claudine d'Argy, leur fille, fit de même en épousant René du Breil seigneur de Liré ; mais en 1605 René du Breil vendit Vair et le Chaffault à Guillaume de la Noue et à Anne de Cornulier sa femme. Leur fils Charles de la Noue acheta en 1651 les seigneuries d'Anetz et de Savenères et obtint en 1653 leur incorporation à celle de Vair et l'érection du tout en comté¹.

Le domaine proche de Vair comprenait, outre le beau château de ce nom appelé jadis le Plessix de Vair, les métairies nobles de Rondbuisson, des Pâtisseaux et des Grande et Petite Trimollerries. Parmi les droits féodaux de la seigneurie remarquons que certain vassal devait la veille de Noël fournir des bœufs « pour apporter et mettre le fison de Noël

¹ De Cornulier, *Général de la maison de Cornulier*.

dans une cheminée du chateau de Vair » ; de son côté le seigneur était tenu d'offrir au charretier « pour deux deniers de pain et une fois du vin¹ ». Notons enfin que le seigneur de Vair avait droit de tenir chaque année deux foires en ses fiefs.

3^e *Seigneurie de Maumusson*. — Cette seigneurie fort ancienne semble avoir été à l'origine un démembrement de la baronnie d'Ancenis. Elle appartint d'abord à Alicie, dame d'Ancenis, puis à Philippe Savary, seigneur de Montbazou et en 1276, à Jeanne, femme de Robin de Coësmes². Plus tard, les sires de Maillé (1427) et de Villeblanche (1451) la possédèrent; Françoise de Villeblanche l'apporta vers 1507 à son mari, Guy d'Espinay. Enfin les héritiers du seigneur de Savonnières de la Troche vendirent en 1694, à Claude de Cornulier, tous les fiefs de Maumusson se trouvant en la paroisse de Saint-Herblon. Le reste de la seigneurie, et notamment le manoir de la Cour de Maumusson, ne fut point acheté par M. de Cornulier et appartenait en 1775 à M. Ferron de la Ferronnaye.

Maumusson, qualifiée parfois de châellenie, était une haute justice s'étendant principalement dans les paroisses de Maumusson et de Saint-Herblon; cette seigneurie relevait de la Motte-Glain.

Le seigneur de Maumusson avait un droit de quintaine sur les derniers mariés de cette paroisse, le jour de la Pentecôte, à l'issue de la messe paroissiale. Il avait également droit d'exiger une chanson de chaque nouvelle mariée³.

CHATEAUTHÉBAUD (CHATELLENIE).

A l'époque de la première mention faite de Châteauthébaud⁴, cette seigneurie appartenait aux sires de Montrelais. Jean de Montrelais, seigneur dudit lieu et de Châteauthébaud, vivait en 1294. Vinrent successivement ensuite Renaud I^{er} de

¹ Déclaration de Vair en 1742.

² *Dict. des terres du comté nantais*.

³ Ozée, *Dict. de Bret.* II, 18.

⁴ Commune du canton de Vertou, arrondiss. de Nantes.

Montrelais, mari de Tiphaine Le Borgne, et Renaud II de Montrelais, époux de Marie d'Ancenis, l'un et l'autre seigneurs de Châteauthébaud. De cette dernière union sortit Marie de Montrelais ; elle apporta la châtellenie de Châteauthébaud à son mari, Jean de Châteaubriant, seigneur de Porterie, vers 1340¹.

Ceux-ci eurent deux enfants : un garçon dont les fils moururent sans postérité, et une fille Marguerite de Châteaubriant qui hérita de ses neveux et devint dame de Châteauthébaud.

Marguerite de Châteaubriant épousa d'abord vers 1376 Thébaud Anger, seigneur du Plessix-Anger, puis après son décès Edouard de Rohan ; elle mourut le 18 avril 1414.

Du premier lit sortit Jean I^{er} Anger, seigneur du Plessix-Anger et de Châteauthébaud en l'an 1400, qui s'unit à Marie Coupu, fille du seigneur de la Coupuaye, et fit son testament en 1436 ; il voulut être inhumé près de sa femme en la chapelle Notre-Dame de Guipry. Leur fils Jean II Anger, époux de Manaud de Maillé (1448) et leur petit-fils François Anger, mari de Jeanne du Pont, ces derniers décédés l'un et l'autre en 1487), furent ensuite seigneurs du Plessix-Anger en Lieuron et de Châteauthébaud.

Ces seigneuries échurent à leur fille Marie Anger qui épousa Jean de Maure sire des Brioux ; mais elle mourut en couches le 2 avril 1497. Son mari devint en 1500 seigneur de Maure et l'enfant qui lui coûta la vie fut François premier comte de Maure en 1553 et seigneur de Châteauthébaud ; celui-ci mourut au Temple de Maupertuis le 29 avril 1557.

Les comtes de Maure, Claude marié à Françoise de Pompadour, mort en 1564, et Charles époux de Diane d'Escars, tué en duel en 1575, possédèrent ensuite Châteauthébaud qui échut à la fille unique de ce dernier seigneur Louise comtesse de Maure.

Cette dame de Châteauthébaud épousa : 1^o en 1587 Odet de Matignon, comte de Thorigny, dont elle n'eut pas d'enfant ; 2^o le 5 août 1600 Gaspard de Rochechouart, marquis de Mor-

¹ Du Paz. *Hist. géneal. de plusieurs maisons de Bret.* 669.

temart, qui mourut à Paris le 25 juillet 1643 ; elle-même mourut peu de temps après, laissant sa seigneurie à son fils Louis de Rochechouart, comte de Maure.

Ce seigneur étant décédé en 1669 sans enfants de son union avec Anne Dony d'Attichy, sa succession passa à son frère Gabriel de Rochechouart, duc de Mortemart, mari de Diane de Grandseigne. Mais à la mort de celui-ci en 1675, presque tous ses biens de Bretagne furent vendus pour satisfaire ses créanciers ; ils furent rachetés par son fils Louis-Victor de Rochechouart, duc de Mortemart, époux d'Antoinette de Mesmes. Ce dernier s'en démit de son vivant en faveur de son propre fils Louis de Rochechouart à son tour duc de Mortemart, marié à Anne-Marie Colbert, fille du grand ministre ; cette dame devenue veuve en 1688, reçut en remboursement de ses deniers dotaux plusieurs terres et parmi elles la châtellenie de Châteauthébaud pour laquelle elle rendit aveu au roi le 28 juin 1698¹.

Anne-Marie Colbert, duchesse de Mortemart, vendit toutes les seigneuries qu'elle possédait en Bretagne, et en 1700 Jeanne de Monthullé, veuve de Jacques Charette, seigneur de Montebert, acquit d'elle la châtellenie de Châteauthébaud².

En 1712 Gilles Charette, seigneur de Montebert, rendit aveu au roi pour Châteauthébaud ; mais dès l'année suivante nous trouvons cette dernière seigneurie entre les mains de Pierre Cailleteau, seigneur de la Chasseloire, qui en fit alors aveu lui-même en son propre nom et au nom de ses filles pour lesquelles il l'avait vraisemblablement achetée.

De ces filles l'une, Agnès Cailleteau, épousa Antoine Agard, marquis de Maupas, qui fit en 1749 la déclaration de la châtellenie de Châteauthébaud qu'il tenait de sa femme³. Il paraît que cette dame mourut sans postérité, car sa sœur N. Cailleteau apporta Châteauthébaud et la Chasseloire à son mari Louis Le Lou. Les derniers seigneurs de Châteauthébaud probablement fils de ceux-ci furent : l'abbé Le Lou, seigneur de Châteauthébaud du temps d'Ogée (1770) et Louis Le Lou, qualifié comte de la Chasseloire, dernier mâle

¹ Arch. de la Loire-Inférieure B.

² Arch. de la Loire-Inférieure. E. 1402.

³ *Ibidem* E. 1412.

de sa branche, marié en 1775 à Fédicé Guérin marquise de Saint-Brice.

Châteauthébaud, châtellenie d'ancienneté, avait évidemment à l'origine un château disparu depuis bien longtemps : il devait avoisiner le bourg de Châteauthébaud si pittoresquement assis sur d'énormes blocs de rochers dont la Maine baigne le pied.

Vers la fin du XV^e siècle le domaine de Châteauthébaud fut détaché de la seigneurie de ce nom ; il devint la propriété des seigneurs du Plessix-Guerry en Monnières : Eon Sauvage (1493), Tanguy Sauvage (1502), Jacques du Croisil époux de Jeanne Sauvage (1539), etc¹

La châtellenie de Châteauthébaud ne se composa plus dès lors que de la juridiction et des rentes féodales. Cette juridiction était une haute justice relevant directement des ducs de Bretagne sous leur domaine de Nantes. Elle s'étendait en cinq paroisses : Châteauthébaud, Saint-Fiacre, Vertou, Maisdon et Saint-Lumine près Clisson ; ses fourches patibulaires avaient quatre piliers ; ses rentes féodales montaient en 1697 à environ 800 l.

Le sire de Châteauthébaud était seigneur, supérieur et fondateur des églises de Châteauthébaud et Saint-Lumine, et il y avait ses armoiries, bancs, enfeus et lisières. Il jouissait d'un droit prohibitif de pêche dans les eaux de la Maine ; il avait droit de moulin, garenne et colombier ; il avait cep, collier et prison, et pouvait certain jour faire les nouveaux mariés habitant ses fiefs fournir les courses accoutumées de la quintaine².

Enfin au seigneur de Châteauthébaud appartenaient d'importants droits de « prévosté sur les vaisseaux venant au port de Nantes et de minage des grains vendus en cette même ville de Nantes. » Ce dernier droit seul était en 1697 affermé 1500 l., et consistait dans le mesurage « ou minage des froments, bleds, orges, pois, jarosses, noix, noisettes et toutes autres sortes de graines qui se vendent dans la ville de Nantes et dans ses faux bourgs³. »

¹ *Dict. des terres du Comté nantais.*

² Déclarations de Châteauthébaud en 1697 et 1698.

³ *Ibidem.*

CLISSON (CHATELLENIE)

Clisson¹ est une jolie petite ville, avec les ruines d'une belle forteresse, située sur la frontière de la Bretagne, du côté du Poitou. C'était une très ancienne seigneurie dont les possesseurs apparaissent dès la première moitié du XI^e siècle : Guy de Clisson vers 1038 et Bernard de Clisson en 1043. On trouve ensuite successivement, mais sans qu'on puisse en former une généalogie régulière, Baudry de Clisson en 1075, Gaudin de Clisson en 1104, Guillaume de Clisson en 1118, Aimery de Clisson en 1189². Dans une charte de 1205, ce dernier est qualifié de baron ; il avait un fils de même nom que lui, et l'un et l'un et l'autre combattirent à Bouvines en 1216.

Avec Olivier I^{er}, dit le Vieux, commence la série suivie des sires de Clisson. Il épousa Constance de Pontchâteau et guerroya longtemps contre les ducs de Bretagne Pierre Mauclerc et Jean Le Roux. On dit qu'il se croisa en 1218 et qu'il fit à son retour de Terre-Sainte rebâtir son château de Clisson. — Olivier II, dit le Jeune, s'unit à Isabelle de Craon qui lui survécut ; il vivait encore en 1294. — Olivier III, fils du précédent, accusé par Philippe VI d'avoir trahi la cause de Charles de Blois, fut arrêté dans un tournoi par ordre de ce roi qui lui fit trancher la tête à Paris le 2 août 1343³. Il avait épousé en 1320 Blanche de Bouville, puis vers 1328 Jeanne de Belleville, veuve du baron de Châteaubriant ; celle-ci vengea courageusement son mari et a été chantée en beaux vers de nos jours par Emile Péhant.

Du second mariage d'Olivier III, sire de Clisson, naquit un héros, Olivier IV, l'illustre connétable de Clisson dont la vie appartient à l'histoire de France. Son sceau en 1381 porte les armoiries de sa famille : *De gueules au lion d'argent, armé, lampassé et couronné d'or*, avec cette légende : S. OLIVIER SIRE DE CLISSON ET DE BELLEVILLE. Né le 23 avril 1336, vrai-

¹ Chef-lieu de canton, arrondissement de Nantes.

² D. Morice, *Preuves de l'Hist. de Bret.*, I, 385, 411, 507, 541, 612 et 712.

³ Lavot, *Biographie bret.* I. 358.

semblablement à Clisson, le connétable mourut à Josselin le 23 avril 1407 ; il y fut inhumé dans l'église Notre-Dame-du-Roncier où l'on voit encore son magnifique tombeau. Il s'était marié deux fois, d'abord avec Béatrice de Laval, puis avec Marguerite de Rohan ; il ne laissa que deux filles, issues de sa première union : Béatrice qui épousa le vicomte de Rohan, et Marguerite femme du comte de Penthièvre, héritier de Charles de Blois. Cette dernière eut en partage plusieurs seigneuries à la tête desquelles se trouvait la châtellenie de Clisson¹.

On connaît le guet-apens que tendit au duc Jean V l'ambitieuse comtesse de Penthièvre et comment elle fit prisonnier ce prince. Le duc se trouvait enfermé au château de Clisson quand Marguerite de Clisson fut obligée par le soulèvement des barons et du peuple de Bretagne de rendre la liberté à son suzerain (mai 1420).

A la suite de cet attentat les biens des Penthièvre furent confisqués et Clisson devint l'apanage de Richard de Bretagne, comte d'Etampes et frère de Jean V, dont il avait partagé l'infortune. Ce prince fit à Clisson sa résidence ordinaire et y mourut le 11 juin 1438 : son corps fut amené en bateau à Nantes et inhumé dans la cathédrale de cette ville².

La châtellenie de Clisson fut laissée en douaire à Marguerite d'Orléans, veuve de Richard de Bretagne, et leur fils François II, duc de Bretagne, vint souvent habiter le château de Clisson où il était né. Ce fut même dans la chapelle de cette forteresse que François II épousa, le 27 juin 1472, Marguerite de Foix qui devait être la mère d'Anne de Bretagne.

En octobre 1481, François II donna Clisson à son fils naturel, François I^{er}, baron d'Avaugour, qu'il avait eu d'Antoinette de Magnelais. Ce seigneur épousa en 1495 Magdeleine de Brosse, dite de Bretagne, descendante de Charles de Blois. Leur fils François II, baron d'Avaugour, s'unit à Magdeleine d'Astarac, rendit aveu pour Clisson en 1522 et donna le jour à François III, baron d'Avaugour, époux en 1537 de Charlotte de Pisseleu, qui rendit lui-même aveu pour Clisson en 1544.

¹ Dom Morice, *Preuves de l'Hist. de Bret.* II, 818.

² De la Gournerie. *Revue de Bret. et de Vendée* XVII, 24.

Ce dernier seigneur étant mort sans enfants, le 14 juillet 1549, Clisson échet à son frère Odet d'Avaugour, comte de Vertus, destiné à l'église et pourvu déjà de l'évêché de Saintes. Odet reentra dans le monde et fit hommage au roi pour Clisson en 1549; il épousa Renée de Coësmes, dont il eut Charles d'Avaugour son successeur.

Charles, baron d'Avaugour et comte de Vertus, prit le nom de Bretagne, s'unit à Philippette de Saint-Amadour, dame de Thouaré, et fit hommage au roi pour sa châtellenie de Clisson en 1586; il mourut en 1608. Son fils, Claude I^{er} de Bretagne, baron d'Avaugour, né au château de Thouaré en 1584, épousa en 1609 Catherine Fouquet et mourut à Paris le 6 août 1637. Il laissait deux fils qui furent successivement après lui, seigneurs de Clisson : Louis de Bretagne, baron d'Avaugour, habitant ordinairement le château de Clisson et mort en 1669 sans enfants de ses deux unions avec Françoise de Lude et Françoise de Balzac — et Claude II de Bretagne, comte de Goëlle, époux de Judith Le Lièvre de la Grange, qui fit au roi en 1674 la déclaration de sa châtellenie de Clisson et décéda le 7 mars 1699¹.

Armand de Bretagne, baron d'Avaugour et comte de Vertus, fils du précédent, fit aveu au roi pour Clisson dès le 18 août 1699, mais mourut sans postérité le 12 janvier 1734. Sa succession fut recueillie par son frère Henri-François de Bretagne, comte de Goëlle, qui fournit au roi le minu de sa châtellenie de Clisson le 15 novembre 1734. Ce seigneur épousa d'abord N... d'Aligre qu'il perdit en 1738, puis le 15 août 1745 Marie-Madeleine Charette de Montebert, veuve de Louis de Sérent. Dernier de sa race le baron d'Avaugour mourut sans enfants le 2 septembre 1746 et sa veuve convola en troisième noccs avec Anne baron de Montmorency².

Le prince de Soubise, Charles duc de Rohan-Rohan, hérita de Clisson en qualité de petit-fils de Marie de Bretagne, mariée en 1628 à Hercule de Rohan, duc de Montbazou. Ce

¹ Arch. de la Loire-Inférieure. V^o Clisson — Kerviler, *Bio-Biblio bret.* — Moréri, *Grand dict. hist.*

² Arch. de la Loire-Inférieure, v^o Clisson. — Mss. de la biblioth. de Nantes, n^o 1638.

grand seigneur mourut à Paris le 4 juillet 1787 ; quoiqu'il eut contracté trois mariages, il ne laissait qu'une fille mariée en 1761 à son cousin Henri-Louis de Rohan, prince de Guéméné¹ ; ceux-ci furent les derniers seigneurs de Clisson.

Châtellenie d'ancienneté la seigneurie de Clisson offrait cette particularité qu'elle s'étendait partie en Bretagne et partie en Poitou. Sa haute juridiction comprenait, en effet, vingt-trois paroisses : Notre-Dame, la Trinité, Saint-Jacques, Saint-Gilles et Saint-Brice de Clisson, Gorges, Aigrefeuille, Saint-Lumine, Montebert, Monnières, Mouzillon, Vallet, Saint-Hilaire-du-Bois, la Bernardière, la Bruflière, Cugand, Boussay, Gétigné, Saint-Hilaire-de-Loulay, Treize-Septiers, la Boissière, la Guyonnière et les Landes-Genusson.

Or de ces paroisses une douzaine se trouvait sur les marches de la Bretagne et du Poitou ; dans quatre : la Bruflière, Cugand, Gétigné et Boussay sises dans les « Marches communes », le seigneur de Clisson partageait avec celui de Tiffauges les droits de lods et ventes ; dans les huit autres paroisses certains droits de juridiction étaient inégalement partagés entre le sire de Clisson et quelques seigneurs poitevins ; de ces paroisses, Saint-Lumine, Saint-Hilaire-du-Bois et la Bernardière étaient « paroisses avantagées à la Bretagne », tandis que Saint-Hilaire-de-Loulay, Treize-Septiers, la Guyonnière, les Landes-Genusson et la Boissière étaient « paroisses avantagées au Poitou² ».

De la châtellenie de Clisson relevaient la haute justice de Montebert, les commanderies du Temple et de Saint-Antoine de Clisson, la collégiale de Clisson, les prieurés de Saint-Jacques et de la Trinité à Clisson, les seigneuries de Bois-benoît, Fromenteau, la Bastardière, l'Eraudière, la Gohardièrre, la Courbejollière, le Pin-Sauvage, la Pénissière, etc., plusieurs cures et dix-sept chapellenies et enfin partie des abbayes de Villeneuve et de Geneston.

Les possesseurs des maisons nobles de la Bazillière, de la Lozangère et du Pré-Guillard devaient, chacun et chaque

¹ Levot. *Biog. bret.* II, 754.

² Déclaration de Clisson en 1699.

année, le jour de la mi-août une paire de gants blancs au sire de Clisson.

Le commandeur du Temple de Clisson lui devait « un besant d'or valant 25 sols monnoye ; » — le seigneur du Pin-Sauvage en Cugand « quatre poires d'angoisse à Noël¹ ; » — le seigneur de la Bourdonnière « une paire d'éperons dorés à la Pentecoste ; » — le commandeur de Saint-Antoine de Clisson « une aiguille d'argent à toute mutation de commandeur ; » — le propriétaire de la Trignaye en Cugand « un chevreau à Pasques », celui du Tail en Gétigné, « un mouton à l'Ascension », et celui de la Haute-Rebourgère « un porc d'un an à la Saint-Michel². »

Il était encore dû au seigneur de Clisson de nombreuses rentes en argent, grains et volailles, — sur le pressoir du Plessix-Roux une pipe de vin, — sur cinq autres pressoirs cinq sommes de vin — et sur les briqueries de Monnières un millier et demi de tuiles chaque année³.

Le sire de Clisson était seigneur, patron et présentateur du doyen et des chanoines de la collégiale Notre-Dame de Clisson, fondée en 1406 par le connétable Olivier de Clisson ; il était prééminencier des cinq églises paroissiales et des églises priorales de la même ville de Clisson. Il avait un sergent féodé et un four banal à Vallet, un capitaine et un droit de guet à Clisson, — le droit de tenir également à Clisson deux marchés par semaine, les mardis et vendredis, et six foires par an aux jours de Saint-Antoine, la Mi-Carême, l'Ascension, Saint-Jacques ou la Magdeleine, Saint-Lucas et Saint-André ; — une prévôté et un droit sur le sel apporté à Clisson ; mais le prieur de Saint-Jacques et le seigneur du Pin Sauvage levaient une partie de cette imposition parce qu'ils étaient obligés d'entretenir « les pavé et chemin par où vient ce sel depuis la porte de ville jusqu'au douet de la Nourice⁴. »

¹ D'après M. de la Borderie (*Annuaire de la Bret.* 1861, p. 185), ce devoir féodal avait pour origine quelque faute commise envers le sire de Clisson par le seigneur du Pin-Sauvage.

² Déclarations de Clisson en 1544 et 1679.

³ *Ibidem.*

⁴ Déclaration de Clisson en 1699.

L'Aveu de Clisson en 1699 décrit « le chasteau de Clisson auquel il y a double fossé et douves, murs à l'entour, tours, boulevards, pont levis et autres fortifications d'éperons, le tout contenant en édifices, cours et jardins dix journaux de terre.... la ville de Clisson, circonite et environnée de murs, tours, boulevards et fossez, portes et ponts levis, en laquelle ville est située l'église et paroisse de Nostre-Dame.... au joignant de ladite ville quatre fauxbourgs, scavoir : le faubourg et paroisse de Saint-Jacques, le faubourg et paroisse de la Trinité appelés la Vallée, le faubourg et les paroisses de Saint-Gilles et de Saint-Brice, enfin le faubourg de la Magdeleine du Temple. »

Outre le château de Clisson le domaine de la châtellenie comprenait : les halles de Clisson avec l'auditoire et sa prison, — les moulins et fours banaux de Clisson et de Vallet, — quinze étangs formés par la rivière de Sèvre, — les garennes de Gétigné entre la Sèvre et la Moine, — les bois et prairies de Chesnone en Cugand, — le manoir seigneurial de la Roche et les métairies nobles de la Gaignerie, la Turelière et la Bourdellière en Gétigné, — les terre et maison nobles de la Pironnière en Gorges, etc¹.

Le château de Clisson a une glorieuse histoire : bien des rois de France y reçurent l'hospitalité. Philippe-Auguste y vint en 1205, la reine Blanche et saint Louis en 1230 ; Charles VIII une première fois en 1487 et une seconde quatre ans plus tard avec Anne de Bretagne. Louis XII et François I^{er} y passèrent ; Charles IX y parut en 1565 accompagné de Catherine de Médicis, et Henri IV essaya vainement d'y entrer pendant la guerre de la Ligue.

« Au XVII^e siècle le château du connétable de Clisson perdit une partie de son donjon qui s'écroula, mais le reste de la vieille forteresse demeura intact et ses grandes salles continuèrent d'être habitées jusqu'en 1789. Ce n'est, en définitive, ni le temps ni le canon qui ont fait les ruines d'aujourd'hui ; c'est la torche incendiaire, c'est la furie de la destruction signalant au XVIII^e siècle l'invasion républicaine. Et ce n'est

¹ Déclaration de Clisson en 1699.

pas seulement le château qui fut brûlé, ce furent les maisons, les plus humbles cahutes. Clisson devint un désert. On montre au château un arbre dont les fortes racines plongent dans un puits comblé : il le fut en 1793 avec des corps vivants : tous les Vendéens que les républicains trouvèrent dans les souterrains du vieux fort y furent entassés.

« Aujourd'hui le calme est revenu à Clisson et si l'antique forteresse est démantelée, si ses portes sont sans hermes, ses tours sans plateformes, elles élèvent du moins toujours leur masse rougeâtre que reflètent les eaux limpides de la Sèvre. A la dignité grandiose de l'art et des souvenirs se joint maintenant cette dignité mélancolique que les monuments comme les hommes empruntent à la vieillesse et au malheur¹. »

COISLIN (MARQUISAT ET DUCHÉ).

A l'origine Coislin n'était qu'une terre noble sans importance, située dans la paroisse de Campbon².

Elle appartenait en 1442 à Jacques de la Muce, en 1466 à Guy de la Muce et en 1473 à Jean de la Muce, successivement seigneurs de Coislin ; mais Perronnelle Lespervier, veuve de Jacques de la Muce et mère de Guy de la Muce, la tint longtemps en douaire. Quant à Jean de la Muce, il laissa deux enfants, François de la Muce qui mourut sans postérité et Gillette de la Muce. Celle-ci hérita de son frère et apporta la seigneurie de Coislin à son mari Alain Le Guennec ; l'un et l'autre rendirent aveu au baron de Pontchâteau pour Coislin en 1489³.

Alain Le Guennec et Gillette de la Muce étaient morts dès 1499, laissant une fille en bas-âge, Charlotte Le Guennec, placée sous la tutelle de son grand-père Pierre Le Guennec, seigneur de Kersalio ; celui-ci fournit, le 4 juin 1499, le miné de la terre de Coislin au nom de sa pupille. En 1515

¹ De la Gournerie, *Revue de Bret. et de Vendée* XVII, 257.

² Commune du canton de Savenay, arrondiss. de Saint-Nazaire.

³ *Arch. de la Loire-Inférieure* E, 436 et 440.

Charlotte Le Guennec se trouvait la femme de Pierre Baye, seigneur de Mérimonec, qui fut dix ans plus tard maintenu par le roi dans la possession de certaines prééminences en l'église de Campbon, attachées à la terre de Coislin. De ce mariage sortit Françoise Baye qui procura la seigneurie de Coislin à René du Cambout en l'épousant le 12 novembre 1537¹.

Ce dernier seigneur, grand-maitre des eaux et forêts de Bretagne et chevalier de l'ordre du roi, mourut en mars 1577, laissant pour fils François du Cambout, seigneur de Coislin, marié en 1565 à Louise du Plessix de Richelieu, tante du futur cardinal de Richelieu. Ce François du Cambout avait reçu du vivant de son père la seigneurie de Coislin, qu'il vendit, le 30 mai 1576, à Michel Le Lou, seigneur du Breuil, mais qu'il racheta deux ans plus tard. En 1586 il acquit la baronnie de Pontchâteau et mourut à 85 ans, le 12 octobre 1625².

Charles du Cambout, premier marquis de Coislin, fils du précédent et né au château de Coislin en 1577, fut lieutenant général du roi en Basse-Bretagne et acheta en 1636 la baronnie de la Roche-Bernard; il épousa d'abord Philippette de Beurges, puis Lucrèce de Quincampoix; il mourut, le 4 mars 1648, à son château de la Bretesche et fut inhumé en l'église de Missillac où l'on voit encore sa pierre tombale³. Il avait eu la douleur de voir son fils aîné Pierre-César du Cambout succomber en 1641 aux blessures qu'il avait reçues au siège d'Aire. Celui-ci laissait de son union avec Marie Séguier, fille du garde des sceaux de France, trois fils dont l'aîné Armand du Cambout succéda à son grand-père et fut en 1693 créé par le roi duc de Coislin.

Ce seigneur épousa en 1654 Magdeleine du Halgouët de Kergrec'h, fut lieutenant général du roi et se distingua à la guerre; il mourut à Paris le 16 septembre 1702 et fut inhumé dans l'église des Récollets de Saint-Denis, ainsi que sa veuve décédée le 9 septembre 1705. Ils laissaient deux garçons qui furent successivement ducs de Coislin, Pierre et Henri.

¹ *Mss. de la biblioth. de Nantes*, n° 1183.

² *Arch. de la Loire-Inférieure* E, 440. — *Genéalogie de la maison du Cambout*.

³ Kerviler, *Bio-biblio. bret.* VII, 360.

L'aîné Pierre du Cambout épousa en mai 1683 Marie-Louise d'Alègre, fut comme son père membre de l'Académie française, mais mourut sans postérité à Versailles le 7 mai 1710. Le cadet Henri du Cambout, évêque de Metz, également membre de l'Académie française¹, devint duc de Coislin en 1710 et décéda le 28 novembre 1732 à Paris; il y fut inhumé en l'église des Pères de Nazareth.

Avec l'évêque de Metz s'éteignit le duché de Coislin qui fut démembré après son décès. Il n'en demeura que l'ancien marquisat de Coislin dont héritèrent le prince et la princesse de Lambesc; mais ceux-ci le vendirent, le 20 août 1741, à Charles de Lorraine, comte d'Armagnac.

Le 27 avril 1744 le comte d'Armagnac vendit lui-même, pour 200.000 l., le marquisat de Coislin à Georges de Talhouët, seigneur de Keravéon, aïeul et tuteur des enfants mineurs de défunts Pierre-Armand du Cambout et Renée-Angélique de Talhouët, vicomte et vicomtesse de Carheil².

De ces enfants les deux aînés furent l'un après l'autre vicomtes de Carheil et marquis de Coislin : Charles-René du Cambout, marié le 8 avril 1750 à Marie-Anne de Mailly-Rubempré, mourut sans postérité le 20 janvier 1771; — et Pierre du Cambout, uni en novembre 1766 à Louise Charette de Briord, émigra en 1791 et décéda le 29 avril 1817.

Coislin, arrière-fief de la baronnie de Pontchâteau sous la mouvance directe de la châtellenie de Campbon³, parvint rapidement à une grande fortune.

Au mois d'avril 1634 Louis XIII donna, en faveur de Charles du Cambout, des lettres patentes unissant les trois seigneuries de Coislin, Campbon et Quilly, érigeant le tout en marquisat sous le nom de Coislin et établissant au bourg de Campbon un marché tous les mardis et deux foires chaque année le 6 mai et le 29 juin. Disons d'abord un mot de chacune de ces seigneuries formant le marquisat.

La seigneurie de Coislin ne se composait que de fiefs situés

¹ Sur ces trois ducs de Coislin académiciens, voy. Kerviler, *La Bretagne à l'Académie*.

² *Arch. de la Loire-Inférieure*, E, 394.

³ De la Borderie, *Géographie féodale de Bret.*, 99.

en la paroisse de Camphon, mais elle renfermait le château de Coislin qui, dès 1634, était « un fort beau et grand chasteau ». Augmentée et embellie encore par les ducs de Coislin, cette maison seigneuriale se composait en 1681 d'une « grande cour de trois cents pieds carrés, fermée de murs, flanquée de quatre tours et cernée d'un grand fossé de quarante-six pieds de largeur rempli d'eau vive, avec ses contrescarpes revestues de pierres, ses demi-lunes au-devant vers Midy et aux deux costés vers soleil levant et couchant, ayant des doubles fossez de vingt-quatre pieds au-devant vers Midy une avant-cour et au Septentrion un jardin où est la chapelle dudit chasteau ; le tout cerné de douves et fossez pleins d'eau, avec une grande avenue vers Midy, plantée et pavée, de quarante pieds de largeur et de deux mille pas de longueur, laquelle allée est coupée à trois cents pas du chasteau par une autre allée, aussi plantée et pavée, de pareille longueur allant d'Orient à l'Occident¹ ». Autour de Coislin se trouvaient encore d'autres rabines et un beau bois de décoration.

La châteltenie de Camphon, démembrement de la baronnie de Pontchâteau, fut vendue en 1449 par Alain, vicomte de Rohan et sire de Pontchâteau, à Arthur de Montauban, seigneur de Crespon, moyennant cinq mille saluts d'or². Mais elle ne tarda pas à redevenir la propriété des barons de Pontchâteau et l'un d'eux Charles de Chambes la revendit, définitivement cette fois, en 1565, à François du Cambout, seigneur de Coislin. Celui-ci obtint du roi la création de deux foires en Camphon, l'une le 8 septembre près la chapelle de Planté, l'autre le 29 du même mois sur le pâtis de la chapelle Saint-Michel³.

A la châteltenie de Camphon se trouvèrent unies les seigneuries de Quilly en la paroisse de ce nom, de Bessac et du Séric en Camphon, mais le domaine proene de cette dernière ne fit pas partie de la châteltenie. Le château de Camphon s'élevait dans le bourg de ce nom ; il était en ruines dès 1681, toutefois il en reste encore une tour appelée la tour d'Enfer⁴.

¹ Déclaration de Coislin en 1681.

² Dom Morice, *Preuves de l'Hist. de Bret.* II, 1513.

³ *Archives de la Loire-Inférieure* E, 394.

⁴ Du Bois de la Patellière, *Notes hist. sur quelques paroisses*, II, 277.

Du château de Bessac détruit depuis des siècles il ne subsiste que les douves et les ruines d'une chapelle élevée sur son emplacement.

Au mois de décembre 1656 Louis XIV confirma, en faveur d'Armand de Cambout seigneur de Coislin, l'érection du marquisat de ce nom.

Le marquisat de Coislin s'étendait en quatre paroisses : Campbon, la Chapelle-Launay, Quilly et Guenrouët ; sa haute justice s'exerçait au bourg de Campbon et ses fourches patibulaires se dressaient au bord du grand chemin de Pontchâteau à Nantes.

Le marquis de Coislin était seigneur supérieur, fondateur et prééminencier des églises paroissiales de Campbon et de la Chapelle-Launay et des nombreuses chapelles sises en Campbon parmi lesquelles on remarquait : Saint-Victor « lieu d'habitation d'un saint hermite dans le bourg, » Saint-Michel-du-Mont, Notre-Dame de Planté, Sainte-Barbe, Saint-Lomer, Sainte-Anne, etc.

Le même seigneur avait une dîme en Campbon et des droits de bouteillage à l'assemblée de Saint-Jean et d'étalonnage des mesures à vin, pour lequel dernier droit « chaque vendant vin » lui devait le samedi après la Saint-Jean-Baptiste « un pot de vin et pour deux sols de pain. »

Le lendemain « dimanche après la Saint-Jean jour d'assemblée du peuple au bourg de Campbon, » à l'issue de la grand'messe le sire de Coislin était en droit d'exiger du tenancier de son fief de la Johelaye « une pièce d'argent en laquelle est représenté un homme à genoux, teste nue et la moitié de la barbe rasée, vulgairement appelé le Vilain d'argent ; » et le procureur fiscal de Coislin demandant « pour quelle cause ledit homme présente ladite pièce, » celui-ci est « obligé de répondre : pour avoir désobéi et desservi nostre seigneur, et ce à peine de 60 sols et 1 denier d'amende'. » Il s'agissait donc ici d'un pardon accordé jadis, moyennant cette redevance, par le seigneur de Coislin à un vassal rebelle.

Au marquis de Coislin étaient également dus par le pro-

¹ Déclaration de Coislin en 1681. - *Req. du greffe de Coislin en 1699.*

priétaire de la maison de la Bastine en Camphon « deux giroflées » — par celui du Chastellier « deux sonnettes convenables à un épervier, » le tout le dimanche après la Saint-Jean — par les possesseurs des vignes du Clos-Landays également en Camphon « 5 sols à la Saint-Victor, une bécasse à la Toussaint, deux chapons à Noël, deux roses l'une blanche et l'autre rouge à la Saint-Jean-Baptiste, une demi-douzaine d'esteufs, deux giroflées et une paire de gants doublés » chaque année — enfin par le propriétaire du Moulin D'irand « un œillet » aussi chaque année¹.

Les derniers mariés des paroisses de Camphon et de Quilly devaient de leur côté fournir tous les ans à leur seigneur deux bonnes soules, l'une le jour Saint-Etienne lendemain de Noël et l'autre le premier jour de l'an « sous peine d'amende »

Voici ce qui composait le domaine proche du marquisat de Coislin :

L'auditoire et sa prison avec un four à ban au bourg de Camphon — le château de Coislin et ses dépendances dont nous avons déjà parlé. Abandonné par ses derniers propriétaires qui habitaient le château de Carheil, Coislin n'était plus qu'une ruine en 1771 : on n'y voyait alors que « l'emplacement d'un ancien chasteau flanqué de quatre tours dont il ne reste que les murailles en ruine, entourées d'anciennes douves et fossez et d'un ancien pourpris actuellement en landes et pastures : » — les métairies de la Feuilletaye et de la Bosse-Marion, — les ruines des vieux châteaux de Camphon et de Bessac, — l'ancien manoir de Bolhet en Guenrouët, — sept moulins à vent dont quatre en Camphon et un dans chacune des paroisses de La Chapelle-Launay, Quilly et Guenrouët, — les bois de Coislin et de Trézouët, — l'étang de la Brusnelière en Camphon, etc.

L'ensemble du marquisat de Coislin était estimé en 1771 valoir 5,807 l. de rente nette².

Au mois de décembre 1663 Louis XIV donna à son « aimé

¹ Déclaration de Coislin en 1681

Archives de la Loire-Inférieure, E, 394.

cousin » Armand de Cambout, marquis de Coislin, son lieutenant en Basse-Bretagne, petit-fils du chancelier Séguier et neveu du cardinal de Richelieu, des lettres patentes qui furent enregistrées au parlement de Bretagne le 8 octobre 1665 et à la Chambre des comptes de Nantes le 10 décembre suivant.

Par ces lettres le roi unissait en une seule quatre seigneuries : le marquisat de Coislin, les baronnies de Pontchâteau et de la Roche-Bernard et la seigneurie de Brignan ; il érigeait le tout en duché-pairie sous le nom de Coislin¹.

Dans ses lettres Louis XIV exprimait son intention première d'ériger en faveur du chancelier Séguier la baronnie de Villemor et Saint-Liébaud en duché ; mais à la prière de son chancelier le roi voulait bien reporter cette faveur sur le fils aîné de sa fille aînée, Armand du Cambout, et ériger le duché de Coislin au lieu et place du duché de Villemor ; le roi déclarait le faire d'autant plus volontiers que le marquis de Coislin, à l'exemple de ses ancêtres, s'était fort bravement conduit à la guerre².

Telle fut l'origine du duché de Coislin. Des quatre seigneuries qui le composaient nous connaissons la première et nous aurons occasion plus tard de nous occuper de la deuxième et de la troisième ; reste la quatrième dont nous allons dire quelque chose ici.

La seigneurie de Brignan en la paroisse de Pontchâteau appartenait en 1470 à Guillaume de Saint-Gilles, mais vers l'an 1500 Charlotte de Saint-Gilles épousant Gilles Cybouault lui apporta cette terre et ses fiefs. Charles Cybouault en 1575, Prigent Cybouault en 1606 et Marc Cybouault en 1637, furent ensuite successivement seigneurs de Brignan.

En 1659 Marie Cybouault, devenue dame de Brignan, vendit cette seigneurie à Armand du Cambout, marquis de Coislin³.

La seigneurie de Brignan ne se composait guères que de deux grands fiefs, s'étendant en la paroisse de Pontchâteau ; elle relevait de la baronnie de ce nom et jouissait d'une juridiction. Son domaine proche comprenait : « le chasteau de

¹ *Archives du Parlement de Bretagne*, 22^e reg. 326.

² *Archives de la Loire-Inférieure*, E, 705.

³ *Dictionnaire des terres du comté nantais*.

Brignan avec son corps-de-logix flanqué de tours, sa chapelle dédiée à Saint-Gilles bastie au bout du jardin, son colombier, ses bois et rabines, — les métairies nobles de Brignan, le Boisrouaud, Lourmois et la Mortraye, — le moulin à vent de Brignan, etc¹ ».

Le duché-pairie de Coislin eut dû ressortir immédiatement au parlement de Bretagne, mais le premier duc de Coislin n'ayant point indemnisé les juges du présidial de Nantes, ceux-ci obtinrent un arrêt ordonnant que les appellations du duché fussent portées devant eux.

Le duché de Coislin avait trois sièges de juridiction : *Coislin*, exercée chaque mardi en l'auditoire de Campbon et s'étendant dans les paroisses de Campbon, la Chapelle-Launay, Quilly et Guenrouët ; — *Pontchâteau*, exercée en la ville de ce nom tous les lundis et comprenant les paroisses de Pontchâteau et de Crossac ; — la *Roche-Bernard*, exercée en cette ville les mardi et jeudi de chaque semaine et ayant sous sa dépendance les paroisses de Nivillac, Saint-Dolay, Sévérac, Missillac, Herbignac, Saint-Gildas-des-Bois, Assérac et Camoël. Quatorze paroisses formaient donc le duché-pairie de Coislin dont les principales mouvances étaient les hautes justices d'Assérac, Sévérac et Crossac et une vingtaine de moyennes justices².

Nous avons dit comment s'éteignit en 1732 le duché de Coislin, dont les membres furent séparément vendus à plusieurs seigneurs et comment disparut le château même de ce nom abandonné avant la Révolution.

LA COLINIÈRE (BARONNIE).

La maison seigneuriale de la Colinière, située aux portes de Nantes dans la paroisse de Doulon³, appartenait dès le XVI^e siècle à la famille de Charette qui l'a conservée jusqu'à la Révolution.

¹ Déclaration de Coislin en 1681.

² Archives d'Ille-et-Vilaine C, 1849.

³ Commune du canton de Carquefou, arr. de Nantes.

En 1570 Jean I^{er} Charette, seigneur de la Colinière, épousa Marguerite de Trégouët ; il devint maître à la chambre des comptes de Bretagne en 1587. Son fils Jean II Charette, seigneur de la Colinière après lui, contracta deux alliances : 1^o en 1597, avec Jeanne du Dréseuc ; 2^o avec Françoise de Brenezay. De la première union sortit Jean III Charette, seigneur de la Colinière, marié en 1628 à Renée Le Brun et décédé le 1^{er} novembre 1668¹.

Julien Charette, fils des précédents, rendit aveu en 1675 pour sa seigneurie de la Colinière à Gilles de la Baume Le Blanc, évêque de Nantes ; il épousa en 1676 Jeanne Salomon de Bréfort, mourut âgé de 92 ans et fut inhumé à Doulon le 12 septembre 1733². Son fils, Jean-Baptiste Charette, seigneur de la Colinière, épousa : 1^o en 1704, Anne-Marie Bidé, décédée deux ans plus tard ; 2^o en 1714, Marie-Anne Barrin ; il survécut à cette dernière et mourut à l'âge de 56 ans, le 24 décembre 1736 ; son corps fut inhumé dans l'enfeu de sa famille en l'église des Récollets de Nantes.

Jean-François Charette, fils du précédent, issu du second lit, fut seigneur de la Colinière ; il s'unit le 6 janvier 1738, à sa cousine Elisabeth Charette, fille du seigneur de la Gascherie, et mourut à Nantes le 29 janvier 1793. Il avait eu la douleur de voir, le 2 septembre précédent, massacrer à Paris, dans la cour de la Conciergerie, son fils Louis-François Charette, baron de la Colinière et président au parlement de Bretagne, marié à Paris en 1768 à Marie-Félicité de Courtois³.

La Révolution s'empara du château et de la terre de la Colinière et les vendit nationalement⁴.

La famille de Charette possédait en Doulon deux petites seigneuries, la Colinière et la Chesnaye qui relevaient des regaires de l'évêque de Nantes. Au mois d'octobre 1775 Louis XVI unit ces deux terres en faveur de Louis-François Charette de la Colinière, alors conseiller au parlement de Bretagne et érigea le tout en châtellenie sous le nom de la

¹ *Général. de la maison de Charette.*

² *Archives de la Loire-Inférieure*, E. 2989.

³ *Archives de la Loire-Inférieure*, E. 2995 et 3081.

⁴ *Généalogie de la maison de Charette.*

Colinière. Peu de temps après, par de nouvelles lettres patentes datées du mois d'avril 1776 et enregistrées au parlement de Bretagne le 20 mai suivant, le roi « pour mieux récompenser ledit Louis-François Charette » des services rendus à S. M. et en considération de ce que « depuis trois siècles lesdites seigneuries de la Colinière et de la Chesnaye appartiennent à ses ancêtres, » érigea cette chàtellenie en baronnie avec fourches patibulaires à quatre piliers, sous le nom de baronnie de la Colinière¹.

La plupart des fiefs, sinon tous, constituant la baronnie de la Colinière s'étendaient en Doulon; leur haute-justice ressortissait, selon Ogée, au siège présidial de Nantes.

CORDEMAIS (CHATELLENIE).

La seigneurie de Cordemais dans la paroisse de même nom² remontait au XI^e siècle; en 1051 vivait un guerrier « *militaris vir* » nommé Tutual de Cordemais, qui donna une partie du bourg et de l'église de Savenay à Perennèse abbé de Redon et en reçut un excellent cheval en signe de gratitude³.

Tutual de Cordemais eut trois fils qui furent les bienfaiteurs du prieuré de Saint-Nicolas du Port à Cordemais⁴; l'un d'eux Robert y prit même l'habit religieux. L'aîné appelé Alain de Cordemais eut lui-même deux fils, Philippe et Olivier qui firent don au prieur de Saint-Nicolas du Port d'un péage de quatre sous qu'ils avaient coutume d'exiger des hommes de ce monastère. Enfin vers 1170 on trouve Bernard, fils de Graphion de Cordemais et petit-fils de Tutual, abandonnant aux moines de Saint-Nicolas du Port toutes les coutumes qu'il pouvait avoir en Cordemais⁵.

¹ *Archives du parl. de Bret.*, 43^e reg. 172.

² Commune du canton de Saint-Etienne-le-Moûtlie, arrondissement de Saint-Nazaire.

³ *Cartul. Rotonense*, 386.

⁴ Ce prieuré avait été fondé par un certain Guimarboe, fils de Rastinet, qui pourrait bien avoir été le premier seigneur de Cordemais.

⁵ *Biblioth. nation. Blancs-Manteaux*, XI.V, 534.

A partir de cette époque l'on perd de vue les seigneurs de Cordemais. « Ils étaient certainement dès les temps les plus anciens sous la suzeraineté des seigneurs de la Roche-en-Savenay. » On voit en 1130 Eudon, seigneur de la Roche, confirmer les donations faites par Tutual et ses fils. Aussi au XVIII^e siècle les seigneurs de la Roche contestaient-ils encore au seigneur de Cordemais les prééminences dans l'église de cette paroisse¹.

Il est probable qu'à l'extinction de la famille seigneuriale de Cordemais les barons de la Roche-Bernard, seigneurs de la Roche-en-Savenay, retirèrent féodalement la châteltenie de Cordemais qui appartenait en 1370 à Catherine de la Roche-Bernard, femme de Renaud de Thouars, seigneur de Pouzauges². »

Cordemais vint ensuite aux mains de Béatrice de Thouars, dame de Quintin, puis en celles de son frère et héritier Miles de Thouars, seigneur de Pouzauges qui en fit aveu en 1414. Mais en 1440, Guy comte de Laval et baron de la Roche-Bernard, rendit à son tour aveu pour Cordemais. En 1465, Jean III sire d'Acigné fournit au duc de Bretagne le minu de cette même châteltenie de Cordemais tombée en rachat par le décès de Louise de Rohan dont venait d'hériter sa femme Béatrice de Rostrenen³.

Ce seigneur d'Acigné et de Cordemais mourut vers 1497 et sa veuve en 1501. Son successeur fut Jean IV, sire d'Acigné, marié en 1487 à Gillette de Coëtmen ; il rendit aveu pour Cordemais en 1501 et décéda le 8 septembre 1525.

Il est probable que vers cette époque la famille d'Acigné vendit la châteltenie de Cordemais aux Grimaud, seigneurs de Procé en Sucé. Le 20 décembre 1539, Françoise Ferron, veuve de N. Grimaud, seigneur de Procé, fit hommage au roi, tant en son propre nom qu'au nom de François Grimaud, son fils aîné, pour sa terre et châteltenie de Cordemais, et lui rendit aveu l'année suivante. Ce François Grimaud, seigneur de Cordemais en 1549, épousa Renée de la Chapelle et vendit

Merlet, *Revue de Bret. et de Vendée*, 1893, II, 249.

² Cette dame avait reçu en dot la baronnie de la Roche en Savenay.

³ *Archives d'Ille-et-Vil.*, E, fonds de Laillé.

en 1557 sa châtellenie de Cordemais à Jean de Langle, conseiller au Parlement de Bretagne et à Jeanne Guéheneuc sa femme. Ceux-ci en firent hommage au roi le 13 juillet 1560 et lui rendirent aveu en 1579¹.

Julien de Langle, fils du précédent, devint seigneur de Cordemais vers l'an 1600. Il épousa Yvonne Laurent, et laissa un fils nommé comme lui Julien de Langle, qui était en 1647 seigneur de Cordemais et époux de Marie de l'Espinay.

Ce dernier seigneur, décédé en juin 1675, fut père lui-même d'un troisième Julien de Langle, seigneur de Cordemais après lui, marié à Marie Gobert d'Orguenau. Du vivant de ce dernier, la châtellenie de Cordemais fut vendue judiciairement en même temps que les seigneuries de Langle et de la Biliaye en Saint-Etienne-de-Montluc que possédaient aussi les sires de Langle. Le tout fut adjugé le 23 mars 1691, pour 91,230 l., à Charles de la Bourdonnaye, seigneur de Couëtion et à Anne Simon, veuve de Claude Le Lou, seigneur de la Renaudière. Le 17 avril 1694 les deux acquéreurs partagèrent leur acquisition : le plus gros lot, c'est-à-dire la châtellenie de Cordemais et la seigneurie de la Biliaye échurent à M^{me} Le Lou ; M. de la Bourdonnaye conserva Langle et les métairies des Haut et Bas Venets en Cordemais. Mais en 1698 Charles de la Bourdonnaye ayant acquis du roi les droits de supériorité et de prééminence en l'église de Cordemais, les unit à sa terre des Venets et prit le titre de seigneur de Cordemais, titre que continuèrent de porter ses descendants, quoiqu'ils ne possédassent point la châtellenie de Cordemais¹.

Quant à M^{me} Le Lou, elle ne conserva pas Cordemais, car cette châtellenie fut retirée le 26 mars 1700, sur Jean-Baptiste du Breil et Marie Goguet, seigneur et dame de Champcartier, par Jean-Gaston Le Lou, seigneur de la Motte-Glain et de la Haye-Mahéas, époux de Marquise Gabart².

Ceux-ci vendirent à leur tour le 15 juin 1720, le château de la Haye-Mahéas (en Saint-Etienne-de-Montluc) ainsi que la châtellenie de Cordemais à Pierre Dodun, receveur des

¹ *Archives d'Ille-et-Vil.*, E, fonds de Laillé. — *Archives de la Loire-Inférieure* B, 1007 et 1008.

² *Ibidem.*

finances à Bordeaux. Ce dernier, d'accord avec Suzanne de Vitry sa femme, revendit, le 26 juin 1725, les seigneuries de la Haye-Mahéas et de Cordemais, moyennant 200.000 l. à René Cochon de Maurepas qui épousa Reine-Marthe Desclos de la Fonchaye¹. La fille de ceux-ci, Anne-Blanche Cochon de Maurepas, baptisée à Cordemais en 1733, épousa Louis, marquis de Contance dont elle était veuve en 1775. Cette dame, dernière châtelaine de Cordemais, se trouvait en 1787 remariée à Antoine de Barruel-Beauvert².

Châtellenie d'ancienneté la seigneurie de Cordemais portait communément aux XVI^e et XVII^e siècles le nom d'Acigné-en-Cordemais, en souvenir des sires d'Acigné qui l'avaient jadis possédée.

Cette châtellenie s'étendait en Cordemais, Saint-Etienne-de-Montluc et Vigneux. Elle relevait directement du roi pour la plupart de ses fiefs ; mais elle relevait aussi, pour quelques parties, de la Roche-en-Savenay, notamment pour son bailliage appelé Fief-Eder comprenant le bourg et l'église de Cordemais.

Le manoir seigneurial, chef-lieu de la châtellenie, s'élevait au bourg même de Cordemais sur une éminence où se dresse aujourd'hui un calvaire. Depuis bien longtemps il n'en reste plus aucune trace, mais il y a quelques années on voyait à côté un moulin qui avait conservé le nom de moulin d'Acigné. Nous savons aussi que les fourches patibulaires à quatre piliers de la châtellenie n'étaient pas éloignées de ce moulin et apparaissaient au bord du chemin de Cordemais à Saint-Etienne³.

Les aveux rendus par les seigneurs de Cordemais ne nous apprennent rien de bien intéressant. Nous y voyons que ces seigneurs jouissaient d'une haute justice, de certains droits sur les bateaux apportant du sel par la Loire et des coutumes de deux foires tenues au bourg de Cordemais et au port de Saint-Nicolas les jours de la Nativité et de la Décollation de Saint-Jean-Baptiste. Ils avaient aussi des moulins et pressoirs

¹ *Arch. d'Ille-et-Vilaine*, E, fonds de Laillé.

² Merlet, *Revue de Bret. et de Vendée*, 1893, II, 264.

³ *Ibidem*.

banaux, un sergent féodé exempt d'impôts, un colombier et une « gareune à connils, » un pilori avec son carcan près du cimetière paroissial, dans l'église de Cordemais un banc et un enfeu proche le sanctuaire avec droit de prières nominales et de fondation à cause du Fief-Eder¹, etc.

Les derniers seigneurs de Cordemais habitaient au XVIII^e siècle le manoir de la Haye-Mahéas en Saint-Etienne-de-Montluc, mais ils possédaient aussi en Cordemais l'ancien manoir, devenu métairie, de la Blandinaye.

COUÉRON (CHÂTELLENIE).

La châellenie de Couéron dans la paroisse de ce nom², semble avoir été formée des seigneuries de Couéron proprement dit, de Beaulieu et de Guémené.

Couéron appartenait en 1216 à Alain de la Roche qui donna alors aux Templiers le four banal de ce bourg³ et en 1345, à Guillaume de Retz en faveur duquel furent créés à Couéron un marché chaque semaine et une foire à la fête de saint Nicolas de mai. La seigneurie de Couéron passa ensuite à la fin du XIV^e siècle dans le domaine des ducs de Bretagne qui la conservèrent jusqu'à la fin du XV^e.⁴

Beaulieu était en 1400 la propriété de Jean II, sire de Rieux, maréchal de France, mort en 1417; ce fut le père de Jean III, également sire de Rieux, qui décéda en 1431, laissant ses seigneuries à son fils François; c'est probablement ce dernier sire de Rieux qui vendit avant 1450 la seigneurie de Beaulieu à Marguerite d'Orléans, veuve de Richard de Bretagne comte d'Etampes et mère de François II, duc de Bretagne. Cette dame habita souvent le château de Beaulieu en Couéron et mourut en avril 1466. Son fils, François II, donna ce château, le 12 janvier 1488, à Gilles de la Rivière⁵.

¹ Merlet, *Revue de Bret. et de Vendée*, 1893, II, 262.

² Commune du canton de Saint-Etienne-de-Montluc, arr. de Saint-Nazaire.

³ D. Morice. *Pr. de l'hist. de Bret.*, I, 949.

⁴ Spalz, *Bulletin de la Société archéol. de Nantes*, 1865.

⁵ *Ibidem*.

Le fief de Guémené en Couëron devait être un démembrement de la seigneurie de Beaulieu. Il appartenait, en effet, en 1464, à Louise de Rieux, fille de François sire de Rieux et femme de Louis de Rohan, seigneur de Guémené. Les descendants de ces derniers possédèrent assez longtemps ce fief de Couëron pour qu'il prit d'eux le nom de Guémené. Jean de Rohan, seigneur de Landal, fils cadet de Louis, eut parmi les fiefs qu'on lui donna en partage la seigneurie de Couëron et peut-être même la terre de Beaulieu qui semble y avoir été unie vers ce temps-là. Il mourut en 1524 et ce fut un de ses neveux, Louis de Rohan, seigneur de Guémené, qui devint possesseur de Couëron en 1527. Plus tard, cette châellenie vint aux mains de Renée de Rohan, fille du sire de Guémené, mariée à Jean de Laval, marquis de Nesle; leur fils unique, Guy de Laval, marquis de Nesle, en rendit aveu au roi le 6 avril 1580. Mais deux ans plus tard Guy de Laval vendit la châellenie de Couëron à Julien Charette, époux d'Yvonne Girault, fils du seigneur de la Bretonnière¹.

Sénéchal de Nantes pendant la Ligue, Julien Charette prit le parti d'Henri IV contre le duc de Mercœur; celui-ci le fit assiéger dans son château de Couëron, s'empara de sa personne et l'envoya prisonnier à Redon; le château de Couëron fut ensuite démoli².

Ce Julien Charette, seigneur de Couëron, décéda sans postérité et sa châellenie échut à son neveu autre Julien Charette, seigneur d'Ardenne, marié en 1610 à Marie Mothais. Celui-ci fit hommage au roi pour Couëron en 1617 et lui rendit aveu en 1620³.

Devenu veuf Julien Charette se remaria, le 3 février 1624, dans la chapelle de son manoir de Beaulieu en Couëron avec Marthe Calon. Mais ayant perdu son fils unique en 1644, ce seigneur vendit la châellenie de Couëron, le 8 janvier 1660, à Gabriel de Trévelec, seigneur de Penhouët. Le 5 février suivant le nouveau sire de Couëron prit possession des préé-

¹ *Archives de la Loire-Inférieure. — Dict. des terres du comté Nantais.*

² *Généalogie de la maison de Charette.*

³ *Archives de la Loire-Inférieure. B. 1009.*

⁴ *Archives du parlement de Bretagne, 22^e reg. 324*

minences de l'église de la paroisse et le 13 août il fit hommage au roi.

Gabriel de Trévelec, seigneur de Couëron avait épousé Marie Moraud qui lui donna plusieurs enfants baptisés à Couëron¹. Il rendit aveu au roi pour sa châtellenie en 1673 et 1679 et mourut, âgé de 80 ans, le 11 décembre 1712. Il avait perdu en 1709 son fils aîné nommé Gabriel comme lui et âgé de 40 ans ; ce fut son petit-fils autre Gabriel de Trévelec qui hérita de la seigneurie de Couëron dont il fournit le minu au roi en 1747. Ce dernier épousa 1^o N. du Carteron, 2^o Barbe Boux ; il décéda le 22 septembre 1782 au manoir de Beaulieu et fut inhumé le lendemain dans le chœur de l'église de Couëron².

Du second mariage de Gabriel de Trévelec naquit François-Salomon qualifié marquis de Trévelec et seigneur de Couëron qui contracta lui-même deux alliances et s'unit : 1^o à Rose Le Coutellier ; 2^o en 1784 à Hyacinthe de la Villéon ; ce seigneur mourut à l'âge de 50 ans le 21 juin 1788 et fut inhumé près de son père. Gabriel-Rose marquis de Trévelec fut le dernier seigneur de Couëron ; il n'émigra pas et Beaulieu fut donné en 1825 par sa veuve, inconsolable de la perte d'un fils unique, aux évêques de Nantes³.

Châtellenie d'ancienneté Couëron ou Guémené-en-Couëron, comme on disait au XVI^e siècle, étendait sa juridiction en Couëron et Saint-Etienne-de-Montluc. C'était une haute justice avec droit de fondation en l'église de Couëron. Le seigneur de Couëron avait un sergent bannier et un forestier « pour saisir les bestes faisant dommage aux vignes. » Il avait aussi le droit d'assigner l'époque de la vendange dans les fiefs de sa châtellenie et de « prohiber de vendanger avant ce jour fixé par lui sous peine de confiscation de ladite vendange » ; — chaque navire chargé de sel et déchargeant sa marchandise dans les ports de la seigneurie devait « un desmeau de sel » ; — au seigneur appartenait le droit de tenir deux marchés par semaine au bourg de Couëron les lundis et jeudis et

¹ Du Bois de la Patellière. *Notices hist. sur quelques paroisses*. I, 220.

² *Ibidem*. 309.

³ *Ibidem*. 257.

de lever la moitié des coutumes de la foire de Saint-Symphorien dont l'autre moitié était perçue par le roi; — ce même seigneur de Couëron avait « droit de ban et étanche » pendant quinze jours au bourg de Couëron et aussi droit d'instituer tel nombre de bouchers qu'il croirait convenable, lesquels bouchers devaient, entre autres choses chaque année « un disner au chastelain »; — enfin il jouissait des pêcheries de la Loire dans ses fiefs et prétendait avoir le droit de « bris des navires et barques » échoués sur ses terres¹.

Était aussi « en possession ledit seigneur sur ses hommes estagiers du bourg de Couëron que le dernier nouveau marié qui couche en son fief la première nuit de ses nopces luy doit le jour de Noël une soule de cuir neuf pour faire souler les garçons contre les hommes, quelle soule ledit nouveau marié est tenu présenter ledit jour Noël après disner à son dit seigneur ou à son chastelain à peine de 61 sols d'amende². »

Avait encore droit le seigneur de Couëron de faire « ses hommes et sujets couchant en son fief la première nuit de leurs nopces courir (quintaine) contre un escusson de bois, ayant chacun une pique de bois en main, tant par eau que par terre; et en cas qu'ils défaillent à rompre leur bois en trois coups, ils doibvent à leur dit seigneur quatre boisseaux d'avoine mesure de sa cour, et au cas qu'ils le rompent, ils n'en doibvent que la moitié; et doibvent chacun d'iceux mariés quatre deniers pour le cheval et les esperons que ledit seigneur est tenu de leur fournir, et sont pour ce tenus comparoir au jour que ledit seigneur leur fera assigner, sous peine d'amende³. »

Cette quintaine de Couëron se courait sur les terrains avoisinant la croix des Ardillers.

Le domaine proche de la châtellenie de Couëron se composait en 1580 de ce qui suit : le manoir de Beaulieu avec ses cours, colombier, chapelle, jardin et terres, le tout contenant environ 200 journaux; — les deux métairies de Langle (150 journaux) et celles de la Cailleterie et de la Barbotière

¹ Déclarations de Couëron en 1580, 1673 et 1679.

² *Ibidem.*

³ *Ibidem.*

(170 journaux); — un bois taillis proche la Loire, appelé la Garenne de Rieux; — les grands et petits marais de Beaulieu et de Chédolor, contenant ensemble 230 journaux; — deux moulins à vent près le bourg de Couëron et un four à ban audit bourg; — le tiers des dîmes de vins et grains du fief de Vigneux en Couëron, dont les deux autres tiers appartenaient au doyen de Nantes et au recteur de Couëron; — le quart « de la levée et complaint croissant chaque année » dans environ 500 hommées de vignes cultivées en Couëron, etc'.

L'ABBÉ GUILLOTIN DE CORSON.

chanoine honoraire.

Déclarations de Couëron en 1580 et 1679.



COMMENT LES FAITS PRIMENT LA TRADITION

Il fut un temps, trop long, hélas ! où la science historique n'existait pas et ne pouvait pas exister, parce qu'elle manquait de moyens d'information et de contrôle. Ecrire l'histoire était un art, comme la musique, dont on se servait pour charmer les oreilles des curieux. Aujourd'hui, la centralisation et la facilité des relations ont mis aux mains des érudits des instruments dont les anciens étaient privés. Nous avons l'épigraphie, l'archéologie, la philologie et l'accès des archives du monde civilisé. Toutes les portes des dépôts de manuscrits et des bibliothèques nous sont ouvertes; il nous est donc facile de mesurer les efforts de chaque âge, de déterminer par comparaison ce qu'il fut possible d'accomplir et de distinguer la fiction de la réalité.

Il est pourtant des écrivains qui ferment les yeux à la lumière, qui nient les progrès accomplis par la critique et qui ne manquent pas en toute occasion d'invoquer la *Tradition* comme la suprême autorité. On a vu dernièrement à Nantes un vénérable ecclésiastique visiter le chantier de l'église Saint-Similien avec la persuasion d'y apercevoir les ruines de la basilique élevée, dit-il, par saint Clair, au premier ou au second siècle, uniquement par ce motif que la *Tradition* y place l'oratoire de cet évêque. Les documents liturgiques relatant qu'il a construit une basilique à Nantes, nous devons croire, avec tous les habitants du quartier, qu'il n'a pas choisi d'autre emplacement que celui de l'église Saint-Similien. Tel est le raisonnement de M. l'abbé Cahour.

Ma surprise a été grande en voyant notre ancien président nous provoquer en public sur une question qui a été déjà appréciée par de bons juges lors de la rédaction du *Propre* du diocèse. Je ne vois pas du tout que le moment présent soit une excellente occasion de rouvrir le débat. Le nom de Martray donné à une petite place voisine de cette église lui paraît aussi confirmer la croyance populaire : il y voit une traduction du mot latin *martyreium*, lieu consacré aux martyrs ou au supplice des premiers chrétiens.

Ecartons de suite ce trompe-l'œil en faisant remarquer que le *martray* existe dans beaucoup de petites localités sans prétention, dépourvues de toute chrétienté ancienne, comme Château-Gontier. Cette appellation, d'après les titres du moyen âge, est appliquée aux cimetières où étaient inhumés les malades qui mouraient du *feu des Ardents* et qui « souffraient le martyre », suivant l'expression populaire connue.

En ce qui touche l'infailibilité des croyances populaires, il n'est pas difficile non plus de la trouver en défaut. Qui est-ce qui doute, au bord du lac de Grand-Lieu de l'existence d'Herbauges et du cataclysme qui précipita cette ville maudite au fond des eaux ? Et pourtant rien n'est moins certain. Toutes les informations recueillies établissent que la même légende se répète sur les bords de tous nos lacs de France ; que partout l'imagination populaire, avide de dramatiques récits, se plait à raconter des événements semblables.

Bien que M. l'abbé Cahour soit un maître en histoire ecclésiastique, nous sommes forcés de lui rappeler certains détails qu'il paraît avoir oubliés. Il n'est pas d'époque qui ait enfanté plus de faussaires pieux que le Moyen Age, pas de temps où l'on ait fabriqué plus de vies de saints, plus de chartes de concession, sous prétexte d'être complet ou de paraître bien informé. Le recueil des fausses décrétales du pseudo-Isidore est du IX^e siècle. Le chorévêque David du Mans est convaincu d'avoir inventé les vies de saint Almere, de saint Turibe, de saint Pavace et de saint Domnole, et, si la mort ne l'avait pas arrêté, il allait composer un recueil de miracles des saints évêques du Mans. L'excuse est près de la faute.

N'apprécions pas les œuvres du XIII^e siècle et de ces temps reculés avec la même sévérité que celles du XVIII^e. Un peintre contemporain des Capétiens n'aurait pas représenté l'Histoire sous les traits d'une muse scrupuleuse et inflexible. On racontait alors pour amuser ou pour distraire si l'on était trouvère, pour exciter la piété quand on était homme d'église. Toutes les villes se disaient fondées par Enée ou l'un de ses fils, tous les gentilshommes avaient eu des aïeux parmi les chevaliers de la Table Ronde, toutes les églises prétendaient avoir un morceau des instruments de la Passion. Je demande pardon à notre ancien président de l'audacieuse opinion que je vais émettre, mais, pour défendre l'Archéologie, je suis obligé de prendre des armes jusque dans son camp et de m'exposer à tout son courroux par la déclaration suivante, qui m'aventure sur un terrain réservé. La poésie a joué un grand rôle dans la propagation des doctrines relatives à la question de l'apostolicité de nos sièges épiscopaux. Etant donné l'état des esprits, nos pieux chroniqueurs devaient être amenés à enseigner que leur antiquité était contemporaine de saint Pierre. Les institutions sont faites pour les hommes. Une vie de saint n'aurait pas eu de lecteurs, si elle n'avait été remplie de traits miraculeux égaux à ceux de l'Evangile. Jugez ce que peut être la Tradition en passant par la bouche de générations aussi peu éclairées, aussi dépourvues de sens critique, aussi faciles à entraîner dans le domaine de l'imagination.

Pour que la Tradition exerce une certaine autorité, il faut qu'elle soit confiée à la garde d'un corps constitué *ad hoc*, qui ne périsse pas, ou à une série de registres sans lacunes. Examinons l'histoire du diocèse de Nantes, et voyons s'il est dans des conditions tellement favorables que la Tradition y soit plus respectable qu'ailleurs. Si je parcours ses annales, je n'en vois pas qui aient été troublées par plus d'événements tragiques; le sous-sol du chef-lieu n'est qu'une accumulation de cendres et de débris d'incendie. Les documents qu'on est parvenu à sauver se composent d'un Ordinaire du chantre Elie de 1263, une sorte d'ordo indicateur des offices,

puis d'un bréviaire du XV^e siècle. C'est tout ce qu'on nous apporte pour nous éclairer sur les problèmes historiques du II^e et du III^e siècle. Les partisans de la tradition sont quelque peu embarrassés de se présenter devant le public avec des documents écrits aussi récents. On voudrait nous en imposer en insistant sur le fait de la destruction des Archives de l'évêché, comme si ce dépôt avait perdu des valeurs historiques inappréciables. Nous savons ce qu'il faut en croire. Elles ont été ouvertes et fouillées à bien des époques, notamment au XVII^e siècle, quand les Bénédictins ont travaillé à leurs grandes compilations, quand la Gaule chrétienne a été entamée par les frères de Sainte-Marthe, quand les Jésuites ont posé les bases des *Acta sanctorum* et jamais, dans aucune de ces circonstances, les chercheurs n'ont pu déterrer la moindre pièce mérovingienne ou des testaments pareils à ceux des évêques du Mans, ou des notices substantielles. Ces grands érudits n'auraient pas manqué de les publier. En réalité, le clergé nantais n'a jamais été enclin aux recherches et aux compilations historiques. Du X^e siècle au XVIII^e siècle, c'est-à-dire en huit siècles, une seule tentative a été faite pour mettre sur pied une histoire des évêques, l'essai informe de l'abbé Travers, et pourtant les talents ne manquaient pas ici plus qu'ailleurs. Et l'on voudrait que dans ce même pays des historiens et des compilateurs soient nés aux époques barbares et troublées, et nous aient transmis des notices d'une exactitude irréprochable !! C'est une affirmation très aventurée, qui n'aura pas de crédit près des critiques habitués aux textes anciens et à la dissection des manuscrits.

Que sont devenus les autres recueils ? Ils ont été anéantis au IX^e siècle pendant les irruptions des Normands, comme tous les édifices qui décoraient la ville. L'herbe poussa dans les rues pendant 30 ans. Il est relaté que Barbetorte ne trouva qu'un désert, quand il arriva à Nantes pour s'y établir.

S'il existait alors des traditions parmi les survivants du grand désastre, il fallait se hâter de les interroger et consigner leurs dépositions par écrit. Où sont les nécrologes, les obituaires, les cartulaires, les mémoriaux datant du lendemain de nos ruines ? Personne n'en a jamais cité la moindre

page. Nous n'avons pas un livre du X^e siècle, pas un du XI^e ou du XII^e ; je ne connais qu'une page du cartulaire de l'abbaye de S. C. de Quimperlé, contenant une liste des évêques qui ont occupé le siège de Nantes, liste qui a dû être rédigée sous l'évêque Benoît, au commencement du XII^e siècle.

Elle ne contient pas la moindre date, ce qui prouve qu'il n'existait pas de catalogues officiels dans l'église de Nantes et qu'elle fut rédigée de mémoire d'après certaines informations vagues. Les trois premiers noms sont *Clarus*, *Ennius* et *Similianus*. Ainsi, sur l'histoire des trois premiers siècles de l'église nantaise, on ne savait pas autre chose, on ne connaissait même pas le nom des princes contemporains de saint Similien. Nos recueils officiels sont muets sur ces questions si essentielles, et l'on voudrait nous faire entendre qu'un chroniqueur bien informé a entendu parler de la forme qu'affectait l'oratoire de saint Clair !! Ce grand apôtre, qui sans cesse poursuivait l'idolâtrie, dont le nom se retrouve dans divers pays très éloignés, avait des soucis autrement graves que ceux qu'on lui prête. Il lui importait peu d'avoir un temple carré ou rond pour célébrer les saints mystères, il agissait comme nos missionnaires de la Chine et s'établissait dans les locaux qu'on voulait bien mettre à sa disposition.

Il faut vivre avant tout : c'est une nécessité de premier ordre. Les évêques de Nantes avaient un temporel, des droits, des prérogatives à sauver du naufrage. Eh bien, il n'apparaît même pas que de ce côté ils aient été mieux armés. D'après une charte de 1123, concédée par le roi Louis le Gros, les archives de l'Evêché devaient contenir des diplômes de Clovis, de Clotaire et de Charlemagne ; ces titres, pourtant très importants, ont disparu, et il est impossible d'en retrouver la moindre copie dans aucun cartulaire.

Dans beaucoup de cathédrales et de monastères, il était d'usage de composer un cartulaire ou recueil de tous les actes de donation, de cession ou d'acquisition, des bulles et des décisions épiscopales. Ces transcriptions, conservées dans nos bibliothèques, nous consolent aujourd'hui de la

perte des originaux. Dans le diocèse de Nantes, le clergé régulier, comme le clergé séculier, n'a jamais pris la moindre précaution pour conserver ses titres, et c'est un fait qui mérite d'être noté dans la question de tradition qui nous occupe. Les seuls cartulaires connus en Bretagne appartiennent aux diocèses de Vannes, de Rennes et de Quimper.

Ajoutez aux dangers de cette imprévoyance l'absence de toute institution de contrôle. Le collège des chanoines, qui est si utile pour maintenir l'esprit d'unité et conserver les usages établis, est une création relativement récente ; elle n'est pas antérieure au VIII^e siècle en France, et, en Bretagne, elle ne paraît pas organisée aussitôt.

M. l'abbé Cahour, pour relever notre confiance, insinue que les documents liturgiques étaient toujours préparés et rédigés par une commission d'hommes compétents, érudits, scrupuleux. Voilà une opinion très aventurée. Aujourd'hui, sans doute, où nous pouvons craindre que les siècles aient accumulé les causes d'erreur, nous procédons minutieusement, mais, au moyen âge, les choses se passaient plus simplement. Il existe des exemples d'incurie déplorable.

Un procès-verbal authentique constate que dans le diocèse du Mans, c'est-à-dire loin des ravages des infidèles, les premiers évêques étaient abandonnés, au IX^e siècle, dans des églises désertes, sans office, sans culte, sans luminaire¹.

« La tradition n'a jamais existé dans cette église, dit M. Havet. Pour les premiers siècles, le catalogue et la chronologie qui en est sortie sont sans valeur, l'un et l'autre représentent non une tradition, mais un ensemble de conjectures et d'expédients imaginés par un érudit du IX^e siècle, clerc doué d'une très médiocre érudition, de beaucoup de hardiesse, d'une grande facilité et d'une conscience excessivement large. » Tel est le portrait de l'auteur du recueil intitulé *Actus episcoporum Cenomanensium*, recueil qui a passé pendant de longs siècles pour un répertoire autorisé de documents officiels et qui excitait l'envie des diocèses voisins.

¹ *Questions mérovingiennes* (Bibl. de l'Ecole des Chartes 1893. 1^{er} volume, p. 682).

Pour nous consoler dans le pays nantais, nous avons le *Chronicon Nannetense*, qui est d'un anonyme honnête. Au lieu d'imiter le rédacteur de la « Chronique de Saint-Brieuc » qui accueille les fables les plus ridicules, il commence simplement son récit au milieu du IX^e siècle. C'est un compilateur officiel bien renseigné, car il a eu sous les yeux les chartes des princes Herispoë et Alain Le Grand¹. Il nous en donne le texte. Pourquoi ne remonte-t-il pas plus haut? C'est qu'il n'a pas rencontré de documents authentiques dignes d'être transmis à la postérité.

Tenons pour certain que le chantre Elie et les rédacteurs de nos bréviaires n'ont pas été plus heureux que lui. Les développements qu'ils ont cru devoir donner à leurs leçons sont fondés sur des textes authentiques, mais très brefs, et doivent être considérés simplement comme des paraphrases analogues à celles de notre contradicteur, qui, lisant le mot *basilicam* dans le bréviaire, s'est empressé d'y ajouter que le sanctuaire avait trois absidioles, et nous le répète chaque fois qu'il aperçoit un chevet en cul de four dans une église.

Nous possédons à Nantes, à Rezé et à Concelles, quelques types de sanctuaires primitifs, et partout ils affectent la forme d'un rectangle sans aucun appendice. De ce que les chrétiens de Rome ont adopté trois absides, il ne s'ensuit pas que toutes les églises de la Gaule, même les plus éloignées, ont été une répétition du même type. Revenons donc aux principes de l'archéologie, qui nous enseignent la nécessité de pratiquer l'observation et la comparaison. Nous verrons que le coteau de Saint-Similien était couronné par deux édifices religieux : l'un était dédié à Saint-Symphorien, et se composait de matériaux en petit appareil sans rang de briques, l'autre, employé au service paroissial, était décoré de briques, comme les constructions du III^e siècle. C'est un fait qu'il est intéressant de constater, mais dont on ne peut rien tirer pour l'histoire de l'apostolat de saint Clair.

¹ A Dieu ne plaise que je ruine toute confiance dans les écrits que nous a légués le passé, je veux seulement en tirer cette leçon que les meilleurs ont besoin d'être contrôlés par les faits généraux et particuliers, aussi bien que par l'étude des monuments, et que le concours de plusieurs sciences n'est pas superflu, quand on poursuit la vérité.

Je regrette que M. l'abbé Cahour ait mêlé mon nom à ses conjectures sans m'entendre, il aurait peut-être reconnu qu'il a mis trop de précipitation et peut-être trop d'aigreur dans sa brochure. Il est évident que la découverte de ce cimetière lui a été désagréable, il craint que la thèse de sa chère basilique ne soit ébranlée et il reporte sur moi et sur le P. de la Croix toute sa mauvaise humeur. Il voudrait anéantir ces témoins qui ne parlent pas de saint Clair, ses efforts tendent à amoindrir l'effet et les conséquences de leur langage.

Le bouleversement des tombes, qu'il attribue aux Normands sans aucune apparence de raison ; s'explique suffisamment par les fouilles fréquentes que les fossoyeurs de la fabrique étaient obligés, du XV^e au XVIII^e siècle, de pratiquer dans le sous-sol pour préparer des tombes. Les sarcophages de la couche supérieure ont nécessairement été employés par eux pour des sépultures récentes, parfois même ceux du second rang, mais dans les couches inférieures il était très facile de faire des études sur des monuments intacts. Les sarcophages fermés au ciment étaient très nombreux. Dans tous les cas, il est impossible de nier, je l'affirme pour l'avoir vu, que nous sommes en présence d'un cimetière absolument mérovingien et d'un édifice rectangulaire de la même époque, qu'on a peut-être allongé au X^e siècle. Le premier apôtre du diocèse a pu venir dans nos contrées annoncer l'évangile sans laisser parmi nous une construction. Je crois à la réalité de sa mission au premier ou au second siècle, et sous ce rapport j'admets que la Tradition a pu nous conserver son nom, mais sur la question de l'oratoire je me garderai bien de l'interroger. M. l'abbé Cahour lui-même a ébranlé ma crédulité depuis longtemps. Dans une discussion relative à l'apostolat de saint Clair, au congrès archéologique de France de 1856, il prononça ces mémorables paroles. « Il y a des évêques *sans siège fixe et sans diocèse*, par conséquent sans titre déterminé. *Saint Clair était un de ceux-là*, un de ces premiers *évêques voyageurs* semant la bonne nouvelle à travers des pays encore tout païens, sans trace de siège ni de diocèse, qui, par conséquent, ne prenaient nul titre déterminé. »

Si saint Clair a tant voyagé, comment peut-on nous le présenter comme un évêque *architecte*, propageant sur sa route les principes de construction des Romains ? Notre contradicteur doit choisir entre les deux fonctions, s'il veut être logique. L'archéologie a ses dogmes auxquels il n'est pas, permis de toucher sans ébranler tout l'édifice de cette science. Affirmer qu'on a bâti des basiliques chrétiennes en Gaule avant Constantin c'est prendre une attitude d'hérétique, qui ne convient pas à M. l'abbé Cahour. Qu'il pardonne à un confrère de crier *gare*, quand il court si vite à l'erreur.

LÉON MAITRE.



L'ORATOIRE DE SAINT CLAIR

ET LA

VIEILLE ÉGLISE SAINT-SIMILIEN

DE NANTES

Notre éminent confrère, M. le chanoine Cahour, vient de publier sous le titre de « *Documents pour servir à l'histoire du diocèse de Nantes, IV^e livraison. — Quelques observations concernant les fouilles faites à Saint-Similien (Nantes 1894 ; in-16, 32 pages)* » une petite brochure dans laquelle il rappelle les recherches auxquelles il s'est livré, l'automne dernier, dans les ruines de l'ancienne église de Saint-Similien. Il annonce qu'il a retrouvé dans les substructions une petite *basilique*, ayant trois *arcosolia* (*sic*) en forme de croix, et que cette *basilique* est la première église de Nantes, bâtie par saint Clair, *au I^{er} siècle*.

L'allégation est grave. Retrouver à Nantes un monument chrétien du I^{er} siècle, c'est trancher d'un seul coup une question qui passionne depuis bien des années les historiens ecclésiastiques et laïques les plus érudits ; c'est non seulement affirmer d'une façon indiscutable l'*apostolicité* de l'église de Nantes, mais détruire à tout jamais l'opinion de ceux qui n'admettent qu'un très petit nombre de chrétiens dans la Gaule occidentale avant les III^e et même IV^e siècles de notre ère ; c'est rendre vraisemblable la prétention de bien d'autres églises de France, qui, plus rapprochées de Rome, se croient d'autant mieux fondées à réclamer, elles

aussi, le glorieux privilège de l'*apostolicité* ; c'est faire de Nantes, de la Bretagne, de la France toute entière, la fille aînée de l'Eglise, préférables au sud de l'Italie, à l'Afrique. à l'Espagne, toutes provinces que des rapports beaucoup plus suivis et beaucoup plus faciles avec Rome semblaient avoir désignées préférablement à la Gaule comme champs primitifs d'évangélisation.

Avons-nous donc trouvé la solution de ce problème ? La découverte de M. l'abbé Cahour a-t-elle « confirmé l'autorité « des documents anciens et apporté, comme il le dit, un rayonnement de plus à la gloire de l'apostolicité qui couronne « l'Eglise de Nantes ? » (broch. p. 30). Hélas ! j'ai le regret de le dire : Non, le voile n'a pas été soulevé, pas un argument de plus n'a été ajouté à ceux qu'on possédait déjà, la question reste entière, soumise aux discussions, aux conjectures, et, si les substructions de l'église Saint-Similien contiennent la clef du mystère, disons-le avec peine, elles ne nous ont pas livré leur secret !

M. l'abbé Cahour a donc suivi la démolition de la vieille église Saint-Similien, et lorsqu'on a levé les dalles qui en formaient le pavé, il a pu apercevoir « deux murs revêtus du « petit appareil romain, s'avancant parallèlement... et se rejoignant en arc à leur sommet » (broch. p. 16). Cela ressemble bien en effet à l'*abside* d'une ancienne église. Puis il a constaté qu'à cette première abside s'en adjoignaient deux autres, qu'il appelle, je ne sais pourquoi, des *arcosolia*, et que le tout rappelait assez fidèlement le plan d'une basilique chrétienne retrouvée à Rome par le commandeur de Rossi dans le voisinage des Catacombes. Il reproduit ce plan, et proclame sans hésitation que l'édifice ainsi découvert est incontestablement la *basilique* construite par saint Clair au 1^{er} siècle de l'ère chrétienne.

Tout le prouve, dit-il :

La tradition ;

L'emploi de l'appareil et du mortier romain ;

La forme de l'édifice, c'est-à-dire l'emploi de trois absides, caractéristique de la basilique chrétienne.

Examinons donc successivement ces trois arguments.

I

La tradition est un argument dont nous ne méconnaissons point la valeur. Lorsqu'elle se présente avec les caractères et dans les conditions qu'exige une sérieuse critique historique, elle peut être considérée comme apportant avec elle la preuve de ce qu'elle relate. Recherchons donc si nous nous trouvons ici en présence d'une tradition.

La légende liturgique, empruntée au bréviaire manuscrit du XV^e siècle cité par M. Cahour, est le premier monument qui fasse allusion à l'église de saint Clair. Elle dit textuellement :

« Dans cette ville (Nantes) Clair construisit une *basilique*
« en l'honneur de Dieu, de la bienheureuse Vierge Marie,
« des bienheureux apôtres Pierre et Paul et de tous les saints,
« où il plaça le clou qu'il avait apporté avec lui et qui, con-
« servé avec plusieurs autres reliques *dans la même basi-*
« *lique*, brille jusqu'à ce jour de l'éclat de nombreux et glo-
« rieux miracles. »

Je ne veux pas trop chicaner le *Légendaire* sur le mot très impropre de *basilique*, qu'il emploie pour désigner l'édifice construit par saint Clair. Cependant il n'est pas inutile de rappeler que le nom de *basilique* ne fut pas donné aux églises chrétiennes avant le IV^e siècle (cf. Martigny, *Dict. des antiquités chrétiennes*). Au XV^e siècle, on n'avait pas assez de connaissances historiques pour apprécier la valeur de certains mots, mais nous n'avons pas la même excuse, et il conviendrait de ne pas perpétuer cette erreur.

Du lieu où était située cette église, pas un mot ! Était-ce dans la ville de Nantes, était-ce dans la campagne ? La légende est muette sur ce point. Pas si muette que cela cependant, diront volontiers quelques savants qui désirent placer l'oratoire de saint Clair ailleurs que sur le coteau de Saint-Similien. Le *Légendaire*, en effet, ajoute que le clou de

saint Pierre n'a pas cessé d'être conservé *jusqu'à l'heure présente*, in *hodiernum diem*, dans la même basilique, in *eadem basilicâ*. Or, si nous nous plaçons soit au moment de la confection du bréviaire au XV^e siècle, soit même quatre siècles environ plus tôt, à l'époque où l'on raconte le fait le plus ancien concernant cette insigne relique, à la procession ordonnée par l'évêque Gaultier (1005 à 1042), dans laquelle le clou fut solennellement exposé à la vénération des fidèles, à l'une et à l'autre de ces époques, le clou de saint Pierre était déposé à la cathédrale de Nantes, et non pas à Saint-Similien. S'il fallait donc prendre la légende au pied de la lettre, l'interprétation forcée qu'on donnerait à son texte serait que saint Clair a bâti son église, non pas sur le coteau de Saint-Similien, mais bien au lieu où se trouve l'église cathédrale de Saint-Pierre, restée constamment depuis dépositaire du clou précieux. Je ne pousserai pas mon argumentation jusque là, d'autant que j'expliquerai tout à l'heure que je ne crois pas à l'existence de l'oratoire de saint Clair *dans* la ville de Nantes, mais encore faut-il constater qu'il n'y a rien dans le bréviaire du XV^e siècle de conforme à l'allégation de M. l'abbé Cahour.

Serons-nous plus heureux avec la légende de saint Félix ? Celle-ci est plus explicite. « Au temps, dit-elle, où Clair, premier évêque, fut envoyé par les apôtres, accompagné du « diacre Déodat, il leur fut impossible de bâtir une église « dans la ville, à cause de l'opposition des païens. »

Mieux inspiré, le *Légendaire* ne nous parle plus de *basilique*, mais ici encore nulle indication, pas même approximative, sur le lieu choisi par saint Clair pour sa construction.

Le Père Albert Le Grand est bien incontestablement celui de nos hagiographes qui recueillit avec le plus de soin les traditions religieuses. S'il ne brille pas par la critique historique, on ne peut lui refuser une entière bonne foi, et un désir ardent de ne laisser ignorer aucun détail. S'il existait de son temps une tradition, il a dû nous la conserver pieusement. Que dit-il ? « Le saint évêque (saint Clair) à l'aide

« des nouveaux convertis fit bastir une *petite chapelle* qu'il
« dédia à Dieu sous l'invocation des bienheureux apôtres
« saint Pierre et saint Paul, et il y mist le clou qu'il avait
« reçu du pape saint Lin. » Même mutisme que le *Légendaire*
quand il s'agit de préciser le lieu où fut bâtie cette petite cha-
pelle.

Peut-être est-il plus complet, lorsque, écrivant la vie de
saint Similien, il est amené nécessairement à parler de l'é-
glise qui fut élevée en l'honneur de ce glorieux confesseur de
la foi. « Après la mort de saint Similien, dit-il, les chrétiens
« ensevelirent son saint corps dans un oratoire qu'ils avaient
« hors les murs de la cité, où Dieu opéra plusieurs miracles...
« et (depuis, après l'Edit de Milan) édifièrent une église sur son
« tombeau ! » Voyons, de bonne foi peut-on soutenir que, si
le Père Albert avait entendu dire que l'oratoire où fut ense-
veli saint Similien n'était autre que la petite église bâtie par
saint Clair, il ne se fût pas empressé de le mentionner ? S'il
ne l'écrit pas, c'est que personne de son temps n'identifiait
les deux oratoires. *C'est donc qu'il n'y avait pas de tradition à
ce sujet.*

M. Lebreton de Gaubert, curé de Saint-Similien, mort en
1794¹, me paraît avoir le premier donné cette illustre origine
à son église. Hâtons-nous de dire qu'il ne le fait qu'à titre de
simple, mais plausible conjecture, et qu'il se garde bien d'affir-
mer qu'il est l'écho d'une constante tradition. « *Si nous*
« *cherchons*, écrit-il, la chapelle bâtie et dédiée par saint Clair,
« premier évêque de Nantes, nous n'en trouvons point d'autres
« que le premier et unique oratoire des chrétiens qui a servi
« de fondation à l'église épiscopale et paroissiale de Saint-Si-
« milien. » C'est son opinion personnelle et il la donne sim-
plement sans l'étayer d'aucune preuve. Ce n'est pas là cons-
tater une tradition.

¹ Le petit livre de M. Lebreton de Gaubert est assez précieux à cause des
détails qu'il nous a conservés sur les dévotions spéciales de son église. Mais
on considère généralement comme bien hasardées, surtout au point de vue
chronologique, les assertions de ce curé, qui eut la faiblesse, en 1791, de prê-
ter serment à la constitution civile du clergé.

Nous avons dit tout à l'heure que la légende du bréviaire, la dédicace à saint Pierre et à saint Paul de l'oratoire de saint Clair ont fait penser à beaucoup d'esprits sérieux que cet oratoire était situé au lieu où se trouve aujourd'hui notre Cathédrale.

Nous ne le croyons pas.

Que saint Clair soit venu à Nantes au I^{er} ou au III^e siècle, question à laquelle nous ne voulons point toucher, toujours est-il que son évangélisation a dû précéder la persécution de Dioclétien ; il arriva donc dans notre pays à une époque tellement troublée qu'il lui fut difficile de bâtir un oratoire, quelque modeste qu'il fût, dans l'intérieur de la cité. Il eût été impossible de dissimuler dans un périmètre aussi restreint une nouvelle construction. Comment en légitimer l'existence ? Le gouverneur romain, les païens ne l'eussent pas permis.

C'est donc en dehors de la ville, mais à proximité, qu'il dut chercher un local propre à la célébration des saints mystères. Les coteaux voisins, peut-être celui de Saint-Similien, où se trouvaient déjà des agglomérations d'habitation, ont bien pu le tenter. C'est là, sur les confins de la forêt, qui lui offrait, en cas d'alerte, un refuge assuré, qu'il a pu faire sa résidence.

Quelle fut la nature de sa construction ?

Nous ne pouvons admettre qu'en pleine persécution, au I^{er} comme au III^e siècle, saint Clair ait songé à édifier une église de quelque importance.

Pendant au moins les deux premiers siècles, les chrétiens ne paraissent avoir construit en Occident aucune église. Ils constituaient une société secrète, ennemie de l'Etat, du Prince, des dieux de l'Empire, de l'ordre social : leurs réunions étaient soigneusement cachées. À Rome, les catacombes leur prêtaient leurs mystérieux labyrinthes. Ailleurs, ils se dissimulaient, même dans les moments d'accalmie, chez les nouveaux convertis, et Celse les raille grossièrement de se « réunir en quelque souterrain, dans la boutique d'un foulon ou d'un cordonnier, pour y entendre les docteurs de la science nouvelle ».

Comment comprendre avec la nécessité de cette vie cachée l'édification d'oratoires, de chapelles, de basiliques attirant les regards et excitant l'attention. Saint Clair se garda donc bien d'édifier une construction en forme de croix, avec trois absides, disposition tout à fait inusitée chez les païens. Il n'eut qu'un oratoire secret, qu'aucun aspect extérieur ne pouvait révéler aux yeux trop clairvoyants des persécuteurs, très probablement une salle située dans la villa d'un néophyte et appropriée aux besoins du culte. Et en refusant à saint Clair et même à saint Similien, ces commodités *si appréciées de nos respectables curés actuels*, une église et un presbytère (broch. p. 28), je ne crois point *amoindrir la mission providentielle* (*Ibid.*, p. 27) de ces deux grands confesseurs. Est-ce que la mission de saint Pierre est amoindrie parce qu'il n'avait pas d'autre église que la maison du sénateur Pudens ? Est-ce que l'œuvre de ses successeurs brille d'un moindre éclat parce qu'ils étaient obligés de célébrer les saints mystères chez ces pauvres artisans si impudemment raillés par le philosophe Celse ? Et serait-ce à moi de faire remarquer que, bien au contraire, plus les moyens sont petits et misérables, et plus apparaît merveilleuse et divine l'œuvre entreprise avec d'aussi faibles ressources !

Je me résume : ni les légendes du bréviaire, ni le récit d'Albert Le Grand, ni les historiens, ni même M. Lebreton de Gaubert ne parlent d'une tradition fixant l'oratoire de saint Clair sur l'emplacement de l'église Saint-Similien. Donc, à moins qu'on appelle tradition des racontars qui ne reposent sur aucun document, on peut dire : *la tradition n'existe pas.*

II

A l'appui de sa thèse, M. l'abbé Cahour rapporte que les constructions dont il a constaté l'existence étaient *en petit appareil romain*.

C'est bien possible, mais cela n'implique pas que ces constructions remontassent au I^{er} siècle, ni même au III^e.

Les différents appareils romains, soit le petit appareil régulier, soit l'appareil en feuilles de fougères, soit l'appareil réticulé, ont été en usage en France et dans les constructions religieuses pendant toute la période romane primitive, c'est-à-dire au moins jusqu'au IX^e siècle (cf. M. de Caumont, archit. relig.). On ne saurait donc conclure que l'emploi de ce petit appareil indique une construction du I^{er} siècle.

Mais si l'appareil romain ne peut nous fixer une date, la chaux qui cimentait les murs des *absides* (*arcosolia*) a une importance capitale. Au I^{er} siècle, en effet, et encore au III^e et même au IV^e, on se servait d'un mortier qui ne ressemble en rien à celui qu'on employait au XII^e ou au XIII^e siècle. Ces deux mortiers n'avaient de commun que leur extrême dureté : mais le premier empruntait sa cohésion à un amalgame dont nous avons perdu le secret, tandis que le second devait sa solidité à un procédé que nous connaissons parfaitement, que les Romains connaissaient peut-être, à l'emploi de la chaux vive éteinte sur place et dans le baquet même du maçon et versée toute bouillante dans le mur en construction. Si les prétendus *arcosolia* étaient construits avec ce dernier mortier, pas de doute. Or l'œil d'un néophyte en archéologie ne s'y trompe pas, la confusion entre les deux ciments est impossible. Il était d'autant plus difficile de la commettre qu'on avait sur place les deux points de comparaison, le ciment rougeâtre, semé de fragments de briques, qui sortait des fondations d'une maison romaine, et les blocs de chaux très blanche qui cimentait les murs de la vieille église¹. Aussi les archéologues ne s'y sont-ils point trompés. M. de la Nicollière, notre érudit président, et M. Maitre, n'ont pas hésité une minute, et leur opinion a été corroborée par celle d'un homme qui fait tellement autorité dans la matière qu'il serait téméraire d'essayer de le contredire, du R. P. de la Croix : tous ont été unanimes. Les absides découvertes sous le pavé de Saint-Similien ne

¹ On peut voir aujourd'hui encore ces deux sortes de ciment chez M. Clermont, savant aussi modeste que complaisant, qui a sauvé quelques blocs de mortier et divers autres objets curieux.

peuvent guère remonter plus haut que le X^e ou XI^e siècle. Peut-être s'y mêle-t-il quelques constructions mérovingiennes et peut-on conjecturer qu'elles appartiennent à l'église bâtie au V^e ou au VI^e siècle, restaurée ou reconstruite au XI^e par les ordres de l'évêque Gaultier dont j'ai parlé plus haut.

III

Il semblerait que les arguments que je viens de faire valoir suffisent à eux seuls pour renverser toute l'argumentation de M. Cahour. Mais le vénérable chanoine commet une troisième erreur que je suis obligé de signaler.

Le monument découvert a la forme d'une croix, c'est-à-dire qu'il est muni de trois petites absides. Or, tel était, dit-il, la disposition des premières églises de Rome. Donc il conclut : « *Cet édicule fut une basilique chrétienne et non païenne* » (p. 21).

Si M. Cahour s'arrêtait là, nous pourrions être de son avis, mais il va plus loin et il ajoute : « Sa construction doit être attribuée à notre premier apôtre saint Clair, » au premier siècle. Or cette affirmation constitue une grosse erreur archéologique et architecturale. La disposition de trois hémicycles ou absidioles sur trois côtés d'un édifice rectangulaire, disposition simulant une sorte de croix, paraît bien en effet n'avoir été employée que dans les édifices chrétiens, mais elle ne fut usitée qu'après la transformation des basiliques païennes en églises chrétiennes, c'est-à-dire pas avant la promulgation de l'édit de Milan, au IV^e siècle. C'est ce que nous allons essayer de démontrer.

Il n'est pas douteux que la disposition des premières églises chrétiennes n'ait été calquée sur les basiliques païennes.

Les basiliques étaient de grands édifices affectant la forme d'un quadrilatère allongé et divisé à l'intérieur par des colonnes en plusieurs nefs. On y rendait la justice, et le peuple s'y réunissait pour parler affaire, à peu près comme aujour-

d'hui on s'assemble dans les bourses de commerce. A l'une et quelquefois aux deux extrémités s'arrondissaient des hémicycles, où sur de hautes estrades s'asseyaient les magistrats, ayant à leurs pieds les juges assesseurs; devant eux et dans un espace réservé, les avocats, greffiers, viatores, et autres officiers de justice, probablement aussi les plaideurs et leurs témoins. Tous ces détails apparaissent merveilleusement encore aujourd'hui dans les ruines des basiliques *Julia* et de *Constantin*, au forum romain, au palais de *Domitien* sur le mont Palatin et surtout dans la belle basilique *Ulpienne*, au forum de Trajan.

Les chrétiens n'eurent pas l'idée de prendre modèle sur les anciens temples des dieux. Dans ceux-ci en effet le peuple n'était pas admis. La *Cella*, aux dimensions d'ordinaire assez restreintes, n'était ouverte qu'aux prêtres, et le sacrifice se faisait devant la porte, en présence du peuple groupé en plein air.

La disposition des basiliques était bien plus favorable aux cérémonies du culte chrétien. Au fond de l'hémicycle, sur le siège élevé où se tenait autrefois le magistrat, se placera l'évêque, qui dominera et présidera l'assemblée; à ses pieds, les prêtres qui l'assistent; devant lui l'autel sur lequel on célèbre les saints mystères; plus loin la multitude des fidèles.

Outre les basiliques publiques, il existait, chez les patriciens et les principaux citoyens, des basiliques privées, où le maître de la maison donnait audience à ses clients et prononçait sur leurs affaires. Lorsque les conversions eurent entamé les classes élevées, les propriétaires chrétiens de ces basiliques les mirent souvent à la disposition du clergé pour y tenir les assemblées des fidèles.

L'histoire de l'Eglise nous a conservé plusieurs exemples de ces particularités. — J'ai déjà cité les assemblées chez les artisans, raillées par Celse. Un autre philosophe, Lucien, raconte que le hasard le conduisit un jour dans une maison inconnue et qu'ayant gravi un long escalier il arriva dans une pièce supérieure « aux lambris dorés, telle que la maison de Ménélas, décrite par Homère. Là se trouvaient, non « pas une Hélène, mais des hommes à l'extérieur austère, aux « visages pâles et prosternés vers la terre. » Il est facile de re-

connaître une assemblée de chrétiens dans cette description.

La noble famille Flavia, qui donna à l'Eglise son quatrième pontife, saint Clément, avait dans sa maison, située entre le Mont Cœlius et l'Esquilin, un oratoire, qui devint plus tard l'église Saint-Clément, aujourd'hui encore, bien que rebâtie, une des plus anciennes et des plus curieuses églises de Rome.

La maison du sénateur Pudens fut transformée en oratoire par le pape Pie I^{er}, en 154, et l'oratoire lui-même converti, en 398, en église sous le vocable de sainte Pudentienne ; une autre propriété de Pudens fut semblablement consacrée au culte sous l'invocation de sa seconde fille Praxède.

Tout le monde sait que sainte Cécile avait chez elle des assemblées de fidèles présidées par le Souverain Pontife, et chacun se rappelle les belles paroles qu'elle adressa avant de mourir au pape Urbain I^{er} : « Bienheureux Père, j'avais demandé au Seigneur de ne mourir qu'après vous avoir revu. « Je vous lègue ces pauvres que je nourrissais et cette maison que j'ai habitée pour la convertir en une église où le « Seigneur résidera à jamais. » Et les actes ajoutent : « Urbain consacra la maison de Cécile au nom de la sainte Eglise. »

Ce n'est que très exceptionnellement que les chrétiens auraient, à cette époque reculée, construit de véritables églises. L'on n'en cite qu'un exemple. En 222, l'empereur Alexandre Sévère, très favorable, on le sait, à la nouvelle religion, permit d'édifier une église sur un terrain que réclamaient des cabaretiers : « Il vaut mieux, dit-il à cette occasion, que la « divinité soit adorée en ce lieu d'une manière quelconque « que de le livrer à des marchands de vin. » Cette église, rebâtie en 349, est devenue *Sainte-Marie in transtevera*¹.

Cependant, lorsque la persécution devenait aigüe, il fallait abandonner ces lieux de réunion connus et tolérés par la police impériale, mais dont le gouvernement ordonnait alors la fermeture et souvent la destruction (voir l'*Edict de Dioclé-*

¹ Inutile de faire observer qu'aucun de ces oratoires n'affecte la forme d'une croix, disposition d'ailleurs extrêmement rare dans les églises de Rome.

tion). Force était de se réfugier, de se cacher dans les Catacombes. Dans ces immenses souterrains, la multiplicité des entrées, la facilité d'obstruer en un moment les couloirs étroits et tortueux, les nombreux étages, les escaliers incommodes, déroutaient les perquisitions, et les chrétiens pouvaient avec quelque sécurité y célébrer leurs cérémonies religieuses. Dans ce but on y avait creusé des salles plus ou moins spacieuses, dites *cubicula*, auxquelles était donnée la forme rectangulaire des basiliques. Dans l'hémicycle du fond se plaçait soit le siège du prêtre, soit l'autel. Lorsque quelque chrétien illustre avait cimenté sa foi de son sang, son corps était apporté précieusement dans ces salles, souvent enseveli dans un sarcophage, qui servait désormais d'autel. Puis venaient d'autres martyrs, ou simplement des morts de distinction dont les familles réclamaient avec instance l'ensevelissement tout auprès du martyr vénéré. On fut conduit à construire de chaque côté de la première tombe des *loculi* destinés à donner satisfaction à ces exigences, quelquefois un peu indiscretes. Par honneur pour ces tombes privilégiées, pour les empêcher de se confondre avec les *loculi* contenant les corps de personnages plus obscurs, on prit l'habitude de creuser au dessus d'elles des arceaux appelés *arcosolii* ou *arcosolia*¹, plus ou moins richement décorés. L'église chrétienne des catacombes présentait donc assez communément cette forme ; au fond du rectangle, un hémicycle, quelquefois même en simple *arcosolium*, de chaque côté deux *arcosolia* : tous ces *arcosolia* contenant bien souvent des corps vénérés de martyrs.

Après l'édit de Milan, les chrétiens purent reparaître et désormais célébrer au grand jour et en pleine lumière les divins mystères. Partout alors se construisirent de véritables églises. Les basiliques s'ouvrirent au culte, quelques temples purifiés, le Panthéon, les temples de Romulus, de Faustine, etc., furent consacrés à la nouvelle religion. Alors, mais seulement alors, on voit s'élever des édifices nouveaux, des basiliques exclusivement chrétiennes.

¹ De *solium*, tombeau, urne funéraire, et *arcus*.

Dans ces constructions on s'inspirait de ce qui existait déjà dans les catacombes, on imitait les dispositions, décrites plus haut, des *cubicula*.

C'est à M. de Rossi qu'incombe l'honneur « d'avoir trouvé « l'anneau qui, selon l'heureuse expression de l'abbé Martigny, relie immédiatement l'architecture en plein air à « l'architecture souterraine. » « Dès que la paix eut été rendue à l'Eglise (cf. *Rome souterraine*), le premier soin des « chrétiens fut d'honorer les reliques des martyrs dont les « corps étaient déposés dans la profondeur des diverses « catacombes. Des basiliques plus ou moins somptueuses « furent élevées sur leurs sépulcres, on ne voulut pas les déplacer, on construisait au dessus d'eux, au même niveau, « ou à un niveau un peu supérieur, l'oratoire disposé de telle « façon que l'abside se trouvât au dessus du tombeau et que « l'autel le surplombât perpendiculairement. » Et comme on voulait une copie aussi exacte que possible des cryptes, des *cubicula* des Catacombes, lorsqu'on se trouvait en présence d'un hémicycle flanqué de deux *arcosolia* contenant des corps vénérés, on édifiait au dessus trois petites absides. Telle est l'origine de la petite chapelle retrouvée par M. de Rossi et dont il a donné le plan, que M. Cahour reproduit dans son opuscule, assez inexactement d'ailleurs, comme on pourra s'en convaincre en ouvrant le bulletin de notre Société archéologique, année 1888, planche 19, n° 1.

Ce n'est pas qu'on ait trouvé un grand nombre de ces édifices¹, et M. de Rossi n'en cite qu'une demi-douzaine, presque tous dans le voisinage de la voie Appia, et dont l'un situé dans le cimetière Saint-Calixte surplombe les tombeaux de saint Sixte et de sainte Cécile.

J'ai donc raison de dire à M. Cahour : Vous avez trouvé dans les fondations de Saint-Similien une église ancienne à *trois absides*, que vous appelez improprement des *arcosolia*. Il n'y a pas d'*arcosolia* en dehors des Catacombes. Cette dis-

¹ Où M. Cahour a-t-il vu qu'on en trouvait des centaines ? Ni l'abbé Martigny, ni M. de Rossi ne disent pareille chose. Ce qui existe *par centaines* ce sont les *cubicula* des catacombes.

position est chrétienne. L'édifice auquel appartenait ces vestiges n'est pas un édifice païen. Mais n'allez pas plus loin, ne donnez pas à cet édifice la date du I^{er} siècle. C'est commettre un anachronisme impardonnable. Vous n'ignorez pas, puisque vous les citez, les travaux de M. de Rossi : il en résulte jusqu'à l'évidence qu'avant l'édit de Constantin, c'est-à-dire avant le IV^e siècle, il n'y a pas eu de véritable église chrétienne en dehors des Catacombes. Tout au plus peut-on admettre, depuis le milieu du III^e siècle, la construction de quelques salles publiques tolérées par les empereurs, mais dont l'architecture ne présentait aucun caractère nouveau. Ce n'est qu'après l'édit de Milan, en 310, qu'on a construit des *basiliques* en l'honneur des martyrs, et que pour la première fois apparaît, assez rarement d'ailleurs, le quadrilatère flanqué de trois absidioles, disposition nouvelle qui présage la croix, forme symbolique, qu'on imposera plus tard aux architectes des nouvelles églises chrétiennes. Si maintenant nous tenons compte du temps matériel ordinaire nécessaire pour faire pénétrer jusqu'en Bretagne, jusqu'à Nantes, la mode nouvelle inaugurée à Rome, nous dirons qu'on n'a pu construire à Nantes d'édifices ayant trois absidioles avant le V^e siècle.

Je conclus : Le système de M. l'abbé Cahour ne peut s'appuyer ni sur la tradition, qui n'existe pas, ni sur le caractère certain d'une architecture portant avec elle son indéniable date. Bien plus, si l'on examine de près les matériaux de la construction et la forme de l'édifice, on est amené forcément à décider que l'église découverte à Saint-Similien ne peut dater du 1^{er} siècle de notre ère, et que tout porte à supposer qu'elle remonte tout au plus au VI^e siècle et plus probablement au XI^e.

J'aime à penser que l'honorable chanoine Cahour ne s'offensera pas de la petite contradiction que je me permets d'élever contre son appréciation d'un fait tout matériel. J'ai pour lui tout le respect que méritent sa haute science hagiographique, son âge et son vénérable caractère, et je crois

que personne ne pourra me reprocher d'avoir dépassé dans le travail qu'on vient de lire les limites d'une courtoise discussion et manqué aux égards qui lui sont dus. Mais la vérité a des droits, et comme il le rappelle lui-même : *amicus Plato, magis amica veritas!*

Je désire bien aussi que le *lecteur bienveillant* ne me fasse pas dire ce que je n'ai pas dit, et ne se lance pas dans un effort d'imagination pour trouver entre mes lignes des choses qui n'y sont pas. Je n'entends ici, non-seulement trancher, mais même en aucune façon soulever la grosse question de la prédication de l'Evangile dans la Gaule occidentale. J'ai simplement voulu examiner une thèse qui n'appartient qu'à l'archéologie et à l'histoire de l'art. J'estime du reste rendre plutôt service aux partisans de l'*Apostolat de saint Clair*. Rien n'est plus dangereux pour une cause que de la défendre par un mauvais argument, et je crois volontiers que la dernière argumentation de M. l'abbé Cahour serait de nature, si on la laissait subsister, à ruiner complètement la respectable légende qui confère à l'église de Nantes l'honneur si convoité de l'*Apostolicité*.

HENRI LE MEIGNEN.



NOTES ET DOCUMENTS INÉDITS

SUR LES

OPÉRATIONS DES ARMÉES RÉPUBLICAINES

AU PAYS DE RETZ EN 1793

LETTRE. INÉDITE DU CITOYEN LE SANT
AU CITOYEN DANET, SON AMI

Il est une période de notre histoire nationale qui, bien que peu éloignée de nous encore, a le don de passionner tout le monde et de forcer l'attention des esprits les moins enclins à l'étude du passé. Nous avons nommé l'*Époque révolutionnaire*, cette période de quelque dix ans qui, à la fin du siècle dernier, a vu bouleverser le monde et de nos jours encore étonne les esprits les plus sceptiques par ses prodigieux résultats. Rien de ce qui touche à cette époque ne saurait être indifférent, et le moindre détail inédit qui s'y rapporte est une bonne fortune pour le chercheur ou l'historien. Voilà pourquoi, ayant été récemment du nombre de ces heureux, en trouvant dans un vieux dossier de papiers de famille une lettre inédite du citoyen LE SANT, adressée par lui le 17 septembre 1793 à son ami le citoyen DANET, de Vannes, pour lui donner des détails sur les opérations de l'armée républicaine aux environs de Nantes en septembre 1793, nous avons cru bon de mettre en lumière cette curieuse pièce historique et d'en offrir la primeur à nos collègues de la Société.

Tout d'abord, qu'était le citoyen LE SANT ? Qu'était le ci-

toyen DANET ? Du premier nous ne savons pas grand'chose et son rôle fut fort effacé. Il n'était pas Nantais. Né à Séné près de Vannes, il était venu à Nantes vers 1791, attiré sans doute comme beaucoup d'autres par les événements révolutionnaires. Nous savons seulement, que, marié au diocèse de Vannes à Marie-Scholastique DEFRUIT, il en eut, entre autres enfants, un fils : Charles-Nicolas LE SANT, né à Vannes le 20 septembre 1788, administrateur des prisons de cette ville et marié, le 21 mai 1817, à demoiselle Jeanne-Marie-Adélaïde JOUSSET, dont il eut postérité, qui, croyons-nous, subsiste encore.

Sur le citoyen *Danet*, nous sommes un peu mieux renseigné.

DANET, Jean-Joseph (dit *Aîné*), fils de Gabriel et de Marguerite DUVAU, négociant à Vannes, sur le port, baptisé à Saint-Patern, le 12 janvier 1751, épousa Marie-Joseph-Renotie DRÉANO (Saint-Patern), le 26 avril 1772. Avant 1790, il était négociant à Calmont-bas. — Membre du Directoire du département (octobre 1791), réinstallé le 4 décembre 1792, en fonctions jusqu'à son arrestation par Prieur, il fut signataire du *Mémoire* justificatif.

Nommé membre de l'administration du Département, le 1^{er} janvier 1795, par arrêté des représentants Guerno et Guermeur, il resta en fonctions jusqu'en 1796 ?

Elu membre de l'administration centrale les 16, 20 octobre 1795, il en devint Président.

En octobre 1798, il est élu membre du conseil des *Cinq Cents*,

Le 14 mai 1792, il acquit pour 8000 l. la métairie du *Grand Conleau*, dépendant des Carmes déchaussés de Vannes.

En 1816, ex-receveur-général, membre du Collège électoral du département, il est souverain, prince, *Rose-croix* du Souverain chapitre de Vannes. Puis nous le perdons complètement de vue, le peu de temps dont nous avons pu disposer depuis l'origine de ce travail ne nous ayant pas permis de retrouver encore la date de sa mort.

Voilà tout ce que nous avons pu savoir sur les deux correspondants qui vont tout à l'heure entrer en scène.

Un autre Danet, parent du précédent, joua aussi son petit rôle pendant la Révolution :

DANET, Jean-François-Marie (*Jeune*), neveu de Jean-Joseph ci-contre.

Il est, en 1816 et 1820, chevalier d'Orient et maître des cérémonies de la loge de Vannes.

Ex-receveur-général de Vannes, il acquit, le 6 août 1811, l'hôtel de *Limur*, et le 31 décembre 1814, des Salines en Séné.

Dès le 23 mai 1814, il devint propriétaire de plusieurs métairies et tenues en Theix, à lui parvenues du testament partagé sous *seing-privé* de son oncle Julien-Pierre Danet.

Le 10 septembre 1816, la Cour des comptes le déclare en *débet* de 15,093 fr. 41 pour l'exercice 1811, et, le 12 décembre 1816, elle le déclare en *débet* de 111,790 fr. 31 pour l'an 1812.

Le 24 juin 1817, le ministre des finances le déclare débiteur envers le Trésor de 1,263,553 fr. 52, dans son compte avec le Trésor, ainsi, il doit alors 1,390,437 fr. 14, sans compter les intérêts.

Tous ses immeubles saisis furent vendus au tribunal de Vannes, le 15 février 1820, pour 97,945 fr.

Or, quelle était la situation des armées républicaines aux environs de Nantes en septembre 1793, à l'époque où ces deux amis échangeaient entre eux une longue correspondance à ce sujet, et y attachaient un intérêt marqué ? Il est nécessaire ici de l'exposer en quelques mots ; en voici un rapide aperçu, d'après les *Mémoires* de l'adjudant général Savary.

Le 29 juin 1793, après la terrible attaque de Nantes par les Vendéens, ceux-ci repoussés, mais non vaincus, n'avaient point renoncé à la lutte. Dans toute la Basse-Vendée, de Luçon aux bords de la Loire, de nombreuses bandes s'étaient réunies de nouveau sous les ordres de Charette, la Cathelinère, Lyrot de la Patouillère, de Couëtus, de Suzannet, etc. et menaçaient à chaque instant de prononcer sur Nantes une

nouvelle attaque. Devant cette résistance et ces soulèvements continuels, la Convention, d'autant plus exaspérée qu'elle avait déjà failli perdre Nantes, qu'elle ne s'attendait pas quelques mois auparavant à voir attaquée si tôt, résolut d'en finir et de frapper un grand coup, sur la proposition de Grouchy, chef d'état-major de l'*Armée des Côtes de Brest*, elle décida de joindre à cette armée la fameuse garnison de *Mayence*, fort redoutée des Vendéens, afin de leur couper toute communication avec la mer ; 3500 hommes se réuniraient aux Mayençais, on marcherait sur Port-Saint-Père, Machecoul, Legé ; puis, après avoir opéré la jonction de cette armée avec la division des Sables, on pénétrerait ensuite dans le cœur des pays insurgés, en désarmant successivement toutes les campagnes. Niort et Poitiers devaient préalablement être mis en état de siège. Le général Canclaux, assisté de Beysser et de Grouchy, fut chargé d'exécuter ce plan.

Il commença, à la fin d'août, par établir un camp au village des *Naudières* près Nantes, à l'embranchement des routes de Montaigu et de Saint-Philbert, pendant que son avant-garde était aux *Sorinières* ; puis, le 8 septembre 1793, il donna l'ordre suivant :

« La colonne de droite aux ordres du général Beysser, partira le 9 septembre du camp des *Naudières* et de la *Balinière*, pour aller camper vis-à-vis de la Hibaudière en balayant la rive gauche de la Loire.

Le 10, elle ira à Veüe.

L'avant-garde de Mayence se portera à Saint-Léger pour masquer Port-Saint-Père, jusqu'à ce qu'il soit pris.

Le 11, le bataillon de *Lot-et-Garonne* marchera sur Saint-Père en Retz, pour s'y réunir au 2^e bataillon du 109^e et à celui de la *Charente* qui forment la demi-brigade, à l'effet d'aller ensemble occuper Pornic. Cette demi-brigade ira le 12 à Bourgneuf et le 13, elle rejoindra à Machecoul le reste de la Colonne.

Le même jour (11), la colonne du général Beysser, après avoir balayé la Forêt de Princé, se portera devant Port-Saint-Père, pour l'enlever le même jour s'il est possible.

Le 12, Beysser se rendra à Machecoul.

Le 13 à Paulx sur le chemin de Légé. Il portera une colonne à Challans.

Le 14, la colonne de Challans se portera sur la route de Palluau à Légé pour l'attaquer de ce côté, tandis que la colonne de Beysser s'y portera de Paulx, et l'avant-garde de l'armée de Mayence par la route de Nantes.

L'attaque de Légé pourra avoir lieu à neuf heures du matin. Elle sera annoncée par quatre coups de canon tirés de la colonne du général Beysser et deux par deux avec un léger intervalle.

Le 15, il se portera sur Montaigu.

Le 16, devant Mortagne.

Fait et arrêté par nous, général en chef de l'armée des côtes de Brest. — A Nantes, le 8 septembre 1793.

Signé : CANCLAUX.

Beysser partit aussitôt du camp des Naudières, où il fut remplacé par l'avant-garde et le corps d'armée des Mayençais. Il écrivait le 9 du château d'O.

« Vous nous avez mis en route, mon général, sous d'heureux auspices ; notre marche s'est continuée assez tranquillement jusqu'au *Moulin Cassé* où quelques rebelles, qui semblaient nous attendre, ont été mis en fuite par nos éclaireurs. A quelque distance de là, nous avons aperçu sur notre droite une centaine de cavaliers vendéens ; quelques coups de canon les ont fait disparaître et nous sommes arrivés dans le meilleur ordre possible.

Pour retarder notre marche et assurer leur retraite, les rebelles ont mis le feu aux bois qui bordent la route ; sans ce léger incident nous aurions pu parvenir jusqu'au Pellerin. Demain nous serons en marche à 5 heures du matin. »

Le 10, Kléber, selon l'ordre du général en chef, partit du camp à la tête de l'avant-garde mayençaise pour aller prendre position à Saint-Léger, afin de seconder l'attaque que Beysser devait faire le lendemain sur Port-Saint-Père, village situé sur la rivière du Tenu. Il était accompagné du représentant Merlin, de Thionville, et des généraux Canclaux et Grouchy.

La marche, dit Kléber, s'est faite dans le meilleur ordre ; elle a été surtout bien éclairée ; car le pays est tellement coupé de haies, de bois, de ravins, de ruisseaux qu'il est impossible de voir devant soi à une grande distance. Arrivés à une demi-lieue de Saint-Léger, on entendit quelques coups de pistolets ; c'étaient nos éclaireurs qui avaient vu les vedettes ennemies.

Marigny reçoit l'ordre de charger cette grande garde avec sa première compagnie de chasseurs à cheval : le poste ennemi, fort seulement de quarante méchants cavaliers, prend la fuite ; Marigny le poursuit jusqu'à la rivière du Tenu.

L'ennemi était en bataille sur la rive opposée et faisait mine de vouloir résister ; il tire quelques coups de canon. Merlin arrive à la tête de l'artillerie volante ; un obusier et une pièce de huit sont mis en batterie ; Merlin pointe lui-même plusieurs coups ; le feu prend bientôt à des meules de paille et s'étend à quelques maisons des environs. Une partie des ennemis prend la fuite, les plus braves s'obstinent à se défendre.

Dans ce moment Targes, chef de la Légion des Franes, demande la permission de se jeter à la nage avec quelques-uns des siens pour aller chercher des bacs sur la rive opposée afin de faire passer la rivière à son bataillon. Canclaux y consent. Targes et quelques chasseurs de sa Légion mettent aussitôt habit bas, se jettent à l'eau, passent à l'autre bord et malgré le feu de la mousqueterie, ramènent les deux bacs sur notre rive. On s'embarque, l'ennemi fuit, abandonnant le poste avec sept pièces de canon et des drapeaux où les marques du Royalisme étaient réunies à tout ce que la superstition a de plus ridicule. »

Canclaux et Grouchy se disposèrent alors à retourner à Nantes. Mais Kléber, craignant d'exciter la jalousie de Beysser, qui n'avait pu prendre part à l'action, pria le général en chef de le prévenir que ce n'était que par une circonstance fortuite qu'il s'était rendu maître de ce poste. En conséquence, le général Canclaux écrivit immédiatement à Beysser :

« MON CHER GÉNÉRAL,

« Je vous en demande pardon, mais l'occasion a été si belle. Je n'ai pu m'y refuser.

« A l'approche de Saint-Léger, la cavalerie des rebelles a paru, nos chasseurs à cheval ont chargée ; j'ai vu l'instant où ils en-

traient avec les fuyards dans Port-Saint-Père ; mais leur commandant Marigny, soumis à l'ordre, et le général Kléber les ont arrêtés. On m'a seulement demandé la permission de leur faire connaître les obus. La seconde est tombée dans un tas de paille, le feu y a pris et s'est communiqué aux maisons voisines¹.

« Le commandant des chasseurs est venu dire que l'ennemi fuyait de toutes parts ; qu'il y avait là deux barques ; qu'il allait en avoir une en se jetant à la nage et passer. Le général Kléber le lui refusait afin de ne pas aller plus vite que l'ordre. J'ai cru pouvoir le donner et nous sommes entrés *tout de go*.

» On dit que la Cathelinière a la cuisse cassée².

« Il n'y avait que deux cents hommes à cette attaque. Ce sont des chasseurs et des lions.

« Le général Kléber restera aujourd'hui ou pour mieux dire cette nuit au Port-Saint-Père et à Saint-Léger et sans doute je l'y laisserai demain.

« Quant à vous, mon cher, il vous faut partir demain et vous en aller droit sur Machecoul, peut-être seulement à Bourgneuf si vous êtes trop loin de Machecoul pour arriver dessus et l'attaquer le même jour. D'ailleurs la brigade du 109^e qui aura passé par Pornic, vous aura rejoint alors.

« Votre attaque de Machecoul peut se faire avec des obus qui épouvanteront l'ennemi. Faites-moi réponse sur le champ et dites-moi votre marche ; car si vous allez à Machecoul dès demain, je porterai l'avant-garde à Saint-Philibert ; mais par rapport à l'armée j'aime mieux que ce ne soit qu'après demain.

« Adieu, bonne nuit, voilà qui va bien. Je retourne à Nantes. Donnez avis de votre marche à Kléber.

« Signé : CANCLAUX . »

¹ « Cet événement ; ajoute en note Savary, fit répandre le bruit que les Mayençais mettaient tout à feu et à sang dans la Vendée. M. de Beauchamp lui même l'a répété à satiété dans son Histoire. » — Quoi qu'en aient pu dire ou penser Savary et avant lui Kléber et Canclaux, ce bruit, loin d'être faux, n'était que la triste réalité, et le témoignage de Le Sant, témoin oculaire, qui rapporte ces faits d'incendie dans sa lettre au citoyen Danet, en est un nouveau et probant témoignage. Certains obus ont fort bien pu mettre le feu à des meules, mais cela n'empêcha point les troupes républicaines d'incendier ensuite de leurs mains les maisons du bourg et d'y commettre mille horreurs.

² LA CATHELINIÈRE. — Louis Ripault, écuyer, sgr de la Cathelinière et de de Princé, habitait ce château au début de la Révolution. Il fut guillotiné à Nantes le 3 mars 1794.

Le général Kléber s'établit dans une ferme, où il passa la journée du 11. Quelques vieilles femmes lui apprirent que le rassemblement des Vendéens pouvait être de huit mille hommes et que la Cathelinière avait été grièvement blessé d'un éclat d'obus. D'après la correspondance trouvée dans le logement de ce chef, on pouvait croire qu'il savait qu'on devait l'attaquer ; mais, comptant sur la force de son poste, il était resté dans la plus grande sécurité.

D'après le rapport écrit le 12 par le général Beysser, il n'avait rencontré aucun obstacle dans sa marche ; il avait avec lui le représentant Cavaignac, auquel se joignit son collègue Turreau ; Beysser y annonçait que les villages du Pellerin et de Rouans, points principaux de réunion des Rebelles, avaient été inondées ; mais que les maisons et autres propriétés des patriotes avaient été garanties du pillage par une proclamation très énergique du représentant Cavaignac.

Le 12 septembre, Kléber, après avoir remis le poste de Port-Saint-Père au chef de bataillon Laronde, chargé de garder avec 800 hommes la colonne de droite, se dirigea sur Saint-Mars-de-Coutais, où il devait trouver un bac pour passer le Tenu et de là se rendre à Saint-Philbert-de-Grand-Lieu. Le 14, il se porta sur Legé, pendant que Beysser, qui était entré à Machecoul sans résistance, et Aubert-Dubayet s'y portaient, le premier par Paulx, le second par la gauche de Legé. Dès le 14 au soir, avant l'arrivée de Beysser, Kléber entra dans Legé sans avoir rencontré de résistance, les Vendéens venant de l'évacuer. Le 16, Montaigu était pris et, le 17, après être entré à Clisson sans coup férir, les généraux Kléber, Grouchy, Beysser et Aubert-Dubayet revenaient prononcer leur attaque sur Vertou¹.

Telle était la situation générale au moment où le citoyen Le Sant écrivait à Vannes à son ami Danet. Voyons maintenant le contenu de sa Missive.

¹ *Guerre des Vendéens et des Chauvans contre la République française, par un officier supérieur des Armées de la République (Savary). Tome II, pp. 134-139.*

Nantes, le 17 septembre 1793, l'an 2^e de la République.

Citoyen et ami,

Je me persuade que vous et les citoyens de Vannes attendez des nouvelles, de l'armée de la République campée aux Sorinières près Nantes. Voici les mouvements depuis huit jours et les différentes divisions qu'elle forme. Sa force était d'environ 15,000 hommes. 5 à 6,000 hommes sous les ordres du général Grouchy, sont restés au camp de Sorinières et par de fréquentes attaques sur la paroisse de Vertou, inquiètent et font rester en stagnation un corps de 7 à 8000 brigands, au bivouac depuis longtemps au poste de la *Noué*, paroisse de Vertou, sur la rive droite de la Sèvre à une lieue et demie de Nantes sur la route de Clisson et favorisent, par leurs fausses et multipliées attaques, les mouvements de l'armée sur trois colonnes. Celle de droite, commandée par le général Beysser, forte d'environ 3000 hommes s'est portée sur le Pellerin, Paimbœuf, Pornic, Bourgneuf et Machecoul. Beysser n'a trouvé aucune résistance et a brûlé beaucoup de maisons, pris du bétail ; il a détruit une centaine de brigands épars sur la route et pris des bestiaux. Je laisse ici Beysser.

La 2^e colonne forte d'environ 3000 hommes sous les ordres du général de brigade Kelber (Kleber), s'est portée sur le Port-Saint-Père où étaient au moins 4000 brigands et 7 pièces d'artillerie. L'avant-garde de cette colonne de 200 chasseurs a traversé partie à gué, partie à la nage et en bateaux le canal du Port-Saint-Père, secondée du feu d'un obusier, arme nouvelle pour les séditieux, a tué 40 brigands et dissipé le reste et seule s'est emparée du Port-Saint-Père, n'ayant eu que deux hommes blessés légèrement. *Le Port-Saint-Père a été entièrement brûlé, à l'exception de sept ou huit maisons. Une maison servant d'hôpital aux brigands qui avait beaucoup de malades, a été brûlée avec les malades.* L'ordre est de ne point faire de prisonniers, et s'exécute strictement. Il y a deux représentants du peuple à chaque division, qui font observer la loi. Cette attaque par l'Avant-garde a eu lieu à huit heures du soir. Le lendemain Kelber (Kleber), s'est porté sur Saint-Mars. Son avant-garde a encore trouvé au passage dudit Saint-Mars quelques brigands, les a dissipés et a passé ce passage sans résistance. Ensuite cette colonne s'est rendue maître de Saint-Philbert *en fusillant quelques brigands épars et brûlant des maisons.* Il a été pris

sept pièces d'artillerie au Port-Saint-Père et beaucoup de grain et de fourrages.

Sa colonne de gauche, forte de 3 à 4000 hommes sous les ordres du général de brigade Aubert du Bayet, a dirigé sa marche en tournant au Sud du lac de Grand lieu pour se porter sur Léger (Legé), poste central des Brigands. En même temps les colonnes Beysser et Kelber (Kleber), et le général Canclaux suivaient cette colonne qui a arrivé à Saint-Etienne de Corcoué, deux lieues de Saint-Philbert, quatre lieues de Machecoul et deux lieues de Legé, (je dis son avant-garde), a rencontré un corps nombreux de brigands que cette avant-garde a attaqué et dissipé ; à présumer perte de 200 brigands et quelques blessés seulement de la part des patriotes. Les trois colonnes se sont portés ensemble sur Leger (Legé), où tous les brigands fuyaient, s'y étant retirés ; l'on les portait au-delà de 25000 hommes), mais par des routes différentes et une marche combinées. Les brigands promettaient et on s'attendait à une vigoureuse défense, mais Leger (Legé) fut abandonné à la première vue de nos troupes. On y a trouvé 15 pièces d'artillerie, un plus grand nombre de caissons, quantité immense de grains, bestiaux volailles, enfin toute espèce d'approvisionnements. L'armée s'est portée en masse sur Montaigu qui a été également abandonné. Beysser fut détaché de Leger (Legé) avec sa colonne, pour se porter sur Palluau dans la Vendée pour seconder l'attaque de cette ville par le corps de 5 à 6000 hommes des Sables sous les ordres de XX, (*sic*). Mais Beysser trouva la besogne faite. Ce corps avait attaqué et détruit 2000 brigands. Toutes ces forces sont réunies à Montaigu et hier un corps de troupe de Montaigu s'est porté sur Vertou et a attaqué ledit Vertou d'un côté, tandis que Grouchy ne s'amusant plus aux fausses attaques à tirailler, a passé la Rivière. Le fameux camp de la Noué est écopé. Dans le moment que j'écris *le bourg et la paroisse de Vertou est en feu*. On vient d'annoncer que les brigands ont abandonné Clisson à deux lieues de Montaigu. Aussitôt la prise de cette dernière ville, l'armée de Saumur est en mouvement, suivant la rive gauche de la Loire pour se réunir à l'armée de Nantes. On vient d'apprendre que ladite armée de Saumur a attaqué les brigands à Doué, petite ville de l'Anjou, sur la rive gauche de la Loire. Les brigands y étaient en force puisqu'on assure qu'ils y ont perdu 8000 hommes. Je croise ce nombre exagéré, mais ce qui est certain, c'est que les brigands y ont été complètement défaits. Cette armée de Saumur joindra sous peu l'armée de Canclaux qui va à sa rencontre et ces armées ne sont actuellement éloignées que de 10 lieues l'une de l'autre. Les villes de Cholet et de Saint-Fulgent sont occupées par des brigands, sur la

route des deux armées pour faire leur réunion, mais ne résisteront pas plus que les autres postes des scélérats qui fuient continuellement. Si on en a fait un massacre à Palluau et Doué, c'est qu'ils ont été surpris par des marches forcées. Le général Cancelaux ne laissa point de garnison, mais il établit des redoutes bien palissadées dans les postes principaux pour conserver sa communication. Toute la Loire est libre depuis Nantes à Paimbœuf et à la réunion de l'armée de Cancelaux à celle de Saumur toute la Loire sera navigable sans inquiétude. Le plan de Cancelaux n'est plus équivoque; après avoir nettoyé les rives de la Loire et les départements de la Loire-Inférieure et de Mayenne et Loire (Maine-et-Loire), il se portera avec au moins 2500 hommes sur les départements de la Vendée et des Deux-Sèvres, tandis qu'une armée de 15000 hommes attaquera du côté du département de la Vienne et le général Rossignol avec 1500 pousse les brigands venant du côté de la Rochelle. Je crois que tous ces brigands seront dissipés avant la fin du mois, mais ne seront pas réduits. Le paysan se rend de toutes parts et abandonne les armées des rebelles. Leurs réponses aux interrogatoires est qu'ils ont fui à l'approche de nos troupes par la crainte d'en être tués, étant pris pour des brigands et qu'ils n'ont jamais pris les armes contre la République. *Il faut les croire faute de preuves*; en outre IL NE FAUT PAS TOUT TUER. *Je vous réitère que les flammes détruisent les superbes contrées, qui couvertes de cendres annoncent l'irruption voisine de quelque volcan.* Je pars demain pour l'isle d'Indret, je ne vous écrirai pas de huit jours. Je suis avec amitié.

LE SANT

On voit, d'après les termes mêmes de cette lettre, que le citoyen LE SANT, qui avait dû suivre sans doute les opérations, était fort bien renseigné. Il nous donne sur le plan de Cancelaux de fort curieux renseignements. Mais ce qu'il est intéressant de constater, et ce que ce document nous révèle : c'est l'impuissance des généraux républicains à empêcher les *scènes de sauvagerie* commise par leurs troupes. On y voit notamment que ce ne fut point les obus, tombant sur les meules de paille, comme le dit Kléber, mal renseigné sans doute et n'ayant vu que ce résultat local produit par son at-

taque, qui déterminèrent l'incendie du bourg du Port-Saint-Père, mais bien la main criminelle de gens ivres de carnage, qui n'hésitèrent pas même à *y brûler un hôpital avec les malades qui étaient dedans*. Par ailleurs, cet aveu de LE SANT, disant en parlant des paysans saisis, arrêtés ou trouvés un peu partout et même de ceux qui se rendaient : « *Il faut bien les croire faute de preuves et en outre il ne faut pas tout tuer* », montre assez quels étaient les sentiments de certains hommes de cette époque néfaste et constituée, avec l'ensemble des détails de sa lettre, une nouvelle preuve des malheurs et des cruautés inouïes dont fut victime ce malheureux pays.

Marquis DE L'ESTOURBEILLON.



LES RUINES

DU

CHATEAU DE CHATEAUBRIANT

Extrait du *Nouvelliste de l'Ouest*, 17 mai 1895.

Il n'est pas facile de dater le massif de ruines qu'on désigne sous ce nom. Je trouve Jouanne bien hardi quand il résout ce problème compliqué en une seule phrase : « Ce château est du XI^e siècle. » Oui, sans doute, il y a eu sur cet emplacement une forteresse à l'époque que le guide nous indique, mais ce n'est pas là ce que demandent le public et le chercheur. Chaque visiteur voudrait savoir le secret de cette diversité de constructions qui se succèdent et s'accumulent sur le même point, pourquoi, après avoir franchi une porte fortifiée, on en rencontre une autre avec des douves intérieures ; les plus illettrés sentent comme les autres qu'il y a là plusieurs habitations féodales accolées, et ils sont curieux de savoir comment les générations ont modifié par des additions la création primitive.

Les titres ne nous apprennent rien de précis, si ce n'est pour les constructions les plus récentes, et là ils sont inutiles, car il n'y a pas d'embarras pour reconnaître, dans la partie occupée par le tribunal, une œuvre contemporaine de François I^{er}. Les fines sculptures de l'escalier à paliers qui dessert le greffe et les archives, les meneaux et les pinacles des vastes fenêtres démontrent assez le talent des architectes de la Renaissance. Il en est de même de la galerie à colonnes de schiste noir qui supporte une longue salle maçonnerie de briques, il est visible qu'elle appartient à l'art de la fin du XVI^e siècle, puisqu'elle fut faite pour relier la partie ancienne avec la partie neuve. Tous ceux qui ont visité les châteaux des bords de la Loire y retrouveront des souvenirs de leur voyage. Il y a beaucoup d'unité dans les dernières constructions ; d'un coup d'œil on les embrasse et on les classe dans sa mémoire.

L'impression est toute différente quand on se retourne du

côté des ruines, les yeux s'égarèrent au milieu d'une foule de choses incohérentes et de contradictions. On aperçoit des tours carrées, des tours rondes très vieilles, percées de jeunes fenêtres, des escaliers d'un style différent du logis, des cheminées, des machicoulis, des meurtrières et des embrasures de toutes les époques, des mortiers jaunes, rougeâtres et blancs. Enfin on voit que plusieurs générations ont mis la main à l'édification de la forteresse et cédé à la tentation de toujours rajeunir la construction, de l'augmenter et de l'embellir.

Quand les archives se taisent, on a recours ordinairement à l'appareil des pierres, aux marques de tâcherons gravées sur les moëllons, aux dispositions des assises de la maçonnerie ; ici, ces auxiliaires nous font défaut. La pierre du pays de Châteaubriant se prête mal à une taille régulière ; elle n'offre à l'œil aucun point de repère ; son effet en parement n'est pas du tout décoratif. Il faut alors nous rabattre sur les corps de bâtiments uniformes, sur l'emploi courant de certains matériaux et procéder par comparaison. On remarque d'abord que le calcaire ou pierre blanche est employé dans les jambages et linteaux des ouvertures là où la pierre d'ardoise est complètement mise de côté, et que cette dernière porte toujours des sculptures et des moulures évidentes du XV^e siècle. Ce sera déjà un fil conducteur. Ensuite, nous aurons à tenir compte de la forme des tours et des meurtrières, qui ont varié selon le perfectionnement des armes offensives et défensives. Il est évident que les tours anguleuses, par exemple, ne sont plus possibles quand apparaîtrait le canon parmi les assiégeants : elles offriraient trop de prises aux boulets et succomberaient en peu de temps, tandis que le mur curviligne présente plus de résistance ; c'est pourquoi nous voyons croître le rayon de la courbe décrite par nos ingénieurs de châteaux dans l'enceinte de la ville de Châteaubriant, qui n'avait pas autant de moyens de tenir l'ennemi à distance. Tel est le flambeau qu'il nous a paru bon de prendre en main avant de pénétrer dans la place.

Les bases de ce qu'on appelle le donjon, en face de la porte d'entrée, au centre même du château, sont les seules traces

qu'ait laissées le XI^e siècle ; c'est bien ainsi que se logeaient les premiers seigneurs féodaux quand ils abandonnèrent leurs tours en bois ; c'est là qu'habitaient les fils de Briant, le fondateur de la ville, entourés de quelques bâtiments de servitude, qui occupaient l'emplacement compris entre le tribunal et les deux tours neuves, voisines de la sous-préfecture, à l'extrémité d'un promontoire s'avancant au milieu du marais de « La Chère. » Ce donjon carré a 3^m20 d'épaisseur ; il était si solide qu'il a pu supporter sur trois côtés les additions postérieures, qu'on a élevées avec une épaisseur moindre. Ne cherchez pas d'ouvertures du même temps, il n'en reste aucune.

Au XII^e et au XIII^e siècle, je ne crois pas qu'on ait modifié notablement l'état de la forteresse, je ne vois qu'une petite tour éventrée, renfermant une cheminée du XIII^e siècle entre le donjon et les tours jumelles, et intéressante à considérer, parce qu'elle contient deux archères verticales qui regardent sur l'ancien fossé comblé à l'ouest et ne permettent pas de douter de la transformation sur laquelle je vais insister, car elle est capitale pour l'histoire monumentale du château. Au XIV^e siècle, le remaniement fut considérable. D'abord, on annexa à l'enceinte primitive tout le terrain sur lequel s'élevaient la gendarmerie, la chapelle et la sous-préfecture, au moyen de murs de soutènement et de remblais ; on fixa le périmètre actuel des douves de l'est et de l'ouest, en élevant la ceinture de tours et de courtines qui se dressent en face de la ligne de chemin de fer. L'une de ces tours, non retouchée comme ses sœurs, porte encore dans ses flancs la lumière étroite qu'on faisait avant les armes à feu.

Le bâtiment carré d'entrée, dont on a fait la prison, est aussi du XIV^e siècle, il est bien conforme à la méthode, alors consacrée, d'ouvrir la porte d'une place à travers une grosse tour comme à Blain ; les arcs en ogive, qui supportent le premier étage et qu'on aperçoit dans le passage, confirment ma conjecture, d'autant qu'ils sont en pierre blanche comme les accessoires des autres bâtiments que je signale plus loin. Les murs sont très épais. Il y avait un pont-levis pour les cavaliers et une entrée pour les piétons qui a été bouchée à droite.

En construisant les deux tours jumelles qui touchent la sous-préfecture, on eut l'idée de clore, plutôt que de défendre, le second château et la nouvelle cour à laquelle elles donnent accès ; elles sont percées de fenêtres qui n'accusent pas la préoccupation de soutenir un siège ; les encadrements des ouvertures intérieures et extérieures façonnées en pierre blanche dans le logis que masquent les tours, trahissent la main qui a bâti la chapelle. Cet édifice religieux est d'un style qui ne souffre pas de méprises. Les hautes fenêtres élancées, qui l'éclairaient à l'époque de sa splendeur, sont bien celles que faisaient les architectes du gothique lancéolé avec des colonnettes et des chapiteaux minuscules, ornés de feuilles de chêne. Le logis de la gendarmerie fut élevé dans le même temps pour servir de logement soit au chapelain, soit aux officiers. Ses ouvertures primitives ont été aveuglées et remplacées par d'autres au siècle suivant, mais on aperçoit bien les reprises dans le parement de la façade. L'arc brisé d'une porte façonné en grès, au rez-de-chaussée, seul a été respecté.

Les corbeaux des machicoulis vont nous aider aussi à préciser le temps où le donjon fut surhaussé pour fournir des chambres supplémentaires. Ils sont maçonnés grossièrement avec des matériaux ordinaires sur les tours jumelles, sur le pavillon de la prison, et sur le donjon, tandis que, dans les perfectionnements ultérieurs, ils sont façonnés avec trois moëllons de granit de grosseur progressive. Comme ils sont en place sur les jumelles datées du XIV^e siècle, nous sommes conduits à conclure que la transformation du donjon commença au XIV^e siècle, au début, sans doute, de la guerre de Cent ans. Le plus petit escalier, de 0.90 de rayon, est de la même époque ; il fut construit pour desservir la plate-forme établie au sommet.

La génération du XV^e siècle est celle qui a le plus cédé à la manie de retoucher toutes les ouvertures pour les agrandir, et pour cela elle s'est servie de ces tables d'ardoise qui se débitent si facilement en grandes longueurs dans nos carrières de Nozay et de Pierrie ; elle en a fait des linteaux, des jambages, des bandeaux et des palâtres, qui sont autant de

témoins de son passage. On a fait tomber tout le côté ouest du donjon, on a refait les cheminées de tous les étages, on a ouvert une porte en arc brisé à la base pour communiquer avec la chapelle, on a supprimé le commencement du petit escalier pour faire une large rampe droite conduisant à un escalier nouveau à vis, dont les marches ont 1^m70 de rayon et dont la cage est étranglée entre l'angle du vieux donjon et le manoir du XIV^e siècle. Les appartements auxquels il conduit ont été percés de larges fenêtres qui montrent bien que, de ce côté, la forteresse n'avait rien à craindre des boulets.

Auparavant, on avait creusé dans l'épaisseur des murs du rez-de-chaussée une sorte de guérite avec escalier conduisant à une meurtrière ; il n'est donc pas étonnant que le vieux donjon soit la partie la plus lézardée et la plus voisine d'une ruine complète.

Le pavillon d'entrée tiendra plus longtemps et cependant, lui aussi, il a subi les modifications imposées par la mode. Le petit escalier à vis qui dessert tous les étages est du XIV^e siècle comme la construction ; cela n'empêche pas qu'il soit éclairé par des ouvertures du XV^e siècle.

En résumé, nous avons à Châteaubriant divers spécimens de l'architecture militaire et civile qui méritent d'être conservés pour notre instruction, comme types de comparaison.

Le donjon tombera bientôt sous le poids des additions qu'on lui fait supporter depuis longtemps ; qu'on le réduise au premier étage et en le gazonnant on le sauvera pour bien des années. Il importe aussi qu'on déblaie son rez-de-chaussée à la profondeur du rocher et qu'on couvre la cage de l'escalier à la hauteur des combles de la gendarmerie.

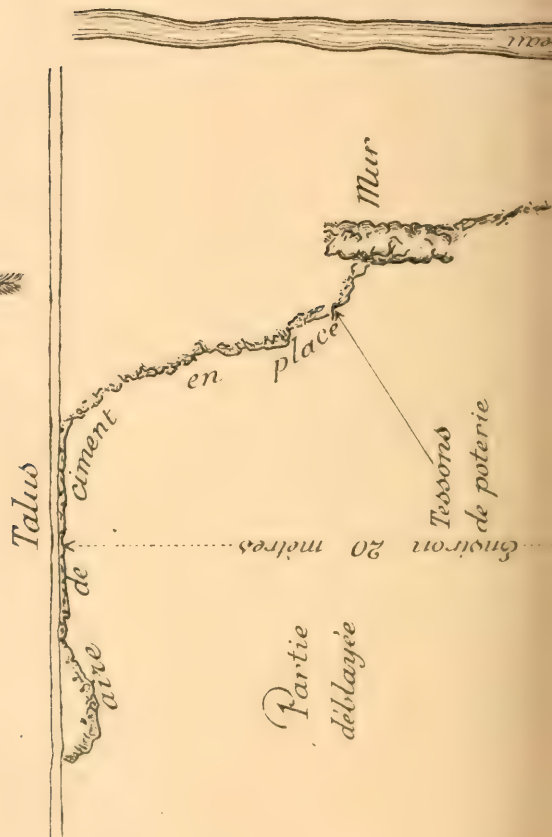
Quant à la chapelle, elle est si solide qu'il serait encore facile de l'utiliser pour y loger les collections scientifiques entassées dans les chambres trop étroites du Musée. L'installation actuelle est absolument insuffisante. Les vitrines ne seraient pas mal placées dans une grande salle longue éclairée par une grande baie du XIV^e siècle, ornée de vitraux. Voilà un *desideratum* à formuler devant notre assemblée départementale par la Société archéologique de Nantes.

LÉON MAITRE.

RUINES de la Bimboire



Nord



du Village de la Bimboire

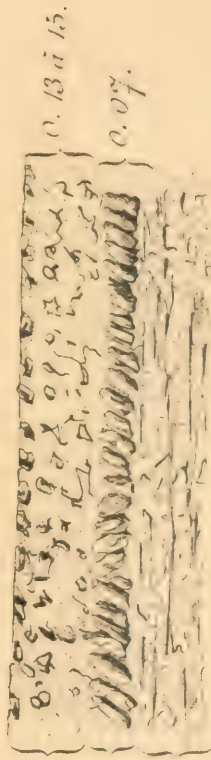
NOUVEAU



Brique brune

Ciment
mélange de
cailloux
pierrres

Sol.



RUINES DE LA BIMBOIRE

Saint-Nazaire, 12 juillet 1895.

MONSIEUR,

Au cours de nombreux voyages que j'ai eu à faire cette année de Saint-Nazaire à Saint-Etienne-de-Mont-Luc, j'avais remarqué, entre la gare de Savenay et celle de Cordemais, un amoncellement de matériaux qui m'avait intrigué, car il me paraissait composé, en partie, de tuiles plates et de débris de ciment.

Pour me rendre compte de la nature exacte de ces débris, je me suis mis, samedi dernier, à la recherche du champ où je les avais remarqués. Il est situé le long même de la voie, à 3 kil. 1/2 à peu près exactement de la gare de Savenay, au S. S. O. et à 50 mètres environ du village de la Bimboire. Il est de forme triangulaire et est borné au nord par un talus, au sud par la ligne et à l'est par un ruisseau. Le propriétaire de ce terrain veut le niveler et en a déblayé toute la partie centrale. J'ai pu constater l'existence :

1° Dans l'angle sud-est formé par la ligne et le ruisseau, de constructions (mortier blanc) recouvertes de ronces, dont il m'a été impossible de déterminer la forme exacte, mais dont le parement extérieur m'a paru former un demi-cercle :

2° A la suite de ces constructions, à environ 5 mètres en se rapprochant du centre du terrain, un mur orienté nord-sud (moëllons et mortier blanc) ; il m'a été impossible de constater si ce mur est recouvert d'un enduit quelconque ou si les pierres des parements, de petit appareil, sont simplement jointoyées ;

3° A partir de ce mur jusqu'au talus nord, sur une longueur d'environ 10 mètres, et dans le talus même sur une longueur égale, une aire établie de la manière suivante :

Sur le sol vierge une première couche, formée de pierres de 2 à 3 centimètres d'épaisseur posées sur champ et légèrement inclinées. Cette couche de pierres a environ 7 cent. d'épaisseur,

Au-dessus de ces pierres, une couche de mortier ou ciment blanc, d'environ 12 à 15 cent. d'épaisseur, mélangé de pierres polychrômes, un peu plus grosses que des noix. Ces pierres sont plus nombreuses à mesure que l'on se rapproche de la surface où elles forment une sorte de mosaïque ;

4° Sur l'aire, dont elles sont séparées par une mince couche de terre, des tuiles plates à rebord de 0,30 sur 0,33 environ, quelques-unes entièrement intactes, et des tuiles rondes, plus épaisses et plus recourbées que celles dont on se sert aujourd'hui.

5° Parmi les pierres et débris amoncelés en avant du talus, outre une grande quantité de tuiles à rebord, des briques en terre brune beaucoup moins compacte que celle des tuiles, ayant la forme d'un quart de cercle, de 0.20 de rayon sur 0.05 d'épaisseur ;

6° Vers le milieu du champ, près le mur, deux tessons de poterie fine, en terre rouge sans relief, et le rebord d'une jarre.

Ces ruines, que je n'ai pu guère examiner que pendant une demi-heure, sont, à n'en pas douter, celles d'un établissement gallo-romain, d'une villa probablement ; la présence de tuiles à rebord, dont pour plus de sûreté j'ai soumis un échantillon à M. Kerviler, le prouve suffisamment.

Le propriétaire du terrain m'a dit qu'un domestique qu'il avait employé au déblaiement et qu'il n'a plus à son service y avait trouvé des « liards », qu'il avait vendus. Il s'agit probablement de monnaies romaines en bronze, de petit module.

Nulle part je n'ai remarqué de traces de ciment de tuilots.

Les briques de terre brune étaient probablement destinées à fermer, réunies par quatre, soit les assises de colonnes à enduit de stuc, soit les supports du plafond d'un hypocauste :

je n'ai pu déterminer le point exact où elles avaient été trouvées.

Le village de la Bimboire est situé presque exactement au point où M. Kerviler (*Armorique et Bretagne*, t. I) fait se rencontrer les voies romaines de Nantes à Vorganium (n° 1), de Tours à Grannona (n° 7) et du Mans à l'embouchure de la Loire (n° 17).

J'ai cru, Monsieur, devoir vous signaler l'existence de ces ruines. M. Kerviler, à qui j'en ai parlé, ne les connaissait pas. Il est donc à présumer que, mises à jour depuis peu, elles n'avaient pas encore été remarquées.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments respectueux.

RAISON.

(Sous-Inspecteur de l'Enregistrement à Saint-Nazaire).

M. Léon Maître, qui recueillait avec avidité toutes les observations faites sur nos ruines de l'époque gallo-romaine, s'est empressé de se rendre sur l'emplacement indiqué par M. Raison et s'est assuré par ses yeux qu'il n'y avait pas de méprise possible. Ce sont bien les dernières substructions d'une villa antique, qu'on démolit sans bruit depuis 1860, afin de n'être pas dérangé par les importuns dans la recherche du *Trésor*.

Nous ne saurons jamais si, oui ou non, le *Trésor* a été trouvé, parce que les ouvriers employés ne sont pas surveillés et qu'il leur est facile de porter chez les horlogers les pièces qu'ils ont déterrées. Il n'a pu obtenir qu'un petit denier en bronze de Constantin. On lui en promet d'autres d'aussi mince valeur.

A la Bimboire, comme sur tous les lieux habités dans les temps reculés, on croit que de riches propriétaires sont partis après avoir enfoui leurs richesses sous quelque pierre. La légende est accueillie d'autant mieux que les apparences accusent en effet l'existence

d'une habitation très solidement construite, décorée avec luxe et chauffée au moyen d'un calorifère. A côté de la dernière salle en démolition, il y a une pièce de terre qu'on nomme la *Tourette*, parce que, sans doute, on y a rencontré les bases d'une construction circulaire, peut-être un bassin qu'on a pris pour les vestiges d'une tour.

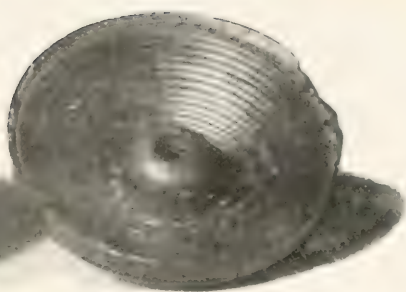
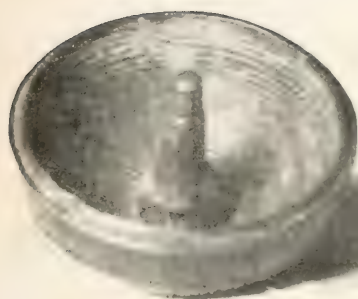
La villa occupait une grande superficie qui, en 1860, était remplie de buissons, de buttes, de pierrailles, de décombres qu'on a peu à peu enlevés pour les conduire dans les chemins. La ligne du chemin de fer qui traverse les ruines n'a rien fait découvrir, parce qu'elle passe en remblai, elle a seulement nivelé le terrain. A la *Massiais* qui est voisine, on aurait quelque chance de trouver des substructions identiques. Il croit qu'il faudrait chercher aussi du côté du Drouillay et au Brossay qui a déjà donné un *Tibère* en or¹.

Le territoire de Savenay aurait été fécond en découvertes si on avait pu suivre tous les défrichements. Le chef-lieu occupe l'emplacement d'une villa gallo-romaine et même d'une *mansio* (sur la route de Nantes à Saint-Nazaire) qui s'est révélée par des poteries, des substructions et des monnaies, disent les horlogers.

Les anciens ne pouvaient pas choisir de site plus agréable que les coteaux de Savenay. Ils s'y trouvaient abrités contre les vents du nord par le sillon de Bretagne et leur vue s'étendait sur toute la vallée de la Loire, depuis Cordemais jusqu'à l'embouchure, comme sur la rive poitevine.

¹ Collection de M. Anthime Ménard, avocat à Nantes,





UNE BOUILLOTTE EN BRONZE

OU CHAUFFERETTE A MAINS, DU XVII^e SIÈCLE

L'objet que je vous présente, Messieurs, peut offrir un intérêt, surtout dans ces contrées où il ne doit pas être très connu. Mon père qui, j'en suis sûr, l'avait communiqué aux nombreux connaisseurs qu'il avait autour de lui, à Saint-Omer, m'a maintes fois répété qu'il avait servi aux religieux de l'abbaye de Saint-Bertin, en cette ville. Rien, ce me semble, ne permet de préciser ce point; je me contenterai de fournir quelques indications sur sa provenance et sur sa destination.

Sa provenance? Je ne vois guère son utilité que dans nos régions septentrionales; c'est du reste à Saint-Omer qu'il a été recueilli, et il y a bon nombre d'années que je l'y admirais, avec l'espérance, aujourd'hui satisfaite, de le faire entrer dans ma collection.

Sa destination? C'est un petit récipient, dans lequel on enfermait, je le présume du moins, de la cendre bien chaude, et que l'on posait sur l'autel à portée du prêtre, pour qu'il pût de temps en temps y placer les mains, dans la crainte que la sainte hostie n'échappât à ses doigts raidis par le froid.

Je dis qu'on y enfermait de la cendre, quelle autre chose aurait-on pu y mettre?

De la braise se serait éteinte de suite, il n'y a pas d'ouverture pour entretenir la combustion.

De l'eau, que l'on ne pouvait du reste y mettre qu'en très petite quantité, se serait glacée bien vite, et n'aurait pu communiquer une chaleur suffisante à travers une paroi aussi épaisse.

Était-ce un morceau de fer chaud (*ferrum candens*, comme le dit l'exemple que je cite plus loin¹) ?

Je ne veux point préciser plus.

Si cependant je m'en rapporte à la légende qui est inscrite sur la paroi inférieure, mon doute devrait disparaître, puisque l'on parle de « *feu brûlant éprit* ». Mais n'y aurait-il pas là, de la part de celui qui a gravé la légende, le désir de préciser la destination de l'objet, peut-être aussi la nécessité de trouver une locution satisfaisante, car les deux parties de sa légende constituent deux vers, et la rime était observée. J'ai prié un ami d'en prendre des épreuves photographiques ; elles permettent de voir l'objet, en entier ; puis les deux parties séparées, à l'extérieur d'abord pour juger des dessins qui l'ornent, et à l'intérieur pour montrer le mode de fermeture.

Sa hauteur est de 0.048, son diamètre de 0.06, il est en bronze et pèse 0^k.328.

Il se compose de deux parties, on peut dire de deux hémisphères, de hauteur légèrement inégale, et que l'on réunit à l'aide d'un écrou à vis intérieur.

Sur la partie inférieure, qui a 0.03 de hauteur (c'est celle qui contenait la matière destinée à procurer la chaleur), on voit trois bandes séparées par des filets, mesurant chacune 0.01 de hauteur. La première contient le commencement de la légende.

x
r Que je puisse glacé, du feu brûlant éprit

Sur la seconde et sur la troisième bandes, un dessin ; le premier est une guirlande de laurier se développant dans deux sens ; je vois dans le second une reproduction assez exacte de la gloire que l'on trouve généralement représentée sur les cadrans solaires de cette époque.

Au centre, une petite proéminence de 0,025 de largeur, où

¹ Nous en voyons une application dans le fer à repasser dont se servent aujourd'hui, dans les contrées du Nord, les ouvrières lingères.

on lit le monogramme du Christ, avec croix au-dessus et trois clous en dessous.

La légende et les dessins sont tracés au burin, tandis que le monogramme du Christ et les caractères qui l'entourent sont au contraire grossièrement faits à la main. Et voici comment j'expliquerais, grâce à une observation très judicieuse que m'a présentée notre éminent confrère, M. le baron des Jamonnières, ce fait particulier. La chaufferette se fermait tout d'abord par un pas de vis, qui se sera usé par son fréquent usage, et que l'on aura remplacé par l'écrou signalé plus haut. Mais cette mutation n'a pu se faire sans que l'ouvrier détériorât l'objet, voilà pourquoi on trouve au-dessus et en dessous des traces de cuivre jaune; et ensuite, pour déguiser ce travail, on a fait, à la main, les monogrammes que je décris.

La partie supérieure à 0.022 de hauteur seulement; on y voit également les trois bandes et la proéminence, comme à la partie inférieure. La première bande, dont la hauteur est de 0.008, contient la fin de la légende :

Ame et corps eschauffer du Benoit saint Esprit
1634

La deuxième et la troisième bandes, qui ont chacune 0.01 de hauteur, offrent les mêmes dessins que dans l'autre partie et la proéminence porte, en caractères également tracés à la main, et pour la même raison que j'ai signalée, le monogramme de la Vierge et au-dessous un cœur percé d'un poignard.

Sur les conseils de notre aimable Bibliothécaire, M. le baron Gaëtan de Wismes, que je remercie du concours précieux qu'il a bien voulu me prêter en cette circonstance, je me suis procuré un ouvrage¹ qui me fournit quelques indications sur des objets à peu près similaires. Serions-nous en présence ou

¹ *Glossaire français du moyen âge à l'usage de l'archéologue et de l'amateur des arts*, par M. Le M. Léon de Laborde, membre de l'Institut; Paris, Adolphe Labitte, 1872.

d'une *Escaufaïde*, ou d'une *pomme à chauffer les mains*. Je laisse de côté la *pomme à refroidir les mains* qui évidemment n'a point ici son application.

J'y lis en effet, page 265 :

ESCAUFAÏLE, CHAUFFERETTE A MAINS. Boule de métal dans laquelle on introduisait de la braise ardente, et dont se servaient à l'église les prêtres et les fidèles. Je cite le passage du livre de voyages de Villars de Honnecourt. Il est peu probable que ces escaufaïles aient été réservées aux évêques seuls, comme semble l'indiquer Villars de Honnecourt, les pommes à chauffer mains étaient, en dehors de l'Eglise, d'un usage trop commun pour qu'on pût les interdire dans l'Eglise.

(A) 1248 Se vos voleis faire i escaufaïle de mains, vos fereis ausi come une pume de Keuvre de ij moitiés clozeice. Par dedans le pume de Keuvre doit avoir vj ciereles de Keuvre ; cascuns des cercles a ij toreillons et ens, en mi lieu, doit estre une paëlete à ij toreillons. Li torillon doivent estre cangiet en tel manière que li paelete al fu demeure adès droite ; car li uns des toreillons porte l'autre ; et se vous le faites à droit si comme li letre de vos devize e li portraiture, torner le poes quel part que vos voleis ; ja li fus ne s'espaudera. Cis engiens est bons à vesque. Hardiement puet estre à grant messe, car ja tant com il tiegne cest engiens entre ses mains, froides nes ara, tant com fust puist durer. En cest engieng n'a plus (*Villars de Honnecourt*).

(B) Unum calefactorium argenti deauratum, cum nodis curiosis insculptis, ponderis unius unci (*Invent. de l'Egl. d'Yorck. Du Cange*).

(C) Item unum califactorium de cupro deaurato cum nodis insculptis, ponderans X uncias.

J'y lis encore, pages 455 et 457 :

POMMES A REFROIDIR MAINS. C'est de l'enfantillage ou du raffinement, c'est aussi assez exceptionnel, quoique se rencontrant à des dates fort éloignées.

(A) 1467 une pomme de cristal ronde à refroidir mains (*Invent. des ducs de Bourgogne, 1351*).

(B) 1599 Une pomme d'agate, garnie d'argent, pour rafraîchir la main des malades (*Invent. de Gabrielle d'Estrées*).

POMME A CHAUFFER MAINS. Les citations suivantes, que j'ai échelonnées à de longues distances, expliquent l'usage de ces pommes de métal creuses qui remplaçaient les pots à feu qu'on porte encore à la main en Italie.

(A) 1380. Une pomme d'argent à chauffer mains en hiver (*Invent. de Charles V*).

(B). Une grosse pomme d'argent, dorée, à chauffer mains, laquelle est ronde pesant j marc, iij onces.

(C) 1399. Une pomme d'argent, à chauffer mains en yver, blanche, à esmaux d'arragon, celle qui est demourée à Saint-Germain, pesant deux marcs, deux onces, dix esterlins (*Invent. de Charles VI*).

(D) 1416. Une pomme d'argent doré, pour eschauffer mains, taillée à plusieurs rosettes, où il y a plusieurs pertuis (*Invent. du duc de Berry*).

(E) 1420. Une grosse pomme d'argent, dorée, cizelée, pendant à une chaenne d'argent dorée, en laquelle l'on met feu à chauffer mains, pesant ij marcs, j once (*ducs de Bourgogne, 4, 243*).

(F) 1502. Pomum argenteum, deauratum, foratum in plerisque locis, habens receptaculum etiam argenteum in quo solet poni ferrum candens, ad calefaciendas manus sacerdotis celebrantis tempore hyemali (*Invent. de Laon*).

(G) 1540. Une pomme de cuivre, ouvrée par-dessus en façon d'estuve (*Invent. du cardinal d'Amboise, Georges II*).

Voilà certes assez d'exemples pour trouver un point de comparaison, et sortir de mon hésitation. Mais aucun, je crois, ne se rapporte complètement à l'objet que je vous présente.

Persistant dans ma première interprétation, je laisse à d'autres le soin de préciser ce qui demeure vague, ou imprudemment avancé, dans les quelques lignes dont j'ai cru devoir accompagner la communication de ma petite chaufferette.

ED. PIED,

*Econome du Lycée de Nantes,
Membre de la Société archéologique de la Loire-
Inférieure et d'Ille-et-Vilaine.*

TABLE DES MATIÈRES

Liste des membres de la Société archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure. Bureau	5
Comité central	6
Membres titulaires.	7
Membres correspondants.	17
Membres honoraires	19
Sociétés correspondantes.	20
Extraits des procès-verbaux des séances, par MM. le baron DE WISMES et le vicomte DE KERVENOËL.	24
Les Noces d'or de la Société archéologique : nomination de la Commission spéciale ; lettres circulaires ; compte rendu officiel ; articles de journaux et revues	59
Les Grandes Seigneuries de Haute-Bretagne comprises dans le territoire actuel du département de la Loire-Inférieure, par M. l'abbé GUILLOTIN DE CORSON	129
Comment les faits priment la tradition, par M. LÉON MAITRE.	228
L'oratoire de Saint-Clair et la vieille église Saint-Similien de Nantes, par M. HENRI LE MEIGNEN	237
Notes et documents inédits sur les opérations des armées républicaines au pays de Retz, en 1793, par M. le marquis DE L'ESTOURBEILLON	252

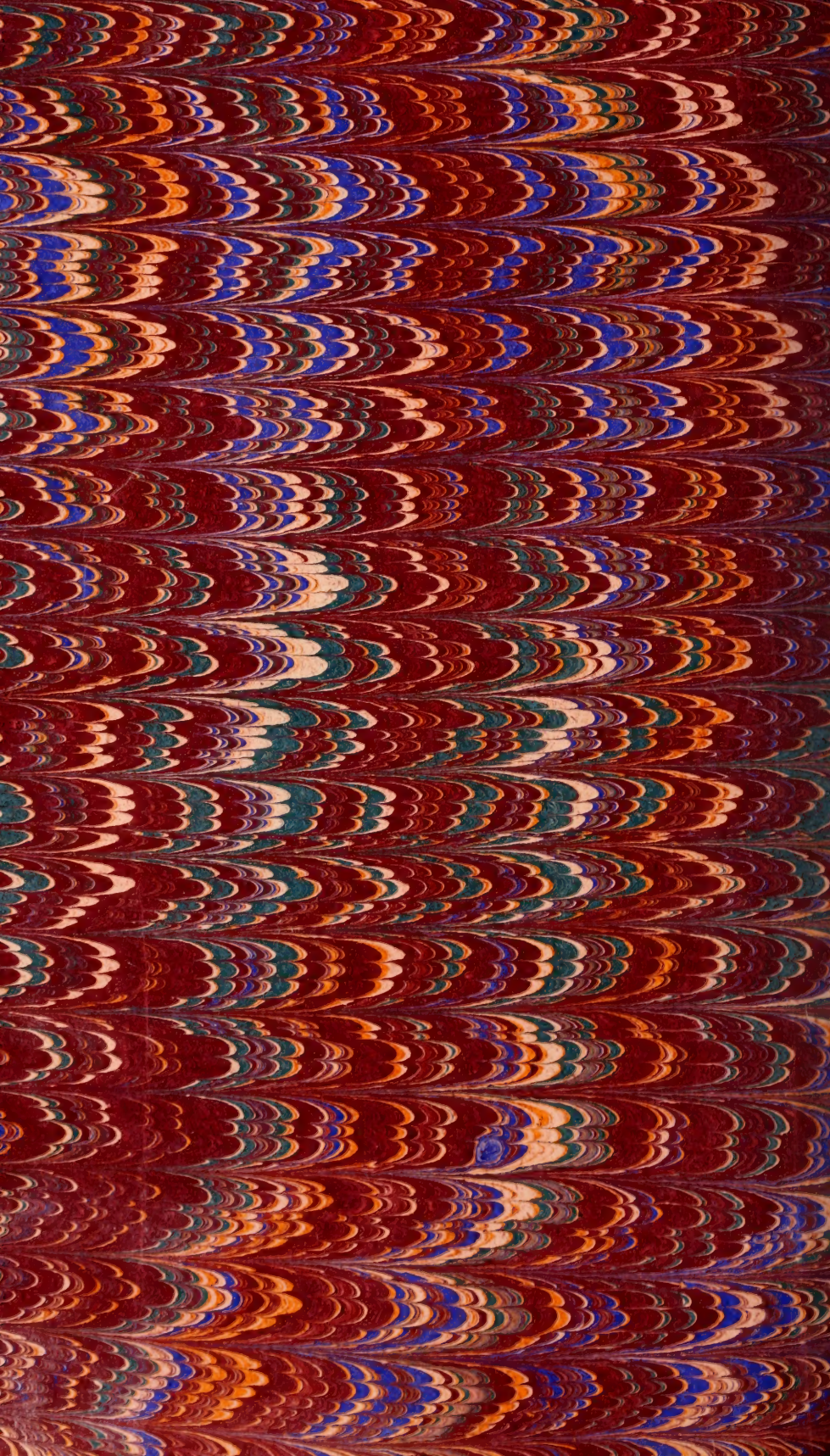
Les Ruines du château de Châteaubriant, par M. LÉON MAITRE.	264
Ruines de la Bimboire, par M. RAISON.	269
Une bouillotte en bronze ou chaufferette à mains, du XVII ^e siècle, par M. EDOUARD PIED	273

GRAVURES

Plan de la Bimboire.

Chaufferette à mains du XVII^e siècle.





GETTY CENTER LIBRARY



3 3125 00700 3029

